TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 272 DERNIÈRE ÉDITION DIMANCHE 26 - LUNDI 27 AVRIL 1981

LE MONDE DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

3,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 800 L. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4 kr. ; Suisse, 1,30 F ; E.U., 85 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207 - 23 PARIS
Telex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

La levée de l'embargo américain

Des sanctions peu efficaces

En décidant, au cours de la première réunion du cabinet américain qu'il présidait en personne depuis l'attentat du 30 mars, de lever totalement les limitations aux exportations de céréales à destination de l'U.R.S.S. décrétées par son prédécesseur en représailles à l'invasion de l'Afghanistan, M. Ronald Reagan a choisi de trancher dans le vif. Ses conseillers et ses ministres étaient très partagés sur l'opportunité de cette mesure.

M. Reagan a tenu à ce que sa position soit bien comprise. Les Soviétiques ne doivent pas interpréter son geste comme le signe d'un quelconque fléchissement de sa volonté de leur faire pièce. « Les Etats-Unis, comme la grande majorité des nations, ont condamné et restent opposés à l'occupation soviétique de l'Afghanistan », a déclaré le président en rendant publique sa décision. Il a ajouté une nette mise en garde à propos de la Pologne, en affirmant que Washington « réagira fermement à tout acte d'agression, quel que soit l'endroit où il ait lieu ».

Les dirigeants soviétiques savent, au demeurant, à quoi s'en tenir et ils ont suivi de très près l'action des différents protagonistes américains de cette affaire, les fermiers du Middle-West, leurs puissants « lobbies », leurs représentants et sénateurs, leur ministre, M. John Block, partisan, dès son entrée en fonctions, d'une levée immédiate des limitations. M. Reagan a obéi pour l'essentiel à des motifs de politique intérieure en abrégeant le mémorandum de M. Carter qui interdisait les ventes de céréales à l'U.R.S.S. au-delà de la quantité prévue par un contrat antérieur. Il s'agit avant tout de ne plus perdre aucune voix des élus des Etats céréaliers lors du délicat débat budgétaire ouvert au Congrès, au cours duquel des défections ont déjà été enregistrées. C'est également pour des raisons de politique intérieure que M. Reagan, lorsqu'il n'était que candidat à la Maison Blanche, s'était opposé à l'embargo partiel décidé par M. Carter.

M. Reagan n'a pu remplir son engagement, avec un retard de trois mois, qu'en soumettant à rude épreuve la cohésion de son cabinet. Même si la notion de solidarité gouvernementale est moins impérative à Washington qu'à Paris, les réserves exprimées publiquement par le secrétaire d'Etat, M. Haig, sur la décision de son « patron » sont de mauvais augure quant à la cohérence du « travail d'équipe » que le chef de l'exécutif a promis à ses concitoyens.

Le bilan de cet embargo partiel est difficile à établir. L'agence Tass ne veut y voir que les « graves dommages » portés aux... Etats-Unis, et les fermiers américains gonflent à l'envi le montant de leur manque à gagner. Au-delà des querelles sur les chiffres ou des démêlés de Paris avec la Commission de Bruxelles à propos de l'exportation de 600 000 tonnes de blé français, on peut s'interroger sur l'efficacité de « sanctions » de cet ordre. Elles sont, manifestement, sans effet lorsqu'elles se proposent d'entraver le commerce de denrées de très large diffusion. Même si l'embargo avait été universellement appliqué — ce qui n'était pas le cas, le Canada notamment ne l'observant plus depuis l'an dernier — il eût sans doute donné lieu aux habituels détournements de trafic fructueux pour les seuls intermédiaires.

Aux Etats-Unis, c'est cette vision réaliste des difficultés de l'entreprise qui a prévalu, au prix d'une nouvelle perte de prestige pour un secrétaire d'Etat dont la mission prend décidément un mauvais départ.

La France pourra vendre à l'U.R.S.S. 600 000 tonnes de blé

La décision du président Reagan de lever l'embargo partiel sur les céréales destinées à l'U.R.S.S., décrété en janvier 1980 par M. Carter, a été généralement bien accueillie à travers le monde. Elle avait d'ailleurs été anticipée par les milieux spécialisés. L'agence Tass estime que l'embargo « a causé de graves dommages non à l'U.R.S.S. *mais aux Etats-Unis », tandis que la Commission de Bruxelles se prépare à* « tirer les conclusions appropriées ». *Plus rien ne s'oppose, en particulier, à la vente de 600 000 tonnes de blé français à l'U.R.S.S.*

A Washington, des experts soviétiques ont commencé, dès vendredi après-midi, les négociations sur l'achat de millions de tonnes de céréales.

De notre correspondant

Washington. — L'Union soviétique n'a pas perdu de temps. Moins de quatre heures après la levée de l'embargo, ses représentants négociaient déjà à Washington l'achat de millions de tonnes de céréales. « *Ils sont là, en ce moment, dans l'immeuble* », précisait M. John Block, le secrétaire à l'agriculture, ravi par tant d'empressement. De quoi enchanter surtout « ses » cultivateurs du Middle-West qui, après avoir avoir beaucoup grogné, ne tarissent pas d'éloges sur la Maison Blanche. « *C'est l'une des meilleures nouvelles depuis très longtemps* », a affirmé un porte-parole de leur fédération, selon lequel « *les fermiers américains ont perdu 3 milliards de dollars* » en quinze mois d'embargo.

Les Etats-Unis souhaitent renouveler l'accord céréalier avec l'U.R.S.S. qui arrive à échéance le 30 septembre prochain. Mais les négociations actuelles ne portent que sur les excédents de blé, de maïs et de soja visés par l'embargo du 4 janvier 1980. Selon l'accord quinquennal en vigueur, l'U.R.S.S. peut acheter jusqu'à 8 millions de tonnes de céréales aux exploitants américains. Au-delà de ce volume, il faut l'accord du gouvernement fédéral. C'est ainsi que les 17 millions de tonnes supplémentaires qui avaient été accordées en 1979 furent bloquées par M. Carter après l'invasion de l'Afghanistan.

La levée de l'embargo a été annoncée vendredi en début d'après-midi, à l'issue de la première réunion de cabinet que présidait M. Reagan depuis son hospitalisation. Le nouveau président aura donc attendu treize semaines pour tenir l'une de ses promesses électorales les plus concrètes. Ce retard était dû à des raisons de politique internationale : sous l'influence du général Haig, le secrétaire d'Etat, la nouvelle administration voulait d'abord impressionner Moscou et tenir compte de la situation en Europe centrale. Car le contexte de l'embargo avait changé.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 3.)

L'élection présidentielle des 26 avril et 10 mai

• Aucune négociation n'est prévue entre le P.C. et le P.S.
• MM. Giscard d'Estaing et Chirac refuseront tout « marchandage »

Quelque trente-six millions six cent quarante mille électeurs inscrits — soit un peu plus de cinq millions qu'en 1974 — étaient appelés à voter dimanche 26 avril pour le premier tour de l'élection présidentielle. Cette progression est notamment due au fait que l'âge de la majorité électorale a été abaissé de vingt et un ans à dix-huit ans au cours du septennat. Le second tour aura lieu le 10 mai, entre les deux candidats arrivés en tête des dix concurrents du premier tour.

M. Giscard d'Estaing devait reprendre sa campagne dès lundi à Dijon. M. Mitterrand prévoyait de tenir quatre meetings entre les deux tours, dont un au Parc des Princes le 7 mai. Les organes dirigeants du P.S. et de la campagne du candidat socialiste se réuniront lundi et mardi. Le P.C.F. a prévu d'organiser un meeting entre les deux tours. Aucune négociation ne devait avoir lieu entre les communistes et les socialistes. Dans la majorité, MM. Giscard d'Estaing et Chirac avaient récusé à l'avance toute idée de « marchandage ».

La campagne pour le premier tour s'est achevée sans incident majeur, si l'on excepte l'attentat d'Ajaccio, qui est plus lié au problème corse qu'au choix électoral. Campagne calme et, dans l'opinion, absence de passion, ce qui ne signifie pas manque d'attention. Les candidats ne s'adressèrent pas à des salles vides au cours de leurs déplacements, et les émissions électorales, surtout les débats télévisés de la pré-campagne, ont obtenu une bonne écoute. Mais il n'y a pas eu, comme en 1974, le sentiment que certains candidats étaient portés par un grand élan populaire.

Sur les dix, neuf étaient conduits, par la force des choses, à faire d'abord campagne contre le président sortant, qui s'en est douloureusement étonné. Aussi ont-ils tiré à boulets rouges sur le bilan que leur présentait M. Giscard d'Estaing, d'où le sentiment d'une conjonction de critiques. Les « neuf » ne se sont pas pour autant ménagés les uns les autres.

Dans le procès fait à sept ans de gestion, le chômage — ce qu'il aurait fallu faire, ce qu'il faudra faire — a tenu la vedette. C'est dans le domaine de l'emploi que les propositions ont été les plus nombreuses. La politique étrangère a été singulièrement mise en cause, à travers la rencontre de MM. Giscard d'Estaing et Brejnev à Varsovie. La question de la présence des ministres communistes dans un éventuel gouvernement de gauche a été régulièrement posée par M. Marchais et reprise par MM. Giscard d'Estaing et Chirac, et l'on s'est aussi beaucoup interrogé, tant à gauche qu'à droite, sur la cohésion de la majorité parlementaire, l'actuelle ou une autre, après la confrontation présidentielle.

Cette interrogation-là demeure au premier plan de la campagne du second tour. A gauche, M. Mitterrand a précisé qu'il n'avait pas l'intention de négocier avec M. Marchais entre les deux tours. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a précisé que son parti n'accepterait aucune condition posée par le P.C.F. Au reste, M. Marchais ne paraissait pas désirer une rencontre des dirigeants des deux partis. Le comité central du P.C.F. se réunira au début de la semaine et analysera les résultats de son candidat et des autres.

M. Mitterrand, persuadé de figurer au second tour, laissait entendre à la veille du scrutin qu'il comptait beaucoup plus sur la volonté unitaire de l'électorat de gauche, notamment des électeurs communistes, que sur le P.C.F. lui-même. Il allait au devant des vœux du centre-gauche, exprimés par M. Crépeau, voire du centre, en expliquant qu'il ne saurait changer la société en sept ans et que, de toute façon, il n'était pas l'homme « *des solutions à caractère brutal ou violent* ».

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 4.)

Point de vue

Le président et les bookmakers

par MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET (*)

« Marchais gagne un point, Chirac remonte, duel serré pour le deuxième tour, Mitterrand l'emporte à l'emballage, non, Giscard conserve l'avantage d'une courte tête... »

En prenant connaissance, semaine après semaine, voire jour après jour, des résultats des sondages électoraux, beaucoup de Français ont dû se demander pourquoi la rubrique hippique avait brusquement pris tant de place dans leurs journaux ou leurs émissions habituelles. Le fait est que l'utilisation abusive des enquêtes, qui renchérissent l'une sur l'autre et se contredisent à plaisir, fait de plus en plus ressembler la période pré-électorale à la préparation d'un tiercé.

Va-t-il falloir aller jusqu'au bout du système en exigeant des candidats qu'ils disputent la présidence sur l'hippodrome d'Auteuil, et des électeurs qu'ils déposent dans l'urne la mise financière correspondant à leur choix ? La Présidence Mutuelle Unifiée, en quelque sorte.

Ce grand fracas de chiffres n'est pas très sérieux. Il est même tout à fait choquant.

Le malheur est que dans l'aventure nous risquons de voir désigner, aux lieu et place des vrais coupables, un bouc émissaire. Qui ? Les sondages eux-mêmes, parbleu. Ils n'ont jamais eu bonne presse, fût-ce auprès de la presse qui en est le principal commanditaire. On les accuse de manipuler l'opinion, ce qui est faux : l'annonce d'un bon score pour tel ou tel candidat déclenche autant de réactions dans le camp opposé qu'elle suscite d'adhésions de la part de ceux qui volent au secours de la victoire ; inversement, la proclamation d'un mauvais résultat dissuade les uns mais mobilise les autres ; les influences jouent dans les deux sens, de nombreuses études l'ont souligné.

Mais les accusateurs des sondages n'y regardent pas de si près. Quand on ne maîtrise pas une technique, il est commode de se retourner contre elle en l'accusant de ses propres erreurs. « *Puisque les sondages faussent le jeu et puisqu'ils se trompent, entend-on dire, supprimons-les.* » Des hommes politiques eux-mêmes épousent volontiers cette thèse.

Supprimons les sondages, oui. Et du coup retournons cinquante ans en arrière, en faisant disparaître une procédure démocratique devenue essentielle pour un Etat moderne : le libre accès des citoyens aux informations concernant l'évolution de cette opinion à laquelle ils participent et qui est placée, par la Constitution, au cœur du système électoral. Est-ce cela qu'on souhaite ? Je ne crois pas que ce serait un progrès.

Il est clair que, en U.R.S.S., les sondages sont inutiles et que le problème ne se pose pas de savoir si M. Brejnev sera réélu.

(Lire la suite page 8.)

(*) Président de Publicis.

POINT

L'emploi et la robotique

L'emploi a été le thème central de la première partie de la campagne électorale. Si les candidats ont longuement disserté sur les voies et moyens pour, sinon résorber, du moins contenir le chômage, ils n'ont, pour la plupart, fait qu'effleurer ce qui aurait pourtant dû être au cœur du débat : les conséquences qualitatives et quantitatives sur l'emploi de l'irruption de l'électronique dans tous les secteurs d'activité des pays industrialisés.

Il ne s'agit plus de science-fiction. Le Monde Dimanche *de ce jour publie un dossier qui montre que l'automatisation des processus de production — la robotique — se met en place. Si elle permet de supprimer les tâches pénibles et d'accroître la productivité des entreprises, elle a deux autres corollaires : la suppression massive d'emplois industriels et une mutation profonde des rapports de l'homme avec le travail.*

Le tertiaire, les services, pourront-ils absorber ce transfert de main-d'œuvre ? On peut en douter. Car, là aussi, l'introduction de la bureautique risque de se traduire, au mieux par une stabilisation, au pire par une régression du nombre d'emplois.

La thèse traditionnelle, selon laquelle ces nouvelles activités créent autant d'emplois qu'elles en suppriment, néglige deux données nouvelles. Du fait de l'accélération du progrès, la mutation va s'opérer dans un laps de temps bien plus court que lors des précédentes révolutions industrielles et, si une forte croissance économique a permis autrefois d'amortir l'impact de telles mutations, les pays industrialisés sont aujourd'hui en crise et la sortie du tunnel n'est pas en vue.

Impératif de compétitivité oblige, il faudra bien accélérer la « robotisation » des usines. Cet effort doit-il s'accompagner d'une « bureautisation » massive des bureaux, au risque de multiplier les chômeurs ? Est-ce la seule réponse à la crise ? Un débat capital qui n'a pas eu lieu.

• PAGE 7 :

La vie en morose

par ANDRÉ FONTAINE

MERCREDI 29

ROMY SCHNEIDER MARCELLO MASTROIANNI

FANTÔME D'AMOUR

un film de DINO RISI

AU JOUR LE JOUR

FACE-A-FACE

A peine la campagne officielle du premier tour est-elle close que l'on évoque déjà la possibilité d'un face-à-face télévisé entre les deux tours.

Mais reste à savoir si, pour les deux candidats qui resteront en lice, s'affronter sans avoir la moindre chance de se convaincre avec pour principale ambition de gagner des voix grâce à un bon mot, une réplique cinglante ou un geste théâtral, est plus démocratique que d'essayer d'exposer calmement et sereinement l'essentiel de son programme en faisant appel à l'intelligence et à la réflexion des électeurs ?

MICHEL CASTE.

UNE PRIORITÉ

Un grand ministère de la culture

La culture est encore réservée en France à une minorité de privilégiés. Le chemin tracé sous l'impulsion des présidents de Gaulle et Pompidou par André Malraux doit être rapidement repris.

En effet, dans tous les milieux, ouvriers, employés, paysans, on entend encore dire trop souvent : « *Rembrandt, Picasso, Mozart ou Debussy, on ne comprend pas, ce n'est pas pour nous !* » Et cela est vrai pour la très grande majorité des Français. Notre vie culturelle est élitiste parce que l'enseignement dispensé par le ministère de l'éducation n'a toujours pas pris en compte véritablement la sensibilisation des enfants au monde artistique. Or je crois qu'il faut dire que pour construire des esprits harmonieux, des hommes et des femmes équilibrés, il est aussi important de *donner leur place aux disciplines de* la sensibilité qu'aux disciplines de la connaissance.

N'oublions pas le noble objectif d'André Malraux : « *Rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et, d'abord, de la France, au plus grand nombre possible de Français.* »

Pour y parvenir, il faut que les gouvernements de la France aient pour volonté, pour la fin de notre *vingtième siècle,* de sensibiliser, dès l'école primaire, tous les petits Français au monde des arts et de la culture.

MARCEL LANDOWSKI,

ancien directeur de la musique et ancien directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris.

(Lire la suite page 12.)



étranger

EUROPE

Irlande du Nord

La commission européenne des droits de l'homme se saisit du cas de M. Bobby Sands

Une délégation de la *commission européenne* des droits de l'homme, saisie par la famille de M. Bobby Sands, ancien membre de l'IRA, en grève de la faim, d'une requête contre le Royaume-Uni, a été autorisée, le 24 avril, par le gouvernement britannique, à rendre visite dès samedi au détenu, à la prison de Long-Kesh, près de Belfast. Cette démarche a fait naître l'espoir d'un compromis et, pour la première fois depuis neuf jours, la journée de vendredi a *été calme en Irlande du Nord*.

Les manifestants observent une trêve à Belfast

De notre envoyé spécial

Belfast. — Après les émeutes dont elle a été le théâtre depuis une semaine, on s'attend à retrouver la capitale de l'Irlande du Nord avec son visage des mauvais jours. Pourtant, *si la tension persiste, du moins* s'est-elle sensiblement relâchée.

A Belfast, on espère, on pressent du nouveau. Dans les quartiers catholiques, on considère généralement *comme un premier succès le fait* qu'une délégation de la commission européenne des droits de l'homme ait accédé à la demande de la sœur de M. Sands, et vienne enquêter sur place.

Il y a manifestement le souci chez un certain nombre d'éléments, qui s'étaient signalés depuis une semaine par leur inlassable agressivité à *l'égard des policiers et des soldats* britanniques, de ne pas indisposer les « *envoyés de Strasbourg* » par des violences intempestives. L'assassinat, dans la nuit de jeudi à vendredi, *d'un ancien membre de* l'Ulster Defence Regiment (supplétifs de l'armée britannique) par un commando nationaliste a été ressenti par bien des sympathisants de l'IRA comme une erreur, *au moins quant* à la date.

Quoi qu'il en soit, l'IRA — et au-delà l'ensemble du courant politique dont elle est le fer de lance — a tout à gagner à l'intervention de la commission européenne. Bien des *nationalistes avaient* en effet le sentiment, d'ailleurs fondé, que, après avoir retenu l'attention du monde entier pendant l'été 1969, ils ne rencontraient plus guère aujourd'hui *qu'une indifférence résignée.* C'est tout juste si quelques opérations particulièrement spectaculaires comme l'assassinat de lord Mountbatten et de huit parachutistes anglais en *août 1979 parvenaient encore* à capter, mais pour quelques jours seulement, l'intérêt de l'opinion internationale.

Les affrontements de Londonderry, *de Belfast et de nombreuses* petites villes de la province prouvent que l'IRA a conservé tout son pouvoir de mobilisation. En particulier auprès de « teen-agers », dont l'apparition *n'est pas nouvelle dans la guérilla* urbaine d'Irlande du Nord, mais chez qui manifestement la relève est assurée.

En République d'Irlande aussi les *inscriptions favorables à la réunification* de l'île et au départ des Britanniques ont fleuri ainsi que des affiches et des tracts favorables à M. Sands. L'Eglise catholique n'a pas ménagé, pour sa part, les appels humanitaires en faveur des détenus. Même si, comme *le rappelle* Mgr Edward Daly, évêque de Londonderry, « *on ne peut raisonnablement approuver ce mode de protestation* ».

Sans doute serait-ce de la part de l'IRA aller bien vite et bien loin que de prétendre avoir conquis des positions jusque-là hostiles ou réservées. Mais cette seconde grève de la faim, après *le demi-échec de* décembre dernier, est certainement pour elle une bonne opération politique. A l'inverse, si malgré le mouvement qui s'esquisse en sa faveur, M. Sands meurt, le mouvement nationaliste se sera mis lui-même au pied du mur. A Belfast comme partout en Ulster tout peut encore arriver.

BERNARD BRIGOULEIX.

Un compromis n'est plus exclu

De notre correspondant

Londres. — A la demande de Mlle Marcella Sands, sœur de M. Bobby Sands, qui en est à *son cinquante-sixième jour* de jeûne, deux membres de la commission européenne des droits de l'homme, MM. Norgaard (*Danemark*) et Torkel (Norvège) entreprennent ce 25 avril à Belfast une ultime démarche pour tenter d'arracher à la mort le jeune député de Fermanagh. La demande de Mlle Marcella Sands, adressée jeudi dernier à la commission européenne, invoque plusieurs articles de la convention des droits de l'homme concernant notamment le « *droit à la vie* », l'« *interdiction de tout traitement inhumain* », la « *liberté d'expression* ».

Il apparaît que les gouvernements *de Londres et* de Dublin — et plus particulièrement M. Haughey, premier ministre irlandais — *et M. John Hume*, leader du parti catholique S.D.L.P. d'Irlande du Nord et député de l'Assemblée européenne, *ont favorisé* l'initiative de Mlle Sands, elle-même exclusivement motivée par des raisons *humanitaires*.

L'espoir ténu auquel s'accrochent les autorités irlandaises et britanniques est que *M.* Sands acceptera d'abord l'ouverture d'une enquête, ensuite et surtout interrompra sa grève de la faim, en attendant les conclusions des enquêteurs. En effet, même en accélérant la procédure, la commission européenne ne pourrait se réunir en séance plénière avant les premiers jours de mai. Or, selon sa sœur, M. Sands n'a plus que quelques jours à vivre.

M. Sands a accepté de recevoir les délégués à condition que *M. Morrisson*, un de ses camarades prisonniers, et deux leaders de l'IRA soient présents à ses côtés pendant la visite. Il n'était pas établi ce samedi matin que le gouverneur de la prison, agissant évidemment sur les instructions de Londres, accepte ces conditions.

Apparemment, les amis politiques de M. Sands se méfient de l'initiative mise au point par MM. Haughey et Hume, craignant qu'elle *n'aboutisse à mettre* fin au spectaculaire mouvement de protestation, sans leur procurer les contreparties *demandées*. D'autre part, la commission semble s'intéresser surtout aux violations de la liberté d'expression — c'est-à-dire le refus du gouvernement britannique d'autoriser M. Sands à rencontrer les journalistes avant son élection, et de lui permettre d'avoir des contacts normaux avec ses électeurs — alors que M. Sands est essentiellement préoccupé par les conditions de détention et l'attribution d'un statut spécial aux prisonniers républicains.

En juin dernier, la commission européenne, tout en blâmant l'intransigeance du gouvernement britannique, avait conclu que la *demande d'un statut politique* par les prisonniers n'était pas recevable. D'autre part, les Britanniques, estimant que le statut spécial demandé par les prisonniers est pratiquement un statut politique *de facto*, s'y opposent fermement.

Néanmoins, on laisse entendre, à Londres, que, malgré les pressions et les menaces de la majorité protestante, hostile à toute concession envers les « criminels », le gouvernement n'exclut pas la *possibilité d'un compromis, notamment* sur la question du port de vêtements civils par les prisonniers. *Mais*, en même temps, on souligne que le meurtre de M. Robinson, ancien membre d'une organisation protestante, tué, jeudi dernier, après l'assassinat, quelques jours auparavant, d'un autre militant protestant, ne facilite pas la recherche d'un compromis.

HENRI PIERRE.

R.F.A.

La conclusion d'un accord salarial dans la métallurgie se révèle beaucoup plus difficile que prévu

Les négociations salariales dans l'industrie métallurgique ouest-allemande, qu'on croyait sur le point d'aboutir (1), viennent de prendre une tournure inquiétante. De part et d'autre on s'efforce d'éviter une grève qui aurait des effets catastrophiques pour l'économie de la R.F.A. Au surplus, la métallurgie exerce une fonction-pilote pour l'ensemble des règlements de salaires dans les branches les plus diverses.

De notre correspondant

Bonn. — Jusqu'à présent, les négociations entre patronat et syndicats *ont obéi à un rite* solidement établi. Pendant plusieurs semaines au début de chaque année, les partenaires sociaux poursuivent des négociations apparemment très difficiles. Peu à peu cependant, les positions se rapprochent pour aboutir à un compromis. Personne, certes, ne se déclare entièrement satisfait, mais chacun s'enorgueillit d'avoir fait des sacrifices pour maintenir le « consensus social » qui a été l'un des facteurs de la prospérité *ouest-allemande*.

Cette fois, le scénario n'a pas été bien observé. Jusqu'au vendredi 24 avril, tout paraissait indiquer que la tradition ne serait pas rompue. Comme toujours, les positions avaient été très divergentes lors de l'ouverture des négociations. Les employeurs de la métallurgie offraient une hausse des salaires de 2,5 % pour 1981, alors que le syndicat I.G. Metall réclamait 8 %. Une série de pourparlers dans les diverses régions de la République fédérale s'est alors engagée. L'issue décisive était attendue à Wiesbaden et, *durant la nuit de jeudi 23* à vendredi 24, un accord a effectivement été conclu par les négociateurs patronaux et syndicaux pour l'industrie métallurgique du Land de Hesse.

La question était de savoir si le taux d'augmentation salariale serait un peu inférieur ou un peu supérieur à 5 %. Le conflit était surtout d'ordre psychologique. Les dirigeants syndicaux tenaient à « *un 5 devant la virgule* » pour convaincre les ouvriers que leur pouvoir d'achat serait maintenu. Les experts ont, en effet, depuis quelque temps révisé leurs estimations et prévoient une inflation de 5,5 % en 1981. Cela n'a pas empêché que, de leur côté, les employeurs aient refusé de franchir le seuil des 5 %, afin de faire comprendre aux travailleurs *que le moment était venu pour* chacun de se serrer un peu la ceinture.

Surprise de dernière heure

En fin de compte, les employeurs avaient offert une hausse *générale de 4,7 %, ainsi que des* avantages supplémentaires pour les catégories les plus mal payées, ce qui aurait abouti au total à une hausse de 4,9 % de la masse salariale. A cela s'ajoutaient encore des primes supplémentaires déjà négociées pour les vacances d'été et pour la fin de l'année. Les syndicats auraient donc pu crier victoire. De leur côté, les employeurs pouvaient également s'estimer satisfaits puisque le début d'application de cet accord était fixé au 1[er] mars et non au 1[er] février, date d'expiration de l'ancien contrat.

Aussi tout le monde a-t-il été choqué en apprenant, quelques heures plus tard, que la « grande commission tarifaire » avait rejeté l'accord conclu par les négociateurs du syndicat I.G. Metall. C'est là, sans aucun doute, *une conséquence des changements* introduits cette année dans les règles du jeu en matière de négociations salariales. Dans le passé, I.G. Metall acceptait un système interdisant toute espèce de grève ou d'agitation avant que les pourparlers avec les employeurs aient définitivement échoué. Il y a quelque temps, toutefois, le syndicat est revenu sur cet accord afin de faire prévaloir la tactique dite de « *la nouvelle mobilité* ». Pour la première fois donc, les *longues négociations de cette* année ont été accompagnées de grèves d'avertissement visant à mobiliser la base et à exercer la plus grande pression possible sur le patronat.

Certains dirigeants syndicaux en arrivent à se demander si la « *nouvelle mobilité* » *des militants* n'a pas pour résultat de rendre beaucoup plus difficiles des compromis raisonnables. Toujours est-il qu'à l'heure actuelle, les responsables de l'I.G. Metall sont eux-mêmes soumis à des pressions gênantes.

Les négociateurs syndicaux, après le désaveu qui vient de leur être infligé à Wiesbaden, essaient néanmoins de sauver la situation. Pour l'instant, leur tactique consiste à retarder les décisions qui pourraient déclencher un appel à la grève. Le comité directeur du syndicat, réuni vendredi 24, à Francfort, s'est, certes, vu contraint de déclarer formellement l'échec des négociations salariales en Rhénanie du Nord-Westphalie, dans le land de Hesse, en Basse-Saxe et dans le nord de la République fédérale. Mais en même temps, il a estimé *que le moment n'était pas venu* d'organiser le référendum syndical indispensable pour qu'un ordre de grève puisse être lancé.

Une nouvelle rencontre avec les employeurs doit avoir lieu mardi 28 avril, à Stuttgart, où s'ouvriront des discussions salariales pour les régions du Nord-Wurtemberg et de la Bade du Nord. De leur côté, les représentants du patronat *ont laissé entendre* qu'à cette occasion il leur sera peut-être possible d'améliorer quelque peu l'offre rejetée à Wiesbaden.

JEAN WETZ.

(1) Une dépêche de l'A.F.P. — reproduite dans nos éditions datées du 25 avril — avait même annoncé la conclusion de l'accord salarial dans la métallurgie.

● *Sigurd Debus*, mort le 16 avril après soixante-quatre jours de grève de la faim (*le Monde* du 17 avril), a été enterré, le vendredi 24 avril, dans la plus stricte intimité, près de Muenster. D'après l'autopsie, l'extrémiste allemand est mort non des suites de son jeûne volontaire, mais d'une hémorragie cérébrale. — (*A.F.P.*)

PLUSIEURS MANIFESTATIONS ONT EU LIEU POUR COMMÉMORER LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN DE 1915

A l'occasion de la commémoration du génocide arménien de *1915 — fixée le 24 avril,* — différentes manifestations ont été organisées.

A *Jérusalem*, deux mille Arméniens ont défilé pour réclamer la libération du Père Manuel Yergatian, arrêté à Istanbul le 13 octobre 1980, sous l'accusation de véhiculer du matériel de propagande antiturque. Son lieu de détention n'a jamais été communiqué aux organisations, dont Amnesty International, qui ont enquêté sur son sort.

A Athènes, une centaine de jeunes Arméniens ont manifesté devant les locaux de l'ambassade *de Turquie et tenté, en vain, de* remettre une pétition à l'ambassadeur. Une cérémonie de commémoration religieuse a eu lieu d'autre part.

A Paris, cent cinquante jeunes membres du Mouvement de libération arménienne se sont réunis au Père-Lachaise devant la statue du général Altranik, « héros national arménien », et se sont ensuite rendus en cortège jusqu'à la Bastille. Un autre défilé a eu lieu de la place Saint-Augustin au consulat de Turquie.

A Marseille, M. Gaston Defferre, *député et maire, et trois députés*, MM. Marcel Tassy (P.C.), Joseph Comiti (R.P.R.) et Jean-Claude Gaudin (U.D.F.), ont assisté à un rassemblement de plusieurs centaines d'Arméniens en haut de la Canebière.

A Lyon, un millier d'Arméniens *se sont réunis place* Bellecour et ont défilé jusqu'à la préfecture. Le comité de défense de la cause arménienne a appelé ses adhérents à « *sanctionner par leur vote M. Giscard d'Estaing* ».

PROCHE-ORIENT

Les visites à Moscou du colonel Kadhafi et du ministre koweïtien des affaires étrangères

L'U.R.S.S. tente à nouveau une « rentrée » sur la scène proche-orientale

De notre correspondant

Moscou. — Le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Koweït, le cheik Sabah *al Ahmad* al Jaber al Sabah, achève ce samedi 25 avril une visite de trois jours à Moscou alors que le colonel *Kadhafi* est attendu lundi dans la capitale soviétique (1). Ainsi l'U.R.S.S. tente-t-elle une « rentrée » au Proche-Orient à un moment où la situation demeure préoccupante au Liban. Sur le fond, la position de Moscou n'a pas changé depuis plusieurs années. Elle a été exposée avec une particulière netteté par M. Brejnev dans son rapport au XXVI[e] congrès du P.C. soviétique. L'U.R.S.S. se prononce pour un règlement « *juste et global* » *du conflit* israélo-arabe au *moyen* d'un « *dialogue ouvert et honnête compte tenu des intérêts de tous les pays situés dans la région* ». Elle se déclare prête à participer à des efforts communs avec les pays arabes, Israël, l'Europe et les Etats-Unis et se prononce pour la convocation d'une conférence internationale réunissant toutes les parties concernées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine.

Le problème est, justement, que depuis 1977 *toute* la politique américaine a eu pour but d'éliminer les Soviétiques des *tentatives de règlement en cours* et que tous les efforts de ces derniers ont consisté à retrouver une *place* dans la région. *Ils* ont, pour y parvenir, procédé de différentes façons : après avoir attendu un échec flagrant du processus de paix engagé à Camp David, ils ont « collé » aux Etats du Front de la fermeté qui refusent le « marché séparé » entre l'Egypte et Israël. Ils ont ainsi resserré leurs liens avec la Syrie en signant un traité d'amitié et *de coopération*...

La reprise des combats au Liban, dont ils font porter l'en*tière responsabilité à Israël et à* ses alliés chrétiens libanais, leur fournit l'occasion de rappeler qu'aucune paix durable n'est possible dans la région sans règlement général du conflit entre Israël et ses voisins.

C'est ce que réaffirme le communiqué publié à l'issue des entretiens entre M. Gromyko et son homologue du Koweït. Ce texte critique assez durement les Etats-Unis qui, en voulant « *mettre en place une alliance politico-militaire* » au Proche-Orient, « *créent des difficultés sérieuses pour l'établissement d'une paix juste et durable* ». L'U.R.S.S. et le Koweït se prononcent en outre « *contre la création de bases militaires dans la région du Golfe, contre le déploiement d'armes nucléaires et contre toute forme d'ingérence étrangère dans les affaires intérieures des pays de la région* ».

Les divergences avec Tripoli

Avec le colonel Kadhafi, les *Soviétiques n'auront sans doute* aucun mal à se mettre d'accord pour critiquer les Etats-Unis. Officiellement, la visite du dirigeant libyen doit contribuer à développer les relations d'amitié entre les deux pays. Mais les Soviétiques ajoutent en privé que le colonel Kadhafi sera aussi le porte-parole du Front de la fermeté. C'est sa première visite en U.R.S.S. depuis près de cinq ans, et les relations soviéto-libyennes n'ont pas toujours été au beau *fixe*. *Le Kremlin* ne prise pas beaucoup l'idéologie islamique de l'auteur du petit *Livre vert*. Moscou a *refusé jusqu'à présent* l'ouverture de consulats libyens dans les Républiques soviétiques d'Asie centrale et n'a accepté que très récemment la transformation de l'ambassade de Libye à Moscou en « *bureau populaire* ».

Sur la question du Proche-Orient elle-même, les positions ont été souvent divergentes. Ni sur l'ampleur du retrait israélien *des territoires occupés*, ni *sur* l'existence même de l'Etat d'Israël, ni sur la convocation d'une conférence internationale, Moscou et Tripoli ne sont fondamentalement d'accord.

Cependant, les Soviétiques ont tout intérêt à ménager le colonel Kadhafi, principal membre et bailleur de fonds du Front de la fermeté. Même s'ils n'approuvent pas, *loin de là*, toutes ses initiatives, sa politique les arrange plus qu'elle ne les gêne. Ainsi quand *la Libye* met en échec la politique africaine de la France, comme elle vient de le faire au Tchad, le Kremlin n'a-t-il que des raisons de se féliciter.

Il reste à *savoir* si la Libye est un allié suffisamment fiable pour que l'U.R.S.S. fonde sur elle son opposition à la stratégie de la nouvelle administration américaine au Proche-Orient.

DANIEL VERNET.

(1) Au cours des prochaines semaines, M. Yasser Arafat, le roi Hussein de Jordanie et le chef de l'Etat du Yémen du Nord se rendront à leur tour à Moscou.

JUSTIFIANT LA VENTE D'AWACS A RYAD

Le Pentagone assure qu'en cas de conflit les avions-radars saoudiens seraient des « cibles faciles » pour la chasse israélienne

Washington, (A.F.P.). — Des responsables du Pentagone ont tenu à démontrer, vendredi 24 avril, que l'Arabie Saoudite ne pourrait utiliser contre Israël les cinq avions-radars AWACS que Washington a décidé de lui vendre. Au cours d'une conférence de presse, ces responsables qui ont voulu garder l'anonymat, ont fait valoir que les AWACS seraient des « *cibles faciles* » pour les chasseurs israéliens s'ils tentaient, en cas de guerre, de surveiller des décollages ou des vols à basse altitude.

Dans ce cas, ont-ils *affirmé*, les avions-radars devraient être stationnés très près des frontières *israéliennes et ces appareils*, qui coûtent chacun 127,4 millions de dollars, seraient très vulnérables à une attaque de chasseurs israéliens. En ce qui concerne une surveillance des vols à haute altitude, les Saoudiens n'ont pas besoin des AWACS, les radars au sol installés en Syrie et en Jordanie couvrant l'espace aérien israélien et pouvant leur fournir les informations nécessaires.

En outre, ont-il précisé, tout accord de vente comprendrait des clauses *interdisant* l'utilisation de ces appareils contre un pays tiers sans l'accord des Etats-*Unis*.

D'autre part, dans une émission intitulée « Près d'Armageddon » (le site de la guerre finale de l'humanité, selon l'Apocalypse), qui devait être diffusée le lundi 27 avril, la chaîne de télévision américaine A.B.C. affirme que le Pakistan *pourrait produire* une arme atomique dans les deux années qui viennent, que l'Irak aura dans deux ans la matière fissile nécessaire pour une bombe, et que le colonel Kadhafi a vainement cherché à acheter à la Chine, en 1970, une « *petite* » bombe atomique.

Le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Kamal Hassan Ali, assure, au cours de l'émission, qu'Israël possède « *environ vingt-sept bombes atomiques du type d'Hiroshima* ». M. Shimon Pérès, le chef du parti travailliste israélien, rappelle que *Jérusalem* a donné, dès 1963, l'assurance qu'Israël « *n'introduirait jamais les armes nucléaires au Proche-Orient* ». Toutefois, selon le commentaire d'A.B.C., le mot « *introduire* » est « *ambigu* ». Il cite un rapport de l'agence de renseignements américaine (CIA) datant de 1974 et qui concluait : « *Nous pensons qu'Israël a déjà produit des armes nucléaires.* »



AMÉRIQUES

La levée des restrictions sur les exportations de céréales américaines vers l'Union soviétique

(Suite de la première page.)

Cette punition, infligée à l'Union soviétique pour l'invasion de l'Afghanistan, finissait par dépendre de l'attitude de l'U.R.S.S. vis-à-vis de la Pologne. Ferait-on un cadeau aux Soviétiques *sans rien obtenir en échange ?* Prendrait-on même le risque de les encourager à une nouvelle aventure par un signe apparent de faiblesse ? Si l'embargo n'a pas fait évacuer Kaboul, soutenaient les plus pessimistes, sa levée risque maintenant de menacer Varsovie.

M. Reagan a estimé que ces arguments n'étaient plus de mise. En tout cas, ils ne méritaient plus de prendre le pas sur d'autres considérations, de politique intérieure celles-là, plus importantes à ses yeux. Le président ne pouvait décevoir plus longtemps les exploitants du Middle-West qui commençaient à douter de sa parole. Il avait besoin de la sympathie des parlementaires de ces circonscriptions avant la reprise d'un débat budgétaire crucial. Une abondance de blé aux Etats-Unis rendait difficile le maintien d'un embargo que plusieurs alliés occidentaux tournaient allégrement. L'Europe n'aurait-elle pas sextuplé ses ventes de céréales à l'U.R.S.S. depuis un an, selon le département de l'agriculture (1) ?

Deux raisons principales ont été invoquées vendredi par M. Reagan. D'abord, le caractère « inefficace » de l'embargo, qui pénalise « injustement » les cultivateurs américains, comme il le soulignait tout au long de sa campagne électorale. Puis, le fait que la levée de cette sanction ne peut plus être « *mal interprétée par l'Union soviétique* », compte tenu des positions prises depuis treize semaines. Moscou sait désormais, a dit M. Reagan, que « *nous réagirons puissamment aux actes d'agression où qu'ils interviennent* » et que « *cette résolution ne faiblira jamais* ». Nulle allusion directe à la Pologne, mais on souligne à la Maison Blanche que « *la baisse apparente de tension en Europe centrale* » a été prise en considération.

L'opposition du général Haig

Il semble que le général Haig se soit opposé jusqu'au bout à la levée de l'embargo, jugée « prématurée » la veille encore par l'un de ses collaborateurs. Vendredi, le secrétaire d'Etat s'est déclaré favorable à la mesure prise par M. Reagan. Mais comme un militaire obéissant dont « *la politique est d'appuyer pleinement la présidence* ». Et pour s'en prendre avec vigueur à l'Union soviétique, ce « *plus grand danger à la paix mondiale* ».

La décision de la Maison Blanche est critiquée dans les milieux démocrates. En levant une telle sanction alors que l'Afghanistan est toujours occupé et la crise polonaise encore ouverte, on donne à Moscou « *un signal erroné* », a dit le sénateur de l'Etat de Washington, M. Henry Jackson, pourtant proche de M. Reagan. Son collègue du Wisconsin, M. William Proxmire, y est allé plus carrément : « *Lever l'embargo parce que les Soviétiques n'ont pas envahi la Pologne, c'est comme si on récompensait un bandit de n'avoir pas dévalisé une banque* ».

ROBERT SOLÉ.

(1) La commission européenne a toujours maintenu que la Communauté avait respecté la lettre et l'esprit de l'embargo en ne profitant pas de la place laissée libre sur le marché soviétique par l'arrêt des livraisons américaines. La surveillance européenne fut cependant prise en défaut jusqu'en novembre dernier, puisque 520 000 tonnes environ d'aliments du bétail à base de céréales furent exportées sur l'U.R.S.S., par la R.F.A. surtout, sans qu' « *un courant d'échanges traditionnels* » puisse être invoqué. Quant aux exportations françaises, elles sont passées de 219 000 tonnes de céréales en 1979, à 645 000 tonnes en 1980, les négociants ayant utilisé pour ce faire des certificats à l'exportation (équivalents à une autorisation) tirés avant le 15 janvier 1980, date à laquelle la C.E.E. s'associait officiellement à la mesure américaine du 4 janvier. — *(N.D.L.R.)*

« L'embargo a causé de graves dommages non à l'U.R.S.S. mais aux États-Unis »

déclare l'agence TASS

L'agence soviétique Tass a annoncé, vendredi 24 avril, avec une célérité inhabituelle, la levée de l'embargo partiel américain sur les ventes de céréales à l'U.R.S.S.

« *L'embargo*, assure l'agence, *a causé de graves dommages, non pas à l'U.R.S.S., mais aux Etats-Unis eux-mêmes, en premier lieu aux fermiers américains, et a présenté les Etats-Unis sous un jour défavorable en tant que partenaire commercial peu fiable.* »

Officiellement, les Soviétiques ont toujours nié les effets de l'embargo. Mais, selon les experts, il a eu des répercussions sur la production de viande. Pour les quatre premiers mois de cette année, la production de viande a baissé de 2 %.

● *A Bruxelles*, la Commission des *Communautés, sans attendre* confirmation officielle de la décision américaine, a annoncé, vendredi soir, qu'elle « *examinera la nouvelle situation et en tirera les conclusions appropriées* ».

En fait, plus aucun obstacle ne doit s'opposer désormais à la vente par la France de 600 000 tonnes de blé à l'Union soviétique. Après l'intervention soviétique en Afghanistan et la décision du président Carter de mettre l'embargo sur les ventes de céréales à l'U.R.S.S. autres que celles prévues dans l'accord à long terme américano-soviétique, la Communauté européenne avait décidé, le 19 mars 1980, de ne pas se substituer, « *directement ou indirectement* » aux livraisons américaines, « *en respectant les courants d'échanges traditionnels* ». La notion d'« *échanges traditionnels* » étant très vague, ce dernier membre de phrase a fait l'objet d'un litige quand la France a voulu exporter vers l'U.R.S.S. 600 000 tonnes de céréales en bénéficiant des subventions communautaires habituelles. La Commission de Bruxelles avait refusé, au nom du principe de non-substitution, et le Quai d'Orsay avait jugé cette décision « *incompréhensible et inadmissible* » (*le Monde* daté 12-13 avril).

M. MÉHAIGNERIE : je compte sur la reprise rapide des ventes françaises.

M. Méhaignerie, ministre de l'agriculture, a déclaré vendredi soir : « *Je compte bien sur la reprise rapide des ventes françaises à l'U.R.S.S. puisque désormais plus aucun obstacle ne peut logiquement s'y opposer.* » « *La France a toujours préconisé, contrairement à d'autres pays de la C.E.E., une politique d'exportation des produits agricoles sans discrimination.* »

Le Quai d'Orsay, dans une déclaration publiée samedi après avoir rappelé l'engagement européen de non-substitution, ajoute : « *La décision américaine a pour effet de rendre désormais sans objet cet engagement, ce que la Commission des Communautés européennes devra traduire sans tarder dans les faits. En prenant acte de la décision américaine, et en en tirant, pour ce qui le concerne, les conséquences, le gouvernement souligne que son attitude à l'égard de l'intervention soviétique en Afghanistan demeure inchangée, et que, en particulier, son refus d'accepter le fait accompli imposé dans ce pays reste entier.* »

L'Australie, qui avait pris des mesures comparables à celles édictées en Europe (et qui n'en a pas *moins livré 3,9 millions* de tonnes de céréales à l'U.R.S.S. pendant l'année *céréalière* en cours) a décidé, ce samedi, de lever toute restriction. Le Canada qui avait dès l'an dernier repris des livraisons à un niveau plus élevé que les « *échanges traditionnels* » a enregistré la décision américaine « *sans surprise* ».

Argentine

● PLUSIEURS JOURNALISTES ETRANGERS ont été interpellés le jeudi 23 mai, lors de la manifestation hebdomadaire des « mères de la place de *mai* » à Buenos-Aires. La fédération nationale des journalistes brésiliens, dont un membre figurait parmi les personnes retenues *pour* vérification d'identité, a protesté, le 24, contre cette « *démonstration d'intolérance* » des autorités. Elle a envoyé un message au ministre des affaires étrangères argentin, M. Camilion, ancien journaliste et ancien ambassadeur à Brasilia. Parmi les autres personnes interpellées figuraient les correspondants du *New York Times*, du *Life* et du quotidien argentin *Buenos Aires Herald*. D'autre part, l'association des éditeurs indépendants de la presse argentine a lancé, le vendredi 24, un appel au gouvernement pour que prennent fin « *les agressions contre le journalisme indépendant* » et le monopole de la presse officielle. — *(A.F.P., A.P.)*

El Salvador

L'administration Reagan envisage désormais une solution politique

Un représentant de la commission mixte (« politico-militaire ») du Front Farabundo Marti de libération nationale (F.M.L.N., qui réunit les cinq mouvements de guérilla) et du Front démocratique révolutionnaire (F.D.R., organisation politique) a minimisé, le vendredi 24 avril, à San-José, la portée des déclarations faites la veille, également dans la capitale du Costa-Rica, par une représentante du F.M.L.N. au sujet d'éventuelles négociations avec la junte de gouvernement de San-Salvador (« le Monde » du 25 avril). *La « guerre de libération n'est pas terminée », a déclaré M. José Napoléon Rodriguez, qui n'a toutefois pas exclu que « soient étudiés tous les chemins pouvant mener à une solution politique de la crise actuelle », indique l'A.F.P. depuis San-José.*

De son côté, le président de la junte, M. Napoléon Duarte, a rejeté les conditions posées par le F.M.L.N. pour l'ouverture d'un dialogue : libération des prisonniers politiques, levée de l'état de siège et de la loi martiale, réouverture de l'Université nationale. Un dialogue ne serait possible que si les rebelles déposent les armes, a-t-il précisé.

Cependant, aux Etats-Unis, le langage officiel sur le Salvador a baissé de ton.

De notre correspondante

New-York. — L'administration Reagan est-elle en train de changer de politique en Amérique centrale ? Ou, en tout cas, de le faire croire ? Plusieurs signes semblent indiquer que le département d'Etat a notablement modifié ses vues sur la situation au Salvador. Depuis qu'il est revenu de sa tournée au Proche-Orient et en Europe, le secrétaire d'Etat, M. Alexander Haig, n'a fait aucune déclaration publique sur un sujet qui lui était, précédemment, particulièrement cher.

Il est vrai que l'opposition s'organise contre l'ingérence américaine dans les affaires salvadoriennes, et qu'elle trouve d'ailleurs là une occasion de mesurer ses forces renaissantes. Un récent sondage a montré que la majorité des Américains sont hostiles à l'envoi de conseillers militaires au Salvador. Le vendredi saint, une procession a rassemblé à Washington les dirigeants de huit des principales organisations protestantes du pays et du Conseil national des Eglises, pour prier pour la paix au Salvador et protester contre l'intervention américaine. « *De même que la crucifixion de Notre Seigneur a été l'œuvre du pouvoir impérial de Rome, la terreur qui règne au Salvador est l'œuvre de notre gouvernement* », a déclaré le Révérend Arie Brouwer, secrétaire général de l'Eglise réformée d'Amérique. Il a ajouté que l'administration Reagan avait refusé de discuter du problème avec les dirigeants protestants. Le Révérend Avery Post, président de l'Eglise unifiée du Christ, a exprimé la solidarité des assistants avec « *le peuple souffrant du Salvador* », et le Révérend William Howard, président du conseil national des Eglises, a exalté le courage des prêtres catholiques au Salvador.

Il y a quelques jours, un représentant du département d'Etat, spécialiste des affaires latino-américaines, a exposé à la presse étrangère ce qui pouvait passer pour la nouvelle doctrine officielle dans l'affaire salvadorienne. Le porte-parole a exposé les raisons qui font croire à la possibilité d'une prochaine « *solution politique* » au Salvador : l'échec de l'offensive de janvier a « *crevé la baudruche de la révolution* », estime-t-on au département d'Etat. D'autre part, le flot massif du ravitaillement en armes de la guérilla s'est tari, et on peut désormais espérer que des élections auront réellement lieu l'année prochaine.

La violence, dont les Salvadoriens sont, en grande majorité, las, commence à être contrôlée « *La crise n'est pas terminée, mais une solution politique est en vue* » : le porte-parole du département d'Etat estime que, si les militaires veulent conserver une influence au sein de la société salvadorienne, ils devront accepter les réformes proposées par les civils et s'éloigner de l'oligarchie. « *L'extrême droite est en train de se discréditer autant que l'extrême gauche* », a-t-il assuré, ajoutant qu'on pourrait assister bientôt à la naissance d'une nouvelle coalition centriste.

Que devient l'assistance militaire américaine dans tout cela ? Elle reste importante, mais devrait se stabiliser pour les deux mois qui viennent. Il ne voit, en tout cas, aucune raison de l'accroître « *dans l'avenir immédiat* ». Le président Duarte, a assuré le porte-parole, n'a d'ailleurs pas demandé une augmentation de l'aide militaire, et certainement pas l'envoi de troupes combattantes. Il a demandé des équipements et des conseillers.

Accusant la guérilla de tenter de saboter l'économie du pays, le porte-parole a assuré que, bien que « *les contribuables américains ne soient pas disposés à contribuer à la réforme agraire salvadorienne* », il est néanmoins « *juste que le gouvernement Duarte verse des indemnités aux propriétaires expropriés* ». Faute de quoi, il s'exposerait à une réaction de l'extrême droite.

Interrogé sur l'enquête concernant la mort de quatre religieuses américaines tuées en décembre, alors qu'elles circulaient en jeep, le porte-parole est resté prudent. Mais il n'a pas soufflé mot de l'interprétation de M. Haig selon laquelle les quatre religieuses auraient commis l'imprudence de « brûler » un barrage établi par les forces de sécurité. Sur le chapitre des forces de sécurité, le porte-parole s'est montré plus prolixe : il les a dépeintes comme « *mal payées, peu disciplinées, inféodées aux pouvoirs locaux et facilement corruptibles* ».

Comme un journaliste lui demandait ce qu'il était advenu de la politique « musclée », récemment à l'honneur au département d'Etat, le porte-parole a répondu : « *La guerre du Vietnam reste un sujet douloureux pour les Etats-Unis et leurs amis. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu de plan pour envoyer des troupes américaines au Salvador.* »

NICOLE BERNHEIM.

A TRAVERS LE MONDE

Benin

● TROIS ANCIENS DIRIGEANTS AURAIENT ETE LIBERES. — Le gouvernement *de Cotonou* aurait libéré au cours du week-end pascal *MM. Hubert Maga, Sourou* Migan Apithy et Justin Ahomadegbe Tometin, membres du Conseil présidentiel renversé le 26 octobre 1972 à la suite du coup d'Etat du lieutenant-colonel Kerekou, a-t-on appris de source proche des exilés béninois à Abidjan. — *(Reuter.)*

Tchécoslovaquie

● UN PORTE-PAROLE DE LA CHARTE ACCUSE D'ACTIVITES SUBVERSIVES. — Le sociologue Rudolf Battek, l'un des porte-parole de la Charte 77, *arrêté en juin* 1980 à Prague, d'abord inculpé de « *coup à agent de la force publique* » avant que cette accusation ne soit abandonnée faute de preuve, a été accusé par les autorités judiciaires d'« *activités subversives sur une large échelle, en relation avec l'étranger* », a-t-on appris cette semaine dans les milieux d'exilés tchèques à Vienne. On ignore s'il a été *inculpé officiellement*. S'il était reconnu coupable, il risquerait de trois à dix ans de prison. On apprend, d'autre part, de même source, que M. Peter Cibulka, musicien condamné en 1978 pour avoir organisé des concerts de compositeurs interdits et distribué des documents de la Charte 77, a été libéré le 15 avril, après avoir purgé une peine de trois ans de prison. — *(U.P.I., Reuter.)*

Union soviétique

● *CONDAMNATION* D'UN DISSIDENT ESTONIEN. — *M. Viktor Nitsoo*, accusé « *d'agitation et de propagande anti-soviétique* », a été condamné, le vendredi 24 avril, par un tribunal de Tallin, à deux ans de relégation. — *(A.P.)*

Zambie

● LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL VA ACCORDER UN PRET D'ENVIRON UN MILLIARD DE DOLLARS étalé sur trois ans à la Zambie, selon le quotidien londonien *Financial Times*. Ce prêt de 800 millions de droits de tirage spéciaux (D.T.S.) sera, selon le journal, le plus gros accordé jusqu'à présent à un pays d'Afrique noire par le F.M.I. Seul, en Afrique, le Maroc a obtenu du Fonds une somme plus élevée : 810 millions de D.T.S., à l'automne dernier. — *(A.F.P.)*

Médecins sans frontières
LIBAN
ZAHLE, BEYROUTH, SAIDA.
Depuis 15 jours, les combats font rage.
Depuis 15 jours, médecins, chirurgiens, infirmières de Médecins sans frontières opèrent sans désemparer.
Si les bonnes volontés, les compétences techniques et les hommes ne nous manquent pas, comme toujours ce sont les moyens matériels qui font défaut.
VOUS POUVEZ NOUS AIDER.
L'envoi d'autres équipes, de médicaments, de matériel médical, chirurgical s'impose d'urgence. Seuls vos dons nous permettront de continuer notre action.
ELEUTHERIA
Ci-joint .... francs représentant ma participation à l'action des Médecins sans frontières au Liban.
NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :
Par Chèque Bancaire à l'ordre de M.S.F. - 161, Bd LEFEBVRE 75015 PARIS. Par C.C.P. à l'ordre de M.S.F. - C.C.P. n° 33.769.71 LA SOURCE.

Le Monde

politique

La campagne officielle radiotélévisée

Derniers mots

On les attendait un peu au tournant. On était curieux de savoir en quels termes, sur quel ton ils viendraient nous dire au revoir ou adieu. Brice Lalonde nous a quittés très gentiment, il allait nous regretter, il avait eu plaisir à nous parler. Michel Debré a poussé un dernier cocorico exalté : vive l'espoir, vive l'effort, vive la patrie. Marie-France Garaud s'est montrée parfaitement désintéressée : notre pays doit retrouver son prestige avec ou sans elle, ça n'a pas d'importance. Huguette Bouchardeau, elle, n'y est pas allée de main morte : rappel de l'occupation et de la collaboration ; appel à la Résistance.

Quant à Valéry Giscard d'Estaing, il a ressorti son vieil album d'images contradictoires : une petite maison-France en chantier — il n'en est encore qu'aux fondations — capable, cependant, de figurer d'ici deux ou trois ans dans le peloton des Super-Grands. Michel Crépeau s'est éclipsé en nous invitant à faire la fête dans une société libre et François Mitterrand y est allé de sa proposition : il se battra en notre nom si nous nous rallions sur le sien. Plus il aura de voix, mieux il pourra amener le changement.

Le changement, leitmotiv de cette campagne, le changement, le renouveau dans la sécurité, votez pour moi, vous l'aurez (Chirac). Le changement, si vous le voulez, votez pour une femme, pour une travailleuse, votez pour moi (Laguiller). Si vous voulez le changement, alors dites-le très fort (Marchais).

Eh bien oui ! on le veut et on le dit. On voudrait bien ne plus voir passer, soir après soir, à l'écran M. le président et madame, suivis de MM. les membres du gouvernement. On aurait aussi aimé rencontrer plus souvent au cours du dernier septennat certains représentants de l'opposition moins connus, moins usés par l'usage immodéré de la télé. C'est en grande partie à ça que les politologues américains attribuent l'échec de Jimmy Carter. A les en croire, aucun hôte de la Maison Blanche ne peut espérer dans l'avenir le renouvellement de son bail, tout simplement parce que le public l'aura tellement vu qu'il ne pourra plus le voir.

S'il y a un effet Chirac, le chef de l'Etat ne doit s'en prendre qu'à lui-même. Il l'a pratiquement interdit d'antenne, grâce à quoi il lui a donné l'attrait d'une relative nouveauté. Si seulement ça pouvait lui servir de leçon. A lui ou à son successeur.

CLAUDE SARRAUTE.

M. MITTERRAND : la part du souhaitable, la part du possible.

M. François Mitterrand a notamment insisté sur l'importance du premier tour de scrutin et sur la nécessité de ne pas « *disperser* » les voix, déclarant : « *Ce que vous déciderez dimanche pèsera lourd sur le résultat du 10 mai.* » Se définissant comme « *le seul candidat de la gauche qui soit en mesure de l'emporter* », M. Mitterrand a ajouté : « *Les voix qui se disperseront sur d'autres candidats, aussi respectables soient-ils, compromettront cette victoire (...). Seul à pouvoir représenter les forces populaires face à M. Giscard d'Estaing, je le battrai, en votre nom, si vous vous rassemblez, dès dimanche, sur le mien.* » Le candidat socialiste a indiqué qu'il est entouré de nombreux conseillers et experts qui, dans chaque domaine, « *font la part du souhaitable et la part du possible* », ajoutant : « *Des équipes nouvelles sont là et la relève est prête.* »

Mme GARAUD : courage et non-complaisance.

Mme Marie-France Garaud a insisté sur trois idées : 1) « *la France doit être un pays libre, libre de ses choix extérieurs et intérieurs, libre de déterminer son avenir et les voies de son avenir.* » La paix, a-t-elle ajouté, « *c'est un problème de lucidité et de courage, pas de complaisance et d'habileté. Pour un pays comme la France, c'est davantage, c'est un problème de spiritualité. La France doit défendre, plus qu'aucun autre pays, les valeurs qui ont fait la civilisation dans laquelle nous sommes et qui sont des valeurs morales, en face d'un défi matérialiste énorme* » ; 2) « *La France doit être un pays réconcilié avec lui-même : actuellement, il est divisé* » ; 3) « *La France doit être un pays ouvert.* »

M. CRÉPEAU : la fête, l'humour et la tendresse.

M. Michel Crépeau a souligné l'importance d'un vote « différent » et a assuré : « *La véritable richesse de la France, c'est le travail, le savoir-faire, l'imagination, l'intelligence des Français.* » Réaffirmant la nécessité d'une « *nouvelle répartition du pouvoir et d'une nouvelle répartition du savoir* », il a mis l'accent sur celle de « *permettre à chacun d'exercer ses facultés d'entreprendre, de créer, d'imaginer et de construire. (...) Le parti socialiste ne gouvernera pas seul. Dès lors qu'il ne peut pas gouverner avec le parti communiste, il faudra qu'il gouverne avec le centre-gauche.* » Les marques d'une société libre, a-t-il observé, « *c'est le rire, la fête, l'humour et la tendresse* ».

M. DEBRÉ : un combat pour l'avenir de la jeunesse.

M. Michel Debré a déclaré que c'est pour la « *jeunesse* » qu'il mène un « *combat pour l'avenir* ». Insistant sur le « *renouvellement de la politique* », en la débarrassant « *de cet immobilisme et de ces idées fausses qui freinent et dénaturent la République* », l'ancien premier ministre a rappelé que ses objectifs sont « *le respect de la personne humaine, la promotion de la famille, la réforme de l'éducation, la liberté des entreprises, la reconquête du marché intérieur, la défense des travailleurs contre le chômage et l'indépendance, le rayonnement de la France* ».

QU'EST-CE QUE JE FAIS ?

(Dessin de KONK.)

Mlle LAGUILLER : une leçon aux grands.

Mlle Arlette Laguiller a expliqué que le premier tour de scrutin avait pour objet de signifier au président de la République qui sera élu le 10 mai les priorités que celui-ci devra respecter. Elle a notamment indiqué : « *Si vous pensez qu'au moins une partie de l'énorme budget militaire que nous dépensons inutilement chaque année devrait plutôt servir à créer des emplois (...), si vous pensez que cet argent devrait servir à faire tourner les entreprises pour produire des biens de première nécessité dont manquent les peuples d'Afrique et d'Asie, dites-le en vous comptant sur mon nom.* » Mlle Laguiller a observé : « *Faites que nous tous, les travailleurs, les obscurs, les petits, nous donnions une leçon aux grands, aux notables, à ceux qui décident pour nous, qui nous oppriment. Prenons notre revanche !* »

Mme BOUCHARDEAU : l'esprit de résistance.

Mme Huguette Bouchardeau a évoqué le régime de Vichy, la déportation des juifs, la discrimination subie par les homosexuels, l'interdiction des partis politiques, les lois prohibant le travail des femmes mariées. « *Tout cela faisait régner l'ordre dans l'économie et dans les ménages* », a-t-elle dit, en soulignant qu'il y avait « *très peu de résistants* ».

Mme Bouchardeau estime que nous avons peut-être besoin de cet « *esprit de résistance* » contre un régime qui permet à un homme de gouverner pendant sept ans sans contrôle.

M. CHIRAC : le renouveau dans la sécurité.

M. Jacques Chirac a remercié les électeurs pour l'attention qu'ils ont portée « *à une campagne qui a été de bonne qualité* ».

« *Le renouveau dans la sécurité* », voilà ce que M. Chirac propose aux Français : « *plus de fermeté lorsque l'essentiel est en jeu* », mais aussi « *plus de liberté et de responsabilités* », « *plus de solidarité et de fraternité entre les générations et les groupes qui composent notre pays.* »

M. LALONDE : bousculer le jeu politicien.

M. Brice Lalonde a déclaré que, pour les écologistes, la campagne qui s'achève « *a été un moment exceptionnel* ». « *Nous avons enfin pu vous parler* », a-t-il dit.

Voter écologiste, a dit M. Lalonde, « *c'est donner leur chance à des Français courageux, en majorité jeunes, indépendants des partis politiques, qui croient à l'honnêteté et à la générosité (...), c'est choisir un projet novateur, c'est aussi imposer aux partis politiques des mesures immédiates (...), c'est aussi refuser les combines du jeu politicien* ». Montrant quatre quilles portant les initiales des grands partis, M. Lalonde a pris une boule et proposé aux électeurs de « *bousculer le jeu politicien* ».

M. MARCHAIS : battre M. Giscard d'Estaing

M. Marchais a souligné qu'il faut « *battre M. Giscard d'Estaing* » et mettre en place un « *gouvernement socialiste et communiste pour mettre en œuvre la politique nouvelle* ». Il a ajouté : « *C'est dimanche que tout se décidera.* »

M. GISCARD D'ESTAING : je suis le seul candidat de l'unité.

M. Valéry Giscard d'Estaing a dénoncé les « *accusateurs qui vous trompent pour gagner vos voix* », en disant « *que la France est faible* », qu'elle s'est « *abandonnée devant la crise* », qu'elle « *ne cherche pas la justice* ».

M. Giscard d'Estaing a indiqué que ses objectifs sont l'emploi, la paix, la liberté et l'espoir. « *Nous placerons ensemble la France dans le peloton des pays de pointe dans le monde : Etats-Unis, Japon et France* », a-t-il dit. Il a ajouté : « *Je suis le seul candidat de l'unité, le seul dont l'élection ne serait pas la victoire d'une fraction sur les autres.* »

● RECTIFICATIF. — Dans l'article sur « Les candidats et le monopole » (*le Monde* du 25 avril), il fallait lire : « *... et R.T.L., seule dans la nuit se réveillera aux côtés de TF 1* », et non d'Antenne 2 comme nous l'avons écrit par erreur. Le programme des émissions spéciales du lundi 27 avril permettait de rétablir les appariements exacts et de rectifier cette erreur, qui ne change au demeurant rien au fond de l'article.

La campagne de M. Giscard d'Estaing

Dernière journée « mezza voce »

Honneur à une circonscription qui a beaucoup donné pour le giscardisme ! Honneur à ces cantons qui ont vu éclore le phénomène et lui ont apporté un loyal soutien ! Paix et reconnaissance à ces villages, ces paysages et ces clochers qui témoignent que le président de la République est d'Auvergne ! A cette circonscription, à ces cantons : la dernière journée de campagne officielle du président sortant, citoyen-candidat.

Une journée *mezzo voce* en quelque sorte : point de maréchaussée, point de service d'ordre, point d'uniformes si ce n'est, ici ou là, un garde champêtre. Tout juste un garde du corps, un chauffeur désœuvré et, bien sûr, une ribambelle de journalistes suivant tant bien que mal sur ces routes sinueuses. Point de fanfare non plus, point de revue ni de gerbe. Ni de foules considérables, ni d'enthousiasme renversant : on se reconnaît et on se salue sans bousculade. Ce n'est pas la froideur, loin de là, mais ce n'est pas non plus cet accueil chaleureux et désordre que l'Auvergne des petites villes avait, par exemple, réservé en 1972 à cet autre président auvergnat, Georges Pompidou. Chez celui-là, les élus locaux, les hommes du terroir reconnaissaient leur semblable, leur frère, diplômé et habile, qui avait su conquérir le pouvoir. Chez celui-ci, c'est plutôt le représentant d'une lignée, l'héritier d'un patrimoine terrien et politique que l'on salue. Autant que l'ancien élu.

Peut-être à *Messeix*, M. Giscard d'Estaing aurait-il pu s'offrir un petit tour de chaleur humaine en plein air. Il *faisait* beau, il y avait cette église trapue, le café de la mairie, la place, et la population qui espérait.

Il a fallu qu'il entre à la mairie par la porte côté rue ! Une population entière prise à contre-pied !

Surtout, à Messeix, il y avait l'opposition. Et une opposition qui semblait bien avoir pris des arrangements significatifs. Derrière les vitres du bar-tabac (rien à voir avec le café de la mairie), quelques visages sévères témoignaient que M. Giscard d'Estaing ne bénéficiait pas ici de l'unanimité. Et devant le bar-tabac, juste sous les fenêtres (côté rue) de la mairie, une voiture couverte d'affiches en faveur de M. Chirac. Ne vous expliquait-on pas que les visages sévères étaient ceux des « *socialistes* » et que — clin d'œil navré — le chiraquien propriétaire de la voiture sandwich avait trouvé refuge parmi eux. Rude convergence, et combien révélatrice.

Mais M. Giscard d'Estaing n'a pas eu le temps de prendre conscience de la tension qui montait là. Sur la route de La Bourboule, il a *roulé* un peu vite, pas mécontent d'user de sa connaissance du terrain. A Rochefort-*Montagne*, le pharmacien ne s'était pas rendu à la mairie mais il s'était mis sur le pas de sa porte : il a eu droit à quelques mots. « Kiki », en revanche, était à l'hôtel de ville, et ceux qui, parmi les *proches* du président, se proposaient depuis le matin de dévaliser sa boutique de fromages d'Auvergne trouvèrent porte close.

Le rendez-vous de la grande foule, c'était pour le soir, à Chamalières. Là, le chef de l'Etat retrouva les cris, les musiques, les partisans comptés par milliers et arrivés par dizaines et dizaines d'autocars. On était certes encore en Auvergne, mais on était revenu à la campagne de tous les jours avec flonflons et service d'ordre pointilleux, loin des discrétions et des complicités de la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

A EUROPE 1 : M. Mitterrand représente « la suite un peu camouflée du programme commun ».

M. Valéry Giscard d'Estaing a indiqué une nouvelle fois, vendredi 24 avril à Europe 1, qu'il « *pense que* (M. Mitterrand) *sera le second dans la compétition présidentielle* » du premier tour.

Le « candidat-citoyen » estime que « *ceux qui ont voté ensemble en 1978, qui vont voter ensemble en 1981, sont à même de constituer, demain, une majorité pour soutenir l'action du gouvernement* ». M. Giscard d'Estaing a indiqué que, l'élection passée, la majorité « *sera heureuse de se réunir (au Parlement) pour adopter des mesures favorables à l'emploi des jeunes* ». « *Distinguons la campagne*, a-t-il dit, *de ce que sera le comportement de la majorité après l'élection.* »

A son avis, M. François Mitterrand « *représente la suite un peu camouflée du programme commun* ». « *Il y a eu*, a-t-il ajouté, *quelques ajustements sur le programme commun pour que la pilule soit un peu enrobée mais, finalement, c'est la même ligne, et le programme commun, c'est la société bureaucratique, la société collectiviste.* »

Le président sortant a déclaré qu'il avait été « *amusé comme de tout ce qui touche* » à M. Michel Jobert, par le soutien que ce dernier a *accordé au candidat socialiste*. Il s'est d'autre part déclaré favorable à l'organisation de deux face-à-face entre les deux tours, l'un sur l'économie et la politique sociale, l'autre sur la politique extérieure et la défense.

M. Giscard d'Estaing a déclaré que le but de son voyage à Varsovie avait été de « *faire connaître aux hauts dirigeants soviétiques (...) les conséquences de telle ou telle action qu'ils pourraient décider* ». Le président sortant estime que M. Brejnev « *a tenu compte* » de cet avertissement. Parlant de la Pologne, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « *On aurait pu imaginer, à partir de l'été dernier, qu'il y eût une action ou une intervention de l'Union soviétique. Si cette action ou cette intervention n'a pas eu lieu, je ne dis pas que tout le mérite en revient à ceux qui ont fait connaître à M. Brejnev les conséquences d'une telle intervention, mais je suis persuadé que cela a pesé dans le choix des dirigeants soviétiques.* »

DES ÉLUS DU CNIP RÉAFFIRMENT LEUR SOUTIEN A M. GISCARD D'ESTAING

MM. Maurice Ligot, ancien ministre, député de Maine-et-Loire, maire de Cholet, ancien secrétaire général du CNIP, Henri Ginoux, député des Hauts-de-Seine et maire de Montrouge, et Olivier d'Ormesson, membre de l'assemblée des *communautés européennes*, ont renouvelé le 22 avril l'appel qu'ils avaient lancé, en compagnie de plusieurs autres élus membres ou anciens membres du C.N.I.P., en faveur de M. Giscard d'Estaing, au lendemain de la prise de position de ce mouvement en faveur de M. Chirac (*le Monde* du 8 avril).

En bref

● *Mme Huguette Bouchardeau* a terminé sa campagne dans les Ardennes par un meeting à Chooz où sera construite une seconde centrale nucléaire. Rappelant la position du P.S.U., elle a indiqué : « *Pour Chooz, c'est d'abord aux habitants de se déterminer, mais il y a possibilité de développer les luttes comme à Plogoff.* » Dans l'éventualité d'une victoire de M. Mitterrand, la candidate du P.S.U. a déclaré « qu'on pourrait discuter, car le plan du P.S. en matière de nucléaire comportait des ambiguïtés et il existerait alors des moyens de faire pression ». Mme Bouchardeau a aussi souligné qu'elle n'était pas pour une gauche « qui fait des clins d'œil au centre » avant de revenir sur ce qu'elle appelle la censure télévisée en déplorant une application trop restrictives des textes.

● *M. Eric Hintermann*, secrétaire général du P.S.D., a lancé jeudi 23 avril un appel dans lequel il demande « *aux électeurs qui souhaitent le changement et la réforme de voter dès le premier tour pour M. Mitterrand, la dispersion des suffrages risquant de faire le jeu de la droite* ». M. Hintermann a ajouté : « *Plus François Mitterrand prendra d'avance sur Jacques Chirac et approchera le score du président sortant, plus il distancera Georges Marchais, plus le rapport de forces sera favorable au socialisme démocratique.* »

● *Mlle Arlette Laguiller*, prenant la parole, vendredi soir 24 avril à Bordeaux, a déclaré « *qu'elle ne ferait rien qui puisse faire obstacle à la victoire de M. François Mitterrand* ». La candidate de Lutte ouvrière a néanmoins ajouté : « *Mais qu'il sache que certains de ceux qui l'auront envoyé à l'Elysée l'ont fait sans illusion et sans lui accorder la moindre confiance. Un vote pour lui au premier tour serait une approbation de son passé. Il n'est qu'un socialiste de fraîche date.* » Elle a aussi affirmé que « *Mitterrand préférerait l'échec à une victoire qui l'engagerait vis-à-vis du parti communiste* ».

● *Selon M. Bernard Stasi*, président délégué du C.D.S. à Montbéliard, jeudi 23 avril, qui était « *le candidat du R.P.R. vient enfin de découvrir les périls que ferait courir à la France l'élection de M. François Mitterrand. Il a dit avec force qu'il fallait tout faire pour l'éviter. Je suis donc sûr que, logique avec lui-même, il appellera dès dimanche soir tous les Français désireux d'éviter le péril collectiviste à se rassembler derrière M. Giscard d'Estaing* ».

● *L'ancien secrétaire général du CID-UNATI, M. Gérard Nicoud*, a indiqué, jeudi 23 avril, à Grenoble, où il était l'invité du Club de la presse, qu'il allait lancer « *un grand mouvement* » où le rejoindront « *tous ceux qui pensent qu'une solution économique et sociale d'avenir pour la France passe par le renouveau de la petite et moyenne entreprise, donc à sa défense et à sa promotion* ».

Ce mouvement, a souligné M. Nicoud, « *devra être la conscience et l'aiguillon de certains parlementaires* » et il n'exclura pas le recours à « *une certaine forme d'agitation* » pour que les artisans et les commerçants puissent se faire entendre.

Interrogé sur l'attitude du CID-UNATI lors du scrutin présidentiel, M. Nicoud a indiqué que son mouvement ne soutient aucun des candidats. Il a toutefois ajouté : « *Un commerçant qui voterait Valéry Giscard d'Estaing serait soit naïf, soit masochiste.* » — (*Corresp.*)

● *Les groupes Femmes, le MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception) et le Mouvement français pour le planning familial* demandent aux femmes de voter contre le candidat Giscard d'Estaing en donnant leur appui au candidat de la gauche de leur choix. Contrairement au mouvement Politique et Psychanalyse, qui appelle à voter pour M. Mitterrand dès le premier tour (*le Monde* du 24 avril), les organisations estiment qu'elles n'ont pas à soutenir un parti de gauche quel qu'il soit, aucun n'ayant, selon elles, réellement pris fait et cause pour les revendications féministes telles que la libéralisation de l'avortement.

● PRECISION. — M. Georges *Frêche*, maire socialiste de Montpellier, précise, à propos de notre compte rendu de la visite de M. Chirac dans cette ville (*le Monde* daté 19-20 avril) qu'il ne s'était pas rendu à la maison municipale des rapatriés pour accueillir le maire de Paris « *parce que le groupe socialiste du conseil municipal avait décidé qu'en cette période électorale un tel geste aurait été inopportun* ». Il ajoute qu'il n'avait reçu, en la circonstance, « *absolument aucune directive de Paris* ».

Aucune négociation n'est prévue entre le P.C. et le P.S.

(Suite de la première page.)

Dans le même temps, M. Crépeau assurait à la gauche socialiste l'appoint du centre-gauche mais en écartant l'éventualité d'une participation communiste au gouvernement. Mme Bouchardeau espérait qu'après sa campagne le P.S.U. serait en mesure de faire pression sur le P.S. en ce qui concerne la politique nucléaire, et Mlle Laguiller estimait que M. Mitterrand préférerait « *l'échec à une victoire qui l'engagerait vis-à-vis du P.C.F.* ».

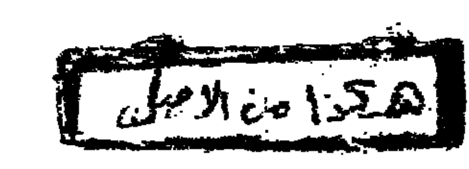
En achevant sa campagne, M. Giscard d'Estaing, qui, au début, avait paru admettre la concurrence de M. Chirac, a quand même demandé aux électeurs de « voter utile », soit « *pour le candidat qui a été en tête de la majorité et qui l'a été de bout en bout* ». M. Bernard Stasi, président délégué du C.D.S., a observé : « *Le candidat du R.P.R. vient enfin de découvrir les périls que ferait courir à la France l'élection de M. François Mitterrand. Je suis donc sûr que, logique avec lui-même, il appellera tous les Français désireux d'éviter le péril collectiviste à se rassembler derrière M. Giscard d'Estaing.* »

Si, contrairement à ses certitudes, M. Chirac devait en être réduit à cette extrémité, il ferait connaître, dans les premiers jours de la semaine, son vote personnel « *de citoyen inscrit sur la liste électorale de Sarran en Corrèze* ». Mme Garaud dira sa position le vendredi précédant le deuxième tour de scrutin. Quant à M. Debré, il était encore, à la veille du premier tour du scrutin, sous le coup de l'amertume que lui procuraient les pressions et les manœuvres dont il déclarait avoir été l'objet, mais il n'en affirmait pas moins son intention de poursuivre le combat.

Le mouvement écologiste ne donnera pas de consigne de vote. Il a proposé douze mesures d'urgence, et *c'est en fonction des* réponses que donneront les deux candidats du second tour que les *électeurs écologistes se détermineront*, M. Brice Lalonde s'étant déjà déclaré hostile à la poursuite de la politique suivie depuis sept ans.

ANDRÉ LAURENS.

● *Aide à toute détresse quart-monde* tient à rappeler, à la suite de l'information publiée dans *le Monde* du 24 avril que « *le mouvement ne prend parti pour aucun candidat. Il lutte pour que le quart-monde soit reconnu et, pour assumer ses responsabilités de citoyen, il est prêt à soutenir tout candidat qui se déclare décidé à inscrire comme priorité une lutte systématique et efficace contre la misère et l'exclusion sociale* ».



L'élection présidentielle

La campagne de M. Chirac

A CLERMONT-FERRAND : l'hommage à l'Auvergne pompidolienne

De notre envoyé spécial

Clermont-Ferrand. — Quelque six mille à huit mille personnes ont fait, vendredi soir 24 avril, à M. Jacques Chirac, à Clermont-Ferrand, un accueil particulièrement fervent, dans le vaste hall de l'aéroport d'Aulnat. Le maire de Paris n'a pas laissé percer d'émotion particulière, il s'est même montré très détendu et confiant, comme pour justifier, après une campagne intense, le jugement porté naguère sur lui par le professeur Jean Bernard : *« M. Chirac est un cas pathologique de bonne santé. »*

Une dernière fois, le maire de Paris n'a pas ménagé le bilan du septennat, dénonçant, sous les applaudissements répétés, *« l'erreur dramatique »* commise par le chef de l'Etat en 1976, lorsqu'il a refusé une croissance forte et lorsqu'il croyait que l'indemnisation du chômage rendrait celui-ci supportable. Mais il a, aussi, dénoncé *« la paralysie des entreprises qui engendre la morosité »*, le désespoir des jeunes à qui on ne peut expliquer *« les bras croisés, les usines fermées, les machines arrêtées »*. *« Ne vous laissez pas raconter n'importe quoi »*, a aussi lancé M. Chirac en affirmant : *« La production industrielle est plus atteinte qu'on vous le dit : en un mois, elle a baissé de 7 % pendant que le nombre des chômeurs augmentaient de soixante mille. »*

Auparavant, avec la même fougue, qui chassait toute velléité de mélancolie, le maire de Paris avait tenu trois meetings successifs dans trois villes différentes, avec des affluences importantes. A Moulins, le maire de la ville, M. Hector Rolland, député R.P.R., l'avait accueilli par des formules imagées et une éloquence enthousiaste. A Saint-Etienne, c'est M. Lucien Neuwirth, qui fut naguère membre du comité de soutien à M. Michel Debré et qui s'est rallié au maire de Paris, qui a eu droit à l'hommage rendu *« au gaulliste de conviction, d'engagement et de comportement »* qu'il est selon M. Chirac. Sous un chapiteau, au milieu de quelque trois mille personnes, les représentants de l'Association des *Français de bon sens* ont apporté leur soutien au candidat. A Saint-Flour, où M. Chirac s'est rendu en hélicoptère, ce fut naturellement un hommage à l'Auvergne pompidolienne qui fut rendu avec insistance.

Après ce périple auvergnat clôturant une campagne électorale particulièrement active, M. Chirac a regagné Paris après avoir renoncé aux visites prévues pour samedi matin.

ANDRÉ PASSERON.

M. CHIRAC RÉPOND A SON TOUR A FRANCE-ISRAËL

Après MM. Giscard d'Estaing, Mitterrand, Debré et Crépeau (*le Monde* du 24 avril), M. Jacques Chirac répond à l'association *France-Israël* qui a adressé aux candidats un questionnaire sur leur position à l'égard de la politique française au Proche-Orient.

M. Chirac déclare notamment :

« Je constate avec satisfaction qu'Israël, à la suite de l'accord de Camp-David, a rendu à l'Egypte le territoire compris dans le Sinaï. Israël a ainsi prouvé sa capacité de restituer à un pays voisin, et récemment ennemi principal, les territoires que les fortunes de la guerre lui avaient permis de conquérir. Parallèlement, il est nécessaire de comprendre que tout ce qui aura l'aspect d'une colonisation d'un territoire, même appuyé sur des références historiques et religieuses, prend un caractère passionnel et relève d'un anachronisme qui risque de bloquer toute négociation future et de donner à l'Etat d'Israël un visage qui ne serait pas reconnu par l'ensemble des nations (...).

» Je n'ai pas mésuré, pour ma part, le caractère de représentativité de l'O.L.P. (...).

» Le traité de paix israélo-égyptien a le mérite d'avoir diminué les risques d'un nouveau conflit. Il a montré qu'un dialogue était possible et que le mur de méfiance qui sépare encore les communautés israélienne et arabe, pourrait un jour être franchi. »

● *M. Pierre Messmer*, député R.P.R. de Moselle, ancien premier ministre, a déclaré vendredi 24 avril : *« Il n'y a pas de doute que le seul candidat qui ait fait des progrès sensibles depuis le début de la campagne présidentielle est M. Jacques Chirac. »* M. Messmer se réserve d'exprimer son opinion, entre les deux tours, dans l'hypothèse d'un duel entre MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand.

La campagne de M. Debré

A PARIS : UNE BATAILLE NOUVELLE CHASSE VITE L'ANCIENNE

M. Michel Debré a tenu le dernier meeting de sa campagne, vendredi 24 avril à Paris, dans la grande salle du palais de la Mutualité, à guichets presque fermés. La déception des partisans de M. Debré, qui ont abandonné depuis longtemps tout espoir de succès, n'a pas empêché les deux à trois mille personnes rassemblées, et notamment de jeunes de scander avec beaucoup d'enthousiasme : *« Debré président »*.

On a parlé au passé des amertumes accumulées pendant la campagne. Pour la première fois, l'entourage de M. Debré a accusé publiquement celui de M. Chirac d'avoir porté les coups les plus bas à l'ancien premier ministre du général de Gaulle. M. Maurice Druon, ancien ministre, député R.P.R. de Paris, s'en est chargé. Il a parlé de *« manœuvres »*, *« faux bruits »*, *« coups de téléphone anonymes »*, *« quadrillage du mensonge »*, *« pressions »* exercées sur de nombreux parlementaires dont plusieurs, après avoir soutenu M. Debré, *« ont replié leur conviction devant l'intimidation, plus soucieux de leurs intérêts électoraux que de l'intérêt national »*.

M. Debré aussi a fait part de sa tristesse devant les fidèles qui avaient pris place à la tribune où l'on remarquait la présence de M. Jean Foyer, député R.P.R. du Maine-et-Loire, ancien ministre, qui avait effectué peu de temps auparavant une démarche auprès de l'ancien premier ministre afin de lui demander de retirer sa candidature.

On a parlé au futur de la certitude d'avoir un jour raison. M. Druon a dit à l'assistance qu'elle n'avait *« rien à craindre d'être une minorité »* car *« devant l'échéance des drames ou les redressements du destin, les majorités la rejoignent »*. *« Une bataille nouvelle chasse vite l'ancienne »*, a assuré M. Debré. Pour lui, les cent quatre-vingts discours qu'il a prononcés pendant cette campagne ne sont *« qu'une préface à tous ceux qu'il faudra tenir, tant qu'il le faudra, pour forcer le succès. »*

Au sujet de la lutte contre l'inflation, M. Debré a dit :

« Par une astuce singulière, elle est morte, au cours de la campagne électorale, étouffée par l'accumulation des promesses. A force de vouloir augmenter pour chaque catégorie des Français la part du gâteau national, on a fini par détruire le gâteau, au point qu'on n'en peut plus parler. » Et il ajoute : *« Une forte et régulière inflation est l'alcoolisme du corps social. »*

Incidents de dernière heure

Les derniers jours de campagne électorale, précédant le premier tour de scrutin, ont été marqués par quelques incidents.

● *A Angers*, le 22 avril, le service d'ordre de M. Giscard d'Estaing a maltraité un groupe de jeunes qui manifestaient à l'extérieur de l'enceinte où parlait le candidat. Un conseiller municipal communiste d'Avrillé, commune périphérique, M. Boeldieu, témoin d'une intervention particulièrement brutale de ce service d'ordre contre une jeune fille jetée à terre, a voulu intervenir. Frappé, à son tour, il a fait l'objet d'une incapacité de travail de quatre jours et a porté plainte. Le comité local de soutien à M. Giscard d'Estaing, a déploré l'incident tout en affirmant *« qu'il y a eu provocation de la part du plaignant »*.

● *A Metz*, six militants du P.S. ont déposé plainte pour avoir été molestés par les vigiles d'une entreprise, alors qu'ils distribuaient des tracts à la sortie d'une usine.

● *A Bobigny*, ce sont des élus communistes qui distribuaient des tracts dans la salle de restaurant réservée au personnel de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, qui ont été, affirment-ils, l'objet de violences de la part de policiers en civil. *« L'intervention de quelques inspecteurs*, déclare le préfet, *s'est bornée à rendre impossible cette distribution, conformément à la tradition qui veut que seuls des documents à caractère syndical soient distribués dans les locaux de la préfecture. »*

● *A Bourg-en-Bresse*, le P.S. proteste auprès de la commission départementale de contrôle, contre une réunion *« privée »* que M. Chirac devait tenir samedi et à laquelle deux mille cinq cents personnes étaient invitées. Le président de cette commission a saisi la commission nationale de contrôle.

M. Chirac a annulé les visites qu'il avait prévues dans l'Ain et en Haute-Loire, samedi, *« afin d'éviter*, précise son entourage, *tout malentendu sur l'interprétation qui pourrait en être donnée »*.

● *Incident à Nantes.* — Des coups de feu ont été tirés vers 1 h. 10 mercredi 22 avril, à Nantes, boulevard des Belges, contre le véhicule d'un colleur d'affiches du R.P.R., qui a déposé plainte. Selon le témoignage de la victime, dont le véhicule a eu son pare-brise brisé par les projectiles, le coup de feu a été tiré avec une arme de poing. Le colleur d'affiches a expliqué qu'il se trouvait devant un panneau, en train d'arracher une affiche de M. Giscard d'Estaing pour en apposer une de M. Chirac, quand un véhicule a ralenti à sa hauteur. C'est de cette voiture que le coup de feu est parti. — *(Corresp.)*

Boycottages

La non-exécution d'un arrêt du Conseil d'Etat en date du 21 novembre 1980 ordonnant la restitution de la station de sports d'hiver de Peyresourde (Hautes-Pyrénées) à l'association de gestion et d'aménagement de la vallée du Louron, vient de provoquer la démission de treize maires de ce canton.

Appuyés par le conseiller général d'Arreau, les treize maires et leur conseiller général M. Liroulet (P.S.) ont décidé, en outre, que les bureaux de vote du canton de Bordères-Louron et de la localité d'Arreau ne seraient pas ouverts dimanche 26 avril. Deux mille électeurs et électrices de ces petites localités de montagne ne voteront donc pas.

Les maires reprochent au préfet des Hautes-Pyrénées de n'avoir pas préparé la mise en œuvre de l'arrêt du Conseil d'Etat. Ils réclamaient notamment la nomination d'experts chargés de régler le contentieux soulevé par la restitution de la station gérée jusqu'à ce jour par M. Coppel, de Toulouse, concessionnaire depuis 1966. — *(Corresp.)*

● *Deux communes de Haute-Savoie*, Novel et Biot, ont décidé de boycotter l'élection présidentielle pour faire entendre leurs revendications. A Novel (quatre-vingt-dix électeurs), les habitants refusent leur rattachement administratif à la commune de Saint-Gingolph et, depuis 1974, ne votent plus en signe de protestation. A Biot (deux cent cinquante électeurs), le conseil municipal a annoncé qu'il fermerait le bureau de vote pour protester contre la promesse non tenue d'implantation d'une station de ski qui pouvait assurer la survie économique de la commune. Cette promesse avait entraîné d'importants investissements. Or, l'agrément de la station vient d'être refusé par l'administration.

La campagne de M. Lalonde

LE VOTE POUR CHANGER LA GAUCHE OU LA DROITE EST INUTILE

(De notre correspondant.)

Malville. — M. Brice Lalonde a terminé symboliquement sa campagne électorale, vendredi 24 avril, dans la région de Creys-Malville (Isère), où se poursuivent les travaux de construction du surgénérateur nucléaire. La visite d'un moulin à eau, d'une installation de « biométhane » dans une ferme puis d'une maison solaire en construction, ont donné à cette dernière journée un éclairage bucolique qui n'a pas empêché le candidat « vert » de poser pour le second tour les questions qu'il estime prioritaires aux deux candidats restants, dont il ne semble pas croire qu'ils puissent être autres que MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand.

« Je ne veux pas que l'horreur et l'erreur du septennat écoulé se perpétue », a-t-il dit. L'horreur, *« à cause de la violence de l'escalade dans le risque, de l'engagement irréversible de notre société vers le tout-nucléaire pendant des siècles »*. L'erreur : *« Le surgénérateur ne serait rentable qu'au milieu du siècle prochain et encore, à condition d'accepter de rogner de moitié sur la sécurité. »*

M. Lalonde a privilégié certains thèmes : le référendum d'initiative populaire ; l'arrêt des exportations des armes ; la fin du monopole radio-TV ; la reconnaissance du secteur associatif en tant que « partenaire vital ». Sur ces points, la balance entre les réponses déjà connues de MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand paraît sensiblement équilibrée. En revanche, sur les deux dernières « priorités » évoquées par le candidat écologiste (le pouvoir régional avec des assemblées élues au suffrage universel et la représentation proportionnelle), la balance verte penche à gauche.

Il a enfin lancé un dernier appel avant le premier tour : *« Voter pour les gros candidats, c'est voter pour le passé et certainement pas pour un projet d'avenir. Le vote pour changer la gauche ou la droite est un vote inutile. Le seul vote susceptible de changer est un vote qui refuse de se situer sur l'échiquier politique actuel »*. — C. R.

(*Publicité*)

Choisir
la cause des femmes
102, rue Saint-Dominique - 75007 PARIS

ORGANISE UNE RENCONTRE

AVEC LES DEUX CANDIDATS DU SECOND TOUR

chacun des candidats sera interrogé successivement par

MARTINE ALLAIN-REGNAULT
(ANTENNE 2)
MÉNIE GRÉGOIRE
(RTL)
GISÈLE HALIMI
(CHOISIR)
CHRISTINE OCKRENT
(EUROPE 1)
FRANÇOISE PARTURIER
(ECRIVAIN)
CLAUDE SERVAN-SCHREIBER
(F. MAGAZINE)
ÉLIANE VICTOR
(ELLE)

sur le thème :

« ... QUEL PRÉSIDENT POUR LES FEMMES ?... »

MARDI 28 AVRIL A 20 h 30
PALAIS DES CONGRÈS
(salle Bleue)
place de la Porte-Maillot - PARIS

ENTRÉE SUR INVITATION

(Renseignements à CHOISIR : 555-50-36 et 277-33-00)

POLITIQUE

La campagne de M. Mitterrand

A TOULOUSE : nous allons rendre la France au socialisme

De notre envoyé spécial

Toulouse. — C'est devenu une tradition, presque un pèlerinage : comme en 1965 et en 1974, M. François Mitterrand avait choisi de tenir le dernier meeting de sa campagne électorale pour le premier tour à Toulouse, capitale de ces terroirs socialistes du Midi que hantera toujours le souvenir de Jaurès. Et où le candidat socialiste pouvait-il être mieux accueilli qu'en ce département de la Haute-Garonne où sa formation est aujourd'hui tellement prédominante qu'elle détient tous les sièges parlementaires ? Fidèles au rendez-vous, les socialistes de la région lui ont fait un triomphe. Ils étaient plus de vingt-cinq mille vendredi soir 24 avril au Stadium de Toulouse, venus de tous les départements voisins. La fête a été pleinement réussie.

Il est 21 h. 45 quand Roger Hanin, chargé de présenter les orateurs, donna la parole à Mme Maïté Jourdan, présidente du *Comité national de soutien*.

M. Pierre Mauroy, qui lui succède sous les acclamations, évoque la Révolution de 1789, les Trois Glorieuses de 1830, l'avènement de la IIe République la Commune, le Front populaire et l'œuvre de Jaurès : *« La victoire de François Mitterrand le 10 mai ce sera celle des prolétaires ce sera la victoire de Jaurès. »*

M. Lionel Jospin intervient à son tour pour ironiser sur le rappel en première ligne, par le président sortant, de ses principaux amis politiques. Il cite notamment MM. Michel Poniatowski et Roger Chinaud. *« Quand on rappelle la vieille garde, c'est qu'on est plus près de Waterloo que d'Austerlitz. A force de revenir en arrière, M. Giscard d'Estaing va mettre Bokassa dans son comité de soutien. »*

Enfin M. Mitterrand. Il est 22 h 45. Le stade exulte. Quatre spots éclairent deux mots tracés en blanc sur la pelouse : « *Mitterrand président* ». Le candidat socialiste va parler pendant une heure, tantôt enjoué, ironique, grave, passionné, superbement maître de son art de tribun. Il en appelle une dernière fois aux autres candidats de gauche : *« Au moment où la droite mobilise ses forces, mesure le danger, s'organise, est-il normal que six candidats de gauche se disputent ainsi les avantages d'un pouvoir qu'un seul d'entre eux peut obtenir ? Je ne prétends rien »* ajoute-t-il, *« je ne dispose pas d'un droit supérieur à aucun autre, mais c'est l'histoire qui l'a voulu, je représente la force politique principale du pays. »*

Quelques heures auparavant, devant les quelque cinq cents personnes rassemblées sous la halle de Verdun-sur-Garonne, ce village du Tarn-et-Garonne qui s'enorgueillit de posséder les plus beaux platanes d'Europe, M. Roger Garaudy a publiquement demandé à Mme Bouchardeau, MM. Crépeau et Lalonde de s'effacer afin de ne pas donner « *une chance supplémentaire* » à M. Giscard d'Estaing.

M. Mitterrand en appelle à l'unité de la gauche : *« Ce que je disais en 1974 je pourrais le redire mot pour mot aujourd'hui. Je suis sûr qu'au fond du peuple de la gauche, la volonté unitaire est la plus forte. »* Lui aussi exalte la défense des libertés. Sa voix vibre plus amplement lorsqu'il accuse le président sortant de s'identifier à la France. Le ton s'adoucit pour réclamer *« le droit au nom des socialistes de conduire autrement la politique française »*. Le candidat socialiste rappelle les principaux points de son programme et surtout — priorité des priorités — sa *volonté de réduire* le chômage au nom de *« la dignité de l'homme »*.

ALAIN ROLLAT.

● *M. Lionel Jospin* a déclaré, vendredi 24 avril, que le parti socialiste n'accepterait aucune condition de la part du parti communiste pour battre M. Giscard d'Estaing. Interrogé successivement par France-Inter et Europe 1, le premier secrétaire du P.S. a *affirmé* qu'il *n'y* avait pas de contact entre les directions des deux partis.

M. Jospin s'est dit convaincu que, au premier tour de l'élection présidentielle, la gauche va *« disloquer les forces conservatrices »* et que *« le duel Giscard d'Estaing - Chirac se poursuivra au second tour, l'un étant candidat, l'autre ne l'étant plus »*.

UN APPEL A « TOUS LES HOMOSEXUELS »

Un manifeste, signé par plusieurs dizaines de personnalités du spectacle, invite « *tous les homosexuels de France* » à voter pour M. Mitterrand.

Ce texte, diffusé le 23 avril, déclare notamment que le candidat socialiste *« est le seul qui, élu, pourra garantir les libertés fondamentales de l'homme, son droit à la différence, et particulièrement celui de l'homosexualité. » « La droite nationaliste et conservatrice*, poursuit le manifeste, *a trop souvent brandi, pour plaire, le spectre de l'homosexualité, le qualifiant de maladie mentale, à l'instar des idéologies dictatoriales et des régimes totalitaires. (...) La gauche socialiste a toujours dénoncé les lois discriminatoires et racistes. Nous voulons que demain les hommes et les femmes qui aiment autrement puissent vivre librement leur différence. »*

Parmi les signataires de ce manifeste, on relève les noms des personnalités suivantes : Maria Schneider, François Truffaut, Pascale Petit, Roger Hanin, Jacques Itah, Régine Deforges, Daniel Gélin, René Lenoble, Laura Mancini, docteur Marie-Thérèse Fiaux, Mireille Bourdon, Christine Gouzé-Rénal, Corine Przysusky, Leny Escudero, Philippe Grassin, Olivier Theveneau, Jeanne Juvigny, Monique Padoulis, Gérard Depardieu et [illegible]lain Noury.

A R.T.L. : j'avancerai pas à pas

M. François Mitterrand, qui était, vendredi soir 24 avril, l'invité du « Grand Jury » de R.T.L., a indiqué qu'il doit *« avancer pas à pas »* pour changer la société. Il a ajouté : *« J'entends réformer la société à la mesure de ce qu'il est possible de faire dans les mois et les années qui viennent, afin de parvenir à changer de société, c'est-à-dire une société qui échappera aux normes des régimes nés avec la société industrielle au début du XIXe siècle. On ne peut pas m'interdire d'imaginer — je ne dis pas de rêver — de penser qu'une société dans laquelle la loi du profit ne serait pas maîtresse serait une société meilleure que celle d'aujourd'hui. Mais, comme j'ai devant moi sept ans, je n'ai pas du tout l'idée qu'en l'espace de sept ans — ennemi que je suis de solutions à caractère brutal et violent, qui ne sont pas dans mon tempérament, qui ne sont pas non plus dans le projet socialiste — je ne peux, dis-je, avoir l'idée qu'en l'espace de ces sept ans, je changerai de société. J'en ferai en tout cas assez pour la changer (...). »*

Interrogé sur le comportement des électeurs communistes, le candidat socialiste a indiqué : *« La volonté unitaire des électrices et des électeurs de gauche — et particulièrement des électrices et des électeurs communistes — est considérable ; cette volonté unitaire doit normalement les porter à voter d'emblée et sans réserve pour le seul candidat de la gauche qui sera en mesure de battre le candidat de la droite, le 10 mai. »*

Il a ensuite assuré que les hommes qu'il appellera au gouvernement *« inspireront la confiance »*. Il a précisé : *« Comment imaginer que Pierre Mauroy et Michel Rocard, ces deux hommes de grand talent, pourraient ne pas être associés intimement à l'œuvre gouvernementale que j'entends entreprendre ? Il y en a d'autres, d'ailleurs (...). »*

M. Tazieff réplique à M. Stirn

Invoquant le droit de réponse, M. Haroun Tazieff nous écrit :

En trois phrases (*le Monde*, dans son numéro du 18 avril), M. le ministre Stirn énonce trois contrevérités. La première : *« ... Un risque sur dix que la Soufrière connaisse une éruption comme en avait connu la Martinique en 1902. »* Ce risque était nul, à coup sûr à l'échéance de plusieurs jours, probablement à celle d'années. Les quatorze raisons qui nous avaient amenés à cette certitude étaient clairement expliquées dans le rapport officiel (dissimulé par les autorités jusqu'en décembre) que j'avais remis le 27 juillet 1976 au ministre, au préfet et à une demi-douzaine d'autres personnages officiels.

Deuxième contrevérité : *« Si l'on n'avait pas évacué, il y aurait eu une panique lors d'un tremblement de terre, etc. »* Or, il ne s'est pas produit, après l'évacuation, de séisme d'intensité supérieure à ceux des crises sismiques récentes. Soixante-quatorze mille personnes ont été évacuées au coût de 2 000 millions de francs, pour éviter une panique !

Troisième contrevérité, il ne s'agit pas d'une « *querelle de scientifiques* » ; cela supposerait une opposition d'idées entre spécialistes de l'étude du phénomène éruptif. Or, la polémique sur le risque de catastrophe à la Soufrière opposait un volcanologue, spécialisé depuis vingt-huit ans à ce moment-là dans l'étude des éruptions, à des universitaires qui, malgré le soutien de leur ministre, et malgré leur compétence vraisemblable en des domaines différents des sciences de la Terre, ne possédaient (et ne possèdent toujours pas) la moin*dre qualification en volcanologie*. Chacun peut se rendre compte de la compétence d'un universitaire ou d'un chercheur en consultant la liste de ses publications scientifiques.

Si M. Stirn avait agi de la sorte, il se serait aisément convaincu que ses « experts » n'avaient jamais écrit sur le phénomène éruptif ni sur le volcanisme en général, pour la raison *simple* qu'ils ne l'ont jamais étudié. De surcroît, produisant des chiffres faux, ils tentaient de faire croire que des nuées ardentes semblables à celles qui avaient, en 1902, ravagé la Martinique, étaient imminentes. Deux mois et demi plus tard, la commission internationale, consultée par le directeur général du C.N.R.S., avait confirmé mon diagnostic, ce qui permit à la population de Basse-Terre de rentrer dans ses foyers. M. Stirn sait aussi qu'au terme de neuf mois d'éruption, la Soufrière est retombée, en mars 1977, dans son état habituel de dormance, et cela sans avoir délivré la moindre de ces effroyables nuées ardentes quotidiennement promises.

M. Alain Bombard nous écrit de son côté :

Le 15 avril, au cours d'une émission de télévision pour la campagne électorale, aux côtés de François Mitterrand, je déclarais en substance que, *« lorsque les pouvoirs publics m'avaient enfoncé dans un trou, l'homme de la rue m'en avait sorti. »* Pourtant, depuis que j'avais été élu conseiller général socialiste du Var, mes émissions *(six nouvelles étaient préparées)* avaient été supprimées. Jamais je n'ai nié être membre du haut comité de l'environnement, et j'ajoute même du Conservatoire du littoral. Je ne vois donc pas en quoi les ministres concernés se sont sentis agressés. Je maintiens que, à la suite de mon élection, mon adversaire U.D.F. ayant déclaré que *« j'avais été élu grâce à la télévision »*, les six émissions ont été *supprimées. Ce qui montre le* « libéralisme avancé » du pouvoir. J'ajoute que quotidiennement, dans la rue ou par téléphone, des inconnus me demandent de nouvelles émissions et écrivent vainement à ce sujet à TF 1 dans ce sens. La réponse est qu'il n'existe plus de temps d'antenne ! C'est tout.

M. Mitterrand et Philippe Pétain

M. BÉRÉGOVOY RÉPOND A Mme FOURCADE

La prise de position de M. Mitterrand proposant une « table ronde » (*le Monde* du 16 avril) pour traiter du problème du transfert des cendres du maréchal Pétain a suscité dans nos colonnes une lettre indignée de Mme Marie-Madeleine Fourcade, présidente du Comité d'action de la Résistance (*le Monde* du 24 avril.

M. Pierre Bérégovoy, ancien résistant, qui s'était engagé à l'âge de dix-sept ans, membre du secrétariat national du P.S., nous a fait, à son tour, parvenir une réponse dans laquelle il explicite la position du candidat socialiste en ces termes : *« J'affirme qu'il n'a jamais confondu la translation éventuelle des cendres de Philippe Pétain à Douaumont et le problème de la revision de son procès.*

» Répondant à une question posée par l'association des grands quotidiens régionaux, François Mitterrand a dit à propos de l'éventuel transfert des cendres du maréchal Pétain à Douaumont que, dans l'état présent des choses, c'était un débat inopportun car trop de blessures sont encore à vif.

» En ce qui concerne la révision du procès, la réponse de François Mitterrand est sans équivoque. Il n'y est pas favorable.

» Je suis bien d'accord avec Marie-Madeleine Fourcade : ce qui s'est passé sous l'Occupation et le rôle joué par le gouvernement de Vichy ne sauraient être oubliés. François Mitterrand l'a rappelé dans les termes qui convenaient. »

● *RECTIFICATIF.* — Parmi les membres de la commission des sondages, trois siègent au titre du Conseil d'État et non à celui du Conseil constitutionnel comme *le Monde* du 24 avril l'a indiqué par erreur.

La C.F.D.T. et la FEN affirment qu'elles n'admettront pas une exploitation politique du 1er mai

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont déjà fait savoir qu'elles *feraient* connaître dans la soirée de dimanche 26 avril leur position vis-à-vis des candidats restés en présence. Leurs bureaux ont été mandatés pour le faire par la commission exécutive de l'une, et le bureau national de l'autre. Le soutien que la C.G.T., durant la campagne a apporté à M. Marchais, laisse penser qu'elle ne ralentira pas ses efforts entre les deux tours. Mais quel en sera le réel objectif ?

Les militants syndicaux non communistes se posent la question avec la détermination de ne pas laisser l'emprise du P.C.F. s'exercer sur les travailleurs plus ou moins influencés par la C.G.T. Nombreux donc sont ceux pour qui les manifestations du 1er mai *ne doivent pas être exploitées* de façon partisane.

Cela ressort sans ambiguïté de la rencontre qui a eu lieu, vendredi 24 avril, à 17 heures, entre les délégations de la FEN (auteur de l'initiative) et de la C.F.D.T., conduites respectivement par MM Henry et Maire.

Les deux organisations ont *« constaté une grande convergence dans la volonté qu'un président de gauche soit élu le 10 mai. Ce qui, en particulier, rendra plus facile l'aboutissement des revendications syndicales »*.

Quoi qu'il se passe au lendemain du 26 avril, la C.F.D.T. et la FEN veulent maintenir au 1er mai un caractère syndical. *« Nous ne supporterons pas qu'il soit dévoyé pour servir de support à une tactique politicienne »*, ont dit MM. Henry et Maire. *« Le « oui » au candidat de la gauche,* ajoutent les cédétistes, *doit être franc et massif, et non pas un « oui mais. »*

C'est aussi l'orientation qui prévaut parmi les contestataires qui, aux divers niveaux de la C.G.T., se sont opposés au comportement de l'appareil confédéral. On en trouve également dans les signataires de la pétition pour l'« union dans les luttes », qui rassemble des éléments de toutes les « sensibilités » C.G.T., C.F.D.T., FEN, F.O., P.S., P.C.F., P.S.U., Ligue communiste révolutionnaire, autres éléments d'extrême gauche, chrétiens et « sans étiquette »

Le refus de la rue Lafayette

Dès le mois de mars, les cédétistes avaient pris l'initiative de proposer un 1er mai unitaire aux organisations C.G.T.. Presque sans exception, ils ne récoltèrent que des fins de non-recevoir, le plus souvent accompagnées de commentaires peu amènes : comment pouvaient-ils *« oser parler »* d'un *« 1er mai alibi » direnl* à l'union régionale parisienne C.F.D.T., par la voie de *l'Humanité*, les cégétistes d'Ile-de-France. Ceux de l'Ain, de la Côte-d'Or, de la région Aquitaine, de la Vienne, du Rhône, des Vosges, du Calvados, des Bouches-du-Rhône, repoussèrent tout contact en invoquant *« l'absence de la C.F.D.T. dans les luttes, sa collaboration de classe, ses campagnes anticégétistes et anticommunistes, etc. Pas d'unité façade, pas de tromperie »*, concluaient-ils.

Il ne pouvait guère en être autrement puisque cette attitude avait été arrêtée lors de la dernière réunion de la commission exécutive C.G.T. rue Lafayette qui avait repoussé la proposition unitaire présentée par M. Buhl (ex-membre du bureau confédéral), soutenu par les socialistes membres de cette commission.

L'union parisienne C.F.D.T. avait déjà essuyé la rebuffade lorsque la FEN adressa un appel unitaire à toutes les centrales syndicales.

« Nous considérons qu'il fallait confirmer nos principes unitaires en toutes circonstances » a dit M. Henry. Mais la C.F.D.T. estimait irréaliste d'engager avec la FEN des contacts pour un 1er mai unitaire puisque la C.G.T. s'y refusait catégoriquement.

Ce n'est donc pas en vue d'aboutir à des appels communs FEN-*C.F.D.T.* que *MM.* Maire et Henry se sont rencontrés le 24 avril, mais, ainsi qu'il est dit plus haut, pour marquer leur résolution de faire obstacle à une exploitation politique des meetings du 1er mai, exploitation destinée à influencer les travailleurs pour le second tour de scrutin.

A l'heure présente, dans presque toutes les villes de France, ou peu s'en faut, on prévoit donc des manifestations organisées séparément par la C.G.T. et par la C.F.D.T. La position de la FEN varie selon les villes. A Paris, elle enverra une délégation à la Bastille, où M. Maire doit prendre la parole au rassemblement C.F.D.T. A Toulouse, il y aura un appel commun C.F.D.T.-FEN. Cependant l'unité a pu être maintenue entre la C.G.T. et la FEN en divers endroits. C'est notamment le cas de Marseille, contrairement à certaines rumeurs (*le Monde* du 23 avril). *« Nous ne nous prêterons pas aux manœuvres politiciennes ni aux tentatives de débordement irresponsables »*, déclare M. François Walger, secrétaire de la section FEN des Bouches-du-Rhône.

De son côté, à Marseille, la C.F.D.T. appelle à un rassemblement à l'endroit même où la C.G.T. et la F.E.N. organisent le leur.

Le même scénario est prévu à Rouen. A Lyon, la C.F.D.T. y a renoncé, en estimant que cela serait davantage *« une manifestation publique de division que d'unité »* et elle organise une démonstration séparée, à laquelle elle convie une trentaine d'organisations.

Notons encore, à Toulouse, l'appel unitaire lancé par des militants C.G.T., F.E.N., C.F.D.T. et F.O. et les partis de gauche. A Paris, des syndicalistes des quatre centrales ont fait de même et, faute d'être entendus, tiendront un rassemblement à Beaubourg.

JOANINE ROY.

DANS UN LYCÉE PARISIEN

« C'est quand même notre avenir »

Ce pourrait être une divine surprise. On les avait dit désabusés : ils s'affirment « concernés ». La « *bof génération* » est introuvable : l'incertitude n'est pas leur fait et l'élection présidentielle *est* aussi *leur* affaire. Tous le disent, vendredi 24 avril, au lycée Jacques-Decour, à Paris.

« On en était à la relance économique proposée par Mitterrand. » Cette 1re B (économie) n'en est pas à sa première discussion électorale. Transformée en petit Parlement, elle se risque à une instruction civique de circonstance, analysant, sous la houlette du professeur d'histoire-géographie, les programmes de chaque candidat. Grisaille des murs, de la peinture écaillée, du *plancher usé et des vitres* sales... la tristesse du décor n'étouffe pourtant pas leur dynamisme. C'est à qui voudra *« un éclaircissement sur la semaine de trente-cinq heures »*, réclamera *« une précision sur les manœuvres spéculatives »* ou formulera une critique *« sur l'indépendance énergétique »*.

Valérie, devenue pour l'occasion spécialiste du R.P.R., tente d'avancer les propositions de Jacques Chirac. *Mais le cœur* n'y est pas : elle aurait volontiers voté pour le *« batteur d'estrade »* gaulliste, mais, hélas ! *« Il sera obligé de se désister pour Giscard »*... Alors, elle se « rabattra » dès le premier tour sur Mitterrand. Le ton ici est, en effet, à gauche, et les jeux sont déjà faits.

Avec toutefois un zest de révolte. La gauche de la gauche a ici quelques partisans avoués : un vote simulé donne Georges Marchais en tête du premier tour *devant François Mitterrand*, le président sortant n'obtenant que deux voix. Si les absten*tions sont nombreuses* (dix sur vingt-neuf), tous assurent qu'elles ne manifestent aucun désintérêt. La télé, ils la regardent : *« Ça tombait bien, c'était les vacances. »* Leur vie, elle peut changer : *« C'est quand même notre avenir qui est en jeu ! »* Et aucun des dix-huit ans de la classe n'a manqué de s'inscrire sur les *listes électorales*.

Le devoir civique est également accompli sans faille chez les terminales C. Mais la tonalité est plus morne. Ni fougue ni foire d'empoigne. Une discussion lente *et* laborieuse *qui suinte* l'ennui... ou la réserve. L'appartenance à l'élite scolaire semble *briser les élans*, en tout cas apprendre la raison : *« Un changement de président*, dit Frédéric, *risque de mettre l'économie en mauvais état. C'est dangereux » ; « Mitterrand*, ajoute Ivan, *son dialogue avec le tiers-monde, c'est ridicule. »* Ils sont deux à rétorquer en invoquant les ventes d'armes, les inégalités maintenues ou le chômage. Le vote simulé réserve des surprises : Brice Lalonde et Valéry Giscard *d'Estaing prennent* les deux premières places.

Au-delà du vote, l'engagement ? *Jean-Luc y pense bien*, pour l'écologie, mais il n'a pas *« tellement le temps matériel »*. Bac *oblige, bien sûr. Qu'im*porte ! S'ils ne viennent pas à la politique, celle-ci viendra à eux : *cet après-midi-là*, une fois n'est pas coutume, les « giscardiens » diffusaient un tract, sur papier glacé, à la porte du lycée.

EDWY PLENEL.

Libres opinions

Ne pas abdiquer

par PAUL HOUTIER (*)

VOTER, c'est abdiquer. Il est banal de reconnaître la lassitude profonde de la population face à sa classe « responsable », *le marais politicien, et le scepticisme intense que ce dernier* engendre chez les citoyens. Certains, par malhonnêteté, voudraient faire l'amalgame entre ce scepticisme et un désintérêt pour la ques*tion sociale !* Curieusement, cette prétendue indifférence justifierait l'existence même du monopole de la gestion de la vie collective, à tous ses niveaux, par une caste de professionnels... Le dégoût que suscite cette dernière — toutes tendances confondues — ne serait-il pas plutôt la cause de cette désespérance, souvent trop peu critique, qui produit ce laisser-faire et laisser-dire, et fait admettre la prise en charge de l'individu et des collectivités su rtous les plans ? Voter ? Une désespérance...

***

Notre attitude de refus, celui de délivrer un blanc-seing à quelque politicien que ce soit, ne saurait non plus être assimilée à la conduite rétrograde et monarchiste, qui est de refuser les acquis de la Révolution, mais pour en revenir à la direction « par les meilleurs », sous l'égide de l'unique. Si la République, la « chose publique » dont tout le monde se réclame, celle pour qui ont combattu tant de nos compagnons (Eugène Varlin, Louise Michel...), fut une gifle formidable contre l'arbitraire, elle ne remet pas en cause le gouvernement et l'exploitation de l'homme par l'homme. Quant à la pseudo-alternative dictature-parlementarisme, elle est fausse, car d'autres choix de société existent et ont déjà été concrétisés, même si les ambitieux de tout poil ont intérêt à en occulter le sens.

Loin de se contenter de préserver la démocratie parlementaire de son glissement *potentiel* vers le totalitarisme, il nous faut une autre volonté — non plus, somme toute, conservatrice, mais infiniment radicale. Il nous faut viser plus haut encore que le suffrage universel, *partant du constat de l'échec du respect du pluralisme et de l'auto*nomie individuelle ou de groupe dans le système étatique, donc centraliste.

Nous disions ci-avant que l'histoire, par le biais de serviles Machiavels, a été falsifiée et occultée. Qui, en effet, hormis les spécialistes, connaît les propositions et l'œuvre des anarchistes communards de 1871 ? Des makhnovistes ukrainiens de 1917 à 1921 ? Des libertaires espagnols de 1936 à 1939 ? Et le courant libertaire international de mai 1968... Qui parle, encore, de mandatements précis, de contrôle réel des élus et de révocabilité ? Aucun de nos « instructeurs » n'y a intérêt !

Les plus subtils démagogues se contentent — et c'est vital pour leur pérennité — de vider ces pratiques et ces propositions de leur contenu et de les reformuler dénaturées, pour en extirper la graine de liberté, la négation même de leur opportunité. Ainsi en est-il de l'autogestion, proposée comme auto-organisation simplement *pratique (entendez « auto-exploitation ») des travailleurs dans leur* entreprise, mais ne décidant rien quant à la production et à sa gestion ; ainsi en est-il du fédéralisme, proposé ou vécu comme une simple coordination de régions (ou d'États !) *placées sous* le joug d'une même autorité centralisée (« démocratiquement » ou pas)...

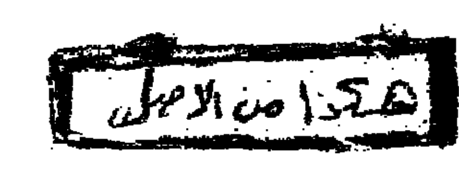
***

Ne pas aller voter, c'est désavouer la classe politique dans son ensemble (et non faire le jeu de la gauche pour les gens de droite ou le jeu de la droite pour les gens de gauche !), c'est refuser en bloc d'accréditer l'ordre qui nous régit, pour préparer l'avènement d'une organisation sociale en dehors de toute tutelle de partis ou d'État (ce vieux fromage qui, lui, au moins, fait leur unanimité) ; c'est boycotter la mystification, pour l'édification d'une société où tous et chacun puissent recevoir en fonction des besoins et donner selon les moyens. Ce ne peut être à une minorité (même « universellement » suffragée) d'en décider, mais à tous ensemble, et sur quelque plan que ce soit : habitat, rues, quartier, commune ; au travail, dans les ateliers, les entreprises, les unités de production ; associations libres en un fédéralisme sans État, avec les mandats les plus précaires, précis et contrôlables pour les délégués au service de leurs mandants, désignés à des niveaux qui nous touchent. Si nous savons l'interdépendance des groupes sociaux (régions, ethnies ou secteur de production...), nous voulons leur autodétermination respective et leur libre association.

Pour ce qui est de l'objection de l'utopie, rappelons simplement qu'elle fut aussi un argument antirépublicain de dernier recours...

Voilà pourquoi nous n'élirons pas de président « de tous les Français ».

(*) Militant de la Fédération anarchiste.



présidentielle

La vie en morose

par ANDRÉ FONTAINE

De tous les partis, celui qui est le moins représenté dans cette campagne, c'est bien le parti d'en rire. Bien que le sien ne soit pas précisément du meilleur aloi, Coluche n'a pas eu tort d'écrire, dans ces colonnes, que le rire est devenu suspect : quand on entend dire un peu partout de nos dix candidats qu'ils sont tous des rigolos, on est tenté de répondre que s'ils avaient un point commun, ce serait plutôt d'être des non-rigolos. A croire que si le rire est le propre de l'homme, il n'est plus celui de l'homme politique. Ne serait-ce pas l'une des raisons de la « *tonitruante apathie* » de la joute électorale, justement relevée, sous la signature de William Pfaff, par l'*International Herald Tribune* ?

Le phénomène n'est pas particulier à la France : M. Brejnev n'est pas exactement ce qui s'appelle un plaisantin ; M. Deng non plus. Les blagues de M. Reagan, lorsqu'elles sont proférées quelques minutes après un attentat où il a failli laisser sa peau, témoignent de son sang-froid : elles ne sont pas drôles. Même en Grande-Bretagne, patrie de l'humour, on a découvert, depuis deux ans, qu'on peut devenir premier ministre sans en avoir deux pennies.

La politique est un spectacle, on l'a dit et répété, et, à l'heure télévisuelle, c'est plus vrai que jamais. Qu'est-ce que ce spectacle où, dans la patrie de Rabelais, de Molière et de Giraudoux, personne ne cherche à faire rire ? On en vient à se demander si la raison principale qui a fait de Henry Kissinger, pendant huit ans, la vedette « numéro un » du box-office diplomatique n'était pas qu'il était drôle : avec lui, comme chez nous avec un Alexandre Sanguinetti, on était absolument sûr de ne pas s'embêter une seconde. Il arrivait à faire rire aux éclats jusqu'à ses interlocuteurs vietnamiens. On a pu les voir, alors que les bombes tombaient sur Hanoï et Haïphong, son compère du prix Nobel Le Duc Tho et lui, se tordant comme des baleines pendant une suspension de séance. La photo en question est certes, compte tenu des circonstances, passablement indécente, mais il reste qu'il est nécessaire, de temps en temps, pour le bon équilibre nerveux et intellectuel, de savoir se détendre. Comment s'étonner de la morosité ambiante, alors qu'on sent nos candidats tendus à l'extrême derrière leur calme affecté, et qu'ils semblent avoir renoncé une fois pour toutes à nous égayer, leurs rares mots d'esprit ne visant, en fin de compte, qu'à blesser ?

On dira, naturellement, qu'il serait mal venu de paraître gai alors que le présent est si triste et l'avenir si préoccupant. Si tel est le cas, le résultat est plutôt décevant pour une société qui, depuis trente ans, a consacré tant de ressources à faire jouer, par l'Etat, le rôle providentiel jadis imparti aux puissances surnaturelles. Mais si l'on est honnête, il faut reconnaître que la grande majorité des Français vit beaucoup mieux matériellement qu'il y a un quart de siècle, pour ne pas parler de l'époque où il n'y avait ni congés payés ni sécurité sociale. Or, on riait bien davantage alors, de même qu'on riait au Moyen Age, malgré les épidémies, les guerres, le brigandage qui faisait régner une insécurité permanente.

On ne peut pas tout avoir

Choisir d'en rire, c'est une attitude vis-à-vis de la vie, vis-à-vis de soi-même. Le bonheur et le malheur résultent moins des conditions extérieures auxquelles il faut faire face que du tempérament de chacun. M. Paul Getty, qui était l'homme le plus riche du monde, avait le regard vide et d'une tristesse san fin, et chacun a pu voir, après la libération, la photographie de ce résistant anonyme qui avait eu la force d'éclater de rire face au peloton d'exécution. Nous connaissons des gens bougons qui s'ennuient de tout et des gens drôles qui s'amusent d'un rien. Si la vie a été plus gaie, pour la seconde catégorie que pour la première, à qui la faute ? Aux circonstances « objectives », ou à leur patrimoine génétique et culturel et à l'usage qu'ils en ont fait ?

De toute façon, parmi nos candidats, il en est un, au moins, qui a tout intérêt à nous faire voir la vie en rose, puisque, pendant sept ans, il a présidé à nos destinées. Il serait probablement ravi de faire rire les Français, car il est assez intelligent pour savoir que cela lui rapporterait des voix. Mais on ne peut pas tout avoir. Et lorsqu'on n'est pas naturellement drôle, c'est rarement le passage par l'X, l'ENA et l'inspection des finances qui vous enseigne à le devenir. Il vous enseignerait plutôt à vous prendre au sérieux, ce qui est la pire chose qui puisse arriver à un homme. « *Le secret de ma réussite*, nous a confié Jean Monnet, le jour de ses quatre-vingts ans, *c'est que ma femme ne m'a jamais pris au sérieux* »...

Les dangers du culte

Se prendre au sérieux, c'est automatiquement s'isoler des autres, ne pas tenir assez compte de leur conseils, décourager les critiques, encourager, par voie de conséquence, les courtisans. Nous ne sommes plus à l'époque d'Erasme ni de Pic de la Mirandole : personne ne sait tout. Rien n'est plus difficile que de démêler l'essentiel de l'accessoire, le vrai du faux, alors que tant de gens travaillent, consciemment ou inconsciemment, à les mêler. Et c'est bien pourquoi la principale victime d'un culte de la personnalité est toujours, en fin de compte, celui qui en fait l'objet. Emprisonné dans un univers bâti pour lui complaire, il supporte mal que la réalité refuse de coïncider avec l'idée qu'il est venu à s'en faire. Il en éprouve, à la limite, un sentiment d'injustice.

Il faut beaucoup de force d'âme, lorsqu'on exerce non pas seulement *le* pouvoir, mais *du* pouvoir, pour résister à cette tentation-là. A plus forte raison quand il s'agit de candidats qui voient leur nom et leur effigie reproduits chaque jour à des centaines de milliers d'exemplaires, interminablement cités par les médias, quand, dans les meetings, la clameur de leurs supporters vient leur chauffer le cœur. Comment n'auraient-ils pas la tête tournée ? Comment ne se croiraient-ils pas dotés de qualités d'intelligence, de caractère, exceptionnelles ?

Et c'est ainsi qu'on arrive aux monuments d'ânerie dont les régimes totalitaires n'ont plus, hélas, le monopole, et qu'on peut lire dans un journal électoral du président sortant, tiré à cinq millions d'exemplaires : « *Il a su gagner autant de respect à Moscou et à Washington qu'au Caire et à Tunis. Il s'est hissé à cette place enviée entre toutes : pouvoir être, sous le ciel noir, l'arbitre du monde.* » Hâtons-nous d'en rire, puisque l'occasion nous en est donnée, tout en sachant très bien que tel n'était pas précisément le propos de l'auteur, Arthur Conte, devenu en quelque sorte le Joinville de notre nouveau Saint Louis. « *Inimaginable* », disait, l'autre jour en privé, un membre — et non des moindres — de l'actuel gouvernement, du livre que cet auteur a consacré au citoyen-candidat. Mais sur un registre mineur, le candidat socialiste a laissé passer dans les journaux dr pages de publicité, avec citations à sa gloire, de Pierre, Paul ou Haroun, qui ont franchement navré ses amis. Il faut espérer qu'on le lui a dit. Et le journal du candidat R.P.R., « *Jacques Chirac maintenant* », dans le genre Superman, n'est pas mal non plus !

Aucun de ces messieurs, pourtant, n'est Superman, même si deux d'entre eux roulent des mécaniques mieux que personne, même si tous peuvent parler à l'infini, avec une autorité superbe, de tout et du reste. Certes, la tendance naturelle de tout candidat est de faire l'impasse sur la mémoire des électeurs. Le plus remuant n'a-t-il pas pratiquement réussi à faire oublier qu'il avait été le premier ministre de celui qu'il combat aujourd'hui ? Chacun a pourtant bien conservé quelque part dans sa tête un petit souvenir de ses illusions perdues, de ses échecs, des promesses qu'il n'a pu tenir.

La santé d'abord

Demain, avec le second tour, va venir le moment d'être sérieux, et donc, pour chacun des deux qui vont rester en lice, de prendre honnêtement sa propre mesure face à des défis si vastes qu'aucun homme, aucun pays même ne peut prétendre en venir seul à bout. On connaît peu de meilleure recette pour y parvenir que l'humour sur soi-même. Recette d'autant plus recommandable qu'il faudra bien que l'un des deux soit battu, ce qui voudrait dire pour l'un l'humiliation d'un désaveu, pour l'autre, sans doute, compte tenu de son âge, la fin d'un espoir tenace.

La défaite est toujours un moment difficile à passer, mais ceux qui la supportent le mieux ont toujours été ceux que leur intelligence et, pourquoi pas, leur humilité, ont prémunis contre les deux périls qui menacent les ambitieux : se croire plus malin que tout le monde, vouloir à tout prix être aimé. Ce n'est pas seulement pour la santé des Français qu'il faudrait que nos candidats se mettent à rire un peu, y compris d'eux-mêmes : c'est pour leur santé à eux.

Ecoutons La Fontaine :

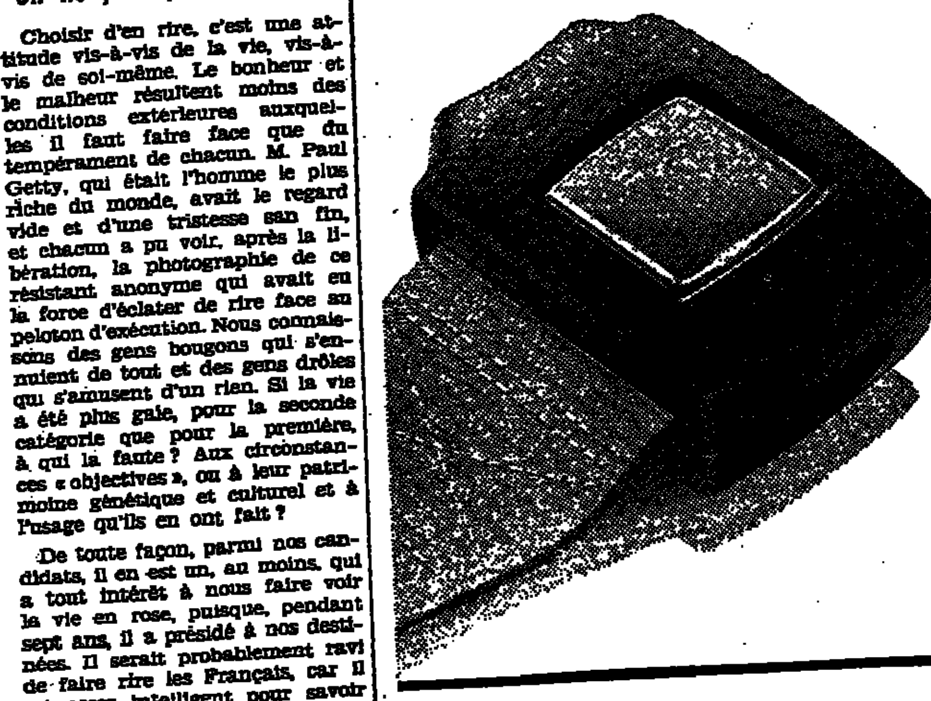
« ... *mais je tiendrais un roi*
Bien malheureux s'il n'osait rire.
C'est le plaisir des dieux. »

(Le Milan, le Roi et le Chasseur.)

NE VOUS SERREZ PAS
LA CEINTURE !

Paris-Toulouse :100 F
Paris-La Rochelle :67 F
Paris-Lille :37 F
Paris-Nice :151 F
Paris-Metz :51 F
Strasbourg-Lyon :70 F

Ces prix sont des allers simples en 2e classe avec 50% de réduction dont vous pouvez bénéficier grâce à la carte "Couple". Prix au 30 mars 1981 garantis pendant la validité des tarifs.



COUPLE, vous voyagez tous les deux ensemble et vous avez une carte "Couple" (gratuite et valable 5 ans). L'un d'entre vous bénéficie de ces prix en période bleue, soit 250 jours par an. Demandez le "calendrier 50", il est délivré gratuitement dans les gares et agences de voyages.

Le train serre les prix.



Le Monde

société

Le président et les bookmakers

(Suite de la première page.)

Il me paraît donc important de rétablir la vérité. J'ai des raisons particulières de vouloir le faire. Les sondages politiques en France, je les ai pour ainsi dire tenus sur les fonts baptismaux. Pourtant, je n'ai jamais accepté d'engager mon agence ni de m'engager moi-même dans des campagnes politiques ou partisanes. Mais comme citoyen, et comme professionnel de la communication, j'ai été consulté à titre personnel par tous les chefs de gouvernement qui, de Daladier à de Gaulle, se sont succédé au pouvoir entre 1938 et 1969.

J'avais rencontré Gallup aux Etats-Unis en 1938, et j'avais été fasciné par les méthodes de ce précurseur, qui affirmait avoir découvert le principe des échantillons aléatoires en jouant, dans sa maison de campagne, avec un sac de haricots rouges et blancs qu'il faisait couler dans sa main. Chaque poignée comportait exactement la même proportion de l'une et l'autre couleur, autrement dit était représentative de l'ensemble. Euréka ! Rentré en France, j'essayais vainement de faire partager mon enthousiasme aux hommes en place et, après guerre, je connus la même déconvenue avec les présidents du conseil de la IVe République. Ces notables étaient davantage enclins à faire confiance à l'opinion des autres notables ou à celle de leur chauffeur ou de leur cuisinière, qu'à prendre en considération des éléments de connaissances recueillis auprès du public.

Enfin, Mendès France vint. C'est lui qui, en 1954, accepta de faire réaliser par l'IFOP, sur ma proposition, une enquête consacrée à l'état d'esprit des Français. En 1956, Guy Mollet suivit son exemple, face à une conjoncture morose. Nous leur devons les premières approches scientifiques de l'opinion politique en France. Une question était commune aux deux sondages : « *Si l'actuel président du conseil quittait le pouvoir qui, selon vous, serait le mieux placé pour lui succéder ?* » En 1954, de Gaulle n'avait obtenu qu'un score infime, loin derrière les Edgar Faure, Antoine Pinay, Bourgès-Maunoury. En 1956, *chacun fut stupéfait de constater* qu'il arrivait largement en tête. Deux *ans avant le 13 mai 1958, l'enquête* d'opinion enregistrait un déplacement *de forces qui avait échappé à tous* les experts. Naturellement, personne *ne prit ce résultat au sérieux...*

Un instantané de l'opinion

Non, les sondages ne se trompent pas, du moins s'ils sont sérieusement réalisés. Mais ils ont leurs limites, qu'il faut connaître. Ils ont aussi leurs règles, qu'il faut respecter.

Qu'est-ce qu'un sondage ? C'est une photographie instantanée de l'opinion. Elle est valable ici et maintenant, mais on ne peut absolument pas en tirer de conclusions pour l'avenir. La courbe la plus accusée peut toujours s'inverser. Gallup lui-même en a fait l'expérience à ses dépens, à propos de l'élection de Truman en 1948. Les sondages quotidiens qu'il avait effectués jusqu'à une semaine du scrutin donnaient invariablement la victoire au candidat républicain Dewey. Aussi, fut-elle considérée comme acquise, et Gallup, décidant d'arrêter les frais, communiqua le résultat dont il se croyait sûr au *New York Times*, qui en fit sa manchette. Or Truman l'emporta. Explication : durant les huit derniers jours, celui-ci, en donnant satisfaction aux renvendications d'un important syndicat de camionneurs, avait déplacé à son profit quelque 800 000 suffrages, et les sondages n'étaient plus là pour le constater.

Une autre limite des sondages, c'est la nature même des questions posées. Comme chacun sait, il s'agit de questions fermées, qui ne laissent de choix à l'interviewé qu'entre des réponses pré-formulées et qui, en ne lui donnant pas la possibilité de s'expliquer, lui interdisent de s'interroger en profondeur. Aussi, mesurent-elles des opinions reçues, qu'on n'a ni le temps ni les moyens de remettre sérieusement en cause. En fait, les sondages sont des rétroviseurs. Ils passent à côté des changements d'attitude en train de s'accomplir et dont les intéressés eux-mêmes n'ont pas forcément conscience.

Enfin, les sondages laissent subsister une inconnue dont il est impossible d'évaluer l'importance : c'est le bataillon de ceux qui refusent de se prononcer, soit par indécision, soit pour préserver le secret d'une idéologie. De quel poids pèseront-ils le jour venu ? Et y a-t-il une coloration politique des sans-réponse ? Personne ne sait, encore qu'on puisse supposer qu'ils se recrutent davantage chez les père tranquilles qu'auprès des partisans du changement.

Les augures politiques commettent donc, sciemment ou non, une erreur flagrante quand ils attribuent une valeur de prévision aux enquêtes réalisées quinze jours ou trois semaines avant un scrutin. Bien sûr, tous le monde s'en défend. Mais si vous lisez les journaux, si vous écoutez les propos tenus à l'antenne, vous constaterez que les chiffres qu'on cite continuent d'être présentés — au moins implicitement — comme indicatifs de ce qui va se passer dans l'isoloir. C'est arrivé demain.

Reste à expliquer comment deux enquêtes d'opinion effectuées à peu près au même moment, sur des échantillons de même taille, peuvent donner des résultats différents, voire contradictoires. Il y a au moins trois bonnes raisons à cela. La première est la formulation des questions, où une virgule qu'on déplace peut avoir des conséquences importantes. La deuxième tient à la marge de précision, qui ne se réduit pratiquement plus au-delà de mille cinq cents personnes et qui reste de 2 % pour un échantillon de deux mille quatre cents. La troisième raison enfin est liée au degré de sérieux des instituts qui procèdent aux sondages.

Je dis que cette foire d'empoigne statistique, où les journaux se disputent les résultats spectaculaires à coup d'échantillons géants — et sans signification, — est indigne d'une grande nation. Je dis qu'il faut y mettre fin. En interdisant les sondages ? Sûrement pas. Le remède serait pire que le mal et, d'ailleurs, n'empêcherait rien. Les enquêtes publiques deviendraient des enquêtes clandestines, voilà tout, avec tous les risques de manipulation que cela comporte. Non, il faut seulement que les deux professions concernées — celle des instituts d'étude et la presse — sachent s'organiser pour *moraliser les sondages. Je propose* une série de mesures simples qui *suffiraient à supprimer les abus* :

1) Constitution d'un organisme paritaire des sondages électoraux auquel souscriraient les médias et les instituts d'étude et à qui incomberait la responsabilité entière de gérer les enquêtes d'opinion en période pré-électorale ;

2) Elaboration par cet organisme, sur proposition d'une commission technique composée des meilleurs spécialistes, d'un programme unique de sondages dont les échantillons, les questionnaires, les méthodes de recueil et d'exploitation des données seraient définis d'un commun accord, pour répondre aux impératifs scientifiques les plus rigoureux ;

3) Mise au point d'un calendrier arrêté à l'avance et que toutes les parties prenantes s'engageraient à respecter pour éviter doublons et cacophonies. Après tout, TF 1 et A 2 arrivent bien à se répartir la retransmission des rencontres internationales de football ;

4) Sous-traitance, pour la réalisation de ce programme, à différents instituts soumis au même cahier des charges et choisis par la commission technique comme répondant à tous les critères de qualité nécessaires ;

5) Formulation, par les soins de la commission technique, d'une grille d'analyse permettant d'éviter les interprétations abusives.

Qu'on ne me dise pas que ce schéma est utopique. Il est déjà appliqué. C'est, en effet, à peu près sur ces bases que fonctionne depuis vingt ans l'organisme d'étude qui contrôle annuellement les audiences des supports publicitaires : le C.E.S.P., administré par un conseil et surveillé par des instances techniques où sont représentés les médias, les annonceurs et les agences. Et ça marche ! Cela dans un domaine où pourtant les enjeux financiers sont considérables et les conflits d'intérêts toujours prêts à éclater. Alors, pourquoi pas un *C.E.S.P.* des sondages pré-électoraux : le C.E.I.V., Centre d'étude des intentions de vote ?

En tout cas, il faut faire quelque chose. Nous ne pouvons pas laisser plus longtemps le futur président de *la République*, quel qu'il soit, entre les mains des bookmakers.

MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET.

JUSTICE

LE TRAFIC DE LA DROGUE A PARIS

Enquête sur un cinéma

M. Claude Quin, conseiller municipal de Paris (P.C.), vient de dénoncer, dans une déclaration qu'il a fait parvenir au préfet de police, le trafic de drogue dans le centre de la capitale. D'après M. Quin, les commerçants et les riverains de la place de la République ont attiré l'attention des pouvoirs publics depuis 1980 sur *« des faits particulièrement graves concernant le trafic dans le 3e arrondissement »*. Après avoir affirmé que *« certains policiers disent que leurs supérieurs les prient de ne pas faire de zèle »*, le conseiller municipal constate que *« le trafic continue »*. Il faut, selon M. Quin, obliger *« le pouvoir et sa police à ne plus laisser faire »*.

Le conseiller de Paris a d'ailleurs lui-même mené l'enquête. Il a, dit-il, recueilli des témoignages de toxicomanes aux abords du cinéma Dejazet, ouvert toute la nuit et projetant des films musicaux très appréciés des jeunes. Toutefois, au Dejazet, on s'étonne de l'initiative de l'élu. *« Car,* dit une employée, *si, il y a un an, des jeunes se droguaient dans la salle, depuis la police est intervenue, et le trafic et la consommation de drogue ont cessé. »*

M. Jean Bouquin, directeur du Dejazet, ne comprend pas : *« Je suis un homme de gauche,* dit-il, *j'ai à plusieurs reprises prêté la salle aux socialistes et aux communistes. J'estime que M. Quin fait de l'anti-communisme sommaire en menant, ce fut le cas à Montigny, une action qui ne peut que se retourner contre les intérêts de son parti. »*

De son côté, la brigade des stupéfiants de la préfecture de police de Paris, qui reconnaît que la place de la République est devenue après Belleville un des points chauds du trafic de la toxicomanie dans la capitale, avance des chiffres : *« Pour le secteur de la République,* déclare M. André Solères, chef de la brigade des stupéfiants, *nous avons depuis janvier 1980 procédé à cent trois interpellations d'utilisateurs de drogue, à vingt-deux arrestations d'utilisateurs revendeurs et à dix-sept arrestations de trafiquants. Ces actions ont abouti à la saisie de 6 kilos de chanvre indien, 1,700 kilo de cocaïne et 250 kilos d'héroïne, le plus souvent d'origine thaïlandaise. »*

Répondant à l'accusation selon laquelle la police « laissait faire », le chef de la brigade des stupéfiants explique : *« Il n'y a pas actuellement que la place de la République, le trafic illicite atteint la rue du Faubourg-Montmartre. Notre politique n'est cependant pas de créer des abcès de fixation, mais de porter le trouble partout où il y a trafic. Néanmoins, la façon de procéder des dealers, le fait que s'échangent de petites quantités, que des hommes sont postés pour « porter le cri », rendent difficile notre travail. »* — C. C.

DÉFENSE

A bord du « Foch » et du « Clemenceau »

LES AVIONS DE LUTTE ANTI-SOUS-MARINE SERONT MODERNISÉS

L'aéronavale française a décidé de moderniser la majorité de ses avions Breguet-Alizé de lutte anti-sous-marine embarqués sur les porte-avions « Foch » et « Clemenceau ». Ce programme s'étalera de 1981 à 1984.

Dotés d'un turbopropulseur Rolls-Royce, les Breguet-Alizé sont en service dans la marine nationale depuis 1959 et ils totalisent, à ce jour, environ 250 000 heures de vol. Les trente-quatre appareils existants forment deux flottilles stationnées, normalement à Lann-Bihoué et à Nîmes-Garons, avec une base-école à Hyères. Le Breguet-Alizé est un avion de lutte anti-sous-marine et de sûreté anti-surface ; son armement est composé de grenades, de torpilles, de roquettes, de bombes et d'engins air-sol.

Seuls, vingt-huit des trente-quatre Alizé existants seront modernisés avant 1984.

Cette modernisation porte essentiellement *sur le remplacement du* radar actuel, une refonte du système de navigation et une amélioration des contre-mesures électroniques. Elle a principalement pour but de répondre à la menace constituée par les sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire dont les immersions sont plus profondes et dont la sensibilité à la détection-radar est moindre, du fait de la discrétion de la propulsion nucléaire.

Le nouveau radar, baptisé Iguane par son constructeur, la société Thomson-C.S.F., est dit à compression d'impulsions et à fréquence agile, c'est-à-dire qu'il a été spécialement conçu pour obtenir de hautes performances dans le domaine des *portées, de la résolution en distance* et de la sûreté de détection de petits échos par mer forte. De surcroît, la puissance émise est limitée à un faible niveau, pour une meilleure discrétion vis-à-vis de radars adverses. Le radar Iguane sera couplé à un nouveau système de navigation très précis.

LE VENEZUELA ENVISAGE L'ACHAT DE NOUVEAUX MIRAGE ET DE L'ALPHA-JET

Le Venezuela est en discussions avec la France pour l'achat d'avions de combat Mirage-50 et d'appareils d'entraînement à réaction Alpha-Jet conçus par le groupe privé Dassault-Breguet et par la SNECMA. Selon des informations recueillies de source industrielle à Paris, une décision de commande est attendue au cours du second semestre de l'année.

Depuis le début d'avril, en effet, une mission de l'armée de l'air vénézuélienne séjourne en France où elle se fait présentar le Mirage-50 à Cazaux (Gironde) et l'Alpha-Jet à Tours et à Istres (Bouches-du-Rhône). Des pilotes et des techniciens vénézuéliens ont pu évaluer en vol les deux modèles d'appareils. Le Mirage-50 est un Mirage-III auquel on a adjoint le réacteur Atar 9 K-50 du Mirage F 1 et une électronique améliorée. L'Alpha-Jet est un biréacteur d'entraînement et d'appui tactique.

En *1971*, pour remplacer ses avions Sabre d'origine américaine, le Venezuela a *déjà acheté* à la France seize Mirage-III (y compris des exemplaires de la version simplifiée dénommée Mirage-5) qui forment un escadron basé à Barquisimento.

FAITS ET JUGEMENTS

Les Jeunes Avocats durcissent le ton.

La Fédération nationale des unions de jeunes avocats (modérés) considère comme un échec la tournée en province de M. Peyrefitte pour expliquer la loi « sécurité et liberté ». Au cours d'une conférence de presse, vendredi 24 avril, les présidents de certaines unions ont fait état du boycottage par divers barreaux et syndicats du tour de France du garde des sceaux. A Toulouse, ont-ils expliqué, les avocats ont refusé de le recevoir. A Lille, ils se sont opposés à une discussion *sur la loi Peyrefitte*, considérant que cette tentative de concertation venait un peu tard. Dans le ressort géographique de la cour d'appel d'Orléans, certains avocats ont cessé de plaider le temps de la visite de M. Peyrefitte dans la ville.

De critique à l'égard du ministre, le ton des Jeunes Avocats est devenu hostile. Comme illustration du peu de cas que le ministre fait des avocats, le président de la Fédération, Me Michel Gout, a cité une lettre de M. Peyrefitte dans laquelle le ministre demande à la F.N.U.J.A. son avis sur la réforme de la deuxième partie du code pénal, en soulignant que les conclusions auxquelles la commission chargée de ce travail est arrivée devront, de toute manière, être mises en conformité avec la loi « sécurité et liberté ». Me Gout a indiqué que le ministre qui sera présent place Vendôme au moment du congrès de la Fédération, en mai, sera invité sauf s'il s'agit de M. Peyrefitte. Ce congrès sera consacré à l'élaboration d'une *« charte de la défense »*.

Dix-sept Sénégalais expulsés.

Orléans. — Les dix-sept travailleurs sénégalais porteurs de faux papiers et condamnés à quatorze jours d'emprisonnement par le tribunal de grande instance d'Orléans (*le Monde* du 25 avril) ont été expulsés, le jeudi 23 avril, à leur sortie de prison vers leur pays d'origine.

Ils avaient été interpellés lors d'un contrôle de police au foyer de la Mouchetière, à Ingré (Loiret). — *(Corresp.)*

● *M. M'Hamed Laradji a été remis en liberté.* — Ecroué à Avignon (Vaucluse), depuis le 23 février, sous l'inculpation de recel de cadavre (*le Monde* du 25 février), M. M'Hamed Laradji, président national de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie, a été remis en liberté dans la soirée du 22 avril, sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nîmes (Gard). Le 21 février, à la suite d'une rixe, un Algérien, M. Ahmed Amri, vingt-sept ans, avait été mortellement blessé devant un restaurant d'Avignon. Le propriétaire de l'établissement, M. Hamida Bahi, inculpé d'homicide volontaire, est maintenu en détention. Sa compagne, Mme Tounes Dakli, avait été, comme M. Laradji, inculpée de recel de cadavre et emprisonnée. Elle a été mise en liberté. — *(Corresp.)*

● *Rouge condamné.* — M. Robert March, le directeur de publication du journal *Rouge*, qui a cessé sa parution, a été condamné le vendredi 24 avril par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris à 1 000 F d'amende pour diffamation envers le prince Sixte-Henri de Bourbon-Parme qui a obtenu 2 500 F de dommages et intérêts. Dans un article du 10 octobre 1980 intitulé « L'internationale nazie s'est-elle réunie à Paris ? », il était affirmé qu'une réunion avait eu lieu dans la demeure du prince à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) en août 1979.

MÉDECINE

Une table ronde au MEDEC

L'anxiété et ses remèdes

Comment un médecin peut-il, en pratique, détecter l'anxiété, la prendre en charge quand elle survient en crise paroxysmique ou se manifeste à l'état chronique, plus ou moins voilée sous des masques somatiques ? Telles étaient les thèmes sur lesquels se sont interrogés vendredi 24 avril plusieurs psychiatres réunis lors du deuxième salon Médecine et communication (MEDEC), qui a lieu au Palais des Congrès à Paris jusqu'au 26 avril.

Comment distinguer, s'est demandé le professeur André Bourguignon (Créteil), l'anxiété quotidienne, celle qui structure, celle qui jalonne les étapes existentielles de chacun, de l'angoisse pathologique ? Sans doute à la fréquence des crises, à leur intensité ; sans doute aussi à la capacité individuelle d'assumer l'insécurité qui en résulte, a souligné le professeur Bourguignon. Les seuils de tolérance sont extrêmement variables.

D'une manière générale, l'ensemble des manifestations psycho-pathologiques peut prendre l'aspect d'une défense contre l'angoisse, qu'il s'agisse de crises aiguës, de certains états hypocondriaques, de manifestations hystériques, de certains délires ou encore d'états chroniques tels qu'ils se rencontrent, par exemple, dans les névroses obsessionnelles ou les névroses phobiques. A ces manifestations multiformes de l'angoisse s'ajoutent les conversions somatiques les plus variées, l'insomnie, les recours à l'acool, aux toxicomanies, en d'autres termes l'utilisation du corps comme instrument, comme véhicule de l'anxiété.

Il importe, a ajouté le professeur Jean Sutter (Marseille), de distinguer l'angoisse, des dépressions. *« Elles n'ont pas la même signification,* a-t-il noté, *et ne répondent pas aux même traitements »*, même si elles vont souvent de pair. La dépression, a souligné le professeur Sutter, se définit comme la perte ou l'affaiblissement de la capacité d'envisager l'avenir de façon positive. L'anxiété est avant tout un système d'alarme face à un danger, réel ou fantasmatique ; perspective qui modifie toute l'activité psychique.

« Médicaments anti-dépresseurs et anxiolytiques [tranquillisants], a-t-il conclu, *sont deux classes différentes de produits : il peut être nécessaire de les associer mais en maniant les uns et les autres pour leur propre compte, en fonction des besoins et des résultats. »* Au demeurant, a noté le professeur Bourguignon, la chimiothérapie ne se conçoit pas sans un accompagnement psychothérapique.

D'ailleurs, a remarqué pour sa part le professeur Yves Pelicier (Paris), de tous temps les hommes ont cherché des remèdes à l'angoisse, que ce soient les relations affectives qu'ils nouent ou leur investissement dans le travail, qui sont vécus comme des confirmations d'identité. Ainsi rencontre-t-on, a-t-il ajouté, des obsessionnels de l'activité *« qui utilisent le travail comme un anxiolytique à haute dose... »* En présence de l'angoisse, a conclu le professeur Pelicier, chacun élabore ses solutions et ses mécanismes défensifs. Les accompagner, les encourager ou parfois les contrecarrer, tel est le rôle difficile du médecin.

CLAIRE BRISSET.

SPORTS

ÉQUITATION

Les énigmes de la Coupe du monde

De notre envoyé spécial

Birmingham. — Après sept mois de galop sur trois continents — l'Europe, les Amériques et l'Australie, — les épreuves de saut d'obstacles de la Coupe du monde troisième édition touchent à leur fin. Dimanche 26 avril, au terme des trois réunions disputées dans l'un des halls du complexe industriel chocolat édifié en pleine verdure, à une quinzaine de kilomètres de Birmingham (Grande-Bretagne), l'heureux lauréat sera connu, dont le nom s'inscrira immédiatement après ceux de l'Autrichien Hugo Simon, premier détenteur du titre en *1979*, et de l'Américain Conrad Homseld, dont les exploits n'avaient été jusqu'en 1980 que strictement territoriaux. Si estimable soit-elle, cette dernière victoire pose une question. Tel qu'il est en vigueur, le règlement de la compétition dans laquelle les annonceurs ont investi cette année l'équivalent de 100 millions de francs favoriserait-il les outsiders ? A notre connaissance, Conrad Homseld n'est venu qu'une *fois* en Europe, et pour y être aplati.

Essayons de comprendre. En saine logique, les concurrents qui ont obtenu le plus grand nombre de points, au fil des concours [illegible] par les responsables, devraient se présenter en position de force devant la juridiction suprême. Or il n'en [illegible] rien. On repart de zéro. On oublie et l'on recommence avec ceux, tout de même, qui ont à leur actif un tableau de chasse honorable ; soit, à Birmingham, trente-quatre finalistes représentant douze nations sur les cent quarante candidats à l'ouverture en octobre dernier des hostilités. Une aubaine pour les moins bien placés, une sérieuse déconvenue pour les mieux lotis et d'abord, sur le papier du moins, pour le Français Gilles Bertran de Balanda, classé premier de la zone européenne avec l'étalon Galoubet, major de sa promotion en France sans discussion possible.

Le jeudi 23 avril, sur un parcours en deux manches pour chevaux à trempe d'acier, le fils d'Alme n'a commis qu'une seule faute imputable, semble-t-il, à une légère erreur d'appréciation de son cavalier, arrivé beaucoup trop [illegible] sur l'obstacle numéro 6, une verticale de barrière blanche. Cette première épreuve a été remportée par le jeune Néerlandais Frank Sloothaak, naturalisé Allemand de l'Ouest depuis peu, le couple Balanda-Galoubet s'inscrivant en quatrième position.

Mais la classe reste la classe, auquel cas elle se moque des règlements. [illegible] difficile épreuve courue vendredi soir 24 avril a [illegible] gagnée par l'Américain Donald Cheska. Bertran de Balanda, en se classant à la deuxième place et, compte tenu de ses points acquis à Birmingham, a engagé les quatre pieds de son cheval sur le chemin de la victoire.

ROLAND MERLIN.

ÉDUCATION

● *A l'appel des sections lilloises* du SNE-Sup (FEN), du SGEN-C.F.D.T. et de la coordination des assistants, des enseignants des *trois universités de Lille* ont fait grève, du mardi 21 au *jeudi 23 avril*, pour *protester* contre la décision du recteur de ne pas accorder aux assistants des trois universités des renouvellements de contrat à durée illimitée (*le Monde* du 22 avril). A Lille-I (sciences et techniques), où les examens partiel du DEUG ont dû être reportés d'une semaine, 70 % des cours et travaux dirigés n'ont pas eu lieu. Les secteurs les plus touchés ont été ceux de mathématiques, de sciences économiques et de physique. — *(Corresp.)*

SCIENCES

M. JAMES BEGGS NOMMÉ ADMINISTRATEUR DE LA NASA

M. James M. Beggs, vice-président de la société de construction aéronautique General Dynamics, vient d'être nommé administrateur de l'agence spatiale américaine (NASA) par le président Reagan. Il succède à *M. Robert* Frosch, qui avait démissionné de ses fonctions le 20 janvier dernier.

[Né le 9 janvier 1926 à Pittsburgh (Pennsylvanie), M. James M. Beggs n'est pas un nouveau venu à la NASA. Après avoir passé l'essentiel de sa *carrière* chez Westinghouse, notamment comme directeur général de la division des affaires militaires et spatiales, cet ancien élève de l'Académie navale américaine et de l'université Harvard a occupé les fonctions d'administrateur adjoint du service de recherche et de technologie avancées de la NASA (1968-1969). Il est ensuite devenu, en 1974, *vice-président de la General Dynamics* après un court passage au département américain des transports et dans une firme de Los Angeles.]

Le Monde

ECONOMIE

L'avenir financier de la Sécurité sociale

Les candidats à l'élection présidentielle parient dangereusement sur la croissance

Que proposent les candidats pour sauver la Sécurité sociale des crises financières permanentes ?

Comment fera-t-on pour équilibrer un système au poids financier aussi et même plus important que le budget de l'État ? Le prochain septennat ressemblera-t-il à celui qui s'achève : de belles promesses ; certes des réalisations, mais aussi de désagréables surprises... cinq plans de redressement qui de majoration en augmentation et replâtrage ont fait passer les cotisations de 35,20 % des salaires dont trois déplafonnées (1), à 39,95 % dont dix déplafonnées ?

IL n'est pas facile — en pleine campagne électorale — de parler de *difficultés financières* et surtout de préciser les moyens d'y remédier. Et pourtant certains candidats ont eu le courage, soit d'indiquer la nécessité d'efforts supplémentaires, soit d'annoncer une pause, voire un freinage, des prestations sociales. Mais rares ont été les interventions au cours desquelles les moyens précis permettant de respecter ces objectifs ont été *clairement avancés, alors que ces propositions portent sur des sommes énormes* — plus de 500 milliards de francs — qui nous touchent de près : notre santé, notre famille, nos vieux jours et la façon dont on utilise ou prend nos revenus.

Côté prestations, il est vrai que plusieurs candidats ont fait assaut de modestie, renonçant aux classiques et généreuses promesses des campagnes d'antan. Le fait est assez rare pour qu'il *soit souligné. A l'exception des avantages familiaux qui à l'unanimité font l'objet d'engagements — surtout* pour les mères de familles nombreuses — MM. Debré, Chirac, Giscard d'Estaing, Mme M.-F. Garaud, n'ont pas annoncé de grandes améliorations — comme cela avait été le cas en 1974 — pour le minimum vieillesse ou l'indemnisation du chômage. L'austérité ferait-elle recette ? Ou les candidats croient-ils que l'opinion est — *comme eux — persuadée que le « seuil critique »* de la pression fiscale est atteint ou dépassé ?

Pour Mme Garaud et pour M. Debré — les plus rigoristes — l'heure a même sonné de restreindre les dépenses : *« Nous payons de lourdes mesures démagogiques et insupportables », « Il faut diminuer les prélèvements fiscaux et sociaux. »* Et la solidarité ? Il s'agit, certes, d'un *« principe de la société moderne » mais « il doit être approfondi à la mesure des disciplines financières »*, déclare M. Debré. Quant à Mme Garaud, elle préconise, par exemple, l'accroissement du ticket modérateur. Sans être détaillés et explicatifs sur les chemins à emprunter, ces discours n'ont, en tous cas, rien de démagogique si ce n'est de flatter tous les appétits — très *en vogue* — pour les assurances *individuelles* et privées.

M. Chirac, lui aussi, n'a pas présenté de plateaux alléchants en faveur des prestations sociales. Il prêche également la restriction des prélèvements, parlant même d'un retour *« dans les délais les plus brefs possibles à un prélèvement de 36 % »*... au lieu de 42 %. Où le discours s'emballe, c'est lorsque M. Chirac assure ne pas vouloir toucher aux prestations, faisant même allusion à des améliorations — surtout pour les familles — lorsque la situation économique le permettra.

Comme ses concurrents de la majorité, M. Giscard d'Estaing n'a pas fait état de futures et impressionnantes revalorisations. Là, encore, il est question de *« maintenir sans remettre en cause »*. Dans l'entourage du président sortant, on indique cependant que, *« pour les personnes âgées, les familles et un certain nombre d'autres personnes, nous assurerons un progrès du pouvoir d'achat d'un peu plus de 1,5 % par an »*. Pour le reste, l'heure est aussi à la pause.

Seuls les candidats de gauche promettent des relèvements de 25 % à 50 % des allocations familiales, un coup de pouce important au minimum vieillesse, la retraite à soixante ans au taux plein, etc. Et d'ajouter qu'effectivement *cela représente des dizaines de milliards de francs*.

Une question saugrenue ?

Et le financement ? Qu'on qualifie les promesses de droite de sages ou trop prudentes, et celles de gauche de généreuses ou d'extravagantes, toutes ces propositions ne règlent pas le problème d'éventuels déficits. Même *sans amélioration, comment* la Sécurité sociale pourra-t-elle être financée ?

Question saugrenue ? C'est bien vite oublier un passé très récent. *« Pour la première fois depuis une génération, la plupart des Français pensent que les prochaines années seront plus dures que les précédentes. Et ils ont raison. »* Ce style — derrière lequel se cache sans doute M. Barre — est pourtant celui du projet du VIIIe Plan adopté par le gouvernement le 1er octobre 1980. Du commissariat au Plan à certains responsables de caisses de retraite, on admet qu'il faudra, d'ici à 1985, accroître les cotisations ; certains ont même chiffré la majoration, jusqu'à 4 points (0,8 par an) ! M. Lenoir, dans son rapport sur la protection sociale, a insisté sur la nécessité des « sacrifices » et la réduction de certaines prestations...

Or, depuis l'ouverture de la campagne électorale, il n'est plus question d'accroître les cotisations ! Oublié le déficit, même prévisionnel ! C'est le silence ou le recours à un remède un peu miraculeux : demain, ce seront la croissance et la réduction du chômage qui permettront d'éviter les plans de redressement de la Sécurité sociale. Pour M. Chirac, il s'agit d'obtenir 1 à 2 points de croissance supplémentaires de la *production, moyennant* un allégement des charges et la relance par l'offre. Résultat : la Sécurité sociale sera sauvée, même si le candidat ajoute qu'*« un réexamen de son système de financement »* est, en tout état de cause, nécessaire.

M. Mitterrand compte sur les mêmes résultats, tout en tablant sur des moyens différents pour y arriver : selon les socialistes, avec 2 à 3 points de croissance supplémentaires, par la relance notamment de la demande, on arrivera à réduire les charges de chômage, à *dégager* des ressources *nouvelles* de plusieurs dizaines de milliards de francs qui alimenteront les caisses de l'État. Il suffira alors de transférer à l'État des « charges indues » — par exemple l'allocation-logement, — c'est-à-dire de prévoir une fiscalisation partielle, ainsi que des dotations budgétaires, pour renforcer *la trésorerie de la Sécurité sociale*. Et le P.S. d'ajouter qu'il ne sera pas nécessaire d'accroître le niveau actuel des prélèvements obligatoires.

Chez le président sortant, ces problèmes de financement *sont moins abordés*, parce que jugés trop technique pour l'opinion. Interrogé sur ces silences et sur les projets (de l'automne 1980) pour le VIIIe Plan, l'entourage de M. Giscard d'Estaing fait alors la même réponse que les autres candidats : *« Tout dépend de la croissance. »* On ajoute cependant : tout dépend aussi de la *décélération* des dépenses de santé, notamment hospitalières, qui déjà sont passées d'un rythme annuel d'augmentation de 26 % à 18,5 % en un an et demi. L'entourage de M. Giscard d'Estaing n'écarte pas non plus des réformes de financement : le candidat, dit-on, est opposé à une réforme de l'assiette des cotisations, qui se traduirait par un recours à la T.V.A. ; *« en revanche, une prudente réforme consistant à déplafonner le taux de cotisation des allocations familiales, dans l'optique d'une revalorisation des bas salaires plutôt que d'une aide aux entreprises de main-d'œuvre, n'est pas exclue »*.

Pour le président sortant, qui dès 1974 avait promis une réforme *de l'assiette des cotisations*, les simulations et diverses études qui ont été menées, depuis lors, ont démontré que la définition des entreprises de main-d'œuvre est plus complexe qu'il n'y paraît et *que l'aide à leur apporter ne* peut se traduire par une mesure toute simple. Parmi les entreprises de main-d'œuvre, toutes n'appartiennent pas en effet à la catégorie des firmes où les salaires sont faibles et, par conséquent, frappées de plein fouet par les cotisations plafonnées, il en *existe aussi où la main-d'œuvre* est à la *fois* importante et bien rémunérée.

Un pari audacieux

Mais selon l'entourage de M. Giscard d'Estaing, celui-ci n'entend pas exclure un transfert partiel des cotisations d'allocations familiales à la charge de l'État et des contribuables, mais l'objectif serait différent : il s'agirait d'aider et faire face à une concurrence internationale accrue.

Au *total*, tous les candidats parlent d'allègement des charges *sociales* de l'entreprise, de pause ou de freinage des impôts et cotisations — sauf le P.C. ; tous misent sur la croissance. Mais il s'agit là d'un audacieux pari qui frise la méthode Coué, alors que de nombreux responsables des questions de Sécurité sociale estiment qu'à la nécessaire action en faveur de la croissance, de la réduction du *chômage* et d'*une plus grande maîtrise* des dépenses de santé, devront s'ajouter, au cours du prochain septennat, un relèvement des cotisations des assurés, une révision du financement de la Sécurité sociale. D'ici au deuxième tour, n'est-il pas encore temps de le reconnaître ou d'affirmer, par un engagement solennel et preuves à l'appui, qu'il n'en sera rien ?

Si tous les candidats veulent responsabiliser les assurés — comme ils l'affirment si souvent, — il serait peut-être bon de mettre toutes les cartes sur la table et d'ajouter qu'à cette recherche d'équilibre financier, pour sauver la Sécurité sociale, devrait s'ajouter un effort contributif pour réduire les inégalités. N'est-ce pas M. *Giscard d'Estaing* qui a écrit dans *Démocratie française qu'« une nouvelle étape d'enrichissement collectif est encore nécessaire pour vaincre complètement la pauvreté »*.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) *Une partie des cotisations* porte sur le salaire dit plafonné (actuellement 5 730 F par mois), l'autre — déplafonnée porte sur la totalité des rémunérations.

UN REFUGE POUR L'EMPLOI

POUR un secteur au moins de l'économie, les temps présents n'ont pas le goût de crise. On savait que le commerce tirait bien son épingle du jeu depuis le premier choc pétrolier de 1974-1975. Les dernières statistiques montrent que le bon état de santé de la distribution non seulement s'est maintenu mais s'est *probablement amélioré*.

L'Association française de recherches et études statistiques commerciales (Afresco) a publié il y a quelques *jours* un bilan de l'*année* 1980 pour la distribution. Il est éloquent. Il montre que depuis cinq ans le nombre des commerces créés n'a cessé d'augmenter en France, cela en tenant compte des disparitions pour cause de faillite ou des cessations d'activité. En 1975, l'appareil commercial français s'était enrichi de 3 719 établissements ; en 1980 ce chiffre a plus que quintuplé. Encore faudrait-il ajouter les commerçants — *nombreux — qui* ont étendu ou développé *leurs activités. Si autant de personnes s'intéressent au commerce, c'est bien parce qu'elles comptent en tirer de confortables bénéfices.*

Les statistiques *publiées par* l'Afresco appellent deux autres remarques. La *première* est que la prospérité de la distribution concerne de très nombreux secteurs et aussi bien l'alimentation que le textile ou l'ameublement. La seconde est que les détaillants — y compris les plus petits d'entre eux qu'on a trop tendance à croire écrasés par la concurrence des grandes surfaces — bénéficient de la prospérité générale. Le nombre des créations de sociétés de personnes — qui peut aussi s'expliquer par la recherche d'une *occupation — peut être interprété dans ce sens.*

Le commerce se porte donc bien, ce qui remet à leur juste place les arguments de certains candidats à la présidence sur les difficultés de la distribution. Cette évolution a d'ailleurs des conséquences bénéfiques pour l'économie puisque seul le commerce — et les services en général — embauche et crée des emplois plus qu'il n'en supprime. C'est cet argument qui a permis à M. Monory de résister depuis deux ans aux pressions qui se sont exercées sur MM. Giscard d'Estaing et Barre contre la politique de libération des prix et des marges.

Mais là n'est pas le problème. Il est dans le rapport de forces qui s'est établi depuis presque vingt ans entre l'industrie et le commerce, la première strictement contrôlée par *l'administration dans l'établissement de ses prix, le second relativement à l'aise dans la fixation de ses marges. Ce rapport de forces constamment favorable à la distribution* n'a cessé d'affaiblir l'industrie dans des secteurs aussi essentiels pour le pays que son agro-alimentation. Ici comme ailleurs, les capitaux étrangers ont pu racheter à bas prix de grandes firmes françaises.

MM. Barre et Monory pensaient donner à la France une industrie forte en rendant la liberté des prix aux chefs d'entreprise. Les résultats financiers de 1978 et 1979 ont effectivement été meilleurs qu'ils ne l'avaient été depuis 1975. Mais la dégradation enregistrée en 1980 montre à quel point l'industrie française reste fragile. *Fragilité qui ne s'explique pas seulement par la crise économique que nous traversons mais aussi par un commerce pléthorique qui accapare une part probablement trop importante des gains de productivité réalisés par l'industrie.*

AL. V.

La terre et les paysans en Amérique latine

Un grand continent agricole avec de sérieuses difficultés d'alimentation

Guerre civile dans les campagnes du Salvador ; veillée d'armes chez les paysans du Guatemala ; nouveau « Far West » aux marches de l'Amazonie brésilienne, avec meurtres d'Indiens et exploits sinistres de « pistoleros » ; inquiétude américaine face à cette « Chine » qui grouille aux frontières méridionales ; infiltration silencieuse des masses andines dans de grandes métropoles aujourd'hui presque ingouvernables, comme Lima ou Bogota : l'impression prévaut d'un sous-continent latino-américain en pleine effervescence paysanne, même si, depuis une décennie, la majorité de ses habitants vivent dans des villes.

Ces hommes se partagent un immense espace : ils ne sont que vingt au kilomètre carré — trente si l'on excepte l'Amazonie, presque vide. Mais aussi, depuis deux ou trois lustres, cette région a accéléré son intégration aux réseaux mondiaux du « système agro-industriel ». L'exemple du Brésil, devenu en quelques années le deuxième exportateur de soja de la planète, est dans tous les esprits. L'Amérique latine n'est-elle pas déjà, ne sera-t-elle pas plus encore demain, un « grand continent agricole » ? Et à quel prix pour les hommes qui y vivent ?

Ce sont ces questions que nous avons posées, à l'occasion d'une récente rencontre, à des géographes de l'Université de Toulouse, spécialistes des agricultures latino-américaines, MM. Romain Gaignard, Claude Bataillon et Roberto Santana.

L'ÉVOLUTION la plus notable de la réalité agraire dans toute l'Amérique latine, ces deux dernières décennies, c'est, *sans doute*, le *développement* d'un *agriculture familiale* capitaliste de moyenne *dimension*, largement intégrée aux réseaux commerciaux internationaux.

Spécialistes, respectivement, des pays andins, de la méso-Amérique (Mexique et isthme central) et des espaces *rioplatenses* (autour du rio de la Plata : Argentine, Uruguay, Paraguay et Brésil méridional), MM. Santana, Bataillon et Gaignard reconnaissent, par-delà de grandes diversités entre leurs domaines propres, un commun élément de mutation.

Non que la moyenne propriété ait partout « culbuté » le *latifundio* — cette grande exploitation gérée selon des méthodes traditionnelles : il en *reste* au *contraire un peu partout, et pas* seulement dans la pampa argentine ; il s'en crée aussi de nouveaux, particulièrement aux franges de l'Amazonie brésilienne. Ce n'est pas, non plus, que le *minifundio* soit en déroute : C'est même à ces minuscules parcelles que s'accrochent encore *la majorité* des paysans de l'Amérique latine, du Mexique *au sud* des Andes. Mais la multiplication, ces trois ou quatres derniers lustres, de domaines de 100 à 500 hectares, soit par division de vastes haciendas, soit par agrégation progressive de petites unités, est l'élément à la fois le plus nouveau et le plus dyna*mique* du paysage agraire dans une région grande comme deux fois l'Europe.

Il faut donc modifier certaines représentations : le *fundo* latino-américain d'aujourd'hui, c'est, souvent, un domaine dont on ferait le tour à pied dans la demi-journée, géré par un patron ou son intendant, l'un ou l'autre y *travaillant en général* avec *sa famille*, employant un petit nombre de salariés permanents et un arsenal de machines modernes.

Passant la moitié de son temps à la petite ville voisine, il y discute avec le directeur de la banque, les fonctionnaires des administrations rurales, les négociants, les responsables des « associations de producteurs » ou de la coopérative dont il est membre. L'œil rivé sur les mercuriales, le « nouveau fermier » *latino* ne se distinguerait plus guère de son *homologue européen, voire gringo (nord-américain)*, n'était la possibilité de faire appel massivement, pour les trois ou quatre mois de récoltes, à une abondante main-d'œuvre saisonnière sous-payée.

Andes surpeuplées

C'est là, en effet, que les schémas anciens reprennent leur empire ! La surexploitation de l'homme par l'homme, spectaculairement introduite en ces parages à l'époque des *conquistadores*, a pu changer de visage ces dernières années, comme se modernisaient les campagnes : mais elle n'a pas disparu. *Elle a même pu devenir plus crue, comme s'effaçaient* certains de ses traits paternalistes. En particulier, les mutations récemment survenues dans le *campo* ont provoqué la quasi-disparition de ces « tenanciers précaires », traditionnellement admis à édifier leur cahute et à faire pousser *leurs haricots dans un coin du domaine où ils servaient comme peones*. Dépossédés désormais de ces modestes avantages, plusieurs millions de travailleurs agricoles constituent, du Rio-Grande à la Terre de Feu, un prolétariat errant particulièrement impressionnant, s'accordent à reconnaître nos *spécialistes*. Gagnant de 4 à 10 *francs par jour selon* les régions la production et la *conjoncture*, ils se déplacent de ferme en ferme pour la cueillette du coton, du café, des tomates, de la canne, selon un circuit à peu près immuable d'une année sur l'autre. Au Brésil, ces nouveaux damnés de la terre ont reçu *le surnom* de *boias frias*, littéralement « bouffent-froid », car ils emportent leur gamelle sur la *fazenda* où on les conduit en camion pour la journée. *Beaucoup* voyagent en famille : la main-d'œuvre enfantine est appréciée pour son faible coût. Nombre de ces migrations ont lieu de pays à pays — des plus pauvres vers les plus riches : de Bolivie ou du Paraguay vers l'Argentine, de Colombie au Venezuela...

L'évolution récente du système de tenure de la terre est largement dû à des mesures légales. Hormis l'Argentine, en effet, tous les pays latino-américains ont, à un moment ou à l'autre, visé à réduire l'importance des grands domaines. Le Mexique y a pourvu dès 1915, la Bolivie en 1952, Cuba en *1960, chaque fois sous* la pression révolutionnaire. *La* plupart des autres pays ont répondu, dans les années 60, aux objurgations du grand voisin du Nord, qui avait lancé, en 1961, l'Alliance pour le progrès en vue de conjurer la contagion castriste. Il y a eu des retours en arrière, comme au Guatemala, en *1954, ou au Chili, en 1973. Les réformes ont été* de portée inégale : poussée aux limites, au Pérou, de 1969 à 1975 ; très superficielle au Brésil ou en Colombie ; nulle en Uruguay. Beaucoup de pays, tels le Paraguay et le Venezuela, ont baptisé *« réforme agraire »* des programmes de colonisation de terres nouvelles... Mais le paysage *n'est plus le même qu'il y* a vingt ans.

On peut aujourd'hui distinguer dans cette immensité une *« colonne vertébrale andine »*, où des communautés agraires, généralement indiennes, produisant sur de minuscules parcelles des cultures vivrières de subsistance, *accessoirement pour le marché* local, sont imbriquées à la moyenne exploitation capitaliste, tournée vers le marché national et international.

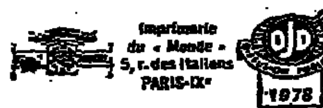
A l'inverse, dans les pays du rio de la Plata, faiblement peuplés, la petite exploitation est rare, et la trame foncière est formée de moyens et grands domaines d'élevage ou d'exploita*tions céréalières*. La situation *au* Brésil est la plus *fluide* de la région. Compte tenu de l'immensité de l'espace disponible, il n'est pas excessif d'affirmer que toutes les formes de tenure sont en progrès — petite, moyenne et grande propriété. Le Sud et le Centre-Sud, modernes, connaissent surtout des *conflits pour la fixation des prix à la production* ; le Nordeste des conflits pour la fixation des salaires des ouvriers agricoles ; et le Centre-Ouest des conflits pour la possession de la terre.

L'Amérique centrale connaît, elle, une zone de très forte tension : au Guatemala et au Salvador, où *coexistent une* paysannerie pauvre et *nombreuse* et de moyens et grands propriétaires peu disposés à céder un acre de terre. Enfin, malgré une réforme agraire vieille de plus de soixante ans, le Mexique ne présente pas un panorama très différent des pays andins : pullulement de petites parcelles dans la *zone* centrale surpeuplée, avec reconstitution, par location, de moyens domaines, tandis que les franges côtières, septentrionales et méridionales, où la pression humaine est moindre, sont terres d'élection de plantations tropicales et de ranches d'élevage allant du moyen à l'immense.

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 10.)

Édité par la S.A.R.L. le *Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 437.

LES MACHINES A ÉCRIRE EN EUROPE

Un marché en attente de l'électronique

Les fabricants traditionnels de machines à écrire électriques ne sont pas les seuls à *s'intéresser* à la nouvelle étape qui sera la mise en service de matériels électroniques. Des sociétés françaises seront-elles capables *de reconquérir*, à la faveur de ce bouleversement technique, une part du marché national actuellement approvisionné en totalité par des *firmes étrangères ?*

LES machines à écrire, outils traditionnels du bureau, n'échappent pas à la fièvre électronique et informatique qui gagne progressivement tous les secteurs de la vie économique. Tous les fabricants en sont conscients, et déclarent en chœur que *« l'avenir est à l'écriture électronique »*. Mais pour le moment personne ne se hasarde à prédire la date d'une électronification massive des bureaux. Dix ans ? Peut-être moins ; peut-être plus. En attendant, il faut gérer le présent. Et, ce présent, c'est encore la machine à écrire traditionnelle, mécanique et électrique.

La France, avec 20 % du parc *européen estimé à 10-13 millions* d'unités, est *« le leader des pays latins et la lanterne rouge des pays anglo-saxons »*. Son parc est moins important que celui de la République fédérale d'Allemagne (28 %), et de la Grande-Bretagne (22 %), mais dépasse celui de l'Italie (15 %). Il est électrifié aux deux tiers — c'est la moyenne européenne. Le taux d' « électrification » est plus important en R.F.A. et aux Pays-Bas, et moindre en Espagne, où de nombreuses machines mécaniques sont encore en service.

Il aura fallu plus de dix ans pour qu'en 1977 le parc français des machines électriques dépasse *celui des mécaniques* (1). En 1971, ce dernier représentait encore 66,7 % du total ! La province détient cependant encore 82 % des machines mécaniques françaises. Paris et la région parisienne étant plus électrifiées.

Seul le marché des machines portatives *connaît une croissance* importante. Celui des machines à écrire de bureau, cataloguées comme non portables, connaît des fortunes diverses : la demande des mécaniques est en baisse ; les machines électriques à barre perdent du terrain au profit des électriques à boule et à touche d'effacement.

Un fait majeur caractérise le marché national : l'absence totale de fabricants français de machines à écrire. Aucune machine n'est fabriquée en France. *Tout est importé.* En 1980, les services des douanes françaises ont recensé l'entrée dans notre pays de trois cent quatre-vingt-six mille machines à écrire électriques et *non électriques*, pour une valeur de 429 millions de francs, ainsi que de seize mille huit cent soixante-quinze machines à écrire automatiques (*traitement de textes*), *d'une* valeur totale de 122,4 millions de francs. Soit un total d'importation, pour tous les outils d'écriture, d'une valeur de 551,4 millions de francs.

Une lutte sévère entre sociétés

Les grandes sociétés étrangères, qui règnent sur ce marché sans partage, s'y livrent une lutte sévère. « *Les places sont prises, et chacun s'y accroche.* » Pourtant, les grands de l'écriture, I.B.M. (Etats-Unis), Olivetti (Italie), Hermès-Japy (Suisse), perdent peu à peu du terrain, bien qu'I.B.M. demeure encore le leader incontesté de la machine électrique (34,4 % du parc français en 1979, contre 39,3 % en 1977). Ils sont « grignotés » par les Allemands Olympia et Triumph-Adler. I.B.M., Olivetti, Hermès-Japy, Olympia et Triumph-Adler ont une part du marché européen similaire à celle qu'ils détiennent en France, avec une prééminence des firmes na*tionales dans leurs pays respec*tifs, excepté pour la Grande-Bretagne qui, comme la France, n'a pas de fabricants nationaux de machines à écrire.

Avec l'irruption de l'électronique, et sous la pression des nécessités économiques, *le marché* de l'écriture est en train de changer. De nouveaux matériels plus performants ont été introduits, notamment les systèmes de traitement de textes et les machines à écrire électroniques. Les premières, dotées d'une mémoire externe de capacité parfois indéfinie, effectuent automatiquement les corrections, la mise en page et la dactylo*graphie, et peuvent* traiter et mémoriser des rapports importants. Les secondes, moins complexes, font la jonction entre les machines à écrire traditionnelles *et le traitement de textes :* Munies d'une petite mémoire interne, elles automatisent certaines tâches répétitives (mise en page, tabulation, justification), et *mémorisent des phrases qui* reviennent souvent (formules de politesse, etc.).

A la baisse de leurs ventes de matériels traditionnels, les fabricants de machines à écrire réagissent différemment. I.B.M. estime *visiblement* possible de se maintenir sur le marché de l'écriture électrique. Sa stratégie est d'attendre que les utilisateurs soient prêts à accepter le traitement de textes et le bureau électronique, avec les modifica*tions dans l'organisation* du travail qui en découleront. Aussi le constructeur américain a-t-il présenté en janvier dernier une nouvelle série de machines dont *le* premier prix est de 4 953 F, soit 15 % moins cher que les premiers prix de la gamme qu'elle remplace.

Olivetti, quant à lui, axe toute sa stratégie sur la machine à écrire électronique, qui devient *à ses yeux une machine ordinaire* capable d'évoluer vers un bas de gamme de traitement de textes avec l'adjonction d'un écran.

Jusqu'à présent, les nouveaux matériels n'ont pas réalisé de percée spectaculaire sur le marché européen et français, bien que les pays anglo-saxons soient *en tête de la modernisation* des outils de bureau.

Ils *devraient*, cependant, connaître, dès cette décennie, une croissance importante. Pour 1985, on table sur un parc français de cinq cent quatre-vingt mille machines électroniques (2) (contre dix à quinze mille actuellement), et de quarante-huit mille systèmes de traitement de textes (douze mille trois cent quatre-vingt-dix en 1979). Or, *le* prix moyen d'une machine électronique oscille entre 8 000 et 20 000 francs suivant les prestations, et celui d'un système de traitement de textes est d'au moins 20 000 francs. Parallèlement, *le parc des machines* à écrire mécaniques et électriques baisserait (à partir de 1982 pour ces dernières).

La convoitise des *multinationales*

Le marché des outils modernes *du bureau reste donc* à *prendre*. Rien d'étonnant à ce qu'il attise la convoitise, non seulement des fabricants traditionnels de machines à écrire, mais aussi de groupes *multinationaux* qui n'ont parfois qu'un lointain rapport avec l'écriture, qu'ils viennent de l'informatique (I.B.M., Digital Equipment, Prime, Wang), des télécommunications (Bell Systems, Northern Telecommunica*tions*), *de la reprographie* (Rank Xerox), du pétrole (Eexxon) ou de l'automobile (Volkswagen a bien racheté Triumph-Adler, mais on murmure que le cons*tructeur allemand* songerait à revendre sa participation dans cette société).

Les pouvoirs publics français voudraient qu'à la faveur du bouleversement technologique des firmes nationales reconquièrent une partie du marché. Ils ont encouragé de grandes sociétés françaises à *se lancer dans* la bureautique (Matra, la Compagnie générale d'électricité, Thomson-C.S.F.), en favorisant, au besoin, des regroupements au *niveau européen. La prise* de participation de Saint-Gobain Pont-à-Mousson dans le capital de C.I.I.-Honeywell-Bull et d'Olivetti en est une illustration. D'autant qu'Olivetti vient d'acquérir la majorité du capital de la *firme suisse Hermès-Précisa.*

Chacun place ses pions en vue de la bataille pour la conquête de ce futur marché. Une bataille où il faudra aussi *compter* avec les Japonais (Sony, Canon, Ricoh), qui ne font pas mystère de leurs ambitions et que l'on soupçonne de vouloir casser les *prix*.

CHRISTIANE GALUS.

(1) *Le marché de l'écriture et du traitement de textes fin premier semestre 1979* — Institut Rémy Genton.

(2) *Le marché français de l'écriture — prévisions nationales 1979-1984* — Institut Rémy Genton.

La terre et les paysans

(Suite de la page 9.)

Une constante du nord au sud du sous-continent : une notable partie de ces domaines capitalistes modernes ont été constitués, ou acquis, par des gens des villes, médecins, avocats, fonctionnaires enrichis, pour qui *l'hacienda est à la fois* un bon placement et marque d'ennoblissement social. Ces « cumulards » font appel à un « majordome », paysan expérimenté ou technicien de confiance, qui fait tourner l'exploitation avec un petit nombre de permanents.

Si le pôle dynamique de l'agriculture latino-américaine réside dans la moyenne propriété familiale, à la fois « *technifiée* » et à même de puiser dans l'« armée de réserve » d'un prolétariat sans terres, ce qui fait nombre c'est le minifundiste, constatent nos interlocuteurs. Il n'est pas *déraisonnable* d'affirmer que 100 millions de personnes au *moins* (près des deux tiers des ruraux) vivent ainsi sur des lopins de 5 hectares ou moins de labours, parfois accrochés à des pentes impossibles, et dont dépend la subsistance de *familles* de sept ou huit personnes.

Il y a un demi-siècle encore, la parcelle assurait la survie, car moins d'enfants arrivaient à l'âge adulte, et la terre ne se divisait guère lors du passage des géné*rations*. Les *progrès* de l'hygiène ont changé cela. Le boom démographique a provoqué un quadruplement de la population en cinquante ans. Même avec l'exode vers les villes, *cela signifie que la* population rurale a doublé : les lopins ainsi fractionnés ne sont plus suffisants.

L'illusion amazonienne

Ne serait-il pas concevable, au lieu de diviser entre un nombre *croissant* de parties *prenantes* une superficie au mieux maintenue, d'aller cultiver ailleurs ? L'expérience des dernières décennies montre que, au niveau *national* du *moins*, la *réforme* agraire ne résout pas le problème. Au Pérou, par exemple, où la redistribution a été menée par les militaires progressistes de façon draconienne, 270 000 familles seulement, soit environ *1,5 million de personnes sur* 7 à 8 millions, ont reçu des terres, rappelle M. Santana.

Alors, « ailleurs », ne serait-ce pas, pour les pays andins surpeuplés, le versant oriental de la Cordillère, les *llanos* colombiens ou *l'Amazonie* péruvienne ? La partie brésilienne de la grande *selva*, étendue comme huit fois la France, ne *saurait*-elle servir de « vase d'expansion », au moins sur ses franges, au Nordeste surpeuplé et bouillonnant ? Tous les *gouvernements ont joué* avec cette idée ; mais les expériences ont été décevantes. Pourquoi ?

Sans doute parce que la réussite aurait supposé la mise en œuvre de moyens énormes pour construire les infrastructures humaines indispensables, pour mener à bien les recherches pédologiques nécessaires à la mise *au point de récoltes adaptées* et pour assister financièrement les colons durant un laps de temps suffisant. Quel Etat était prêt à un tel effort, à l'heure où l'accent est mis non sur la production de vivres, mais sur les cultures d'exportation ? Lancées comme de grandes aventures de peuplement, les expériences de colonisation se sont, en général, poursuivies sur le mode le plus *capitaliste*. Une exception cependant : le Paraguay est parvenu, de 1965 à 1975 environ, à établir environ un demi-million de petits colons dans sa région du Parana, au sud-est. En revanche, l'exemple le plus caricatural est celui du Brésil, où de grandes sociétés, sises à Sao-Paulo ou à New-York, se taillent de véritables petits royaumes sur les marches de la *forêt*, souvent en *chassant* les *petits occupants* par le fer et par le feu. L'élevage extensif apparaît, de plus en plus, comme l'unique activité agricole rentable dans ces parages. Par définition, ce n'est plus là affaire de petits paysans !

Tout, et d'abord, la sous-alimentation, qui est le lot de la majorité, pousse les minifundistes à chercher hors du modeste domaine les compléments de ressources nécessaires. S'engager, à titre temporaire, sur une hacienda voisine est, évidemment, la solution la plus tentante ; mais la concurrence est rude avec la *masse des journaliers*, moins exigeants sur les salaires. Le petit agriculteur peut, dès lors, être contraint de chercher un travail temporaire en ville, dans la construction, par exemple ; s'il est Mexicain ou centre-américain, *il sera peut-être* tenté de faire le « saut » par-dessus la frontière américaine. La *chance* peut vouloir que l'un de ses fils, qui a achevé sa scolarité, devienne fonctionnaire ou une de ses filles dactylo. La solidarité familiale *demeurant* une valeur culturelle *forte*, le père, alors, peut rester à la terre, et l'exploitation survivre. Mais, si se profile un nouveau partage succes-

LE ROLE DES GRANDES FIRMES ÉTRANGÈRES

Trois firmes nord-américaines se partagent la quasi-totalité du marché latino-américain de la machine agricole : John Deere, Massey-Ferguson, International Harvester. Outre les machines, les fournitures dites d'amont sont *les* semences, les engrais, les herbicides, les pesticides. La dépendance des producteurs latino-américains (même lorsqu'ils sont, comme il est fréquent, fortement organisés en coopératives ou associations) est également très *grande pour l'écoulement* de leur production. Les cinq grands de l'« agro-business » (Continental, Dreyfus, Bunge, George André, Cargill) y sont très implantés, de même que des firmes comme Unilever et Nestlé.

Le tableau de bord de l'économie française

FRANCE	DATES de référence	UNITES	EVOLUTION En un mois	EVOLUTION En douze mois
PRIX	Février	269,6	+ 0,9 %	+ 12,7 %
PRODUCTION INDUSTRIELLE (*) :	Février	135 (123)	— 0,7 % (— 0,8 %)	— 5,6 % (— 9,6 %)
COMMERCE EXTERIEUR (*) : — Importations — *Exportations* — Taux de couverture	Mars 91,6 %	55 162 (48 811) 50 549 (45 205)	+ 10,7 % (— 1,8 %) + 10,1 % (— 1,8 %)	+ 8,3 % (+ 5,3 %) + 13,6 % (+ 11,4 %)
EMPLOI				
— Demandes d'emploi :				
Données observées	Mars 1981	1 657 200	— 0,6 %	+ 17,3 %
Données corrigées	Mars 1981	1 663 000	+ 3,5 %	+ 17,5 %
— Allocataires Assedic :				
Données observées	—			
— Offres d'emploi :				
Données observées	Mars 1981	76 200	+ 9,2 %	— 21,8 %
Données corrigées	Mars 1981	78 300	+ 0,5 %	— 21,7 %
— Licenciements économiques	Mars 1981	46 500		
— Effectifs en chômage partiel (1)	Février 1981	387 400	— 9,29 %	(+ 37,8 %)
C.E.E.				
— Demandes d'emploi	Février 1981	8 582 100	+ 0,3 %	+ 25,6 %
DUREE DU TRAVAIL			en un trimestre	
— Hebdomadaire ouvriers	1er janvier 1981	40,8	— 0,49 %	— 0,49 %
— Hebdomadaire employés	1er janvier 1981	40,4	— 0,25 %	— 0,25 %
EFFECTIFS OCCUPES : — Indice 100 en décembre 1979	31 décembre 1980	98,3	— 1,3 %	— 1,7 %
SALAIRES :				
— SMIC	Mars 1981	15,2	+ 2,8 %	+ 13,68 %
— Salaire horaire ouvrier (indice 100 janvier 1977)	Janvier 1981	en un semestre 165,7	+ 3,1 %	+ 15,4 %
— *Gain mensuel ouvrier avant impôt*	Avril 1980	3 790	+ 8,9 %	+ 13,6 %
— Gain mensuel cadre avant impôt	Avril 1980	10 080	+ 6,7 %	+ 12,5 %
ASSURANCE-MALADIE (salariés) : Dépenses cumulées depuis janvier	Février 1981	21 124 millions de francs	+ 0,9 %	+ 14,9 %
MASSE MONETAIRE : — Données corrigées (en milliards de francs)	Décembre	1 371,3	+ 0,6 %	+ 9,7 %
TAUX D'INTERET (taux moyen)	Avril (du 1 au 23)	12,228	Taux mars 1981 11,718	Taux mars 1980 12,958

(1) La série statistique a été révisée depuis avril 1980 et ne permet pas de comparaison annuelle. Les effectifs touchés étaient de 110 495, en avril, et de 184 191 en mai.
(*) *Données brutes. Entre parenthèses : chiffres corrigés des variations saisonnières.*

Nouvel incident de frontière franco-suisse

par PAUL KELLER (*)

UNE nouvelle « affaire douanière », tout *juste un an* après l'arrestation de deux enquêteurs français par la police suisse, remet à l'ordre du jour le litigieux problème de l'inves*tigation et recherche douanières* en territoire étranger. En résumé : des travailleurs frontaliers français employés dans des établissements bancaires de Genève *auraient été interrogés à leur* domicile par des enquêteurs douaniers français sur d'éventuels mouvements de fonds de France vers la Suisse et sur *l'identité des personnes qui en* seraient les auteurs. Des rémunérations auraient été offertes pour tout renseignement aboutissant à l'identification d'une *fraude* ou d'un fraudeur. D'autre part, la police genevoise a *arrêté le 10 avril un ressortis*sant français affirmant travailler pour son propre compte qui s'apprêtait à acheter contre paiement une liste de clients à un employé de banque qui, préalablement, avait averti la police.

De tels incidents assombrissent malheureusement trop souvent *l'horizon pourtant* dégagé de tout conflit majeur des rela*tions franco-suisses*. Ces litiges se rapportent évidemment au fameux secret bancaire suisse — que les banques françaises pratiquent d'ailleurs à leur manière. Mais le véritable problème est constitué par l'incitation à *la délation* par le code des douanes français. De quoi s'agit-il ?

L'arrêté pris sous le gouvernement Guy Mollet, le 18 *avril* 1957, précise à son article 2 que *« toute personne étrangère aux administrations publiques qui a fourni au service des douanes des renseignements ou avis sur la fraude reçoit une part susceptible d'atteindre le tiers du produit disponible de l'affaire considérée dans le cas où ses renseignements ou avis ont amené directement la découverte de la fraude. Cette rétribution ne peut excéder la somme de 20 000 F, sauf décision contraire du directeur général des douanes et droits indirects.* »

Un arrêté qui dépasse les normes du droit

Deux raisons au moins *amènent à penser que* cet arrêté outrepasse les normes fondamentales du droit.

1) L'arrêté d'avril 1957 ne fait que fixer les modalités d'application de l'article 391 du code des douanes, c'est-à-dire d'une loi votée par le Parlement. Celle-ci ne *fait aucune mention* d'une rémunération de renseignements pro*venant de l'extérieur*. Elle se contente de préciser que « la part attribuée au Trésor dans les produits d'amendes et confis*cations* » est de 40 % et que le ministre de l'économie et des finances *répartit par arrêté* le surplus « aux ayants droit ».

2) La *législation* française ignore la rétribution du dénonciateur ou délateur. Signaler à l'attention de l'autorité compétente que le voisin s'est rendu *coupable* de telle fraude ou infraction n'ouvre droit à aucune *rémunération* quelle que soit l'importance du produit des amendes qui en *résulte* au profit du Trésor. Seule la réglementation douanière (applicable également en matière de *contrôle* des changes) fait exception en offrant une rémunération au délateur que l'administration est d'ailleurs libre de fixer à la *hauteur* qu'elle juge correcte.

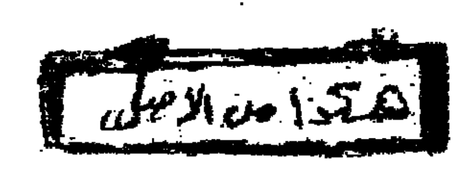
Rien d'étonnant dans ces conditions que des informateurs s'installent à leur compte cher*chant à acheter* des renseignements concernant des compatriotes et les monnayant ensuite auprès de l'administration douanière compétente.

Tant que ce système aux caractéristiques pour le moins discutables, pour ne pas dire malsaines reste en place, des incidents franco-suisses risquent de se répéter. Quelle que soit *sa pratique du secret bancaire* ou professionnel, aucun pays n'accepterait que son voisin soudoie et rétribue, pour le violer ceux qui sont chargés de le protéger.

(*) Représentant en France de la correspondance politique suisse.

PAROLE FACILE
COURS D'EXPRESSION ORALE
HUBERT LE FÉAL
*
documentation sans engagement
☎ 387 25 00
✉ 30, Rue des Dames Paris 17ème

gestion de personnel :
escadre
INFORMATIQUE
un service de haut niveau
pour les grandes entreprises
341.66.66
GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE
ENTRE LA RÉGIE NATIONALE DES USINES RENAULT ET SOFRAGEM-ORDISOR



en Amérique latine

soral, le rachat, par l'*hacendado* voisin, devient inéluctable.

Les hautes pressions démographiques actuelles ont-elles des chances de diminuer dans les zones rurales ? Probablement pas, car le très net ralentissement de la natalité constaté ces dernières années dans plusieurs pays, et d'abord au Mexique, est un phénomène urbain. On peut penser que la différence de ce qui s'est passé en Europe dès le dix-neuvième siècle, les campagnes latino-américaines ne se dépeupleront pas d'ici à l'an 2000. La Banque mondiale prévoit que les ruraux seront toujours 150 millions en l'an 2000.

Mais la population des villes aura doublé : 450 millions de citadins ! Cette donnée est évidemment centrale pour quiconque se demande si l'Amérique latine est, virtuellement, un très grand « continent vert ».

De fait, si presque tous les pays de la région ont des balances extérieures agricoles positives, un grand nombre d'entre eux doivent, déjà, importer de la nourriture pour leurs citoyens. Qu'en sera-t-il dans vingt ans ?

Nos trois interlocuteurs s'accordent à penser qu'une économie ouverte sur le marché mondial ne favorise pas la production nationale de vivres. Le système de la fixation, par différents gouvernements, de « prix de campagne » (en général trop bas) pour les aliments populaires (maïs, haricots, pommes de terre, fèves, manioc, riz) satisfait les couches urbaines, mais ne pousse pas beaucoup les paysans à la production. La famine, cependant, ne serait pas à l'horizon 2000. M. Gaignard constate, par exemple, que plusieurs Etats tendent à *« spécialiser dans le vivrier les espaces qu'ils contrôlent par le biais de la réforme agraire »*. Les *asentamientos* panaméens, ou colombiens, font, ainsi, du riz. Le Mexique, pour sa part, incite ses petits paysans, sur lesquels il a quelques moyens de contrôle, à « pousser » davantage le maïs et les haricots. Mais le recours aux importations ne fera que croître, et avec lui une dépendance par rapport aux pays développés, spécialement les Etats-Unis, qui est déjà très forte pour le matériel agricole et les fournitures dites d'« amont ».

Pour payer une partie de leurs autres importations, les pays latino-américains — ceux, notamment, qui n'ont pas de pétrole — devront donc s'engager plus résolument encore que depuis trois ou quatre lustres dans la voie des exportations massives.

Quatre « créneaux »

Nos interlocuteurs estiment que les « créneaux » privilégiés pour les exportations agricoles du sous-continent sont au nombre de quatre. Le premier est celui des céréales et des oléagineux (*« les protéines »*), pour lesquels le cône Sud (Argentine, Paraguay, Brésil méridional) dispose d'atouts très sérieux : l'espace, une technologie au point et une organisation poussée des producteurs.

Un second créneau international est l'élevage, pour la viande et les produits laitiers. La vache a, de mémoire de conquérant, été l'animal-roi des immensités latino-américaines tournées vers l'Atlantique. D'abord très extensif, l'élevage a reçu un « coup de fouet » décisif, il y a déjà plusieurs décennies, lorsqu'on s'est mis soit à semer des plantes fourragères *adaptées aux pampas tempérées* (luzerne), soit à améliorer les prairies tropicales. *« Ainsi, avec un faible investissement, on est passé du système colonial très extensif, où il fallait plusieurs hectare peut nourrir plus d'une bête, à un élevage où un seul hectare peut nourrir plusieurs bêtes de bonne qualité »*, explique M. Bataillon. Mais le bétail est un redoutable chasseur d'homme, comme l'exprime, en ses dictons, la sagesse populaire brésilienne. Partout où ont lieu des évictions de tenanciers précaires, aux marches de l'Amazonie brésilienne ou ailleurs, c'est pour y installer des domaines d'élevage, *fazendas de gado, estancias, ranches*... Précieuse pour les rentrées de devises, l'extension du cheptel bovin multiplie les conflits sociaux aux points de rencontre des grands espaces et des zones peuplées.

Troisième créneau, estiment nos interlocuteurs : le café. Certes, d'autres régions du monde, en Afrique surtout, peuvent tailler des croupières à l'Amérique latine pour cette denrée. Mais la région a su renforcer ses positions sur le marché mondial, fruit de plus d'un siècle d'histoire, par l'introduction de certaines espèces très adaptées, tel le plant *catuta* en Colombie. Une telle culture présente, entre autres intérêts, celui de « démocratiser » le revenu agricole, puisqu'elle est, presque partout, le fait de petites et moyennes exploitations.

Enfin, l'Amérique latine devrait se faire une bonne place dans le secteur des fruits et légumes dits « de contre-saison » : ces produits de climat tempéré, tels asperges, tomates, fraises, melons, haricots, qui peuvent être cultivés soit dans l'hémisphère austral pour être livrés en plein hiver boréal aux consommateurs des pays riches (européens et surtout américains), soit au Mexique pour arriver avec deux ou trois mois d'avance sur le marché des Etats-Unis. Le voisinage est, en ce cas, un avantage substantiel par rapport à d'autres pays à bas salaires, africains notamment, qui se lancent aussi dans de telles productions (1).

Région du monde déjà nettement « technifiée », à la différence de l'Afrique, jouissant, ce qui n'est pas le cas de l'Asie, d'immenses espaces fertiles peu peuplés, disposant, à l'inverse des Etats-Unis et de l'Europe, d'une abondante main-d'œuvre à bon marché, l'Amérique latine bénéficie certainement, pour toutes ces raisons, de sérieux « avantages comparatifs » sur le marché agricole mondial.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Nos interlocuteurs omettent de signaler un autre « créneau », évidemment moins avouable : celui de la drogue (marijuana, coca).

FOURNISSEURS DE L'INDUSTRIE DU VÉHICULE,
PRÉPAREZ L'AVENIR AU SITEV
Face au concept de la voiture mondiale, fournisseurs européens, américains et japonais se concerteront sur leur politique de coopération internationale, à l'occasion, cette année, de
2 EXPOSITIONS
GENÈVE (CH) du 12 au 15 Mai 1981
Au SITEV 81, les fournisseurs engageront un dialogue avec les Directions Achats et Techniques de tous les constructeurs européens, ainsi que les constructeurs américains et japonais qui développent leur implantation et leurs achats en Europe.
TORONTO (CANADA) du 16 au 18 Juin 1981
Au SITEV AMERICA, les fournisseurs engageront un dialogue avec les Directions Achats et Techniques de tous les constructeurs américains, ainsi que les constructeurs européens et japonais qui développent leur implantation et leurs achats en Amérique.
Pour recevoir des cartes visiteurs, les conditions particulières de voyages, et le programme des colloques/conférences, envoyez votre carte de visite, écrivez, téléphonez ou télexez à :
SITEV 28, boulevard du Pont d'Arve 1205 Genève (CH) Tél. : (022) 20.38.44 Télex : 423334
CONVENTION AND SHOW SERVICES 153, Dufferin Street Toronto, Ontario, Canada M6K1Y9 Tél. : (416) 536 9105 Télex : 0622532

LE MODÈLE HONGROIS

Budapest met en œuvre de profondes transformations de son système économique

Déjà perceptible dans le premier projet de réforme économique rendu public en janvier, l'influence des modèles yougoslaves et hongrois est officiellement revendiquée par les économistes polonais. Toutefois ces deux systèmes de référence diffèrent considérablement, ainsi que les situations économiques qu'ils ont engendrées.

La Yougoslavie connaît actuellement de très graves difficultés économiques. Au début de cette année, des pénuries partielles de produits alimentaires — de beurre notamment, — que les Yougoslaves ne connaissaient plus depuis plus de dix ans, sont réapparues. Les taux de chômage et d'inflation, mais surtout le déséquilibre de la balance commerciale, ne laissent pas d'inquiéter les banquiers occidentaux.

En reanche, ceux-ci continuent à accorder leur confiance à la Hongrie, qui, après avoir emprunté 500 millions de dollars en 1980, a déjà obtenu au début de cette année un crédit de 150 millions de dollars. Des négociations ont lieu actuellement pour un nouvel emprunt de 400 à 500 millions de dollars. La Hongrie traverse, certes, une période difficile, avec une très nette décélération de la croissance depuis deux ans ; mais les responsables du pays n'hésitent pas à profiter de cette période d'austérité pour s'engager dans d'importantes modifications du système économique. L'esprit de *la réforme de 1968 souffle à nouveau sur* Budapest.

par ERIK ISRAELEWICZ *

MODERNISATION du pont de la Liberté et transformation de la place Karl-Marx auront été les principaux travaux d'urbanisme engagés en 1980 à Budapest. Faut-il y voir un symbole ? Dans le même temps, de nouvelles réformes ont été mises en chantier dans le domaine économique. Celles-ci sont introduites, alors que la Hongrie traverse une période difficile, qui n'a à l'évidence rien à voir cependant avec la situation polonaise.

Le quinquennat 1976-1980 s'achève sur des résultats très médiocres. *« Les objectifs principaux de la politique économique ont été réalisés dans le contexte d'une croissance plus modérée que prévu initialement »*, indique le rapport de l'Office de statistiques sur la réalisation du V[e] plan. Euphémisme ? Aucun des objectifs de croissance de ce plan, ni même ceux rectifiés à la baisse en 1978, n'ont été atteints. Le revenu national n'a augmenté, en cinq ans, que de 17 %, contre une croissance planifiée de 30 % ; le revenu réel par tête n'a crû que de 8 % au lieu d'une augmentation attendue de 18 à 20 %.

Lors de la discussion devant le Parlement, en décembre, sur le VI[e] Plan (1981-1985), les autorités n'ont pas caché leurs inquiétudes. Elles ont, cependant, insisté sur ce qui a constitué leur but premier depuis le comité central de décembre 1978 : les équilibres. De ce point de vue, les raisons de satisfaction existent : équilibre de l'offre et de la demande sur le marché intérieur, avec une amélioration très sensible des réseaux commerciaux. Les situations de pénurie absolue n'existent pratiquement plus, malgré des tensions pour le logement à Budapest. Equilibre de la balance commerciale : un remarquable redressement a été réalisé, puisque le déficit commercial à l'égard des pays occidentaux est passé de 1,2 milliard de dollars en 1978 à 400 millions en 1979, et à moins de 100 millions l'an passé.

Des contreparties sociales

Cette priorité aux équilibres constitue également l'épine dorsale du nouveau plan quinquennal 1981-1985 adopté le 17 décembre 1980 par le Parlement. Principal objectif de ce plan d'après le président de l'Office de planification, M. Faluvegi : *« Maintenir le niveau de vie, tout en améliorant les conditions de vie. »* La politique d'austérité, engagée depuis deux ans maintenant, sera donc poursuivie, au moins pour les deux années à venir. Tous les objectifs macro-économiques de croissance de ce plan se situent en dessous, non seulement des objectifs initiaux du V[e] Plan, mais également des réalisations modestes de la période quinquennale passée. Le revenu national n'augmentera en moyenne que de 3 % par an (4 % en 1976-1980, 6 % en 1971-1975).

La population devrait ressentir très directement les effets de cette politique, la consommation des ménages ne devant croître que de 1 à 1,5 % par an. Le nouveau plan prévoit cependant quelques contreparties sociales non négligeables : la semaine de cinq jours sera généralisée en 1982, les dépenses de santé, ainsi que celles destinées à l'éducation primaire, seront augmentées de 40 %. Au million de voitures individuelles en circulation dans le pays (pour dix millions d'habitants) viendront s'y ajouter six cent mille nouvelles, toutes importées en pratique exclusivement des pays socialistes.

Cet ensemble d'objectifs sera à réaliser dans un système économique considérablement transformé. Le plan lui-même diffère du plan précédent : le nombre des *objectifs chiffrés qu'il contient* est peu élevé, et surtout, — de nombreuses personnalités ont insisté sur ce point, — il se présente comme un plan « ouvert ». Il laisse en effet ouverts certains choix, certaines voies. Certaines décisions sont ainsi repoussées à une date ultérieure, notamment en matière d'investissement. L'hypothèse d'une relance en 1983 est ainsi envisagée, si les conditions extérieures sont modifiées ou si des résultats très satisfaisants ont pu être obtenus en matière d'amélioration de la productivité à l'intérieur des entreprises. *« Renforcer l'autonomie des entreprises tout en rendant plus cohérente l'action du gouvernement »*, tel est le but exprimé par le principal responsable de la politique économique hongroise, M. Marjai, partisan de mesures qui s'attaquent à tous les blocages qu'avait engendrés le « nouveau mécanisme économique » inachevé.

La nouvelle pratique de la planification a été accompagnée d'importantes transformations institutionnelles. Deux têtes dirigent maintenant l'économie hongroise, l'ancien comité du plan, qui conçoit, la commission économique, qui vient d'être créée et qui met en œuvre. Plus important : les trois ministères sectoriels (de l'industrie lourde, des constructions mécaniques et de la métallurgie, et de l'industrie légère) ont été dissous et réunis, au 1[er] janvier, en un seul ministère de l'industrie.

Le monde des entreprises est également affecté par d'importantes modifications : plusieurs trusts industriels ont été dissous ; une nouvelle société de commerce extérieur sans domaine de compétence particulier a été créée ; de nouvelles sociétés industrielles se voient attribuer le droit de travailler directement avec l'étranger. Mais ce sont surtout les conditions dans lesquelles les entreprises travaillent qui ont été modifiées.

L'introduction au 1[er] janvier d'un nouveau système des prix à la production, c'est-à-dire dans les relations entre les entreprises, a quelque peu bouleversé les habitudes de gestion. Le principe est de permettre un rapprochement entre prix à la production et prix à la consommation d'une part, entre ces deux structures de prix et celles des prix mondiaux de l'autre. Entreprise de longue haleine.

Pour l'instant, les résultats de ce nouveau système sont plutôt décevants. Du fait de la plus forte augmentation des prix à la production (+ 15,3 %) par rapport à celle des prix à la consommation (+ 9,3 %) en 1980, le fossé entre les deux s'est encore accru. Les entreprises ont aussi réussi à maintenir leur profit à un niveau relativement élevé, alors que le nouveau système aurait dû se traduire par une réduction de leurs marges.

Les autres leviers de la politique économique ont également été modifiés : une nouvelle grille des salaires a été introduite au début de cette année. L'éventail autorisé a été élargi, afin que les salaires puissent être davantage liés à l'efficacité du travail. Certains impôts ont été supprimés, d'autres modifiés. La politique de crédit se veut plus sélective, avec une priorité à tout ce qui favorise les exportations vers les pays occidentaux, « ces marchés exigeants ».

Vers la convertibilité du forint

Autre objectif des autorités du pays : aller vers une convertibilité du forint, même partielle. Un objectif important du fait de la forte ouverture de l'économie hongroise. Depuis plus d'un an, une active politique du taux de change a été introduite. Les responsables financiers du pays souhaitent arriver à un taux unique du forint avant la fin de cette année, ce qui ne semble pas inaccessible. En moins de deux ans, le rapport entre taux commercial et taux touristique est passé de 1,70 à 1,13. Avec la convertibilité du forint, *« on pourra y voir plus clair dans les calculs de prix de revient et renforcer le poids du forint »*, estime M. Timar, président de la Banque nationale de Hongrie.

L'attitude, plus que bienveillante, adoptée depuis quelques années à l'égard du secteur « privé » est une autre originalité de la politique économique hongroise. De nouvelles mesures ont été annoncées à la fin de l'année dernière pour faciliter l'activité des petites exploitations agricoles (lopins de terre et fermes privées) : conditions d'approvisionnement en matériels agricoles et de crédit avantageuses, augmentation des prix à l'enlèvement, etc.

L'expérience tentée dans la restauration et le petit commerce constitue également une petite révolution. Un système de gérance libre y a, en effet, été introduit. Des locaux ont été mis aux enchères. Les plus offrants seront ensuite totalement libres dans leur gestion, aussi bien pour leur approvisionnement que pour leur gestion du personnel.

La C.I.B. — Banque internationale d'Europe centrale — (apparaît comme le symbole de cette recherche de voies nouvelles dans laquelle se sont engagés les responsables hongrois. Première banque *off shore* créée à l'initiative et avec la participation minoritaire d'un pays socialiste (la Banque nationale n'en détient que 34 % du capital, le reste étant partagé entre six banques occidentales), elle a pour finalité première le financement d'opérations internationales tripartites.

Pour l'instant, ses opérations de prêts sont restées limitées, l'excellent résultat de l'exercice 1980 étant surtout le fruit de gains de change réalisés sur le dollar au début de l'année. Elargissant la capacité d'emprunt du pays, cette banque apparaît surtout comme l'un des moyens devant faciliter l'introduction de critères de marché dans la gestion des entreprises hongroises.

En s'engageant dans ces transformations profondes, la Hongrie prend des risques, dont la presse locale se fait l'écho. Des risques économiques : le faible niveau actuel des investissements ne compromet-il pas l'avenir ? Les modifications institutionnelles ne vont-elles pas se traduire par un simple transfert du pouvoir au profit de l'Office des prix essentiellement ? Des risques sociaux surtout : la population continuera-t-elle à accepter les hausses de prix et la stagnation de son pouvoir d'achat ? Jouera-t-elle, en outre, le jeu de la productivité ?

Le risque qui toutefois inquiète le plus l'ensemble des responsables économiques du pays reste bien, comme devait encore le rappeler M. Joszef Bognar, président du comité du plan de l'Assemblée nationale lors d'un passage à Paris début avril, le risque extérieur : comment va évoluer la situation polonaise, les perspectives des échanges Est-Ouest en dépendant fortement ? Mais aussi comment évoluera la situation de l'économie mondiale ?

Face à de telles incertitudes, on comprend mieux l'affirmation de l'un des pères de la réforme de 1968, M. Nyers Rezsö, pour lequel *« la politique économique revêt un caractère scientifique, mais comprend aussi un élément artistique »*. Deux inventions hongroises ont fait fureur sur les marchés occidentaux au cours des derniers mois : la lotion capillaire Banfi et le cube magique Rubik. Les économistes hongrois sont-ils en train de travailler à la troisième ?

(*) Economiste.

BIBLIOGRAPHIE

Quand la monnaie flambe d'André Barjonet

AU commencement étaient les assignats. Ou presque. Car la mauvaise habitude de rogner sur l'or pour se faire de l'argent remonte à Philippe le Bel, l'inventeur de l'inflation en quelque sorte, celle-ci n'étant pas incompatible avec un système de monnaie métallique. Cependant, on devine qu'elle ne prendra de l'ampleur qu'avec la généralisation des billets de banque.

Cette maladie de toutes les économies modernes est en effet liée à la quantité de monnaie en circulation. A sa quantité et à sa valeur, mot clé sur lequel André Barjonet bâtit l'essentiel de sa réponse à la question « Pourquoi l'inflation ? ».

D'une écriture facile, on allait dire d'un pas souple, il enjambe l'histoire de la course folle des prix en dressant au passage des poteaux indicateurs : l'inflation, c'est l'enflure de la masse monétaire, va-t-il répétant, mais pas dans n'importe quelle condition. Les chemins qu'il trace nous conduisent à cette définition inscrite en lettres capitales : *« La cause de l'inflation c'est, face à une masse monétaire donnée, la part grandissante de travail socialement non nécessaire, que ce travail soit incorporé dans certaines productions (armement, par exemple) ou dans des services improductifs de valeurs »*.

L'analyse de chacun des termes de cette définition suggère que l'on prenne en compte la « solidarité » internationale qui *joue* à ces niveaux. La *monnaie* est toujours euro-quelque chose et chacun s'emploie à exporter son inflation chez les autres. L'Amérique est passée maître en la matière malgré les quelques barrages qu'on lui oppose, comme celui du système monétaire européen (S.M.E.).

Mais s'il faut se battre chez soi, André Barjonet propose un programme en six points dont certains candidats pourraient s'inspirer... ne serait-ce que pour réviser le leur. Freiner le développement des secteurs des services, investir à court terme, remodeler l'agriculture, tordre le cou à la spéculation, mieux exploiter ses richesses nationales et créer un fonds monétaire européen, sont des mesures qui ne vont pas nécessairement de pair avec le prestige ou la démagogie.

F. S.

★ *Quand la monnaie flambe*, d'André Barjonet. Editeur Alain Moreau, 200 pages. 40 F environ.

« 100 PAGES POUR L'AVENIR » D'AURELIO PECCEI

AURELIO PECCEI, le président du Club de Rome, n'est pas avare de sa prose. Il nous annonce « 100 pages pour l'avenir », mais son livre en comporte 176. Qu'importe puisque le message porte l'espoir. *« L'humanité peut sortir de la crise et bâtir presque littéralement l'avenir qu'elle veut,* écrit notre auteur, *si elle sait utiliser intelligemment ses ressources, surtout ses ressources humaines. »*

M. Peccei ne nous cache rien des gouffres dans lesquels nous risquons de tomber, faute de vigilance. Ce qu'il appelle les « syndromes de la décadence » forme un catalogue impressionnant des menaces qui nous assaillent. L'inventaire nous réveille.

Ce n'est pas autre chose que cherche le président du Club de Rome pour passer vers ce qu'il appelle « les chemins étroits de la renaissance ». Quoi faire ? Les atouts du savoir et du pouvoir sont à notre disposition, mais, pour qu'ils puissent nous servir, il faut sacrifier à trois impératifs : 1) lancer des politiques et des stratégies globales répondant *aux intérêts de l'humanité*, et donc créer une conscience de solidarité ; 2) mettre le monde en condition d'être gouverné, c'est-à-dire mobiliser les efforts conjoints de l'Est et de l'Ouest et intégrer le Sud dans le système en créant des communautés régionales ; 3) apprendre à nous gouverner nous-mêmes, *« ce qui exige un changement culturel fondamental »*.

« La Realpolitik est dépassée, il faut une nouvelle Realutopie », écrit Aurelio Peccei. Un cri de plus dans le désert ? Peut-être. Mais l'humanité a plus besoin aujourd'hui de prophètes que de gestionnaires.

★ *Economica*, 1981, 176 pages, prix : environ 29 francs.

CINÉMA

Hollywood et les syndicats

IV. — Le bénéfice des grèves

Après avoir rappelé la constitution des syndicats à Hollywood, puis l'ambiguïté de leur rôle dans les difficultés rencontrées par les artistes, notamment pendant *le maccarthysme*, Lise Bloch-Morhange et David Alper achèvent leur histoire avec la grève déclenchée par les acteurs en 1980, suivie par celle des musiciens, et, enfin, celle des scénaristes, depuis le *10 avril* (*« le Monde »* des 23, 24 et 25 avril).

La première grève déclenchée par les syndicats d'acteurs — SAG (Screen Actors Guild) et AFRA (American Fondation of Radio Artists), qui se partagent les différents secteurs de la télévision — paralyse pratiquement toute la production pendant trois mois, du 21 juillet au 24 octobre 1980. Ils sont six mille à faire le piquet de grève devant Metro Goldwyn Mayer et, parmi eux, des stars. Spectacle insolite qui frappe d'angoisse le public : et s'il était privé de ses feuilletons favoris !

L'impact économique n'est pas moindre : on estime le manque à gagner à plus de 30 millions de dollars par semaine pour l'ensemble des travailleurs de l'industrie cinématographique. Les bureaux de chômage sont noyés. Non seulement les grands studios licencient du personnel, mais aussi les prestataires de services : location de caméras, bureaux spécialisés dans la frappe des scénarios, teinturiers, etc. Les syndicats de techniciens, au bout de sept semaines, organisent des manifestations. Des cortèges sillonnent les rues, brandissant des pancartes : *« SAG, votre avidité tue l'industrie. »* Quant aux musiciens, leur arrêt de travail, qui dure six mois — du 1er août 1981 au 15 janvier 1981, — se solde par un échec total. Les producteurs peuvent toujours utiliser d'anciens enregistrements.

A leur tour, les écrivains prennent cependant le relais, au cours d'un long meeting — cinq heures — au Hollywood Palladium (1). La grève est votée le 10 avril par 854 voix contre 450, mais l'atmosphère est morose. Les durs regrettent que, en réponse aux propositions « insultantes » du management, lors du renouvellement de contrat le 28 février, la guilde ait adopté une attitude conciliante et ait accordé des délais afin de prouver sa bonne foi. Selon eux, elle aurait dû engager immédiatement l'action. Mais chacun sait que trois semaines au moins sont nécessaires pour étudier les deux cent huit revendications des écrivains. D'autres soutiennent que mieux vaut continuer le travail, puisque, de toute façon, les producteurs ne leur accorderont jamais plus qu'aux comédiens.

L'enjeu est le pourcentage sur les produits originaux destinés aux *marchés parallèles* — télévision payante, c'est-à-dire par abonnements, et vidéo à domicile — un marché gigantesque que l'on n'est pas encore en mesure d'évaluer. Les écrivains, pour la plupart, refusent de s'aligner sur les accords signés par les comédiens. Les producteurs, eux, tiennent dur comme fer au redoutable *« pattern bargaining »*, schéma de négociation selon lequel les avantages obtenus par une guilde sont applicables aux autres.

La détermination des producteurs

Les acteurs, après avoir demandé 6 % de la part producteur sur la vente des produits originaux, en obtiennent 4,5 %. Le pourcentage est correct, mais assorti de restrictions qui le sont moins. Dans le cas de la télévision payante, les 4,5 % ne sont versés, au cours de la première année, que si le produit est programmé plus de dix jours et, dans le cas de la vidéo à domicile, seulement à partir de la cent unième unité vendue (cassette ou disque).

De l'avis général, la grève des comédiens n'a servi à rien et les écrivains ne doivent pas s'attendre à mieux, au contraire. Les producteurs leur proposent un pourcentage effectif de 1,5 %. La situation est d'autant plus tendue qu'on s'attend — ce sont les producteurs eux-mêmes qui l'ont déclaré aux cours des négociations — à la fermeture de la moitié des salles d'ici cinq ans sur l'ensemble du pays. Le marché du cinéma dépend de plus en plus des télévisions. Les positions se durcissent de jour en jour. La semi-défaite des acteurs, l'échec des musiciens, renforcent la détermination des producteurs, plus solidaires que jamais. *« Ils étaient décidés à laisser pourrir indéfiniment la situation »*, dit Jack Dales, qui a été secrétaire général de la SAG de 1943 à 1972.

Hollywood souffre d'une véritable psychose de grève. Les producteurs commandent à la hâte des monceaux de manuscrits qui s'empilent dans leurs réserves. Les contrats des metteurs en scène expirant le 30 juin, ils compressent des plannings de tournage pour que les films soient achevés avant le 1er juillet. Les autres seront reportés à une date indéterminée, ou même annulés. Les studios ralentissent la réembauche des personnels licenciés pendant la grève des comédiens, étudient les possibilités — d'ailleurs fort limitées — de travailler hors de la juridiction des syndicats (2). Georges Schaefer, président de la guilde des metteurs en scène, déclare : *« A quelques exceptions près, les sociétés décident de suspendre purement et simplement leurs engagements, et on s'attend à ne pas travailler pendant des mois. Je viens d'apprendre que Paramount a renoncé à l'une de ses superproductions, parce que les effets spéciaux ne pouvaient pas être prêts d'ici au 30 juin. »*

Les patrons mettent à profit cette guerre des nerfs. Ils accréditent l'idée de l'irresponsabilité des guildes. Cette tactique, déjà utilisée pendant la grève des acteurs, les fait apparaître comme les *« sauveurs de l'industrie en péril »*. A Hollywood, ce genre d'argument rencontre toujours un écho favorable. Au cours d'une récente interview, Ed Asner, grande vedette du petit écran et syndicaliste convaincu, constate : *« Non seulement ils ne nous ont pas accordé un centime de plus qu'ils étaient absolument tenus de donner, mais ils nous ont mis la presse à dos. On ne peut que rendre hommage à leur habileté. La grève a été leur plus belle « production » : ils ont convaincu l'opinion que nous étions dans notre tort. »*

Le « management » se trouve en position de force. Il culpabilise à l'avance les syndicats et les persuade qu'il est prêt à affronter de nouveaux arrêts, aussi longs soient-ils. Et comme ni les studios ni les chaînes ne paraissent avoir souffert, les guildes sont acculées à la défensive.

Pendant les grèves, les dépenses de production diminuent considérablement, mais les revenus continuent de s'accroître grâce aux produits finis, vendus, étant donnée la pénurie, 30 ou 40 % plus cher que la normale. Quant aux réseaux de télévision, leurs taux d'écoute, malgré l'absence de nouveaux programmes, ne baisse que très légèrement, donc les revenus publicitaires diminuent à peine, alors que les frais sont notablement réduits.

Quelle est la part de bluff dans la détermination des producteurs ? Jusqu'à quel point ira la résistance et la solidarité des artistes ? Les questions, pour l'instant, restent posées. De l'issue du conflit dépend l'avenir d'Hollywood.

LISE BLOCH-MORHANGE et DAVID ALPER.

FIN

(1) Lors d'une réunion simultanée à New-York, les écrivains membres du syndicat, section côte Est, se sont prononcés pour la grève par 72 voix contre 20.

(2) La guilde des metteurs en scène a conclu, début avril, un accord « historique », le premier du genre, interdisant en cas de grève à leurs confrères anglais et canadiens de travailler pour des sociétés américaines.

MUSIQUE

« SOCIÉTÉ 1 », de Luc Ferrari

Manifeste et miroir

Il était une fois, dans un cabaret, un groupe de musiciens étrangers — des Italiens ? Des Yougoslaves ? un peu des deux ? — qui présentaient une œuvre nouvelle et en expliquaient, avant de jouer, les préoccupations d'ordre symbolique et formel. L'exécution n'était pas achevée qu'une discorde s'élevait entre le percussionniste et ses partenaires, et à juste titre : les partitions qu'ils avaient interprétées étaient blanches, tout simplement. Mais l'orage est de courte durée ; sortant des doubles décimètres, des mètres à ruban et des règles à calcul, chacun se met à mesurer son instrument, note les chiffres sur des lambeaux de la partition précédente, divise, multiplie et, reprenant son instrument, interprète. Même musique que précédemment. Nouvelle querelle.

Les musiciens quittent la scène, le noir est fait dans la salle, on entend seulement des sons isolés qui se déplacent ici et là ; un cortège se forme, une harmonie naturelle, « écologique », s'instaure. Retour sur scène. C'est la musique retrouvée, l'improvisation harmonieuse, jusqu'à ce qu'un garçon d'orchestre (le garçon de café qui, l'instant d'avant, servait des consommations aux spectateurs) propose des partitions gigantesques que l'orchestre accepte avec un enthousiasme naïf. Il faut bientôt déchanter, car c'est la même musique qui revient, ou à peu près, secouée de brusques accélérations dont la dernière sera fatale : une véritable hystérie collective qui s'achève par une culbute générale. Faillite, peut-être, de la musique écrite, place à la musique composée par l'ordinateur : un son grave, un son hurlant, un son très doux, un son aigu... noyés dans un silence pesant. Cela ne saurait durer. Les invectives fusent de toutes parts, toujours dans un dialecte méditerranéen entrecoupé de mots français. On décide de fonder un collectif. La clarinette donne deux ou trois idées, la harpe une seulement, le percussionniste tient à son coup de cymbales... On met tout cela dans une machine à imprimer. Exécution. Chacun cette fois donne le signal du départ, croit diriger et s'abuse lui-même. Seconde fuite hors de scène, nouvelle découverte, en coulisse, d'une pratique musicale plus saine. Lorsqu'ils regagnent l'estrade, les musiciens, assourdis par le bruit des machines qui ont pris leur place, se résignent au silence. C'est la fin.

Ainsi s'achève Société 1, *de Luc Ferrari, produit par l'Atelier Théâtre et Musique, réalisé par Didier Flamand avec le concours de la compagnie théâtrale Retour de Gulliver et présenté depuis le 22 avril au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (salle New-York) dans la série « Musique en théâtre ».*

Dans la mesure où les interprètes instrumentistes, qui sont en réalité des comédiens professionnels pratiquant un instrument en amateur, jouent une musique largement improvisée, on peut estimer qu'il s'agit d'une forme de théâtre musical. Du théâtre gai, cela n'est pas si fréquent, et sur des sujets graves, ce qui ne gâte rien ; bien joué enfin, évitant ainsi toute confusion avec une simple charge d'étudiants.

Société 1 *ne se présente pas comme une œuvre au sens classique du terme, plutôt comme un manifeste grinçant ; il est malaisé d'en déterminer la « valeur » artistique, ce serait même aller à l'encontre du souci des auteurs. Ceux-ci, par ailleurs, ne se font sans doute aucune illusion sur la portée de leur travail qui ne transformera malheureusement pas la vie musicale. On songe involontairement à ce compositeur qui, pour éviter les retards à la douane dans l'acheminement d'une partition manuscrite qui lui avait coûté tant de veilles, écrivait, en face de la question « Valeur déclarée ? » : aucune ; cela n'empêchait pas l'œuvre d'avoir eu du succès ni d'en avoir encore, mais la douane, comme la critique musicale, a ses critères à elle, lorsqu'on dit « néant » elle enregistre « néant » et porte ses investigations ailleurs. Le public, lui, fait comme il veut.*

GÉRARD CONDÉ.

★ Prochaines représentations les 28, 29 et 30 avril, et 4, 5 et 6 mai à 20 h. 30.

UN GRAND MINISTÈRE DE LA CULTURE

(Suite de la première page.)

Telle devrait être une des priorités du gouvernement du prochain septennat, telle serait une des gloires d'un second souffle de la Ve République. La France, dont le rayonnement culturel est sans doute un de ses plus grands atouts, peut-elle laisser en friche l'esprit et la sensibilité de la majorité de ses enfants !

Une nouvelle, démocratique et vraie politique culturelle devrait s'appuyer sur les deux piliers concrets suivants :

1) *La création d'un grand « ministère des arts et de la culture »*, regroupant en son sein tout ce qui est actuellement dispersé entre divers ministères et administrations (éducation, universités, jeunesse et sport, radio et télévision notamment).

2) *Instaurer une réelle régionalisation par l'instauration, à l'échelon de chaque région de programme, d'« instituts régionaux d'art et de culture »*. Ces organismes pourraient être composés de manière quadripartite et présidés chacun par une personnalité artistique de la région. Des représentants des divers organismes culturels (directeurs de musée, archéologues, directeurs d'opéra de conservatoire, de compagnie dramatique, inspecteurs d'académie, etc.) des élus locaux (responsables culturels des municipalités, des départements, de la région), des représentants du ministère des arts et de la culture, et, enfin, des représentants du public (associations diverses s'occupant de culture et d'enseignement).

Etablie sur ces deux piliers : un ministère incitateur (un pouvoir central solide est nécessaire pour animer une vraie décentralisation) et des organismes régionaux vivants et créateurs, une nouvelle politique culturelle ambitieuse et correspondant aux besoins de notre société en mutation devient possible. Le pluralisme, l'émulation, les différences, sont sources de vie et de progrès. Paris sera d'autant plus brillant que la vie culturelle du pays entier lui apportera une sève nouvelle et originale.

Quatre priorités

A partir de cette conception nouvelle, quatre actions prioritaires me paraissent nécessaires :

1) *Les enseignements artistiques.* — Il règne actuellement une extrême confusion dans ce domaine, confusion qui entraîne déperdition non seulement de force et de talent, mais également d'argent...

Instituteurs peu ou pas formés, moniteurs nommés de façon anarchique par les collectivités locales pour remplacer ceux-ci : établissements municipaux pris d'assaut et progressivement paralysés par un afflux beaucoup trop considérable d'enfants qui devraient trouver à l'école publique ce qu'ils viennent, en désespoir de cause, chercher dans ces écoles qui ne peuvent, et de loin, tous les recevoir : universités incapables d'apporter à leurs étudiants les moyens en maîtres, en locaux et en matériel qu'ils sont en droit d'y trouver... Tout cela fait un sombre tableau dont la seule clarté — mais elle est essentielle, — est *l'appétit culturel qui, tous les jours, se révèle un peu plus*.

Remettre de l'ordre dans cette parfaite anarchie afin d'apporter à tous les enfants de France le « supplément d'âme » auquel chacun a droit, seul un ministère ayant autorité sur les diverses administrations actuellement concernées peut y réussir.

2) *En étroite concertation avec les « instituts régionaux des arts et de la culture »* (définis plus haut), mettre *en place, région par région, à partir* des besoins, des désirs et des traditions de chacune d'entre elles, une politique culturelle nationale et régionale touchant à toutes les disciplines artistiques aussi bien sur les plans de la diffusion que de la création.

— Développement des organismes professionnels en fonction des besoins des populations pour le théâtre, la musique, la danse, la poésie, les arts plastiques.

— Développement de la vie associative amateur pour tous les arts, la vie artistique étant avant tout basée sur une participation active.

En ce domaine essentiel, créer dans les villes et surtout les villages, des « ateliers de création et de voisinage », tels qu'ils sont actuellement en développement à Paris, qui permettent à tous ceux qui le désirent de s'exprimer par des techniques artisanales ou artistiques, de se connaître, de se rencontrer en fonction d'un travail en commun et ainsi d'exister d'une manière active, le drame des loisirs d'aujourd'hui étant la passivité.

— Encourager systématiquement la lecture publique et la connaissance des musées, non pas seulement par *la multiplication du nombre des bibliothèques ou de lieux d'exposition*, mais surtout par l'organisation, en leur sein, de manifestations en relation avec les collections ou les expositions poétiques, musicales, théâtrales, chorégraphiques, photographiques, etc., illustrées par des conférences.

Le musée comme la bibliothèque doit être un lieu vivant, non un sarcophage.

Pour la création, chaque région aura pour mission de commander et de diffuser, et cela dans toutes les disciplines artistiques, des œuvres à des artistes en majorité français. Ainsi une grande ouverture esthétique sera assurée grâce à la pluralité des organismes commanditaires, seule manière d'éviter que ne se crée un art officiel.

Tels pourront être quelques-uns des axes d'action, non limitatifs, d'une véritable nouvelle politique culturelle dans les domaines de la diffusion et de la création.

3) *La radio et la télévision* sont les plus formidables entreprises de spectacle de notre temps. Ils n'assument pas, et de loin, leur mission de force créatrice, d'incitation et de recherche. En liaison avec les problèmes de la taxe, augmentée pour certains, diminuée pour d'autres, de la publicité et du cinéma, une politique beaucoup plus ambitieuse dans le domaine des œuvres nouvelles, notamment pour la télévision, devra être appliquée, apportant aux créateurs et interprètes français des moyens de s'exprimer qui leur manquent actuellement et au public un éventail d'œuvres moins largement ouvert sur des rediffusions de vieux films, notamment américains dont les antennes regorgent exagérément. Ainsi, des centaines, sinon des milliers d'artistes français, reprendraient courage et vie.

4) *Enfin, une politique de construction ou d'aménagement de vastes salles de spectacle,* notamment pour *la musique et l'opéra*, devra être amorcée. En effet, les salles à l'italienne qui couvrent le territoire, datent presque toutes de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Elles ne correspondent plus à notre temps, à nos sociétés modernes. Le moment est venu de revoir entièrement en étroite liaison avec les collectivités locales, cet important problème. Un des plus éclatants et des plus irritants est bien celui de l'Opéra de Paris, salle belle entre toutes, mais dont les proportions, les objectifs ne sont plus adaptés au vingtième siècle, le seront encore moins au vingt et unième. Cette inadaptation risque de conduire l'art lyrique à Paris à l'asphyxie quel que soit le talent de ses administrateurs.

La « 2 chevaux » et la Rolls

Enfin dans la perspective d'une révision des taux de T.V.A., en vue d'une plus grande variété de ceux-ci, il y aura lieu d'aménager ceux touchant notamment au disque et aux instruments de musique afin de les rendre plus justes. C'est-à-dire départager ce qui est proprement culturel de ce qui est plus évidemment commercial. Si on peut envisager de taxer différemment une « 2 CV » d'une « Rolls », pourquoi n'en pas faire autant pour une chanson de Scotto et une œuvre de Messiaen.

En résumé, c'est donc bien un ministère des arts et de la culture, regroupant en son sein tous les éléments touchant à la diffusion, à la création et aux enseignements artistiques ainsi que ceux concernant la vie des artistes et celle de leurs œuvres dans les divers milieux sociaux, *qui est l'un des buts principaux à atteindre pour réussir une vraie et grande politique culturelle en France*.

Ne faut-il pas donner une âme à nos sociétés industrielles, n'est-ce *pas une nécessité impérieuse et cela*, bien entendu, dans un esprit de total et absolu libéralisme. Si notre société, en cette fin de vingtième siècle, réussit cette évolution, cette révolution pourrait-on dire, elle aura accompli une œuvre aussi grande que celle accomplie par nos pères pour l'instruction publique à la fin du dix-neuvième siècle.

Si par malheur elle n'y réussissait pas, s'il n'y avait pas la volonté, la foi suffisante, si notre société n'en voulait pas dégager les moyens nécessaires, et ils ne sont pas considérables, soyons sûrs qu'elle s'enfoncera de plus en plus dans le matérialisme et le désespoir. C'est bien cela que nous ne voulons pas. C'est pour cela qu'une grande politique culturelle devra être une des priorités pour la France.

MARCEL LANDOWSKI.

■ Le pianiste Alexis Weissenberg donnera un récital au Théâtre musical de Paris, le 27 avril, et à la Maison de la radio, le 14 mai (celui-ci en faveur d'Amnesty International). Il sera, le 30 avril, à Evian, et le 15 mai à Metz.

■ L'université de Bordeaux-III organise le 27 avril un colloque consacré à la fonction de disc-jockey.

■ Bob Wilson mettra en scène « Parsifal » pour l'ouverture de la saison 1981-1982 à l'Opéra de Kassel.

FORMES

Coups de frein

On revient de beaucoup de choses, on revient à beaucoup de choses, au paysage notamment, mais au paysage objet d'une nouvelle « lecture », pour parler le langage à la mode. Les exemples abondent et concordent. A première vue traditionnel, comme chez Erik Ménétrier (1), le tableau peint sur le motif découvre et fait découvrir un aspect de la nature qu'on ne voyait plus qu'à travers les représentations anciennes — toujours substituées au réel présumé. Le bleu insoutenable du ciel, le vert agressif des frondaisons, l'ocre ardent des terres, sont durement sculptés par la lumière méridionale dont on suit le cheminement au fil des heures. Avec quelle justesse elles sont captées, les variations de l'éclairage, par ce vrai maître d'œuvre ! Et ces décharges publiques, palettes vierges, qui fournissent de quoi alimenter quelque raffiné kaléidoscope... Je m'attache surtout aux aquarelles, infiniment plus sensibles que les huiles, et dont plus d'une, savamment inachevée, permet au spectateur de collaborer avec le peintre, un peintre de vingt-deux ans qui est conscient du travail à venir comme de ses possibilités. Orgueil ou/et modestie.

Devant les attitudes extrémistes d'un art se délitant de plus en plus, on assiste, ici comme ailleurs, au mouvement inéluctable du pendule. A cet égard, un groupe suédois, La Compagnie des artistes, est exemplaire. Elle veut marquer un temps d'arrêt et tout reprendre à la base. Retour à la tradition — la vraie, l'anti-académique, — à l'apprentissage et à la pratique consciencieuse du métier. Chacun des neuf artistes ainsi associés présente à Paris (2) une bonne demi-douzaine d'œuvres où il refait librement, à sa manière, le chemin tracé par ses aînés. Avec parfois des références trop avouées pour être autre chose qu'un clin d'œil. Ainsi Kjell Anderson rend *hommage à Léger* et à Matisse, d'autres à Van Gogh. Gunnar Olsson recrée des paysages romantiques (*Plateau lune*). Gun Maria Pettersson commente ses sculptures en métal par des schémas minutieusement élaborés. Jimmy Andersson transcende les signalisations routières. N'oublions ni Olof Abrahamsson et ses terres proches de l'abstraction, ni Ingemar Nygren, dont l'eau est le domaine, ni Fred Salmson, ni Kjelle Strandqvist, ni Liselott Ringström, dont les *Reflets miroitants* sont ceux du soleil provençal.

La taille-douce — drôle d'adjectif pour un burin ou une gouge maniés à coups de marteau — devait infailliblement conduire à la sculpture, ou du moins l'en rapprocher. Arthur Luiz Piza, dont l'œuvre gravé vient de faire l'objet d'un catalogue par K. Mansour, prétexte de cette exposition (3). Prétexte justifié : ont poussé de toutes parts des prolongements de ces gaufrages et autres aspérités d'une plaque taillée en creux. Autrement dit des reliefs autonomes qui ont l'air d'être constitués des mêmes éléments, et auxquels peuvent donc s'appliquer ces remarques énoncées par Jean-Pierre Seguin dans sa préface : *« Il semble bien que l'origine et le moteur de ce jeu répétitif auquel il se livre au moyen de quelques formes simples, toujours les mêmes, doivent être trouvés dans la nature et dans la tonalité de sa musique intérieure. »* Et de supposer que celle-ci pourrait avoir sa source dans une sorte de « névrose » traduite par le côté obsessionnel du graphisme, *« dans une angoisse fondamentale assumée et maîtrisée grâce à l'acte de création »*. On aimera les grandes compositions immaculées que je m'obstine à considérer comme des sculptures à part entière, et les autres plus petites, blanches aussi, ou bleues, ou roses, etc. Leur folle délicatesse n'exclut ni l'harmonie ni la force.

A la Jeune Gravure contemporaine, Piza voisinait avec deux artistes récemment disparus : Anna Staritsky et Jean Signovert. Signovert ne s'est pas contenté de mettre son impeccable technique au service de ses amis Braque, Poliakoff, Arp, Estève, mais a produit une œuvre originale qui n'a pas fini de nous être révélée.

Annonçons déjà l'exposition des toiles de Jeanne Socquet, prix Drouant 1981 (4), en attendant de la jumeler avec la présentation de ses œuvres sur papier à la galerie Arcadia le mois prochain, parce que ces toiles, dans leur expressionnisme apparemment assagi, représentent un aboutissement formel que les précédentes manifestations laissaient pressentir, parce qu'elle dit en peinture ce qu'elle avait à dire, ou plutôt à crier.

Enfin, je voudrais être devancé par ceux que les palabres électorales n'accaparent pas totalement et qui iront d'eux-mêmes découvrir les horizons bretons sous les transpositions picturales de Jappé (5). Encore un qui rame à contre-courant.

JEAN-MARIE DUNOYER.

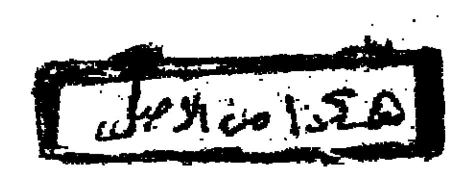
(1) Galerie Karl Flinker, 25, rue de Tournon.

(2) Centre culturel suédois, 11, rue Payenne.

(3) Galerie Bellechasse, 10, rue de Bellechasse.

(4) Galerie Jacques Massol, 12, rue La Boétie.

(5) Nane Stern, 25, avenue de Tourville.



SPECTACLES

EXPOSITIONS

Les linogravures à Aix-en-Provence
Picasso chez Cézanne

Les musées célèbrent, à travers le monde, le centenaire de la naissance de Picasso en 1881. Après Munich, au Hans der Kunst, Venise inaugurera, le 2 mai, l'exposition au Palazzo Grassi de la collection de Marina, l'une des filles du peintre, collection d'environ trois cents œuvres, particulièrement riche en dessins, et la Fondation Maeght, à Saint-Paul-de-Vence, a accroché seize tableaux faisant également partie de l'héritage familial. De son côté, le musée Granet, à Aix-en-Provence, la ville de Cézanne dont la rencontre a tant compté pour Picasso, montre tout l'œuvre linogravé.

A chaque exposition Picasso, célébrant le centenaire de sa naissance, on trouve des photographies. Ce sont des manifestations du souvenir, où les images sur l'homme accompagnent celles qu'il a inventées, comme pour mieux saisir ce qu'on a appelé le « mystère Picasso ». Les photographies qu'on voit au musée Granet d'Aix-en-Provence avec tout son œuvre linogravé, montrent combien le peintre se prêtait volontiers au jeu. Il était bon acteur Picasso, aimait bien poser devant l'objectif, immobiliser le feu noir de ses yeux lorsqu'on voulait fixer son fameux regard, exhiber ses mains qui ont tant défié le monde de la création. De l'œil à la main, les clichés qui accompagnent l'exposition de son œuvre linogravé ne disent rien sur la peinture, ils parlent de la manière d'être et de paraître de l'homme, chez lui, parfois à Aix-en-Provence, parmi les siens, dans son atelier entouré de ses tableaux, avec les pots de ripolin déposés sur une chaise.

Seul lorsqu'il travaillait — mais ce Picasso-là, on ne le voit que rarement, — il est toujours entouré d'amis lorsqu'il s'amuse. Voici Cocteau le poète, Pignon le peintre, Manitas de Plata, le guitariste, Dominguin, le toréador, Lucia Bose, l'actrice... Hors de l'atelier, le jeu était au centre de sa vie : jeux de la famille avec les enfants. Jeux du couple avec une épouse que les photos montrent comme une madone en adoration devant son centaure de mari. Jeux de la plage qui ont tant empli ces tableaux des années 20 à 30 au moment où il était dans la force de l'âge. Jeux plus nostalgiques du flamenco, musique qui le bouleversait plus que celle de Mozart, jeux plus sanglants des corridas.

Lorsque, jeune fauve, de vingt-trois ans cherchant sa pâture, Picasso quitta définitivement Barcelone pour Paris, il fit une double découverte qui changea sa peinture. Cézanne venait de mourir et le Salon d'automne lui rendait hommage. Ce même salon de 1905, qui montrait également les tableaux des fauves, consacrait une rétrospective à Ingres avec son Bain turc. *Il vit aussitôt ce que Cézanne apportait de neuf, abandonna son vieux bleu et son rose réalistes pour s'engager dans cette approche plus conceptuelle qui analysait les formes de la nature en transitant d'un plan à un autre, ce qui chez lui et chez Braque allait devenir le cubisme.*

Aussi, lorsque, passant par Aix-en-Provence, cette fois presque octogénaire, Picasso apprit qu'un vieux château provençal au pied de la montagne Sainte-Victoire, tant peinte par Cézanne, était à vendre, il l'acheta. Il lui plaisait d'être dans la proximité du maître d'Aix, dont l'œuvre avait si profitablement nourri la sienne. Il y déménagea une partie de ses collections de peintures et sculptures qu'il avait laissées dans ses ateliers parisiens rue La Boétie et rue des Grands-Augustins, mais n'y vécut jamais. Le château de Vauvenargues, calé aux quatre coins par quatre tours rondes, était, à son goût, trop exposé au mistral de l'hiver.

Pour vivre, Picasso préférait ses résidences plus aimables et accueillantes, à la Californie, de Cannes, et au mas Notre-Dame-de-Vie de Mougins. Vauvenargues fut surtout un entrepôt, un lieu de pèlerinage où il venait de temps à autre, profitant de cette occasion pour se promener à Aix, fréquenter les cafés, les échoppes de brocanteurs et visiter les salles de peinture du palais Granet, où il voyait et revoyait les tableaux d'Ingres, dont l'étonnant Thétis et Jupiter.

Picasso, qui avait immédiatement emboîté le pas à Cézanne, mit plus de temps à rejoindre Ingres. C'est en 1917 qu'il montra sa maîtrise de l'ingrisme classique avec le Portrait d'Olga *et vingt ans plus tard qu'il assimila vraiment son apport pictural abstrait, au moment où il s'inspira de la déformation du cou de Thétis tendu vers le puissant Jupiter pour figurer la femme éplorée de* Guernica *devant la force brutale.*

Mais malgré son importance, l'influence de Cézanne sur Picasso fut finalement passagère : lorsque, quelques années plus tard, il retrouva la figuration, c'est à Ingres qu'il en vint. L'ensemble de son œuvre linogravé qu'expose le musée Granet — une centaine de pièces en tout — témoigne de cette manière linéaire du dessin, qui a marqué durablement son œuvre changeante.

Picasso avait découvert la linogravure, au moment où il achetait le château de Vauvenargues. Il ne s'y intéressa que quelques années à partir de 1958.

Brun et noir

La linogravure, c'est du dessein direct à la gouge qui creuse ses sillons dans la matière dure-tendre de la plaque de lino, comme on le ferait dans la gravure sur bois. Mais elle est d'une complication technique très contraignante lorsqu'il s'agit d'œuvres en plusieurs couleurs. Elle nécessite la préparation d'autant de plaques que de couleurs différentes. Picasso en gravait parfois jusqu'à sept et le Buste de femme d'après Cranach en est un exemple. Il s'est par la suite orienté vers ces gravures limitées au brun et au noir avec quelques rares couleurs bien contrastées, utilisant cette fois une seule plaque, encrée partiellement à plusieurs reprises selon le nombre des couleurs. Dans cette technique nouvelle, Picasso a repris des thèmes anciens, corridas de toros, picadors, banderilles, scènes bucoliques, bacchanales, faunes à la flûte de Pan, portraits, femmes assises devant la fenêtre.

On sent dans ces linogravures, qui ont l'allure décorative et contrastée de l'art des affiches, la tension de la main qui trace et celle de l'esprit qui invente, même s'il se répète. Car il le fait avec une fougue vitale, comme si, chaque fois, c'était la première fois, allant d'une tentative à l'autre avec cette rapidité de virtuose qui tantôt apparaît d'une simplicité souveraine et tantôt tourne court dans la confusion des traits. La salle des combles du musée Granet est électrisée par ces images souvent paroxystiques. Les calmes tableaux d'Ingres sont au premier étage et l'extraordinaire ensemble de manuscrits et parchemins du roi René, au second...

Non loin de là, Picasso repose dans son jardin du château de Vauvenargues, où Jacqueline, son épouse, envisage plus tard d'installer les peintures et sculptures de sa collection pour en faire une maison du souvenir, à l'ombre de la montagne Sainte-Victoire.

JACQUES MICHEL.

★ L'œuvre linogravé de Picasso au musée Granet. Jusqu'au 6 septembre.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 25 - Dimanche 26 avril

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Stuart Sherman : American Center (321-42-20) (sam., 21 h.).
Une conversation chez les Stein... : Cité internationale, Resserre (589-38-69) (sam., 20 h. 30).
Angel : Roquette (805-78-51) (sam., dim., 18 h. 30).
Théâtre d'ombre chinois : Marie-Stuart (508-17-80) (sam., 20 h. 30, dim., 16 h.).
Propriété condamnée : Vincennes, Petit Sorano (374-73-74) (sam., 20 h. 30, dim. 15 h.).
A Memphis il y a un homme d'une force prodigieuse : Odéon (325-70-32) (sam., 20 h. 30), dim., 15 h.).
Cendrars : Carré Silvia Monfort (531-28-34) (sam., 22 h. 15).
Mérimé Genet : Astelle Théâtre (202-34-31) (sam., 20 h. 30, dim., 16 h.).
Les Nonnes : Chelles, Centre culturel (421-20-36) (sam., 20 h. 45, dim., 16 h.).
Un chapeau de paille d'Italie : Malakoff, Théâtre - 71 (655-43-45) (sam., 21 h., dim., 17 h.).
Le Bel Indifférent : Coupe-Chou (272-01-73) (sam., 19 h.).
Kafka est le nom de mon père... : la Cartoucherie, Atelier du Chaudron (328-97-04) (sam., 20 h. 30, dim., 16 h. 30).
Broers : Chaillot, salle Gémier (727-81-15) (sam., 20 h. 30).
Lotte à Weimar : Cité internationale, Galerie (589-38-69) (sam., 20 h. 30).
Le Nouveau Menoza : Créteil, Maison de la culture (899-94-50) (sam., dim., 20 h. 30).
Le Bourgeois gentilhomme : Elancourt, Maison pour tous (062-82-61) (sam., 21 h., dim., 15 h.).
Demain, demain : Gennevilliers, théâtre (793-63-12) (sam., 20 h. 45, dim 17 h.).

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50) : Arabella (sam., 19 h. 30).
Comédie-Française (296-10-20) : la Folle de Chaillot (sam., 20 h. 30, dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).
Petit Odéon (325-70-32) : Tu as bien fait de venir, Paul (sam. et dim., 18 h. 30).
T.E.P. (797-96-06) : Têtes rondes, Têtes pointues (sam., 20 h. 30, dim., 15 h.).
Petit T.E.P. (797-96-06) : J.-J. Mosalini et le groupe Canyengue (sam., 20 h. 30).
Centre Pompidou (277-12-33) - Cinéma : films de G. Nelson (sam. et dim., 19 h.) ; le Regard visible, Otto Schauer (dim., 15 h.).
Carré Silvia Monfort (531-28-34) : Cirque Gruss à l'ancienne (sam. et dim., 14 h. et 16 h. 30), Kalou, pile, ballet de l'île de la Réunion (sam., 20 h. 30, dim., 16 h.).
Théâtre musical de Paris (261-19-83) : Ballet de Marseille R. Petit (« Casse-Noisette ») (sam., 20 h. 30, dim., 14 h. 30).
Théâtre de la Ville (271-11-24) : ballet Opéra de Paris (sam., 18 h. 30) ; Crowneat trio (sam., 20 h. 30).

Les autres salles

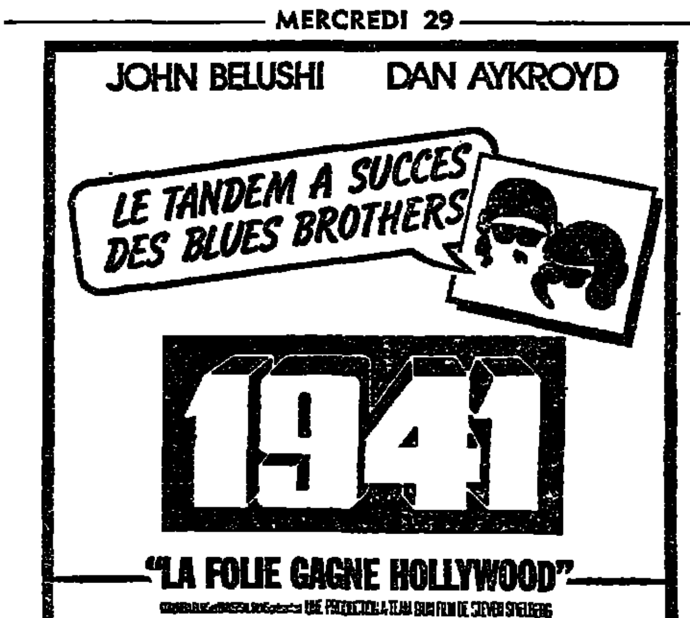
Aire libre (322-70-78) : Elle lui disait dans l'île (sam., 20 h. 30, dim., 16 h.) ; la Voiture (sam., 22 h. 15, dim. 18 h.).
Antoine (208-77-71) : Potiche (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h. et 20 h. 30).
Atelier (606-49-24) : les Trois Jeanne (sam., 21 h.).
Bouffes du Nord (239-34-50) : la Cerisaie (sam., 20 h. 30).
Bouffes-Parisiens (296-60-24) : Diable d'homme (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
Cartoucherie, Aquarium (374-99-61) : Un conseil de classe très ordinaire (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.). — **Tempête** (328-36-36) : Alarmes (sam. 20 h. 30 ; dim. 16 h.).
Cinq Diamants (588-01-00) : Metropolitan Opera (sam., 20 h. 30).
Comédie Caumartin (742-43-41) : Reviens dormir à l'Elysée (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21) : Madame est sortie (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. 30 et 20 h. 45).
Comédie italienne (321-22-22) : les Malheurs de Pantalon (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30 et 21 h.).
Comédie de Paris (281-00-11) : Boris Supervian (sam., 20 h.) ; la Grande Guerre des p'tites étoiles (sam., 21 h. 30.
Croq'Diamants (272-20-06) : Séances de bronzage (sam. 20 h. 30) ; Passage Jouffroy (sam. 22 h. 15).
Daunou (261-69-14) : Et ta sœur ! (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Edouard-VII (742-57-49) : Deburau (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Espace Marais (271-10-19) : Glaces par Greta (sam., 20 h. 30) ; Les bonnes (sam., 22 h., dim. 15 h.).
Essaïon (278-46-42) : Ça (20 h. 30).
Espace Gaîté (327-95-94) . Ivres pour vivre (sam., 21 h. 45) ; les Amours de Jacques le Fataliste (sam., 17 h. 30).
Fontaine (874-74-40) : J'aimerais bien aller à Nevers (sam., 20 h. 30) ; les Aviateurs (sam., 22 h.).
Gaîté-Montparnasse (322-16-18) : Elle voit des nains partout (sam., 22 h. ; dim. 20 h. 15).
Galerie 55 (326-63-51) : le Chant du bono (sam., 20 h. 30).
Huchette (326-38-99) : la Cantatrice chauve (sam., 20 h. 15) ; la Leçon (sam., 21 h. 30).
Le Lierre (586-55-83) : Œdipe-Roi (sam., 20 h. 30, dim., 18 h.) ; Désormais (sam., 18 h. 30).
Lucernaire (544-57-34). Théâtre Rouge : Pardon, M'sieur Prévert (sam., 18 h. 30) ; Jafabule (sam., 20 h. 30). — Théâtre Noir : Où donc est-elle ma lumière ? (sam., 18 h. 30) ; Molly Bloom (sam., 20 h. 30) ; les Ecrits de Laure (sam., 22 h.). — Petite salle : Parlons français (sam., 18 h. 30).
Madeleine (265-07-09) : Arsenic et vieilles dentelles (sam., 20 h. 15 ; dim., 15 h. et 20 h. 15).
Marigny (256-04-41) : Domino (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.). — Salle Gabriel (225-20-74) ; le Garçon d'appartement (sam. et dim., 21 h.).
Mathurins (265-90-00) : Huis Clos ; Pétition (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Michel (265-35-02) : On dînera au lit (sam., 21 h. 15 ; dim., 15 h. 15 et 21 h. 15).
Montparnasse (320-89-90) : Exercices de style (sam., 17 h. 30 et 21 h. ; l'Evangile selon saint Marc (dim., 17 h. 30). — Petite salle : Pierrot d'Asnières (sam., 20 h. 30) ; J. Benguigui (sam., 22 h.).

MERCREDI

DES BALLETS PRODIGIEUX...
DES CHANSONS INOUBLIABLES...
WEST SIDE STORY
LE FILM AUX 10 OSCARS
United Artists

DERNIÈRES
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES
JEAN-CLAUDE BRIALY
"Madame est sortie"
de PASCAL JARDIN
Mise en scène de Pierre BOUTRON
Décor de PACE
Musique de Georges DELERUE
avec
DOMINIQUE BLANCHAR
et
MAGALI RENOIR
FRANÇOISE DORNER
Location : Théâtre, Agences et par téléphone 720 08 24

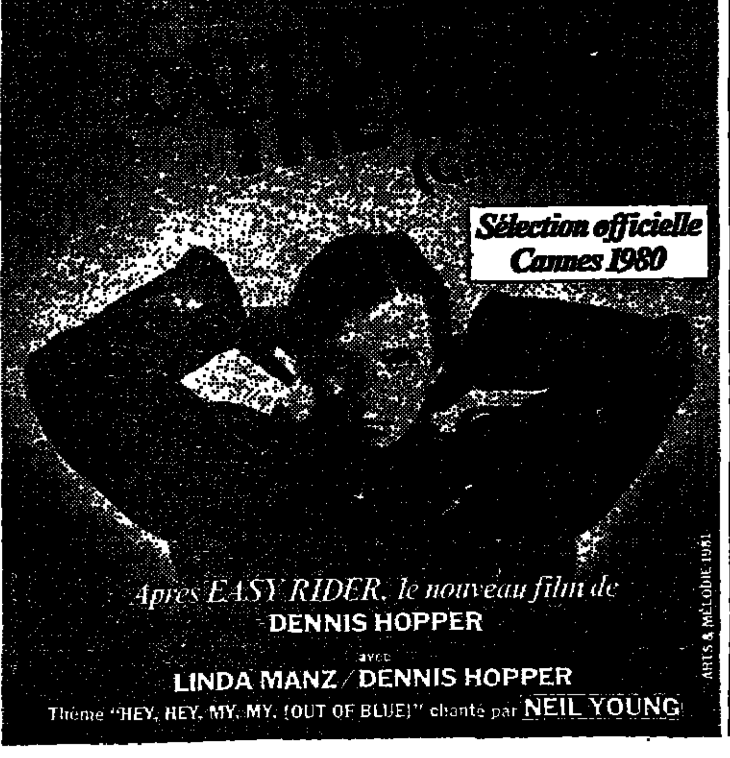
MERCREDI 29



MARIGNAN - BERLITZ - MONTPARNASSE 83 - QUINTETTE
FAUVETTE - SAINT-LAZARE PASQUIER - MOVIES LES HALLES
ALPHA Argenteuil - TRICYCLE Asnières



En v.o. : UGC MARBEUF - UGC ROTONDE - UGC DANTON FORUM HALLES - CONVENTION SAINT-CHARLES. - En v.f. : UGC OPÉRA - UGC GARE DE LYON - CINOCHE Bagnolet, v.o. ARTEL Créteil, v.f. - Argenteuil, v.f. - GAUMONT OUEST Boulogne, v.f.





VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. h. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

LAPEROUSE 32690-14 et 63-04 51, q. Grands-Augustins, 6e F/dim.	J. 23 h. Grande Carte. Menu d'affaires : 100 F. Menu dégustation : 190 F. Salons de 2 à 50 couverts. Cadre ancien de réputation mondiale.
LE CONGRES. Porte Maillot T.l.jrs 80, av. Grande-Armée, 17e. 574-17-24	J. 2 h. BANC D'HUITRES toute l'année. Poiss. Spéc. de viandes de Bœuf de premier choix grillées à l'os. Plats et desserts du jour.
L'AUBERGE DAB 500-32-22 161, avenue Malakoff, 16e. T.l.jrs	A LA PORTE MAILLOT. J. 2 h. mat. dans le cadre d'une vieille aub. bavaroise. FRUITS DE MER toute l'année. CHOUCROUTE. Rôtisserie.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LE LOUIS XIV 208-56-56/200-19-90 8, bd Saint-Denis, 10e F/lun.-mar.	Déjeuner - Dîner - Souper - Huîtres - Fruits de mer - Crustacés Rôtisserie - Salons - Parking privé assuré par voiturier.

SAINT-GERMAIN STUDIO, v.o. - LES PARNASSIENS, v.o. — Interdit aux moins de 13 ans



SPECTACLES

Nouveautés (770-72-76) : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre (sam., 21 h.; dim., 19 h.).
Œuvre (874-42 52) Un habit pour l'hiver (sam. 20 h. 45; dim., 15 h.).
Palais-Royal (297-59-81) : Joyeuses Pâques (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 18 h 30)
Poche-Montparnasse (548-92-97) : le Butin (sam. 21 h.)
Présent (203-02-55) : Sur le front (sam., 21 h.; dim., 17 h.).
Studio Fortune, 13e : Pénélope (dim., 21 h.).
Studio Théâtre-14 (539-88-11) : le Brouillard (sam., 20 h. 30).
T.A. Théâtre d'Essai (278-10-79) : l'Ecume des jours (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.). — Le Journal d'un fou (sam., 22 h.; dim., 17 h.).
Théâtre Adyar (304-20-97) : l'Ecume des jours (sam., 20 h. 30).
Théâtre d'Edgar (322-11-02) : Y'en a marre (sam., 20 h 30) : la Chambre infernale (sam., 22 h. 30).
Théâtre en Rond (387-88-14) . Douze hommes en colère (sam., 20 h. 30; dim 15 h. 30).
Théâtre du Marais (278-03-53) : le Pique Assiette (sam., 20 h 30).
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80) : Liesl et Karl (sam., 20 h. 30, dim., 15 h.) : Tell me (sam., 22 h. 30).
Théâtre de la Mer (589-70-22) : le Testament du père Leclerc (sam., 19 h. 30); Ode maritime (sam., 21 h.).
Théâtre de Paris (280-09-30) : Vu du pont (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 19 h.).
Théâtre du Rond-Point (256-70-80) : l'Amour de l'amour (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre Saint-Georges (878-74-37) : la Culotte d'une jeune femme pauvre (sam. 20 h. 30: dim., 15 h. et 18 h. 30).
Tristan-Bernard (522-08-40) : Fils de personne (sam., 21 h.; dim., 15 h.)
Variétés (233-09-92) : l'Intoxe (sam., 20 h. 45; dim., 16 h.).

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35) : Jamais deux sans moi (sam 20 h 30) : Woody folles (sam., 21 h. 30); la Revanche de Nana (sam., 22 h. 45).
Blancs-Manteaux (887-16-70). I : Areuh = MC 2 (sam et dim., 20 h. 15); A. Valardy (sam et dim, 21 h. 30). — II : Refrains (sam. et dim., 20 h. 15); Poulet frites (sam. et dim., 21 h. 30); R. Mattera (sam., 22 h. 30).
Café d'Edgar (322-11-02). I Sœurs siamoises cherchent frères siamois (sam., 20 h. 30); Sueur, cravate et tricot de peau (sam., 21 h. 30) : la Jacassière (sam., 22 h 30)
Café de la Gare (278-52-51) : Rascal Poupon (sam., dim., 20 h.); Théâtr'en poudre (sam., dim., 22 h.); Miss Thing (sam., 18 h. 30); De-Mo-De (dim., 18 h. 30).
Le Connétable (277-41-40) : F. Valmore (sam., 20 h. 30); J. Huet (sam., 21 h. 30); les Nichols (sam., 23 h. 30).
Coupe-Chou (272-07-23) : le Petit Prince (sam., 20 h. 30); Va t'en je t'aime (sam., 21 h. 45).
L'Ecume (542-71-16) : Diablogue-ment vôtre (sam., 20 h. 30).
Le Fanal (233-91-17) : La chasse est ouverte (sam., 20 h.); le Président (sam., 21 h. 15).
Le Petit Casino (278-36-50). I : Phèdre à repasser (sam., 21 h.); le Concerto déconcertant (sam., 22 h 15); II Des bigoudis à l'intérieur de la tête (sam., 22 h.): Poupette Pompon (sam., 21 h.).
Pied-Bleu (285-32-16) : Ah ! Si j'avais su monter à bicyclette (sam. et dim., 21 h. 15).
Le Point-Virgule (728-67-03) · Tranches de vie (sam., 20 h. 30); Les demoiselles de Rochechouart (sam., 21 h. 30); David, Fabian (dim., 20 h. 30).
Sélénite (354-53-14) : les Vautours sam. et dim., 20 h. 15) : les Neuf Péchés capitaux (sam. et dim., 21 h. 30).
Soupap (278-27-54) : Amours noires, humours tendres (sam., 21 h 30);
Le Splendid (887-33-82) : le Troisième Jumeau (sam., 22 h.)
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48) : Un polichinelle dans le tiroir (sam., 20 h. 30); Il en est un de la police (sam., 21 h. 30).
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69) les Jumelles (sam., 20 h. 30); la Grande Shirley (sam. 21 h 30), l'Amour en visite (sam 22 h 30)
La Tanière (337-74-39) : B. Bernadac (sam., 20 h. 45, dern.); M. Martin (sam., 22 h. 30, dern.).
VIEILLE FILLE (707-60-93) : Asselin et Lacombe (sam., 20 h. 30, dern.); New Jazz of (sam., dim., 18 h. 30).

Les comédies musicales

Cirque d'hiver (806-63-30) Barnum (sam., 20 h. 30, dim., 14 h. 15 et 17 h 30).
Mogador (874-33-74) . Magic Story (sam., 20 h 30; dim., 15 h.).
Porte Saint-Martin (607-37-53) : Rose Marie (sam., 20 h. 30; dim., 15 h)
Renaissance (206-18-50) : Aventure à Monte-Carlo (sam., 20 h. 30; dim., 14 h. 30.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits au moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24). sam., 17 h. : le Jeune cinéma français : films de l'école de Vaugirard; 19 h. : Moi, un Noir, de J. Rouch; 21 h. : Hommage à J. Ivory : Shakespeare Wallah; dim., 15 h. : Mademoiselle Julie, de A. Sjöberg; 17 h. : Nosferatu, fantôme de la nuit, de W. Herzog; 19 h. : Cinéma du réel : l'Epreuve du microphone, de M. Lozinski; Du beurre dans les tartines, de M. Bonmariage; 21 h. : Hommage à J. Ivory : le Guru.
BEAUBOURG (276-55-57), sam., 17 h., Cinéma du réel : 10e5 à l'ombre, de A. Massoneau; Frontier : People of the Barrio, de B. Moser; 19 h. : Trans Europ Express, de A. Robbe-Grillet; 21 h. : Divorce à l'italienne, de P. Germi. — Dim., 15 h. : Suzanne la perverse, de L. Bunuel; 17 h. : la Lanterne, de T. Kinugasa; 19 h., les Cahiers du cinéma 1951-1981 : la Tête contre les murs, de G. Franju; 21 h. : la Passion de Jeanne d'Arc, de C.T. Dreyer.

Les exclusivités

ALLEMAGNE, MERE BLAFARDE (All v.o.) : Marais, 4e (278-47-86). Studio de la Harpe, 5e (354-34-83). Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). Olympic 14e (542-67-42).
ALLONS Z'ENFANTS (Fr.) : Français 9e (770-33-88)
L'AMOUR HANDICAPÉ (Fr.) : Marais 4e (278-47-86)
L'AMOUR TROP FORT (Fr.) : Saint-Germain-Village, 5e (634-13-26); Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80); Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) · Paramount-Opéra, 9e (742-56-31). Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) Gaumont-Convention, 15e (828-42-27); Passy, 16e (288-62-34). Clichy-Pathé 18e (522-46-01). Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96)
BIENVENUE Mr. CHANCE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34)
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : U G C Marbeuf 8e (225-18-45)
LA BOUM (Fr.) Richelieu, 2e (233-56-70) : Bonaparte, 6e (326-12-12);

[illegible]

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Histoire de goût

S'il y eut à « Apostrophes » des mélanges détonants, celui-là ne l'était guère. On connaissait d'avance la question : « Comment donner le goût de l'histoire aux enfants ? » On attendra longtemps la réponse. Etait-ce l'heure plus tardive que d'ordinaire ou la qualité des partenaires, fort paisibles au demeurant ?... Engouement adulte, désaffection juvénile : on ne saura trop, au bout du compte, pourquoi ce débat avait fait couler tant d'encre.

La polémique est l'affaire de M. Pierre Miquel, tout à sa chasse des « bradeurs de l'histoire ». Mais le procès, parce qu'il est imprécis, mal étayé, tourne court. « Les bradeurs, c'est un peu tout le monde », dit-il. Du coup, ce n'est précisément personne. Interpellé, M. Lucien Genet, doyen de l'inspection générale, a beau jeu d'aplanir les difficultés : « A l'école, l'histoire a la place qu'elle avait, qu'elle a toujours eue. » Tout au plus concède-t-il, une demi-heure de cours envolée en classe de sixième. Comptes d'apothicaire qui restent à la surface des choses.

M. Pierre Miquel risque néanmoins une hypothèse : « Les bradeurs, ce sont ceux qui parlent de l'histoire d'une façon tellement ennuyeuse qu'on n'a pas envie d'écouter. » On en vint donc au « récit », à ces histoires qu'on raconte et qui font approcher l'histoire. Mme Jeanne Bourin et M. André Castelot représentent ce mode d'accès au passé. Les universitaires louent le genre : les romans historiques de la première « ont redonné le goût du Moyen Age » à l'inspecteur général ; « L'histoire n'appartient pas aux historiens », assure M. Marc Ferro ; « A des enfants il faut des récits historiques : ce qui importe, c'est de raconter », ajoute M. Miquel. Unanimisme de rigueur. Le compliment évacue les doutes : bien racontée, l'histoire peut aussi endormir.

Car le récit n'est-il pas « la forme d'histoire qui permet le plus de perversions » ? demande M. Ferro. Le codirecteur des Annales décrit combien, d'un pays à l'autre, l'histoire peut n'être pas innocente et servir à manipuler le présent. C'est dans l'ordre des choses, et d'ailleurs l'objet historique « n'est pas que la vérité, c'est aussi le mensonge, les rêves ». L'essentiel est de « confronter », démystifier, désacraliser. Une découverte qui est aux antipodes de ce passé tout ficelé dont certains ont aujourd'hui la nostalgie. Autant que d'identité culturelle ou nationale, l'histoire à l'école est affaire de méthode: apprentissage de la critique et de l'irrévérence.

Ce fut la seule note dérangeante. Pour le reste, l'histoire, sur ce plateau-là, paraissait fort raisonnable. — E. P.

Samedi 25 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 30 Variétés : Stars.
Michel Drucker reçoit Annie Cordy, Pierre Perret, Dave, Frank Pourcel, Georges Karl, Jacqueline Gauthier, Dallas, Dalida

FRANCK POURCEL
CLASSIC IN DIGITAL
VOL. 2
DISQUE ET CASSETTE PATHE MARCONI EMI

21 h 40 Série : Dallas.
Treizième épisode du feuilleton américain de A. B. Lewis et V. McVeety.
Taylor Bennet veut monter un important centre commercial sur un terrain qui se trouve en partie sur le domaine du ranch des Ewing. Une « saga » du Texas.
22 h 30 Télé-foot 1.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

NOUVEL ALBUM BIJOU
"JAMAIS DOMPTÉS"

20 h 35 Les enquêtes du commissaire Maigret.
Maigret en Arizona, d'après G. Simenon, réal. S Bertin Avec J Richard, F. Cadet, B. Propps...
En voyage d'information aux U.S.A., le commissaire Maigret est contacté par un agent du F.B.I. qu'il doit rejoindre à Tucson où celui-ci est retenu pour une affaire de drogue.
22 h 10 Variétés : Elle court, elle court l'opérette.
De J.-C Dauzonne.
Avec des extraits de « Ciboulette », « les Cloches de Corneville », « la Veuve joyeuse »...
22 h 50 Les carnets de l'aventure : Première à la Henne-Morte.
Réal. : M. Luquet.
L'exploration de l' « Henne-Morte », maillon du réseau souterrain qui se situe au cœur du massif pyrénéen. Au cours d'une expédition en 1978, l'un des membres découvrit un nouveau passage.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 30 Le roman du samedi : Mémoires de deux jeunes mariées.
d'après H. de Balzac, adaptation R. Scipion, réal. M Cravenne, avec F Ardant, M Chevallier, F. Marthouret
Les confidences de deux jeunes aristocrates au début du dix-neuvième siècle. Renée de Maucombe et Louise de Chaulieu quittent le couvent pour se marier, l'une à Paris, l'autre en province, la première avec passion, la seconde avec raison. Deux destinées.
22 h 10 Journal.
22 h 30 Champ contre champ.
Ecrivains cinéastes ou cinéastes écrivant.
Avec les metteurs en scène et écrivains : P. Schoendoerffer et B. Blier.

FRANCE-CULTURE

21 h 55, Ad lib, avec M. de Breteuil.
22 h 5, La fugue du samedi.
23 h, Pâque orthodoxe, service de nuit pascal retransmis de la cathédrale orthodoxe de Paris.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Musique sacrée (église Saint-Louis des Invalides) : « Requiem », d'A. Dvorak, par les Chœurs de Radio-France, direction J. Jouineau, et le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. A. Jordan; avec T Zylis-Gara (soprano), Stoczynska (mezzo-soprano), P Dvorsky (ténor), L. Mroz (basse), J.-L. Gil (orgue), J Prat (violon solo)
23 h, Ouvert la nuit : Le temps suspendu, œuvres de Vivaldi, Tartini.

Dimanche 26 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 30 Orthodoxie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
Célébrée en la paroisse Saint-Luc de Romainville, prédicateur P. Ponchaud
12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 TF 1 - TF 1.
13 h Journal.
13 h 20 Ces chers disparus : Bourvil.
Troisième épisode de la série : Ici Bourvil, évoqué à travers des extraits de ses films, des émissions de télévision, des reportages.
14 h 15 Les nouveaux rendez-vous.
15 h 40 Série : Sloane, agent spécial.
Ces douces créatures.
16 h 40 Sports première.
Hippisme : le saut d'obstacles; natation : la Coupe latine.
17 h 55 Cinéma : « Bébert et l'Omnibus ».
Film français de Y. Robert (1963), avec Petit Gibus, J. Higelin, J. Richard, B. Brunoy, M. Serrault, P. Mondy (N. rediffusion).
Oublié dans un train de banlieue par son grand frère, un gamin malicieux sème la perturbation dans la gare où il a échoué, pendant que sa famille le recherche. Divertissement très réussi, destiné au public familial. Beaucoup d'humour, une certaine poésie et le sens de la caricature sociale, sans méchanceté, propre à Yves Robert.
19 h 30 Journal.
19 h 50 Election présidentielle.
Résultats et commentaires, en liaison avec France-Inter.

DEUXIÈME CHAINE : A2

10 h 55 Cours d'anglais.
11 h 15 Dimanche Martin.
Emission de J. Martin; 11 h 20, Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite).
Incroyable mais vrai; Série : Timide et sans complexe; Ecole des fans; Les voyageurs de l'histoire; Thé dansant.
17 h 5 Feuilleton : le tourbillon des jours.
L'enfant de l'amour.
17 h 55 Journal.
Spécial élection.
18 h La chasse au trésor.
18 h 55 Stade 2.
19 h 50 Election présidentielle.
Résultats et commentaires, en liaison avec Europe-1.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Emissions de l'I.C.E.I. destinées aux travailleurs immigrés : Mosaïque.
16 h 30 Concert Schumann.
Ouverture de Geneviève, symphonie n° 3 en mi bémol majeur opus 97, par l'Orchestre symphonique de Lyon, direct. S. Baudo.
17 h 25 Election présidentielle.
17 h 35 Il n'y a pas qu'à Paris.
Théâtre en France ou une certaine allégresse.
18 h 35 Hollywood s'en va-t-en guerre.
L'industrie cinématographique, déjà prospère, profite de la première guerre pour s'enrichir. Les films de propagande deviennent le pilier de l'industrie. Hollywood produit « A l'ouest rien de nouveau ».
19 h 30 Election présidentielle.
19 h 35 Spécial DOM-TOM.
19 h 55 Election présidentielle.
Résultats.
20 h 30 Cinéma : « Ce merveilleux automne ».
Film italien de M. Bolognini (1968). Avec G. Lollobrigida, P. Turco, G. Ferzetti, D. Godet, I. Savona, P. Fortunato (rediffusion).
En Sicile, dans une villa où se réunit une famille bourgeoise, un adolescent désemparé tombe amoureux de la sœur de sa mère qui, mariée et sans enfant, reporte sur lui un sentiment maternel inemployé. Critique d'une société hypocrite et récit raffiné d'un amour scandaleux. L'esthétisme de Bolognini se trouve ici en accord avec une étude psychologique sensible. Gina Lollobrigida est étonnante dans un rôle complexe.
22 h Election présidentielle.

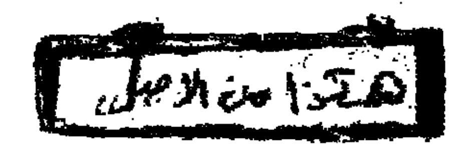
FRANCE-CULTURE

7 h 7, La fenêtre ouverte.
7 h 15, Horizon : magazine religieux.
7 h 40, Chasseurs de son.
8 h, Foi et tradition.
8 h 30, Protestantisme.
9 h 10, Musiques extra-européennes : hymnes de l'église syrienne orthodoxe.
9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : l'Union rationaliste.
10 h, Messe à la cathédrale de Dijon.
11 h, Regards sur la musique : madrigaux et ballades de J. Ciconia par le Clemencic Consort.
12 h 5, Allegro.
12 h 40, Concert, avec les musiciens de Provence.
14 h, Sons : Irak, Mossul et alentours.
14 h 5, La Comédie-Française présente : « le Philosophe sans le savoir » et « la Gageure imprévue », de Sedaine.
16 h 5, Lyriscope : le roi d'Ys, d'E. Lalo, à Nantes.
17 h 30, Rencontre avec... Juan Vives Mitson Naslednikov : initiation tantrique.
18 h 30, Ma non troppo : les crimes exemplaires; Le café panique.
19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h, Election présidentielle : résultats (et à 21 h, 22 h 30 et 23 h 30).
20 h 5, Albatros : petits romantiques français.
20 h 40, Atelier de création radiophonique (et à 21 h 30 et 22 h 45).
23 h, Musique de chambre : Boccherini, Arma.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Equivalences : œuvres de G. Litaize.
6 h 30, Concert promenade : Musique viennoise, œuvres de Schubert, Lanner, Schrammel, Tchaïkovski, Delibes, Rossini, Fetra, Bund, Kalman, Novacek, Mattes, Strauss).
8 h 2, Dimanche matin : Œuvres de Mendelssohn, Lejeune, de Lassus, de Vittoria, Bach; 9 h 2, « Sonate pour piano et violoncelle », de Schubert; 9 h 30, Cantate B.W.V. 158, de Bach; 10 h 30, Sérénades pour vents, en ré mineur », de Dvorak.
11 h, Concert : En direct du Théâtre du Rond-Point des Champs-Elysées : « Trio opus 40 pour piano, violon et cor », « Trio opus 114 pour piano, clarinette et violoncelle » de Brahms, par M. Dalberto (piano), P. Amoyal (violon), F. Lodéon (violoncelle), M. Portal (clarinette), P. Del Vescovo (cor).
12 h 5, Le jeu des penchants : P. Dewaere.
12 h 45, Tous en scène : Gene Kelly.
13 h 30, Jeunes solistes : M. Beckouche et J. Cousin (piano). Œuvres de Schubert, Fauré, Bartok.
14 h 15, Les après-midi de l'orchestre : Les débuts de P. Monteux, œuvres de Berlioz, Bizet, Beethoven, Wagner.
16 h 15, La tribune des critiques de disques : « Parsifal », de Wagner, versions de H. Knappertsbusch, P. Boulez, G. Solti, H. von Karajan.
19 h 2, Concert : Jazz, le Quintette de W. Shaw.
20 h 5, Concert : B. Blacher, « Musique concertante », Tchaïkovski; « Concerto pour violon et orchestre en ré majeur », Beethoven; « Symphonie n° 5 en ut mineur », par l'Orchestre symphonique de Chicago, direction K. Tennstedt, avec H. Szeryng (violon).
22 h 5, Ouvert la nuit : Musique vivante; 23 h, Saturnales : œuvres de Honegger, Onslow, Martin.

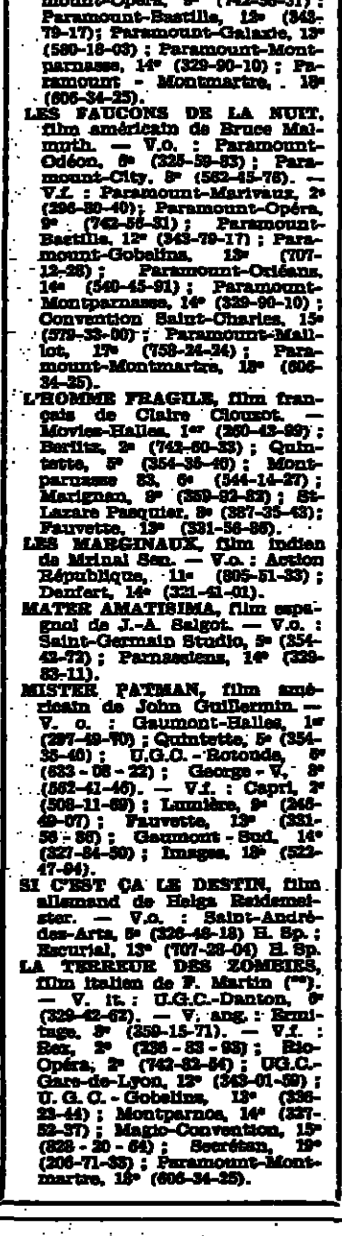
GRAND CONCOURS 'Rufflette' Le fameux ruban à froncer les rideaux.
GAGNEZ VOS VACANCES Retirez votre bulletin de participation chez votre détaillant habituel.





SPECTACLES

LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
LE ROI DES CONS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.), Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
RUDE BOY (Ang., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (320-99-34).
LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
SCANNERS (A., v.o.), (*) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
SIGNE FURAX (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) : Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
LA TERRASSE (It., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
THE ROSE (Ang., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
TOUTES LES HISTOIRES DE DRAGON ONT UN FOND DE VERITE (Fr.) : Forum-Halles, 1er (297-53-74). 18 h. (vidéo).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00). V., D., L.
UN ASSASSIN QUI PASSE (Fr.) (**) : Quintette, 5e (354-45-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
UNE ROBE NOIRE POUR UN TUEUR (Fr.) : Bergère, 9e (770-77-58).
UN ETRANGE VOYAGE (Fr.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).
UNE SALE AFFAIRE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Normandie, 8e (359-41-18).
VENDREDI 13 (A., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).
VIVRE VITE (Espag., v.o.) (**) : Forum-Halles, 1er (297-53-74) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67).



LES FILMS NOUVEAUX

CANNIBAL HOLOCAUST, film italien de R. Deodato (**). V.o. : Studio Médicis, 5e (633-25-97). — V.f. : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LES FAUCONS DE LA NUIT, film américain de Bruce Malmuth. — V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
L'HOMME FRAGILE, film français de Claire Clouzot. — Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Fauvette, 13e (331-56-86).
LES MARGINAUX, film indien de Mrinal Sen. — V.o. : Action République, 11e (805-51-33) ; Denfert, 14e (321-41-01).
MATER AMATISIMA, film espagnol de J.-A. Salgot. — V.o. : Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
MISTER PATMAN, film américain de John Guillermin. — V. o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Images, 18e (522-47-94).
SI C'EST ÇA LE DESTIN, film allemand de Helga Reidemeister. — V.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) H. Sp. ; Escurial, 13e (707-28-04) H. Sp.
LA TERREUR DES ZOMBIES, film italien de F. Martin (**). — V. it. : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62). — V. ang. : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; UG.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

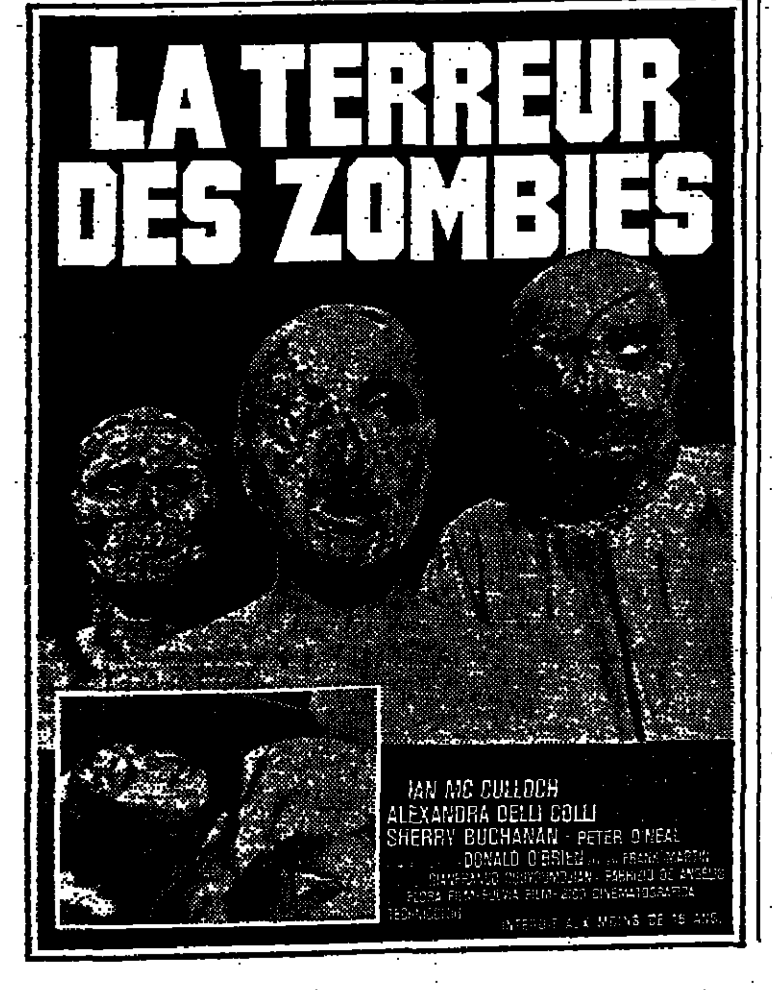


THEATRE DU ROND-POINT
26 avril - 10 h 45

ΣRATO

AMOYAL
DALBERTO
LODÉON

UGC ERMITAGE, v.o. - UGC DANTON, v.o. - REX, v.f. - RIO OPÉRA, v.f.
UGC GARE DE LYON, v.o. - 3 SECRETAN, v.f. - LES MONTPARNOS, v.f.
PARAMOUNT MONTMARTRE, v.f. - MAGIC CONVENTION, v.f.
UGC GOBELINS, v.f. - STUDIO RUEIL - CLUB LES MUREAUX
MAJESTIC MEAUX - UGC CONFLANS - 4 TEMPS LA DEFENSE
ALPHA ARGENTEUIL - FLANADES SARCELLES - CARREFOUR PANTIN
MÉLIS MONTREUIL - ARTEL NOGENT - ARTEL CRÉTEIL - UGC POISSY.



INFORMATIONS «SERVICES»

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25.4.81 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 26.4.81 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

PRÉVISIONS POUR LE 26 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le samedi 25 avril à 0 heure et le dimanche 26 avril à 24 heures :

Une zone dépressionnaire stagnera sur la France et le temps perturbé s'étendra à l'ensemble de notre pays.

Dimanche, le temps sera doux et pluvieux en matinée sur le Nord et l'Est, le Centre et les régions méridionales. Le temps sera plus variable avec alternance de brèves éclaircies et d'averses de pluie ou de neige sur les régions proches de la Manche et de l'Atlantique.

Dans la journée, le temps gardera un caractère pluvieux près des Alpes et des Vosges ; des chutes de neige se produiront en montagnes.

Sur les autres régions, des giboulées de pluie, parfois mêlées de neige, seront observées et les températures seront en baisse. Les vents se renforceront et s'orienteront au secteur nord, le mistral s'établira.

Le samedi 25 avril, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 004,6 millibars, soit 753,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 avril ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25) : Ajaccio, 17 et 12 degrés ; Biarritz, 14 et 7 ; Bordeaux, 17 et 7 ; Bourges, 14 et 3 ; Brest, 11 et 3 ; Caen, 12 et 4 ; Cherbourg, 9 et 3 ; Clermont-Ferrand, 15 et 0 ; Dijon, 15 et 1 ; Grenoble, 16 et 3 ; Lille, 11 et 6 ; Lyon, 15 et 2 ; Marseille, 18 et 7 ; Nancy, 13 et —2 ; Nantes, 14 et 9 ; Nice, 12 et 11 ; Paris-Le Bourget, 13 et 8 ; Pau, 15 et 5 ; Perpignan, 17 et 11 ; Rennes, 12 et 2 ; Strasbourg, 13 et —1 ; Tours, 14 et 9 ; Toulouse, 16 et 3 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 22 ;

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 9 degrés ; Amsterdam, 9 et 5 ; Athènes, 23 et 14 ; Berlin, 8 et 0 ; Bonn, 12 et 3 ; Bruxelles, 11 et 5 ; Le Caire, 37 et 20 ; îles Canaries, 20 et 14 ; Copenhague, 6 et —4 ; Genève, 13 et 3 ; Jérusalem, 30 et 11 ; Lisbonne, 17 et 10 ; Londres, 8 et 2 ; Madrid, 15 et 3 ; Moscou, 2 et —4 ; Nairobi, 26 et 15 ; New-York, 30 et 6 ; Palma-de-Majorque, 17 et 6 ; Rome, 19 et 10 ; Stockholm, 6 et —2.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2916

HORIZONTALEMENT

I. Chasseurs qui pêchent en eau trouble ; Marque le point d'impact d'une *balle perdue*. — II. *Elle griffe pour protéger sa fleur ; Courant* continu en matière d'énergie. — III. Ventre affamé ne saurait en souffrir ; Voir rouge. — IV. Duplicateur ; Fait carrière dans le cuir après avoir végété dans les bois ; Ancêtre de David qui connut l'arche bien avant lui ; Le petit est plus heureux dans l'entrechat que l'autre entre chats. — V. La Belge a fait moins parler d'elle que l'Allemande ; Même s'il survit, on ne donnera pas cher de sa peau. — VI. Stoppe au moment même où elle débraye ; Poète ayant abondamment usé de la licence. — VII. Appel sur les ondes d'une victime de l'onde amère ; Etat d'âme plus porté à la badine qu'au badinage ; Copulative. — VIII. Valeur que nos aïeux plaçaient en bourse ; C'est dans ce domaine que la marquise prend ses lettres de noblesse. — IX. Tentent de convaincre ceux qui font la sourde oreille ; Trous peu fréquentés. — X. Dernière moitié d'un « Barbe-Bleue » anglais ; Propriétaire d'une collection d'ARES ; Deux lettres qui en rallongent une autre. — XI. Département ; D'autant plus embarrassée qu'elle est empruntée. — XII. Femme travaillant avec des cartes ou se distrayant avec des cartons ; Conseil d'entreprise ; Petit courant dans les champs. — XIII. Grecque ; Intéresse le géologue et l'historien à des niveaux différents ; L'administration des finances compte sur ses ronds ; Article. — XIV. Communique un ordre de marche ; Reste rarement vierge à la suite d'une rencontre. — XV. Localisé ; Réalise une union des plus solides ; Copulative.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I												■			
II									■						
III								■						■	
IV			■				■				■	■			
V						■									■
VI		■						■							■
VII				■									■		
VIII				■										■	
IX	■							■		■					
X					■								■		
XI						■	■		■						
XII								■				■			
XIII			■				■					■			
XIV										■					
XV	■				■						■			■	

VERTICALEMENT

1. Ses jours se suivent mais ne se ressemblent pas toujours ; Le fait d'être impayable ne le dispense pas de passer à la caisse. — 2. On peut les prendre au gîte, au collet et même au filet ; Certains se jettent dessus pour mieux les saisir. — 3. Roi ; Livrer une information en sourdine ; Démonstratif. — 4. On retrouve en pays breton des marques de leur passage ; Que même le bras le plus long ne saurait toucher du doigt. — 5. Pas plus à Chantilly qu'à Vincennes, il ne saurait jouer sans quelques bons tuyaux ; Arrose un des greniers de la France. — 6. Son point de vue n'est pas très élevé ; Puits sans fond ; Double ou unique selon le genre de transport. — 7. Bien que protestant, se refuse à toute confession ; Ministre en redingote ; Symbole. — 8. Un lien les unit ; Possessif ; Article arabe ; Note ; Qui a subi la loi de Newton. — 9. Infinitif associé au deuxième temps du verbe ; Cours d'eau souvent déshydraté. — 10. Où, partant de la mélasse, certains parviennent à faire de l'esprit ; Ville de Moldavie. — 11. Pour un changement de milieu ou de niveau ; Se voient souvent gratifiés d'une caresse après une bonne prise de gueule. — 12. Demeurent quand on les suit ; Cessez le feu ! ; Démonstratif. — 13. Braverai ; Mis en condition pour mijoter un plat qui se mange froid ; Lot de consolation à la loterie du mariage. — 14. Ils sont compris dans l'étiquette ; Mesure périmée ; Faire subir un traitement à base de purge. — 15. Vérification de bagage ; Des femmes très attachées à leurs fils.

Solution du problème n° 2915

Horizontalement

I. Langueur. — II. Aveu ; Ut. — III. Bénéfice. — IV. Italien. — V. Rue ; Ces. — VI. Issue ; Eau. — VII. Ne ; Balles. — VIII. Ramier. — IX. Hé ; Cadran. — X. Eté ; Io ; Gé. — XI. Savon ; Fée.

Verticalement

1. Labyrinthes. — 2. Ave ; Use ; Eta. — 3. Nenies ; E.V. — 4. Guet ; Ubac. — 5. Face-à-main. — 6. Edile ; Lido. — 7. Ciseler. — 8. Ruée ; Aérage. — 9. Nous ; Née.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 25 avril 1981 :

DES DECRETS

● Relatif au statut du personnel des caisses de crédit municipal ;

● Modifiant le décret du 25 février 1980 portant statut des personnels d'encadrement et de surveillance des écoles de cadres et des écoles et centres préparant aux professions paramédicales relevant des établissements d'hospitalisation publics.

DES ARRETES

● Portant organisation de la section française de l'exposition internationale « *Energy Expo 82* » de Knoxville (Etats-Unis) en 1982 ;

● Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculées pour 1981 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

DOCUMENTATION

« MILLE ET UN FILMS D'INTÉRÊT SOCIAL ». — Ce guide spécialisé présente plus de mille documents audiovisuels disponibles en France, quel que soit le format ou le support, sur des sujets allant des problèmes de la naissance (périnatalité, psychologie de l'enfant, modes de garde, adoption, etc.) à la vieillesse (préparation à la retraite, maintien à domicile), ou traitant de faits de société (délinquance, vie carcérale, toxicomanie, suicide, personnes handicapées, migrants et immigrés, etc.).

★ Filmedoc, 49, rue Pascal, 75013 Paris. Tél. : 331-67-57 ; 75 F franco.

BREF

EDUCATION

BOURSES D'ÉTUDES A L'ÉTRANGER. — L'UNESCO vient de publier la nouvelle édition d'études à l'étranger. Cet ouvrage recense plus de deux cent mille offres de bourses d'études, de postes d'assistants ou de subventions de voyages dans plus de cent pays à travers le monde.

★ « Etudes à l'étranger », 40 F. Unesco, bureau D 880, 7, place Fontenoy, 75007 Paris et dans les librairies universitaires.

FORMATION PERMANENTE

COURS DE FRANÇAIS POUR HOMMES D'AFFAIRES ÉTRANGERS. — La chambre de commerce et d'industrie de Paris organise, à l'intention des étrangers de toutes nationalités, une session d'examens de français des affaires les 10 et 11 juin.

★ 14, rue Chateaubriand, 75008 Paris. Tél. : 561-99-00, p. 451.

LOISIRS

VACANCES MUSICALES. — La Fédération nationale d'associations culturelles d'expansion musicale organise, pour les enfants de quatre ans à dix-sept ans, des vacances musicales dans plusieurs centres en France.

★ FNACEM, 2, rue Rossini, 75009 Paris. Tél. : 523-00-85.

PARIS EN VISITES

MARDI 28 AVRIL

« L'Opéra de Paris », 13 h. 15, marches de l'Opéra, statue de la Danse, Mme Bachelier.

« La crypte de Notre-Dame de Paris », 14 h., entrée de la crypte sur le parvis, Mme Vermeersch.

« L'hôtel Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Allaz.

« La mort de Chopin », 15 h., 12, place Vendôme, Mme Chapuis.

« Les coulisses du Printemps », 15 h., devant le « Welcome Service », rez-de-chaussée du nouveau magasin, Mme Hulot (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le Musée du Grand-Orient et la franc-maçonnerie », 15 h., 16, rue Cadet (Approche de l'art).

« Chez un doreur d'étain », 15 h., métro Arts-et-Métiers, Mme Thyss.

« La franc-maçonnerie », 15 h., 16, rue Cadet, Mme Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le vieux village d'Auteuil », 15 h., métro Eglise-d'Auteuil, Mme Hager.

« Ecole des beaux-arts », 15 h., 13, quai Malaquais, M. Jaslet.

« Ile de la Cité », 15 h., métro Cité, M. de La Roche.

« Le vieux Montmartre », 15 h., métro Abbesses (Lutèce-Visites).

« Le faubourg Saint-Antoine et ses cours », 15 h., métro Ledru-Rollin (Paris et son Histoire).

« Le vieux Montmartre », 15 h., métro Abbesses (Résurrection du passé).

« Rénovation du Marais, hôtels de Sens, d'Aumont », 14 h. 30, 12, boulevard Henri-IV, M. Teurnier (le Vieux Paris).

« De Constantin à Childéric », 15 h., musée du Luxembourg (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

19 h., 26, rue des Plantes, Malavika : « Le Bharata-Natyam » (Kiron) (entrée libre).

19 h. 15, 7, rue Danton, G. Pegand : « Métaphysiques orientales. Le verbe dans la mystique occidentale » (la Psycho-Intégration).

19 h. 30, amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Cousin, P. H. Biondi : « Du pas de la réflexion à la convergence-concertation moderne » (Université populaire de Paris).

20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Cl. Thibaut : « L'année de la Joconde : la peinture en Europe en 1504 ».

20 h. 30, 35, rue de Sèvres, Mme Rosadonie : « Les enfants mortifiés » (Société de Thanatologie).

21 h., 36, rue Jacob, R. Robin : « Consensus à la japonaise, itinéraire de l'énergie collective, Fondements géopolitiques, socioculturels et éthiques » (projections).

LOTO

TIRAGE N° 16 DU 23 AVRIL 1981

1 — 9 — 17 — 24 — 34 — 45

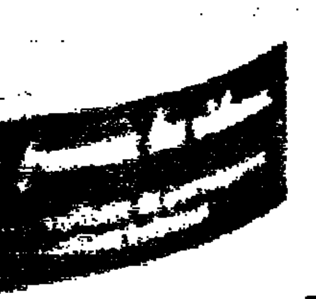
NUMÉRO COMPLEMENTAIRE : 5

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	9	1 241 113,50 F
5 BONS NUMEROS + complémentaire	56	96 293,20 F
5 BONS NUMEROS	2 075	8 074,70 F
4 BONS NUMEROS	122 803	136,40 F
3 BONS NUMEROS	2 381 864	10,10 F

PROCHAIN TIRAGE LE 29 AVRIL 1981

VALIDATION JUSQU'AU 28 AVRIL 1981 APRES-MIDI

SOCIÉTÉ DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL



économie

AFFAIRES

Les relations entre industriels et détaillants de l'agro-alimentaire

Ça y est ! M. Debatisse y est quand même arrivé, et avant le premier tour de l'élection présidentielle — de justesse, il est vrai. Industriels de l'agro-alimentaire et détaillants ont réussi « in extremis » à se mettre d'accord. Non sur un « code de bonne conduite » entre fabricants et commerçants comme le souhaitait le secrétaire d'État à l'industrie agro-alimentaire, mais sur le principe de la « création d'un comité des sages », composé paritairement et chargé de régler les différends. Ce comité devra faire un rapport sur les cas concrets dont il aura été saisi soit par des industriels, soit par des distributeurs.

Faute d'un code de bonne conduite...

Huit mois de négociations aboutissent ainsi à un tout petit accord de principe, malgré les pressions des pouvoirs publics. C'est que tous les professionnels n'ont pas le même souci d'établir cette autodiscipline, cette concertation, dont le gouvernement de M. Giscard d'Estaing est si féru. Les industriels en sont très demandeurs : les prix d'appel systématiquement pratiqués sur certaines familles de produits, le jeu des remises de fin d'année, qui permettent à un magasin de favoriser tel producteur aux dépens de son concurrent, les délais de paiement qui s'allongent parfois jusqu'à cent vingt, cent quarante jours, sont autant de sujets de mécontentement.

Les commerçants de détail, de leur côté, malgré la bonne volonté de certains d'entre eux, et spécialement du Syndicat des magasins à succursales, ne sont pas totalement disposés à s'attendrir sur la faiblesse du petit producteur en face du grand commerce : une récente étude de la société Nielsen, spécialiste des études de marché, a, en effet, établi que, sur cent quatorze familles de produits alimentaires étudiés, plus du tiers (39 %) comprenaient un « produit leader » occupant la moitié du marché français. L'industrie agro-alimentaire est donc loin d'être aussi faible devant le grand commerce qu'on veut bien le dire.

Malgré la menace de retrouver les contraintes de la réglementation, le grand commerce, c'est un fait, n'est pas du tout disposé à jouer le jeu de l'autodiscipline. Au reste, il n'existe aucun organisme représentatif capable de parler vraiment au nom de l'ensemble du commerce, grand ou petit.

Comme le dit l'un des responsables le plus raisonnable du grand commerce : « Il est utopique de vouloir égaliser un rapport de forces, alors que celles-ci sont, par définition, inégales. » Toujours le plus fort, industriel ou commerçant, imposera sa loi au plus faible, fabricant ou détaillant... Le drôle, c'est que l'on continue en haut lieu à croire aux vertus de l'autodiscipline, et à la valeur des engagements de toutes sortes que des représentants sans moyens de représailles sur leurs mandants éventuellement récalcitrants paraphent allègrement et solennellement depuis quelques années. — J. D.

Concentration dans l'industrie alimentaire américaine

Nabisco et Standard Brands vont fusionner

Nabisco et Standard Brands, deux des grands de l'industrie alimentaire américaine, ont l'intention de fusionner. Alors que les deux entreprises se trouvaient l'une et l'autre au trentième rang environ des firmes de ce secteur, la nouvelle société, dont la raison sociale sera Nabisco Brands, se situera au huitième ou neuvième rang mondial, avec un chiffre d'affaires de quelque 5,6 milliards de dollars (28 milliards de francs). L'opération s'effectuera par un échange d'actions ; celles de Nabisco seront converties en actions de la nouvelle société à raison d'une action pour 1,04 action nouvelle ; celle de Standard Brands seront converties au pair.

Les deux entreprises, qui emploieront ensemble 62 000 personnes sous la direction des responsables des deux anciennes sociétés, devraient conserver leur identité propre. Standard Brands, dont le siège est à New-York, est spécialisé dans l'industrie des corps gras, des desserts, des aliments pour animaux de compagnie, ainsi que dans la distribution de spiritueux, de vins et de bière. Cette compagnie est bien implantée, outre les Etats-Unis, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, dans le sud de l'Europe et en Amérique Latine.

Nabisco, dont le siège est à East Hanover, dans le New-Jersey, est le principal producteur de biscuits aux Etats-Unis (60 % du marché) ; le groupe est également engagé dans l'alimentation pour petits animaux, les produits pharmaceutiques, de toilette et les accessoires ménagers. Il distribue ses produits au Japon, en Italie, en France, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Ainsi, les zones commerciales des deux compagnies paraissent-elles complémentaires.

En France, Nabisco a pris le contrôle en 1961 de la société Belin, laquelle a absorbé en 1964 les biscuits Gondolo. Belin emploie en France environ mille huit cents personnes, à Château-Thierry (Aisne) et détient, avec environ 13 %, la seconde place sur le marché français de la biscuiterie. Depuis 1970, Belin a étendu la gamme de ses activités, en proposant des produits destinés à la restauration collective et aux plats préparés surgelés.

Téhéran et le marché du caviar

Le caviar, symbole de la société de consommation, représente aussi une source de devises pour la République islamique d'Iran. Cette double nature de l'esturgeon persan, « un des meilleurs du monde », *meilleur en tout cas que son homologue soviétique, pèse sur le président de la Société nationale de pêche, M. Haerateadeh, en tournée en Europe.*

« Le marché n'était ouvert, *a-t-il récemment déclaré, lors d'une conférence de presse à Paris,* qu'à ceux qui étaient liés à l'ancien régime. » *De fait, la distribution du caviar en France était et reste contrôlée par un familier de l'ancienne cour de Téhéran.* « Nous avons l'intention de vendre notre produit à un prix équitable, en évitant les intermédiaires, et de garder stable notre production », *aux environs de 200 tonnes par an, ce qui représente quelque 50 millions de dollars (soit 1 200 francs le kilo).*

Les responsables des pêcheries iraniennes ont l'intention de négocier avec d'autres utilisateurs, et indiquent d'ailleurs avoir rencontré une cinquantaine d'acheteurs en Suisse, en Belgique, en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne et en France, tout en continuant de refuser de vendre aux Américains. Toutefois, la difficulté est de créer et de maîtriser un réseau de commercialisation, alors qu'un circuit clandestin s'est constitué pour approvisionner la clientèle occidentale.

« On contrôle les frontières, et on est en train de poursuivre les trafiquants qui subiront de lourdes peines de prison. En outre le caviar de contrebande est nocif. » *Au-delà, faut-il vendre aux enchères ou passer des marchés de gré à gré ?* « Depuis la révolution, tandis que les salaires des pêcheurs étaient triplés, nous avons signé trois ou quatre contrats, tout en poursuivant celui déjà conclu avec l'U.R.S.S. » *Cependant, dans les chambres froides des bords de la Caspienne, les œufs des grands poissons bleus entaillés de rouge ne paraissent toujours pas destinés à tous les paniers.*

M. B.

Le Japon ferait aux États-Unis « des propositions concrètes de limitation des exportations » de sa production de véhicules

Le Japon a produit, durant l'année fiscale 1980, qui s'est terminée fin mars 1981, 11 176 888 véhicules, annonce l'association des producteurs d'automobiles. Ce résultat représente une augmentation de 11 % sur l'année précédente, confortant la position du Japon à la première place des pays producteurs, devant les Etats-Unis (7,7 millions de véhicules).

Pour la première fois, depuis *six ans*, la *demande intérieure* a baissé de 3,7 %. En revanche, les exportations, dont les chiffres définitifs ne sont pas encore connus, ont fait un bond de 35 %.

Ce sont, précisément, ces exportations qui empoisonnent les relations commerciales entre le Japon et les Etats-Unis d'une part, le Japon et la C.E.E. d'autre part.

Selon M. Tanaka, ministre du commerce extérieur et de l'industrie, le Japon ferait à Washington *« des propositions concrètes de limitation des exportations japonaises d'automobiles ».* M. Naohiro Amaya, vice-ministre du commerce extérieur, doit se rendre aux Etats-Unis, dimanche 26 avril, pour présenter ces propositions, Tokyo étant soucieux de régler le contentieux avec les Etats-Unis avant la visite que le premier ministre, M. Zenko Suzuki, doit effectuer à Washington, sans doute les 7 et 8 mai.

De sources japonaise et européenne, on indique à Tokyo que M. Suzuki traitera ce dossier avec les Européens également, puisqu'il doit effectuer une tournée des capitales européennes en juin. Il sera à Bonn le 10 juin, avant de se rendre en Italie, en Belgique, au siège de la C.E.E., en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en France enfin.

Aux Pays-Bas, précisément, la vente des voitures neuves a diminué au cours du premier trimestre 1981 (passant de 161 561 véhicules pour la période correspondante de 1980 à 133 396). La marque japonaise Mitsubishi, qui occupait la dixième place sur ce marché en 1980, se trouvait fin mars 1981 à la cinquième. Par contre, Peugeot régresse, passant de la quatrième à la douzième place. Mais surtout Ford a décidé de fermer en septembre prochain son unique usine aux Pays-Bas, et de licencier les 1 325 employés qu'elle occupait. Cette usine assurait l'assemblage de véhicules de livraisons et de poids lourds. Elle a perdu en 1980 143 millions de francs, et un déficit équivalent est attendu *pour 1981.*

Aux Etats-Unis, répondant comme vient de le faire Ford au gouvernement américain, qui demandait aux *constructeurs* d'annoncer leurs projets afin de montrer aux Japonais que la réduction de leurs exportations serait *accompagnée* par un effort des firmes américaines, la direction d'American Motors (A.M.C.) a fait savoir qu'elle investira 1,6 milliard de dollars au cours des sept prochaines années.

MARCHÉ COMMUN

Les aides publiques à la sidérurgie

La demande d'explication de la Commission européenne est jugée «inacceptable» par le Luxembourg

La Commission européenne vient de demander aux gouvernements britannique, belge et luxembourgeois de lui fournir, dans un délai d'un mois, des explications sur la destination des aides accordées à British Leyland pour le premier, et à leur sidérurgie pour les deux autres (*le Monde* du 25 avril).

La réponse du Luxembourg ne s'est pas fait attendre : M. Pierre Werner, chef du gouvernement, a en effet qualifié, le 24 avril, d'« *inacceptable* » l'attitude de la Commission, arguant du fait que cette dernière invoquait « *une surcapacité des unités de production* ». « *Le gouvernement prendra les contacts nécessaires afin d'expliciter aux autorités compétentes la position particulière du secteur sidérurgique luxembourgeois dans toutes ses dimensions* », a ajouté M. Werner.

La sidérurgie est au cœur du débat politique en Belgique. Vendredi, la presse wallonne a ainsi vigoureusement interpellé le nouveau premier ministre, M. Eyskens, afin que le gouvernement prenne rapidement des décisions concernant la restructuration des unités de Liège (Cockerill) et de Charleroi, dont la situation financière est fort mauvaise, et qui devraient fusionner. Le premier ministre a annoncé une réunion spéciale du gouvernement pour la semaine prochaine.

Cependant, à Paris, ce même vendredi, la rencontre entre les responsables d'Eurofer (organisation qui regroupe les principaux maîtres de forges européens) et ceux de l'EISA (Association des producteurs européens indépendants) s'est déroulée dans de bonnes conditions. Il s'agissait pour les dirigeants d'Eurofer d'obtenir de leurs interlocuteurs une adhésion au plan de restriction volontaire de la production présenté la veille à la Commission européenne.

Dans un communiqué, publié à l'issue de cette réunion, il est indiqué qu'« *un accord complet* » a été obtenu. Cet accord porte notamment « *sur un relèvement vigoureux du niveau des prix de vente de l'acier* ». « *Les dirigeants de l'EISA ont assuré Eurofer de leur volonté de coopération à cet effet, un calendrier très précis de réunions plus spécialisées a été fixé pour mettre en place les mesures propres à parvenir aux objectifs communs recherchés.* » Ces rencontres devraient se dérouler début mai.

● *Les échanges commerciaux de la C.E.E. avec le Japon* se sont soldés par un déficit de 2,6 milliards de dollars au premier trimestre 1981, soit une augmentation de près de 50 % par rapport au premier trimestre 1979. Ces statistiques ne sont pas encore officielles mais ont été diffusées de source proche de la Commission européenne.

Le déficit commercial de la C.E.E. avec le Japon avait été de 10 milliards de dollars en 1980 contre 7,1 milliards en 1979, soit une augmentation de 41 %.

● *Distillation exceptionnelle :* la C.E.E. vient d'autoriser la distillation exceptionnelle de 6 millions d'hectolitres de vin. Celui-ci sera payé 13,07 F le degré-hectolitre pour le vin rouge et 12,11 F pour le vin blanc. Cette nouvelle opération de dégagement du marché devrait coûter au budget européen 525 millions de francs. L'attractivité du prix devrait théoriquement intéresser surtout les producteurs italiens.

FIN mach neuf 9 9 9 9 RIV

SOCIAL

Grèves partielles à Grenoble et à Marseille

« La surenchère des organisations politiques est permanente » affirme M. Essel, P.-D.G. de la FNAC

« Ce sont dans les entreprises libérales que se produisent les conflits sociaux. Dans les autres, la grève est interdite. » M. André Essel, cofondateur et président-directeur général de la FNAC, a, en ces mots, évoqué, vendredi 24 avril, devant la presse, le mouvement qui affecte les magasins de Grenoble, où les trois quarts des quatre-vingt-cinq employés ont cessé le travail depuis le 4 avril, et à Marseille, où une minorité des cent vingt salariés ont débrayé depuis le 11 avril.

Leur principale revendication est l'indexation des salaires de province sur ceux de Paris, mais les connotations politiques ne sont pas absentes.

Le caractère social de la politique du personnel pratiquée à la FNAC S.A. (qui regroupe les établissements de Paris et de Lyon) et dans sa filiale, Relais S.A., qui gère les dix autres magasins de province, est connu : salaires les plus élevés dans le secteur de la distribution, semaine de travail effective de quarante heures en province et de trente-huit heures à Paris et à Lyon, cinq semaines de congés payés — et même six sous certaines conditions, — protection spéciale en cas de maladie, budget de formation de 1,4 % à 1,6 %, etc.

Les salaires, qui sont l'objet du conflit, sont, à l'embauche, de 3 200 francs bruts par mois à la FNAC S.A. et de 3 000 francs dans les FNAC-Relais. Au traitement de base s'ajoutent de nombreuses primes (1). De plus, l'ajustement des traitements est calculé sur la moyenne des indices INSEE, C.G.T., C.F.D.T., F.O. et UNAF (Union nationale des associations familiales). En 1980, l'augmentation générale a été de 14 % à Paris et à Lyon et de 17 % dans les autres établissements. La hausse du pouvoir d'achat est de 1 % à 3 % selon les années, d'après M. Essel.

Ce dernier reconnaît cependant que le magasin de Grenoble, ouvert en 1975, pose un problème particulier : obligation lui est faite, par la municipalité et par le GIE (Groupement d'intérêt économique) du centre municipal où il est installé, d'ouvrir soixante-six heures par semaine. La direction est donc contrainte d'employer une proportion *trop grande* (50 % contre 10 % à 15 % dans les autres établissements) de salariés à temps partiel. La *rotation du personnel est*, elle aussi, « *anormale* » (60 %). Il y a, sans cesse, de nouvelles embauches, ce qui explique que le salaire *moyen mensuel* brut, tout compris, ne soit que de 3 558 F contre, par exemple, 4 010 F à Marseille. « *Si le GIE, avec lequel nous sommes en pourparlers depuis longtemps, continue de ne vouloir rien entendre*, dit M. Essel, *nous prendrons une décision unilatérale d'ici au 15 mai.* »

La direction de la FNAC a accepté de convoquer un comité central extraordinaire d'entreprise en mai pour étudier un statut minimum garanti pour les employés de province (*le Monde* du 24 avril). Mais, en aucun cas, a réaffirmé M. Essel, l'indexation des salaires sur ceux de Paris ne sera réalisée. « *Si nous devions faire peser sur chaque unité nouvelle des charges que seul Paris peut supporter, cela aboutirait à fermer la plupart des magasins provinciaux et, surtout, à ne plus en ouvrir d'autres.* » Aussi, le P.-D.G. de la FNAC juge-t-il que le conflit de Grenoble est « *désespéré et désespérant* ». Il continue alors même qu'un comité central d'entreprise doit se réunir.

C'est qu'à la FNAC, l'influence des partis politiques l'emporte sur celles des syndicats. A Grenoble, Lutte ouvrière mène le mouvement, mais a échoué, jusqu'à maintenant, dans sa tentative d'étendre la grève partout en province et surtout à Paris. Les deux mille salariés de la capitale n'ont pas bougé : c'est qu'à Paris, la Ligue communiste révolutionaire est prédominante, tandis que, d'autre part, le P.C.F. est représenté dans à peu près tous les magasins. « *La FNAC*, dit son P.-D.G., *constitue un terrain favorable pour les démonstrations politiques : la proportion de jeunes est considérable (moyenne d'âge dans le groupe : trente ans) et la gestion du personnel est très libérale. La surenchère des organisations politiques est permanente et c'est, en définitive, le personnel qui en fait les frais.* » — M. C.

(1) Une prime d'ancienneté (à partir de trois ans de présence), une *prime de vacances (1 400 F en 1980)*, le treizième mois, la participation (3,5 % du salaire) et l'intéressement (2,5 %).

● *Les employés du cadastre de Paris* ont repris le travail le 23 avril, après un mois et demi de grève d'une centaine d'entre eux. Ils n'ont pas obtenu l'engagement à titre permanent des personnels non titulaires, mais les sanctions frappant vingt-quatre agents sont retirées. Deux autres cas seront examinés en mai par un conseil de discipline.

ÉNERGIE

Le prix du gaz

L'ALGÉRIE HAUSSE LE TON

Bruxelles (*A.F.P.*). — L'Algérie considère *comme un minimum le* prix du gaz prévu dans le contrat signé récemment avec la Belgique. Dans une interview à l'A.F.P., *l'ambassadeur d'Algérie en Belgique*, M. Idriss Jazairy, a indiqué que le tarif du gaz sur lequel un accord était intervenu le 8 avril entre la Sonatrach et la Distrigaz constituait « *un prix minimum que l'Algérie n'est pas disposée à concéder d'emblée à d'autres clients. Nous préférons renoncer à exporter du gaz plutôt que de le céder à des conditions défavorables* ».

Cet accord, signé le 8 avril, qui a obtenu l'agrément du gouvernement belge, porte sur un prix de base de 4,80 dollars par million de B.T.U. (1) au 1er janvier 1981 et prévoit une indexation sur l'évolution du prix du pétrole brut.

Plusieurs pays de la C.E.E. auraient reproché à la Belgique d'avoir ouvert une brèche « *lourde de conséquences dans le front des pays acheteurs de gaz* », indique-t-on à Bruxelles. Lors du dernier conseil communautaire sur l'énergie, le 3 mars, ces mêmes pays avaient estimé que le prix du gaz devait être indexé non sur le prix du pétrole, mais sur ceux des énergies de substitution (nucléaire, charbon). Pour M. Jazairy, il est « *heureux* » que la Belgique n'ait pas cédé aux pressions de ces pays. L'Algérie, a-t-il ajouté, « *ne sera plus en mesure d'approvisionner tous ses clients en gaz et les livraisons devront se faire nécessairement sur le principe « premier arrivé, premier servi »*.

(1) British Thermal Unit.

CONJONCTURE

Selon les chefs d'entreprise

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE VA CONTINUER DE STAGNER

Les réponses des chefs d'entreprises à l'enquête de conjoncture de l'INSEE du mois d'avril traduisent une stabilité de la situation de l'industrie (1).

La production industrielle semble ne plus baisser. Mais le léger redressement observé en avril dans les secteurs de biens de consommation *ne paraît pas s'être prolongé* dans les autres secteurs. Les carnets de commandes sont toujours dégarnis dans tous les groupes d'industrie, la demande intérieure comme étrangère demeurant faible. Les industriels restent très pessimistes sur l'évolution générale des affaires, et formulent pour leurs propres entreprises des perspectives qui font attendre un maintien de la production industrielle à son niveau actuel.

Les chefs d'entreprises interrogés par l'INSEE prévoient un léger ralentissement des *prix* à la production.

(1) Enquête réalisée chaque mois auprès de deux mille cinq cents chefs d'entreprises de toutes tailles.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

Le bénéfice net de Schlumberger pour le premier trimestre est de 271 millions de dollars, soit une progression de 42 % par rapport à la *période correspondante de* l'année dernière. Le bénéfice net par action est de 1,41 dollar, comparé à 1 dollar après ajustement pour tenir compte de l'attribution d'une action gratuite pour deux anciennes en septembre 1980. Le chiffre d'affaires pour le premier trimestre a augmenté de 24 % pour atteindre 1,45 milliard de dollars.

Jean Riboud, président-directeur général, a déclaré que ces résultats records sont dus à une croissance soutenue des services pétroliers. Les services de mesures dans les sondages, ou services de logging, ont continué leur forte progression dans toutes les parties du monde. A la fin du *premier trimestre* de 1981, 4 000 tours de forages étaient en exploitation en Amérique du Nord, un record absolu. En Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, l'expansion de l'activité des services de logging a été générale et particulièrement forte au Mexique, en Indonésie et en Afrique occidentale. Le chiffre d'affaires des services de forage et de mise en production a atteint un niveau record pour chacun des mois du premier trimestre.

Jean Riboud a également indiqué que le secteur Mesure et Régulation avait progressé en dépit du ralentissement continu de l'activité économique aux Etats-Unis. Le chiffre d'affaires de Fairchild a baissé de 5 % et certains indices font prévoir une année difficile.

SEB S.A.

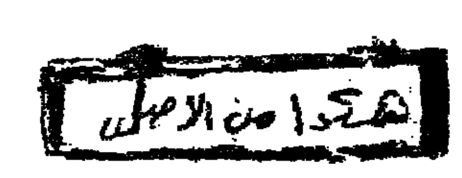
Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1980 s'est élevé à 1 971 millions de francs (+ 6,2 %) se ventilant ainsi :

FRANCE	1 253	+ 4,4 %
ETRANGER	719	+ 9,3 %

Le groupe a poursuivi la réalisation de ses projets visant à améliorer sa compétitivité (investissements industriels en progression de 60 % à 108 millions de francs — ajustement des effectifs) et à renforcer sa présence internationale (par d'importants investissements publicitaires à l'étranger : 70 millions — par de nouvelles implantations aux U.S.A., au Brésil et en Autriche).

Le résultat brut d'exploitation s'est élevé à 265 millions de francs (contre 291), le bénéfice d'exploitation à 105 millions de francs (contre 167) et le bénéfice consolidé à 42 millions de francs.

Le conseil d'administration de SEB S.A. proposera à l'assemblée un dividende net maintenu de 10 F par action, soit 15 F avoir fiscal compris.



PÊCHE

Le retour des thoniers à voile

Un thonier à voile, *l'Eole*, premier d'une série de trois, a été mis à l'eau, le 24 avril, aux chantiers et ateliers de La Perrière, à Lorient.

D'une longueur de 19,30 mètres, il sera équipé d'un double « moteur » : 202 mètres carrés de voile et un moteur auxiliaire de 140 CV. Ses promoteurs, le commandant Francis Pahun, expert maritime, et l'architecte naval Hervé Gloux, conservateur du musée de la pêche, à Concarneau, estiment que le retour à l'utilisation du vent, abandonné depuis 1936, permettra d'économiser 6 000 litres de carburant par semaine pour un bateau, soit 360 000 F pour une période d'exploitation de quarante semaines par an ; cela par rapport à un bateau similaire équipé d'un moteur de 400 CV.

L'Eole, grée en goélette à deux mâts, pourra atteindre une vitesse de dix nœuds et les manœuvres de ses voiles seront considérablement simplifiées, grâce à un système d'enroulement qui permet d'opérer rapidement et sans effort.

Il pourra pratiquer une pêche très sélective avec ses dix-huit lignes ou palangres. Son équipage sera de cinq hommes.

Il a été construit pour M. Joël Joannic, armateur à Plouhinec (Morbihan) pour un coût de 2,5 millions de francs. Deux autres thoniers à voile vont être mis en chantier pour des armateurs de Locmiquelic (Morbihan).

Cette initiative a été soutenue par le comité d'études et de liaison des intérêts bretons, par le Conseil général du Morbihan et l'Agence nationale de valorisation de la recherche.

TRANSPORTS

PARIS, SEPTIÈME AÉROPORT DU MONDE

Huit cent quatre-vingt-dix millions de personnes sont passées, en 1980, sur les aéroports du monde (Union soviétique et Chine exceptées), soit 4,3 % de moins que l'année précédente, indique le rapport annuel du conseil international des directions d'aéroports publié vendredi 24 avril à Washington. Les aéroports américains ont, à eux seuls, accueilli les deux tiers de ce trafic (596 millions de passagers) et neuf des dix premiers aéroports mondiaux sont situés aux Etats-Unis (la seule exception étant celle de Londres-Heathrow).

Le plus fort trafic revient encore à Chicago-O'Hare (43,7 millions de passagers), mais le développement d'Atlanta, qui dispose depuis quelques mois d'un nouvel aéroport, se confirme (40,2 millions de passagers).

Avec ses trois plates-formes (Roissy-Charles-de-Gaulle, Orly et Le Bourget), l'activité aéroportuaire de Paris se situe à la septième place mondiale, avec 26 044 485 passagers, loin, toutefois, derrière New-York, dont les trois aérodromes (J.-F.-Kennedy, la Guardia et Newark) ont accueilli 53 487 662 passagers. — *(A.F.P., A.P.)*

RAMASSAGE SCOLAIRE TROP CHER

« Si le gouvernement n'accorde pas aux exploitants des lignes de transports scolaires les réajustements de tarifs qu'ils attendent, il y aura des dénonciations nombreuses de contrats, et, à la limite, des départements où le ramassage ne sera plus assuré à la prochaine rentrée. » Telle est, en substance, la menace lancée par les dirigeants de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.), jeudi 23 avril, au cours d'une conférence de presse.

Sur les deux millions d'enfants transportés *par* la route, les deux tiers le sont sur des circuits spéciaux, créés par les administrations départementales (les autres empruntant des lignes régulières). Or, dit la F.N.T.R., les conditions économiques des ramassages spéciaux n'ont cessé de se dégrader depuis cinq ou six ans du fait de l'insuffisance des réajustements tarifaires, accordés traditionnellement en mai pour l'année scolaire suivante. Cette situation, ajoute-t-elle, n'est pas sans conséquence sur la sécurité, dans la mesure où elle compromet le renouvellement du matériel.

« Pour 1981, les entreprises ont obtenu la possibilité de relever leurs prix à la rentrée scolaire de janvier de 6 %, a expliqué M. Jean Quemener, président de la commission des transports scolaires de la Fédération. *Mais il faudrait au moins 2,5 % supplémentaires pour terminer l'année scolaire, compte tenu, notamment, des augmentations du prix du gazole et de l'accroissement des charges de personnels. »* Compte tenu des hausses prévisibles d'ici à la fin de l'année scolaire, la F.N.T.R. souhaitait un relèvement de tarifs de 7,5 % au 1er avril dernier et elle avertit : *« Si cette augmentation n'est pas immédiatement accordée, les transporteurs devront demander, pour pouvoir envisager une reprise des services, un réajustement d'environ 20 %. »*

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

(Principaux postes sujets à variation en millions de francs)

ACTIF		au 16 avril 1981
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER		358 486
dont : Or	226 896	
Disponibilités à vue à l'étranger	43 489	
Ecus	81 724	
Avances au Fonds de de stabilisation des changes	15 985	
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR		15 630
dont : CONCOURS AU TRÉSOR PUBLIC	11 714	
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT		74 596
dont : Effets escomptés (crédits à moyen terme à l'exportation)	62 671	
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM		66 473
5) DIVERS		5 258
		528 884

PASSIF		
1) BILLETS EN CIRCULATION		144 845
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS		8 624
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC		705 813
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANC.		39 067
dont : Comptes cour. des étabL. astreints à la constitution de réserves	36 864	
5) ÉCUS A LIVRER AU FECOM		64 233
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR		263 788
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE		1 931
8) DIVERS		7 293
		528 884

direct d'usine
MOQUETTE
100% pure laine
50%
de sa valeur
Grand choix de coloris
Petite et grande largeur
Devis gratuit
pose par spécialistes
334 rue de Vaugirard
Paris 15e
842.42.62/250.41.86

adriatique... la mer!!!
LIBERTE ET JOIE DE VIVRE PENDANT VOS VACANCES
LIGNANO PINETA
PLAGE HOTEL MERIDIANUS ★★★★
PLAGE HOTEL COLORADO ★★★
Tradition et hospitalité
Hôtels de catégorie d'haut-standing dans situation merveilleuse sur la mer entoures par très épais pins maritimes.
Plage privée - piscine olympique - sauna - tous conforts et amusements. Service impeccable et atmosphère familiale et sympathique. Demandez nous les dépliants et nos avantageux prix forfaitaires pour hors et mi-saison. - Tél. 1939431/72413-72264.

URBANISME

Six « journaux électroniques lumineux » sont installés à Boulogne-Billancourt

La société Jean-Claude Decaux qui a installé sur les trottoirs de Lyon vingt-cinq panneaux lumineux servant de support à un journal électronique d'informations municipales (*le Monde* du 4 avril) vient de prendre une initiative analogue à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

Six nouveaux panneaux Decaux ont donc été dressés, à titre gracieux et pour une expérience d'un an en *plusieurs points de la ville*. Le « journal » est enregistré sur cassette et, depuis la mairie, transmis aux panneaux. Il peut comporter douze textes de sept lignes de dix-huit caractères mais, comme le prévoit le contrat, uniquement des informations municipales : pas de publicité, pas de politique. L'après-midi la mairie annonce ainsi les différentes manifestations qui auront lieu dans la ville. En soirée, elle diffuse des numéros d'appel téléphonique pour les urgences. A partir du 1er mai prochain, elle annoncera les nouveaux sens interdits et indiquera les artères encombrées.

Au terme de l'expérience actuelle, si la municipalité est satisfaite, elle pourra passer contrat avec la société Jean-Claude Decaux. La location de chacun de ces panneaux lui coûtera alors 42 300 francs par an.

D'autres villes de banlieue et de province sont aujourd'hui intéressées par la formule : Bordeaux, Nancy, Orléans, Béthune, Fréjus, Nice et Sèvres mais *« aucun projet n'est étudié sur Paris »*, affirme la société Jean-Claude Decaux.

Plusieurs questions restent en suspens : ces panneaux doivent-ils être réservés en priorité aux piétons, comme à Boulogne, ou aux automobilistes ? Où les installer ? Ils sont hauts de plus de 2 mètres et ne peuvent donc être plantés n'importe où dans les quartiers anciens. Enfin, le genre d'informations diffusées peut, demain, être une source de conflits. Certes, les contrats actuellement proposés limitent ou interdisent purement et simplement la publicité. Il n'est pas prévu non plus de « messages politiques ». Mais où commencent et où finissent la publicité et la politique ? Et tout contrat est, par définition, limité dans le temps. *Le législateur sera sans doute un jour ou l'autre amené à intervenir.*

Si l'on en croit la municipalité de Boulogne-Billancourt *« la population est satisfaite d'être ainsi mieux informée »*. Ce ne sont pas six panneaux qu'il faudrait placer aux endroits les plus fréquentés de la commune mais, toujours selon la municipalité, douze. Bref, un besoin a été créé.

Ultérieurement ces « journaux lumineux » pourraient être installés en dehors, sur les autoroutes par exemple, pour informer les automobilistes sur d'éventuels embarras de la circulation.

J. P.

● *Les maires et les « 35 heures ».* — Contrairement à ce qu'une coquille nous a fait écrire dans l'article intitulé « Les maires et les « 35 heures », (*le Monde* du 25 avril), M. Pierre Baudis, maire de Toulouse, n'est pas R.P.R., mais P.R.

POINTS DE ROUILLE SUR LA STRUCTURE MÉTALLIQUE DU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

La direction du Centre Georges-Pompidou vient, en vertu de la garantie décennale, d'assigner en justice les maîtres d'œuvre et les architectes du bâtiment, afin de fixer les responsabilités de chacun sur le traitement de points de rouille apparus sur certaines parties de la charpente extérieure.

Il s'agit principalement des nœuds des grands croisillons sur les deux petites façades nord et sud. Ces nœuds, *dont la solidité est* déterminante pour la stabilité de l'édifice, ont subi un traitement spécial contre le feu.

La protection de ce produit s'étant *révélée insuffisante* — bien qu'on l'utilise pour la protection des structures de stations de forage en mer du Nord, — il a dû être retiré et l'acier mis à nu depuis plusieurs mois a commencé à rouiller. A présent, c'est l'ensemble de la protection des charpentes extérieures qui doit être revu, afin de déterminer l'étendue des dégâts occassionnés par la rouille sur cette partie sensible de la structure du bâtiment. Une commission doit définir les remèdes applicables avant l'été.

UNE NOUVELLE TOUR A LA DÉFENSE

Elf-Aquitaine va construire la dernière *grande tour* de La Défense. L'accord, qui était en cours de négociation depuis longtemps (*le Monde* daté 18-19 janvier 1981), vient d'être signé avec l'établissement public de La Défense.

Cette tour de 170 mètres de haut sera construite sur la place de la Coupole, en face de la tour *Fiat de même hauteur. Le plan*-masse primitif prévoyait d'ailleurs deux tours identiques mais la nouvelle conception des immeubles de bureaux rendait difficile la construction d'un immeuble aussi large que la tour Fiat. Les architectes de celle-ci, MM. Saubot et Jullen ont dessiné pour la tour Elf trois triangles accolés, ce qui permettra à tous les bureaux *de bénéficier directement* de la lumière du jour. Grâce à cette idée, 100 000 mètres carrés de planchers vont être construits, ce qui financièrement est une bonne chose pour l'EPAD.

Elf-Aquitaine, qui avait déjà fait réaliser une des premières tours de La Defense (la tour Aquitaine), montre que ce type *d'immeuble de bureaux n'est pas* dépassé *s'il* est adapté aux nouvelles exigences. Elle va regrouper dans cet immeuble tous ses services encore disséminés dans Paris y compris sa direction générale, pour l'instant installée rue Nélaton dans le quinzième arrondissement. Après Rhône-Poulenc et Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, c'est une nouvelle grande société *qui quitte la capitale, y libérant* d'importantes surfaces.

La richesse des sociétés pétrolières permet à Elf de ne pas faire appel à un promoteur, contrairement à ce qui se passe depuis plusieurs années à La Défense. Les travaux, qui vont qui doivent durer trois ans, ne seront pas les derniers qui seront entrepris dans le quartier central de La Défense, mais tous les terrains encore disponibles dans celui-ci, sont déjà sous option.

AUTOMOBILE

CITROËN VISA II : l'effet modèle

Changez la calandre, renforcez les pare-chocs, allongez les bandes latérales, modifiez l'entourage des phares, fixez un rétroviseur noir anthracite.

Voilà pour l'extérieur.

Sous le capot, mettez une nouvelle distribution, changez la tubulure d'admission, éventuellement transistorisez l'allumage et modifiez un peu le réglage du carburo. Faites tout ça sur une voiture sûre, confortable, suffisamment nerveuse, qui tient bien la route, qui consomme peu mais qui était un peu triste, « ringarde » et semble-t-il uniquement destinée aux conducteurs du troisième âge. Accompagnez la métamorphose d'une bonne campagne publicitaire et vous verrez le résultat.

C'est ce que vient de faire Citroën avec sa série Visa, désormais appelée Visa II. Quel succès ! Le plus fort est que l'on a l'impression de conduire une nouvelle voiture. En fait, c'est vrai côté consommation sur l'une des versions, la Super E. Pour le reste, l'agrément de conduite est identique — ah ! cette boîte, — les puissances sont les mêmes, la tendance au couchage en virage serré est conforme et le tout est homogène et agréable.

L'« effet » modèle marchant actuellement à fond, on verra si le succès déjà mérité hier de cette petite voiture d'aujourd'hui continuera demain. — C. L.

Prix. — Visa II Spécial : 28 900 F ; Visa II Club : 31 450 F ; Visa II Super E : 33 950 F ; Visa II Super X : 36 500 F.

CARNET

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de

Dorothée BESOMBES,
fille de M. Jean-Louis Besombes et de Mme, née Régine Massicard,
avec
Antoine VALENTIN,
fils de M. Jean Valentin (†) et de Mme Anne-Marie Banides.

3, rue Puvis-de-Chavannes,
92200 Neuilly.
9, place du Général-de-Gaulle,
76260 Eu.

Décès

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

Mme Paul BARRIÈRE,
née Jacqueline Bordeaux-Montrieux,
à l'âge de soixante-douze ans.

De la part de :
M. Paul Barrière,
M. et Mme Michel Tetu,
M. et Mme Michel Barrière et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Barrière et leurs enfants.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 27 avril, à 14 h. 30, à Saint-Aubin-de-Luigne (Maine-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Les Gélinières »,
Saint-Aubin-de-Luigne,
49190 Rochefort-sur-Loire.
25, rue Franklin,
69002 Lyon.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme veuve Yvonne BOY,
née Gratiot,
survenu à Sofia, le 22 avril 1981, dans sa quatre-vingt-sixième année, munie des sacrements de l'Eglise.

L'inhumation aura lieu directement à la chapelle du cimetière du Père-Lachaise, le lundi 27 avril, à 10 h. 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Mme Jacques Carvallo,
sa mère,
Mme François Sagller,
M. et Mme André Peltier,
ses sœur et beau-frère,
M. et *Mme François Deslierres,*
M. Laurent Sagller,
ses neveux et nièce,
Toute sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès, le 18 avril 1981, de

Claude CARVALLO.

Ses obsèques religieuses ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Clo-jo-li »,
20, rue d'Estienne-d'Orves,
94110 Arcueil.
56, rue de Sèvres,
92100 Boulogne.
18, rue Cortambert,
75016 Paris.

— Mme Bernard Chochoy,
son épouse,
Mlle Marine Chochoy,
sa fille,
ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. Bernard CHOCHOY,
chevalier de la Légion d'honneur,
sénateur du Pas-de-Calais,
maire de Lumbres,
ancien ministre,
survenu après une longue maladie, à Versailles, le 23 avril 1981, dans sa soixante-treizième année.

La levée du corps aura lieu le lundi 27 avril, à 10 heures, à la clinique de La Porte-Verte (6, avenue du Maréchal-Franchet-d'Esperey, à Versailles).

Les obsèques auront lieu à Lumbres (Pas-de-Calais), le mardi 28 avril, à 15 h. 30.

Réunion à la mairie, à partir de 15 heures.

7, place Jean-Jaurès,
62380 Lumbres.

[Le Monde *du 24 avril.*]

— M. et Mme Jean Laborde-Milaa,
M. et Mme Jean Mittaine,
M. et Mme Bernard Laborde-Milaa et leurs enfants,
M. et Mme Xavier Craplet et leurs enfants,
M. et Mme Bruno Collette et leurs enfants,
Mme Isabelle Laborde-Milaa,
M. et Mme Jean-François Mittaine et leurs enfants,
M. et Mme Yves Mittaine et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Chenerier et leurs enfants,
Mme Pierre Bouvier et ses enfants,
Ainsi que ses autres neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Emile DEVUN,
née Blanche Bouvier,

survenu le 23 avril 1981.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption (88, rue de l'Assomption, Paris-16e), le mardi 28 avril 1981, à 10 h. 30.

L'inhumation aura lieu à Lyon, dans l'intimité familiale.

— M. et Mme Gilbert D'Hailly et leurs enfants,
M. et Mme Robert Thénard, leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Inès D'HAILLY GARCIN,

survenu le 22 avril 1981, dans sa *quatre-vingt-sixième année.*

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, à Lisieux.

34, rue Franklin,
78100 Saint-Germain-en-Laye.
23, rue Varet,
75015 Paris.

— Mme Robert Harari,
Mme Raymond Harari,
Mme Isaac Setton,
M. et Mme André Harari et leurs enfants,
M. Daniel Harari,
M. et Mme David Halberstadt,
Mlle Michèle Halberstadt,
ont la douleur de faire part de la mort de

M. Robert HARARI,

survenue le 22 avril 1981, à l'âge de quarante ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Bagneux-Parisien, le lundi 27 avril, à 9 heures.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— Mme André Marmillot,
Sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

André MARMILLOT,
architecte honoraire
des Palais nationaux,
président fondateur
de l'Amicale des anciens du 80e R.I.,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

pieusement décédé le 23 avril 1981, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le mardi 28 avril 1981, à 11 heures, en l'église Saint-Thibeault, à Joigny (Yonne).

16, rue de la Clef,
75005 Paris.

— Mme Alban Mesthe,
Et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alban MESTHE,
ancien ingénieur en chef
du département hydraulique
de la société Messier-Hispano-Suiza,
chevalier de l'ordre national
du Mérite,

survenu le 22 avril 1981, dans sa soixante-septième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 24 avril 1981, à Jegun (Gers).

« La Garoussette »,
Brax,
47310 Laplume.

— M. Georges Mézière,
M. et Mme Gérard Bordes et leur fille,
Mlle Catherine Mézière et Christian Levesque,
M. José Solé, son père,
M. et Mme Pierre Vautravers,
Toute la famille et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Georges MÉZIERE,
née Jeannine Solé,
survenu en son domicile, 24, rue Hermel, Paris-18e, dans sa quarante-neuvième année.

L'incinération aura lieu le mardi 28 avril 1981, à 14 h. 30, au columbarium du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Mouchegh Petrossian,
son épouse,
M. et Mme Mikael Kotcharian,
M. Karen Petrossian,
Mlle Léna Petrossian,
M. et Mme Armen Petrossian,
ses enfants,

Annick et Nadine Kotcharian,
Mikaël Petrossian,
ses petits-enfants,

Mme Melkoum Petrossian,
Mme Aram Petrossian,
Mme Anna Kharmadjian,
Le docteur et Mme Nicolas Agadjanian,
M. et Mme Arlen Papazian et leurs enfants,
M. et Mme Christian Petrossian et leurs enfants,
M. et Mme Edouard Emirzian et leurs enfants,
M. et Mme Georges Petrossian et leurs enfants,
M. et Mme Edouard Minassian et leurs enfants,
M. et Mme Arthur Hairabedian et leurs enfants,
Mme Serge Mallian,
M. et Mme Génia Malloff,
Tamara et Georges Mallian,
Isabelle Malloff,

ont la douleur de faire part du *décès de*

M. Mouchegh PETROSSIAN,
l'un des deux fondateurs des Sociétés Petrossian,

survenu le 24 avril 1981, dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 28 avril 1981, à *14 heures, en l'église apostolique* arménienne (15, rue Jean-Goujon, Paris-8e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration,
La direction et le personnel des Sociétés Caviar Petrossian S.A. et Saumon Petrossian S.A.,

ont le regret de faire part du décès de

M. Mouchegh PETROSSIAN,
l'un des deux fondateurs des Sociétés Petrossian,

survenu le 24 avril 1981, dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 28 avril 1981, à 14 heures, en l'église apostolique arménienne (15, rue Jean-Goujon, Paris-8e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, boulevard de La Tour-Maubourg,
75007 Paris.

Remerciements

— *Saint-Dizier.*

Le docteur Nelly Reny et ses enfants,
Le docteur et Mme Bernard Vesselle et leurs enfants,
Le docteur et Mme Jean-Claude Chenard et leurs enfants,
Et toute la parenté,
très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du

docteur Jean-François RENY,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

Messes anniversaires

— Pour le cinquième anniversaire du rappel à Dieu de

Thérèse ACHE,
née Aubin,
une messe sera dite le mardi 28 avril 1981, à 18 h. 30, en l'église Saint-François-Xavier (crypte Saint-Denis).

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

Les devises et l'or

Fermeté du dollar et léger glissement du franc

Après sa vive remontée de la semaine précédente, le DOLLAR est resté ferme pendant la période sous revue grâce à la persistance de taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis. En Europe, face à un mark redevenu vigoureux, le franc français a légèrement glissé, dans l'attente des résultats de l'élection présidentielle.

L'évolution des cours du dollar devient, désormais, aussi imprévisible que celle des taux d'intérêt. Un exemple : *cette semaine*, il a été annoncé que la hausse des prix à la *consommation outre*-Atlantique était revenu à 0,6 % *en mars contre 1 % en avril*. Cette nouvelle, dans un premier temps, a déprimé le dollar dans la mesure où le recul de l'inflation conduirait à un assouplissement de la politique menée par les autorités monétaires, et, donc, à une baisse des taux d'intérêt. Mais, dans un second temps, les opérateurs ont estimé que l'assainissement de l'économie américaine constituait un facteur positif, de nature à augmenter la confiance dans la monnaie.

De toute façon, la controverse reste très vive sur les variations futures des taux d'intérêt (voir la rubrique du marché monétaire), la tension actuelle étant appelée à persister encore un certain temps, selon la plupart des experts. En conséquence, le cours du DOLLAR s'est maintenu au-*dessus de 5,15 F à Paris* et de 2,17 DM à Francfort, c'est-à-dire *non loin des niveaux les plus* élevés atteints en février dernier, soit 5,20 F et 2,25 DM. Au sein du systède monétaire européen, le mark s'est montré très ferme, continuant à garder la première place ; et le FRANC BELGE, tout en décollant de son cours plancher, est resté fondamentalement faible, vis-à-vis de la monnaie allemande en particulier.

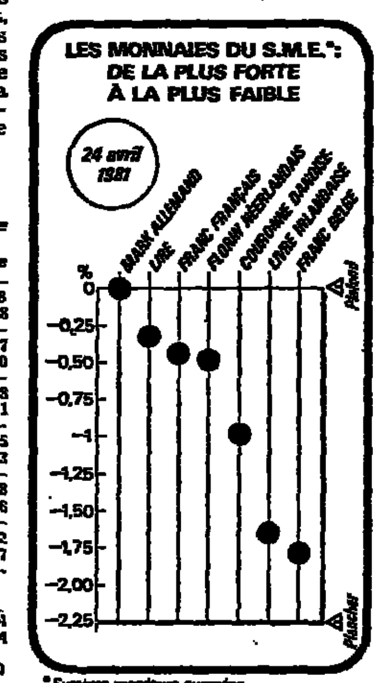
Quant au FRANC FRANÇAIS, il s'est finalement assez bien comporté en dépit de l'épreuve qu'a toujours constitué pour lui l'approche des échéances électorales. Sans doute a-t-il légèrement glissé, natamment vis-à-vis du mark, dont le cours a atteint 2,37 F à Paris, mais on ne peut pas dire qu'une véritable pression ait été exercée sur notre monnaie, du moins jusqu'à présent.

Sans doute, également, la Banque de France a-t-elle continué à intervenir plus ou moins discrètement, consacrant 150 à 200 millions tous les jours pour modérer le glissement du franc, avec une forte pointe, toutefois, le jeudi saint (1 milliard de francs) et mercredi 22 avril (plus de 350 millions de dollars suivant certaines sources, contestées par d'autres). Globalement, estime-t-on toutefois rue de la Vrillière, au siège de la Banque de France, les sorties de devises « pour cause d'élection » n'ont, *à l'heure actuelle*, pas été plus importantes qu'en février et mars *1978 (2 milliards de francs)*, face à des réserves dont le volume a doublé. Au *surplus, fait-on ob*server, le commerce extérieur de la France met en jeu 50 milliards de francs *par mois et le simple* jeu des termes de règlement termaillage, simpliquant un retard de rapatriement sur 10 % de nos exportations, « *déplace* » déjà 5 milliards de francs, soit 1 *milliard de dollars. Sur un* autre front, celui de l'évasion *des capitaux*, le fameux « versement » (prime payée pour assurer le transfert) n'excédait guère que de 1 % le cours officiel du FRANC SUISSE.

Pour l'instant donc, on ne relève pas de mouvements particuliers, mises à part les opérations de « couverture » que la prudence inspire à un certain monde d'opérateurs, sans aucun excès, toutefois.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once de 31,15, qui était revenu, la semaine dernière de 491 dollars à 481 dollars, s'est élevé, passagèrement, à 501 dollars pour retomber à 491 dollars à la veille du week-end. Les achats en provenance du Proche-Orient, et notamment du Liban, n'ont pu suffire à soutenir des cours que dépriment les taux d'intérêt élevés, d'autant *que*, pour l'instant, la tension s'est relâchée en Pologne.

FRANÇOIS RENARD.



*Système monétaire européen

Cours moyens de clôture comparés du 16 au 24 avril

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.-U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York.	2,1690 2,1575	— —	19,3986 19,3517	58,3778 05,1253	45,9136 45,7247	2,8169 2,7909	41,2831 41,2201	0,09208 0,09178
Paris ...	11,1810 11,1488	5,1550 5,1675	— —	259,70 259,02	236,68 236,28	14,5210 14,4222	212,84 213,00	4,7467 4,7430
Zurich ..	4,3054 4,3042	1,9850 1,9950	38,5059 38,6066	— —	91,1386 91,2208	5,5915 5,5679	81,9570 82,2341	1,8278 1,8311
Francfort .	4,7240 4,7184	2,1780 2,1870	42,2511 42,3232	109,7229 109,6246	— —	6,1352 6,1038	89,9256 90,1463	2,0055 2,0073
Bruxelles.	76,9995 77,3032	35,50 35,8300	6,8805 6,9337	17,8841 17,9598	16,2993 16,3831	— —	14,6573 14,7691	3,2688 3,2886
Amsterdam	5,2533 5,2340	2,4220 2,4260	46,9836 46,9472	122,0151 121,6040	111,2029 110,9282	6,8225 6,7708	— —	2,2302 2,2267
Milan ..	2355,53 2350,59	1086 1089,50	210,6726 210,8369	547,10 546,11	498,62 498,17	30,5915 30,4074	448,38 449,09	— —
Tokyo ...	646,98 468,82	215,30 217,30	41,7658 42,0512	108,46 108,92	98,8521 99,35	6,0647 6,0647	88,8934 89,5713	0,1984 0,1994

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 24 avril 2,3938 contre 2,3850 le jeudi 16 avril.

L'euromarché

Apathie des investisseurs

Le marché euro-obligataire s'est brutalement assoupi. Que ce soit en *dollars, en mark allemand ou* en toute autre devise, l'activité *s'est, soit très fortement* ralentie, soit arrêtée. De son côté, l'euro-*franc français* est fermé jusqu'à la fin de l'élection présidentielle. La raison, derrière une apathie généralisée, est simple : les investisseurs internationaux refusent tout simplement de s'engager à moyen ou à long terme parce qu'ils ne perçoivent pas très clairement l'évolution des taux d'intérêt. Aux Etats-Unis, la baisse du taux de base bancaire (prime rate) s'est arrêtée à 17 %, et de nombreuses banques ont même remonté à 17,50 % leur taux préférentiel de base. Plus inquiétant encore est le relèvement de 16 % à 17 % du taux sur les « fonds fédéraux », c'est-à-dire celui de l'argent au jour le jour. La prédiction d'Henry Kaufman, qui, en début d'année, prévoyait que le prime rate ne reviendrait aux environs de 17 % que pour mieux reprendre une marche ascendante pouvant amener à de nouveaux niveaux records *de 21 % et plus*, devient pour beaucoup tangible. (*Voir ci-dessous la rubrique* « Marché monétaire ».)

Avec *pour* perspective la possibilité d'une très forte hausse des *taux d'intérêt* à *court terme* sur le dollar, les investisseurs *internationaux préfèrent s'abste*nir. En conséquence, le lancement *d'euro-emprunts* à taux fixe en dollar est pour l'instant pratique*ment impossible* parce *que*, à l'autre bout, il ne se trouve personne *pour s'y intéresser*.

Quant aux rares propositions qui *continuent parfois d'éclore* ici ou là, la malchance paraît *s'acharner sur* elles. La société américaine Petro-Lewis, qui, par *exemple, offrait des euro-obliga*tions d'une durée de cinq ans, *indexées sur* le prix du pétrole, s'est heurtée au renversement de la tendance sur le marché du brut. La diminution de la consom*mation pétrolière* dans le monde, qui a pour effet de pousser à la baisse le prix du brut, a contraint Petro-Lewis à réduire ses ambi*tions en* limitant à 20 millions de dollars le montant de ses euro-*émissions*, soit 10 millions de moins que prévu. Cela se révélant *insuffisant*, la société américaine a également été obligée de porter à *9 %* le niveau du coupon annuel de son emprunt, alors qu'à l'ori*gine* elle n'envisageait de verser annuellement que 7,50 % ou 8 % au maximum. Sur le marché secondaire, les courtiers traitaient vendredi à 97-98 les euro-obligations Petro-Lewis qui avaient été émises à 100. Sur la base du cours secondaire, le rapport pour les investisseurs est de près de 15,50 % par an, ce qui est assez coquet pour un emprunt indexé.

En Allemagne, ce n'est pas tellement une tension sur les taux d'intérêt à court terme qui paralyse le marché des capitaux. Le taux sur les dépôts en euro-deutschemarks à six mois est resté remarquablement stable aux alentours de 12,50 %-12,625 % au cours des quatre dernières semaines. En revanche, les besoins colossaux de financement du gouvernement *fédéral* incitent les autorités allemandes à ralentir l'activité emprunteuse des débiteurs étrangers. C'est ainsi que, fait exceptionnel pour un emprunteur de cette qualité, la Banque mondiale n'a été autorisée à lever que 150 millions de marks allemands au lieu des 300 à *400 mil*lions qu'envisageait le débiteur. *Les obligations en marks alle*mands de la Banque mondiale *sont d'une durée de* dix ans, comportent un coupon de 10 % *et seront émises* à 99,75. Elles ont dans l'ensemble été bien *accueillies par les euro-investis*seurs.

Pour compenser peut-être ce qu'elle n'a pu drainer outre-Rhin, la Banque mondiale envisage maintenant de solliciter le marché intérieur des capitaux anglais. Dans le cadre d'une émission dite « bouledogue », c'est-à-dire lancée sur le marché intérieur des capitaux en Grande-Bretagne d'une durée de cinq ans, la Banque mondiale pourrait, dès cette semaine, offrir 100 millions de livres sterling.

La S.N.C.F. doit se féliciter, elle aussi, d'avoir choisi un marché international pour son dernier emprunt à l'étranger. C'est avec beaucoup de succès qu'elle vient de lever à Tokyo 20 milliards de yens avec une émission d'une durée de douze ans, qui a été émise à 99,15 avec un coupon annuel de 8,20 %. Il s'agit là d'une émission « samouraï », c'est-à-dire d'un placement public sur le marché intérieur des capitaux au Japon et non d'un emprunt international en euro-yens.

Pour tenter de circonvenir le niveau actuellement trop élevé des taux d'intérêt, certains emprunteurs ont recours aux unités composites. Parmi ces dernières les droits de tirage spéciaux (D.T.S.) qui sont un « panier » de cinq devises internationales puisque comprenant le dollar, le mark allemand, la livre sterling, le franc français et le yen, ont récemment servi de support à plusieurs euro-emprunts. Le dernier en date, d'un montant de 50 millions de D.T.S., vient d'être émis par Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK). Le contrat le matérialisant a été signé jeudi soir à Paris. L'emprunt PUK, d'une durée de sept ans, est doté d'un taux d'intérêt semestriel variable. Il résultera tous les six mois de l'addition de 0,25 % au taux offert à Londres sur les dépôts en D.T.S. à six mois. L'intérêt de l'opération Pechiney-Ugine-Kuhlmann réside dans le fait que, pour la première fois, les D.T.S. sont utilisés d'un bout à l'autre de la transaction. *Les emprunts précédents*, qui étaient libellés *dans l'unité composite du* F.M.I., étaient en fait des émis*sions indexées* sur les D.T.S. parce qu'elles étaient libellables et rem*boursables en dollars* et avaient leur intérêt également servi dans *la devise américaine. L'emprunt* PUK, lui, est acquitté en D.T.S., *sera remboursé* dans cette unité, et le coupon sera aussi réglé en *droits de tirage spéciaux*. S'agissant d'une première dans une *unité encore* peu entrée dans les mœurs, il ne fallait pas s'attendre à une ruée des investisseurs sur les obligations PUK. Néan*moins, on se* rendait compte jeudi soir que l'émission avait été bien souscrite par les banques dirigeant l'emprunt.

C'est l'ECU, la devise de la Communauté européenne, qui, après l'élection présidentielle en France, devrait sur une grande échelle faire son entrée sur l'euromarché. Le Crédit lyonnais semble en effet préparer pour le compte du Crédit national le lancement d'une euro-émission de 1 milliard d'ECU (laquelle était prévue bien avant l'annonce de l'initiative franco - allemande) dont le taux d'intérêt sera, lui aussi, variable. S'il existe à Londres d'important dépôts en D.T.S., en revanche ceux en ECU sont encore relativement rares. La question est donc de savoir si, dans le cas de l'émission du Crédit national, les euro-obligations seront seulement indexées sur l'unité composite de la C.E.E. ou *si elles seront également libella*bles en ECU et auront leur principal et intérêt réglés en ECU.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les matières premières

Faiblesse de l'étain — hausse du sucre et du blé

Le calme a régné cette semaine sur les marchés de matières premières où l'on a continué à s'interroger sur l'évolution des taux d'intérêt et sur la santé de l'économie aux Etats-Unis. A cet égard la forte croissante du P.N.B. américain au premier trimestre a constitué un point positif, mais la généralisation du taux de base bancaire à 17 1/2 % contre 17 % précédemment est venue tempérer les velléités d'optimisme.

L'annonce après la clôture des transactions de la levée de l'embargo sur les livraisons de céréales américaines à l'U.R.S.S., largement anticipée, ne devrait pas avoir d'influence notable sur les cours à brève échéance, d'autant qu'il semble que Moscou ait déjà largement couvert ses besoins jusqu'à la prochaine récolte.

METAUX. — *La grève observée par le personnel de l'importante mine d'El Teniente au Chili et les perspectives d'extension du mouvement à l'ensemble des expoitations du pays ont soutenu le marché du cuivre. L'avenir des cours du métal rouge demeure pourtant sombre si l'on en croit les prévisions de Tréfimétaux, une filiale de Pechiney Ugine Kuhlmann, dont les experts estiment qu'ils devraient rester à de bas niveaux tout au long de la décennie en raison d'un état permanent de surproduction.*

Baisse de l'étain à la suite du gonflement des stocks du marché londonien. Compte tenu du cours de clôture de vendredi à Penang, à peine supérieur à celui à partir duquel, le Conseil international de l'étain peut déclencher des achats d'intervention pour son stock régulateur, il semble probable que cet organisme entre prochainement dans le marché. Ces acquisitions — on parle de 3 000 à 5 000 tonnes — seraient les premières depuis janvier 1977.

TEXTILES. — *Tassement des cours de la laine. Selon le secrétariat du Commonwealth, les approvisionnements mondiaux pour la saison 1980-1981 seraient de l'ordre de 1 676 000 tonnes, en légère augmentation par rapport à la moyenne des quatre précédentes saisons.*

Les cours du coton se sont également inscrits en légère baisse par réaction à l'amélioration des conditions climatiques au Texas, important Etat producteur des Etats-Unis. A noter que, après un an d'interruption, les négociations visant à la conclusion d'un accord international vont reprendre lundi à Genève.

DENREES. — *Raffermissement des cours du sucre tombés récemment à leur plus bas niveau depuis plus d'un an. Plusieurs facteurs ont contribué à la reprise, notamment la mise en place des mesures limitant les importations des pays consommateurs membres de l'organisation internationale en provenance de pays producteurs non membres, après que le cours moyen de quinze jours de marchés fut tombé au-dessous de 21 cents la livre. Les prévisions d'une très forte baisse des importations japonaises, qui devraient tomber au-dessous de 2 millions de tonnes pour la première fois depuis quatorze ans, n'ont pas été prises en compte par les opérateurs.*

Le marché du cacao a été rendu nerveux par la réunion à Abidjan des pays de l'Alliance des producteurs. La Côte - d'Ivoire attend une récolte record de 380 000 tonnes pour la présente saison.

CEREALES. — *L'attente de la levée de l'embargo sur les livraisons à l'U.R.S.S. a été vécue favorablement par les marchés des céréales, en particulier du blé mais les opérateurs sont restés dubitatifs sur les retombées que pourra avoir pareille décision. D'ailleurs, selon Chase Econometrics, les cours du blé vont baisser cet été en raison de l'accroissement des emblavements aux Etats-Unis.*

Cours du 24 avril

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 846 (831) ; à trois mois, 806 (850) ; étain comptant, 5 935 (6 085) ; à trois mois, 6 045 (6 145) ; plomb, 354 (344,50) ; zinc, 381 (379,50) ; aluminium, 604,50 (637) ; nickel, 2 885 (2 895) ; argent (en pence par once troy), 530 (515). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 83,50 (82,70) ; argent (en dollars par once), 11,50 (11,525) ; platine (en dollars par once), 477 (480) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 106 (106) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 430 à 425 (420 à 425). — Penang : étain (en ringgit par kilo), 30,05 (30,19).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, mai, 84,48 (87) ; juillet, 86,55 (88). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), mai, 358 (360) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, 214 (214). — Roubaix (en francs par kilo) : laine, mai, 36,40 (36,45).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 55,75 (55). — Penang (en cents des Détroits par kilo) : 268,50-269,50 (261,50-262).

DENREES. — New-York (en cents par lb, sauf pour le cacao en dollars par tonne) : cacao, mai, 1 917 (2 010) ; juillet, 1 997 (2 080) ; sucre, mai, 17,95 (16,50) ; juillet, 18 (16,85) ; café, mai, 127,15 (128,40) ; juillet, 126,90 (125,30). — Londres (en livres par tonne) : sucre, mai, 206,50 (190,50) ; août, 205,50 (192,40) ; café, mai, 1 071 (1 063) ; juillet, 1 073 (1 070) ; cacao, mai, 937 (973) ; juillet, 967 (998). — Paris (en francs par quintal) : cacao, mai, 1 070 (1 080) ; juillet, 1 190 (1 105) ; café, mai, 1 225 (1 205) ; juillet, 1 230 (1 205) ; sucre (en francs par tonne), juillet, 2 420 (2 300) ; octobre, 2 362 (2 221) ; tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne), mai, 225,60 (224,20) ; juillet, 233,70 (232) ; Londres (en livres par tonne, juin, 132,40 (131,80) ; août, 134,20 (135).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, mai, 442 1/2 (439) ; juillet, 449 1/2 (443) ; maïs, mai, 364 (366) ; juillet, 373 1/4 (378).

Indices Moody's : 1 113 (1 114,30) ; Reuter, 1 701,60 (1 691,90).

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
387 F	291 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
234 F	436 F	613 F	800 F
II. — SUISSE, TUNISIE			
324 F	576 F	828 F	1 080 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

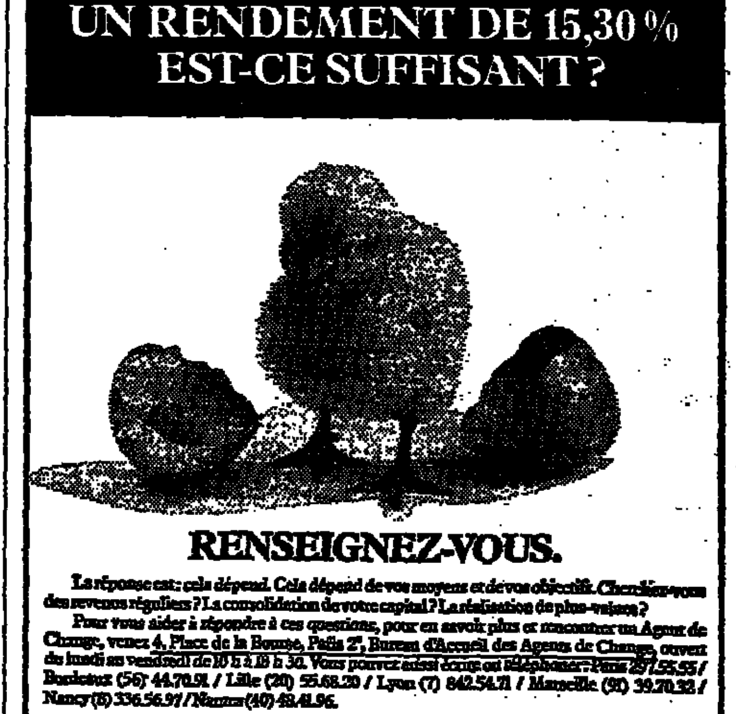
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE



Le marché monétaire

Calme général

Le calme a régné cette semaine sur le front des taux d'intérêt de *part et d'autre de l'Atlantique*. Aux Etats-Unis, le relèvement du *taux de base des banques*, amorcé précédemment par quelques *établissements*, s'est étendu et généralisé. Dans une allocution *prononcée* devant le National Press Club, M. Henry Kaufman, *chef économiste* de la *firme* de courtage Salomon Brothers et l'un des « *gourous* » les plus écoutés à Wall Street, a réaffirmé *que, selon ses prévisions*, les taux d'intérêt *devraient*, dans les *douze mois qui viennent*, retrouver et dépasser les niveaux actuels *le taux de base des banques* devant même s'élever au-dessus *du record de 21,5 % établi* en décembre 1980.

Pour M. Kaufman, en dépit du fléchissement observé actuellement (*0,6 % en mars 1981*), le taux d'inflation américain restera *supérieur à 10 %* cette année et la suivante : du fait des *allégements fiscaux* et de *l'accroissement* des *dépenses* militaires prévus par le président Reagan, *l'expansion* restera *forte*, trop forte pour permettre de *juguler l'inflation. Dans* ces conditions, tout le poids de la *lutte contre l'érosion* des prix retombera sur les autorités monétaires, qui n'auront d'autre ressources que relever les taux d'intérêt pour freiner la création monétaire.

Dans l'immédiat, si l'inflation paraît reculer, la masse monétaire progresse vivement aux Etats-Unis (+ 10,3 % sur quatre *semaines* en taux annuels, soit un rythme largement supérieur à celui de 6 % à 8,5 % fixé par les autorités monétaires.

Dans ces conditions, une escalade du taux de base bancaire à *18 % ou 18,50 %* paraît inévitable à de nombreux experts avant l'amorce d'un nouveau repli, qui pourrait ramener ledit taux de base à *13 % ou 15 %* dans le courant de l'été. Toutefois, la *forte contraction* des prêts bancaires après les échéances fiscales d'avril *pourrait* contrarier cette tendance. Le résultat est que les taux *sont restés stables* sur le marché des euro-dollars (15 1/2 à 16 %).

En Europe, le calme a régné, que ce soit en Allemagne fédérale, où la Bundesbank refuse toujours d'assouplir sa politique, *ou* en France.

En France, à l'approche du scrutin, la Banque de France a maintenu un taux de 12 1/4 % au jour le jour sur le marché monétaire. Sur les échéances plus longues, les taux se sont un peu détendus (1/4 % à 3/8 %), après la hausse un peu « anticipée » de la semaine dernière, ce *qui* ramène le 1 mois à 12 5/8 % - 12 3/4 % et le 3 mois à 12 7/8 % - 13 %.

Sur le marché *obligataire*, où les rendements sont restés stables (*15 % pour* le secteur public selon les indices Paribas), le front des émissions, qui devait théoriquement rester désert, *s'est animé* un peu avec le lancement d'un emprunt Renault Bail de 200 millions de francs à taux variable, indexé sur le taux moyen des obligations garanties (T.M.O.), avec un *minimum* de 10 3/4 %. Par ailleurs, la Banque hypothécaire européenne a appelé 300 millions de francs au taux fixe de 15,30 % nominal. Pour la semaine prochaine, il est possible que l'on décide le lancement d'un emprunt de la C.A.E.C.L. ou de la Caisse centrale de coopération économique. — F. R.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 21 AU 24 AVRIL

UN ÉTONNANT RESSORT

LA Bourse de Paris a fait preuve cette semaine d'un ressort aussi étonnant qu'inattendu. Déjouant tous les pronostics, elle s'est soudainement et brutalement redressée, si brutalement même qu'à la veille du week-end sa progression dépassait 4 %. Jamais depuis la période du 21 au 25 janvier 1980 (+ 5 %) une hausse d'une pareille ampleur n'avait été enregistrée sous les colonnes du palais Brongniart.

Rien ne laissait présager une ascension aussi rapide et soudaine, d'autant que, réduite à quatre séances encore par le chômage du lundi de Pâques, cette semaine, de surcroît, était la dernière avant le premier tour des élections présidentielles. Au reste, elle n'avait pas commencé en fanfare et, mardi, à la réouverture, malgré une timide amélioration, le plus grand calme régnait autour de la corbeille. Mais en quelques heures le décor allait être complètement transformé. Au lieu d'amorcer sa veillée d'armes, comme on le croyait, la Bourse se mit mercredi, *jour de liquidation générale*, à grimper de façon frénétique avec des volumes d'échanges accrus de 60 % à terme. La température monta si vite et si bien qu'à la clôture l'indicateur instantané affichait une avance de 2,55 %. Il faut remonter au 27 septembre 1978 pour retrouver une hausse aussi forte en un seul jour.

M. Jacques Chirac, il est vrai, avait quelques heures auparavant annoncé pour 15 heures une très importante *déclaration et le marché en déduisit, du moins l'affirmait-on*, que des désistements en faveur du maire de Paris étaient dans l'air. Pêle-mêle, les noms de M. Michel Debré et Mme M.-F. Garaud furent avancés. Quelques-uns pour faire bonne mesure y joignirent même celui de M. Michel Crépeau. Bref, tout se passa comme si la Bourse anticipait un duel entre MM. Giscard d'Estaing et Jacques Chirac au second tour.

Mais les propos tenus par M. Chirac n'ayant pas revêtu l'importance qu'on leur prêtait, et les désistements bien improbables n'étant pas au rendez-vous, beaucoup s'attendaient à une baisse pour le lendemain.

O surprise ! Il n'y eut point de baisse : nullement déçu, le marché se borna à consolider ses gains et même à les amplifier légèrement. Bien plus, à la veille du week-end, le mouvement de hausse reprenait franchement.

Il paraît donc difficile d'imputer ce bel optimisme au seul « effet Chirac ». Pour M. Yves Flornoy, syndic de la Compagnie des agents de change, il s'agit d'un mouvement plus profond : « Effet Giscard ou effet Chirac, aux yeux des clients de la Bourse, nous resterons dans un régime libéral économique. » Pour lui, la hausse de ces derniers jours est due aux achats d'investisseurs qui avaient redouté une baisse importante avant le premier tour de l'élection présidentielle (ou entre *les deux tours*) par *crainte* d'une victoire de M. Mitterrand : « Ces investisseurs se sont aperçus qu'ils s'étaient trompés et ont commencé à réemployer une partie des liquidités accumulées en vendant à tort. A ces acheteurs, a ajouté M. Flornoy, « sont venus se joindre des investisseurs étrangers, notamment des Anglais, qui ont beaucoup plus confiance qu'un *certain* nombre de Français dans l'issue de *ces* élections ».

Il reste que le phénomène observé ces derniers jours apparaît quand même assez surprenant. Passe pour l'« effet Chirac ». Mais selon de nombreux spécialistes, l'importance donnée aux ordres d'achats émanant de l'étranger (Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Etats-Unis) serait très exagérée. A leurs yeux, ces ordres n'ont pu en aucune façon donner une telle impulsion à la Bourse. Force est donc bien de reconnaître que le marché tient pour à peu près acquise *la victoire de la majorité et a tiré son dynamisme de cette* conviction. Comment expliquer autrement sa réaction positive aux derniers sondages, dont les résultats interdits à la publication, laisseraient plutôt présager, s'ils sont exacts, une très rude bataille au second tour ?

Cela étant et sans minimiser la performance, il convient de bien la resituer dans son cadre. Tous les investisseurs ne se sont pas rués. Il s'en faut de loin. Et les engagements pris *l'ont été avec infinie prudence. Pour* l'essentiel, les transactions ont porté sur les valeurs dites nationalisables, celles porteuses d'avenir dans un pays, la France, capable d'après diverses analyses, de mieux résister à la récession, et celles qui ont souffert, mais dont les chances de redressement ne sont pas négligeables.

Par ailleurs, le facteur émotionnel aidant, les achats parfois massifs effectués sur certains « points chauds » de la cote ont *pu suffire à provoquer* un emballement des cours dans un marché où l'offre demeure réticente.

En définitive, il y avait un pari à prendre. La Bourse l'a pris en jaugeant ses risques. C'est dans sa nature.

ANDRÉ DESSOT.

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
4 1/2 % 1973	32 780	74 785 500
Gén. des Eaux (1)	113 750	45 249 867
C.G.E. (2)	83 950	34 635 160
Matra	13 700	37 219 660
Elf Aquitaine	27 375	31 346 150
C.S.F.	77 625	29 423 400
Carrefour	12 250	22 537 450

(1) Dont un bloc de 63 225 titres vendredi.

(2) Quatre séances seulement.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	COURS 16 4	COURS 24.4
Or fin (kilo en barre)	855 A.	889 0
— (kilo en lingot)	85200	86890
Pièce française (20 fr.)	849 9.	848
Pièce française (10 fr.)	456	479 50
Pièce suisse (20 fr.)	6.5	6.6
Union latine (20 fr.)	589 80	6[illegible]
● Pièce tunis. (20 fr.)	582	570
Souverain	769 90	742
● Souverain Elizabeth II	881	879 90
● Demi-souverain	431	444
Pièce de 20 dollars	328	3280
— 10 dollars	15 1	153
— 5 dollars	775	810
— 50 pesos	347	35 L
● — 20 marks	765	747
— 10 florins	6 5	6 2 2
● — 5 roubles	438	43.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	20 avril (1)	21 avril	22 avril	23 avril	24 avril
Terme	—	148 770 772	239 044 364	212 533 442	274 221 811
Comptant : R. et obl.	—	223 803 349	201 194 837	372 165 748	300 451 176
Actions	—	74 238 969	89 072 341	120 481 116	103 733 994
Total	—	446 813 090	529 311 542	705 180 306	678 406 981
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1980)					
Franç.	—	99,2	101,3	102	103
Etrang.	—	112,8	113	113,5	113,8
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1980)					
Tendance	—	101,5	104,1	104,6	105,2
(base 100, 29 décembre 1961)					
Ind. gén.	—	108,2	111,1	111,2	111,7

(1) Clos.

Bourses étrangères

NEW-YORK

Au plus haut depuis huit ans

Favorablement impressionné par les premiers résultats positifs de la lutte engagée contre l'inflation, Wall Street, en dépit de quelques notes discordantes, a repris son avance, et, à la veille du week-end, l'indice Dow Jones des industrielles s'établissait à la cote 1 020,35 (+ 14,77 points), la plus élevée depuis 1973.

Pêle-mêle, les opérateurs ont appris que la hausse des prix de détail s'était ralentie en mars (+ 0,6 %), ramenant le rythme annuel de l'inflation de 10,7 % à 7,8 %, que la masse monétaire pour la semaine s'achevant le 23 avril *s'était un peu dégonflée, au même* que le P.N.B. avait augmenté de 6,5 % pour le premier trimestre.

De nombreux analystes très écoutés en ont déduit que l'inflation à deux chiffres ne réapparaîtrait pas avant la fin de l'été, se fondant principalement sur la baisse des produits pétroliers et le plafonnement des coûts de la construction.

Les actions des firmes de courtage ont été très recherchées, étant à même, aux yeux de la spéculation, de profiter au premier chef d'une amélioration de la situation générale, et boursière en particulier.

Leur hausse a, d'autre part, été favorisée par divers projets de fusion, le plus important concernant le rapprochement *d'American Express* et de Shearson Leob Rhoades.

L'activité hebdomadaire a porté sur 296,17 millions de titres contre 206,20 millions précédemment.

	Cours 16 avril	Cours 24 avril
Alcoa	36 5/8	35 5/8
A.T.T.	55 1/2	55 1/2
Boeing	35	35 1/2
Chase Man. Bank	45 3/8	47 1/2
Du Pont de Nemours	49 1/8	49 7/8
Eastman Kodak	83 1/4	82
Exxon	67 1/2	67 5/8
Ford	22 3/4	24 1/8
General Electric	65 7/8	68 3/4
General Foods	33 1/2	34 3/4
General Motors	52	57 1/4
Goodyear	18 3/8	19 1/8
I.B.M.	59 7/8	60 3/4
I.T.T.	33 3/8	60 3/4
Kennecott	56 5/8	57 1/2
Mobil Oil	62 3/4	60 3/4
Pfizer	50 7/8	51 7/8
Schlumberger	96 7/8	97 3/8
Texaco	35 3/4	35 1/8
U.A.L. Inc.	28 5/8	27 1/2
Union Carbide	60	58 3/8
U.S. Steel	33 3/4	34 3/8
Westinghouse	31 7/8	33 5/8
Xerox Corp.	59 7/8	63 7/8

TOKYO

Marché toujours fiévreux

Bien qu'assez contrastée, la semaine s'est soldée par une nouvelle hausse des cours sur le marché de Tokyo, l'indice général parvenant même à s'inscrire, samedi à midi, à son plus haut niveau de toujours.

A nouveau alimentée par des ordres d'achats émanant de l'étranger — ceux-ci s'étaient taris en raison des fêtes pascales, — l'activité hebdomadaire a été fébrile, portant sur 3 189 millions de titres contre 3 430 millions.

Les valeurs énergétiques, automobiles et stratégiques ont été particulièrement recherchées, ces dernières surtout à la suite d'une déclaration du premier ministre sur l'intention du gouvernement d'atteindre en 1987 les objectifs du plan de défense élaboré en 1976.

Indices du 25 avril : Nikkei Dow Jones, 7 547,73 (contre 7 438,80) ; indice général, 551,40 (contre 543,38).

	Cours 16 avril	Cours 24 avril
Canon	990	1 080
Fuji Bank	408	400
Honda Motors	783	900
Matsushita Electric	1 200	1 340
Mitsubishi Heavy	295	286
Sony Corp.	3 760	3 950
Toyota Motors	980	1 050

LONDRES

Toujours plus haut

« En avant vers les 600 » : ainsi s'exprimait le commentateur du « Financial Times » en fin de semaine dans sa revue hebdomadaire *du London Stock Exchange*.

De fait, malgré de très courtes baisses, le marché londonien a poursuivi sa progression ces derniers jours à très vive allure et, pulvérisant ses précédents records, l'indice des industrielles s'établissait vendredi à 587,3 (+ 18,8 points) son plus haut niveau historique. Un *moment même, il frôla cette fameuse* barre des 600 avant de s'abaisser un peu sur quelques ventes bénéficiaires.

Le vent d'optimisme qui, depuis trois semaines, souffle sur la Bourse a redoublé d'intensité après les déclarations encourageantes de Sir Maurice Hodgson, président *des I.C.I.*, premier groupe privé britannique. Sans se prononcer avec certitude, ce dernier a fait état d'une légère reprise des ventes, ce phénomène pouvant laisser présager à ses yeux, que le creux de la vague pourrait bien être dépassé.

Il n'en a pas fallu davantage pour électriser le marché.

Indices « F.T. » du 24 avril : industrielles, 587,3 (contre 568,5) ; mines d'or, 357,8 (contre 353,8) ; Fonds d'Etat, 67,49 (contre 69,23).

	Cours 16 avril	Cours 24 avril
Bowater	286	274
Brit Petroleum	396	396
Charter	233	243
Courtaulds	71	74
De Beers*	8,33	8,20
Free State Geduld*	50	52
Gt Univ. Stores	480	500
Imp. Chemical	280	306
Shell	388	392
Vickers	181	206
War Loan	31 5/8	31 7/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

La hausse reprend

Interrompue la semaine précédant Pâques, la hausse des cours a repris ces derniers jours sur le marché allemand et, en quatre séances, l'indice de la Commerzbank a monté de 1,6 %.

De l'avis du président de la Banque de Francfort, l'optimisme des opérateurs est exagéré. Seule, selon lui, une possible réévaluation du deutschemark à terme pourrait peut-être inciter les investisseurs étrangers à s'engager pour bénéficier d'éventuels gains de change ultérieurement.

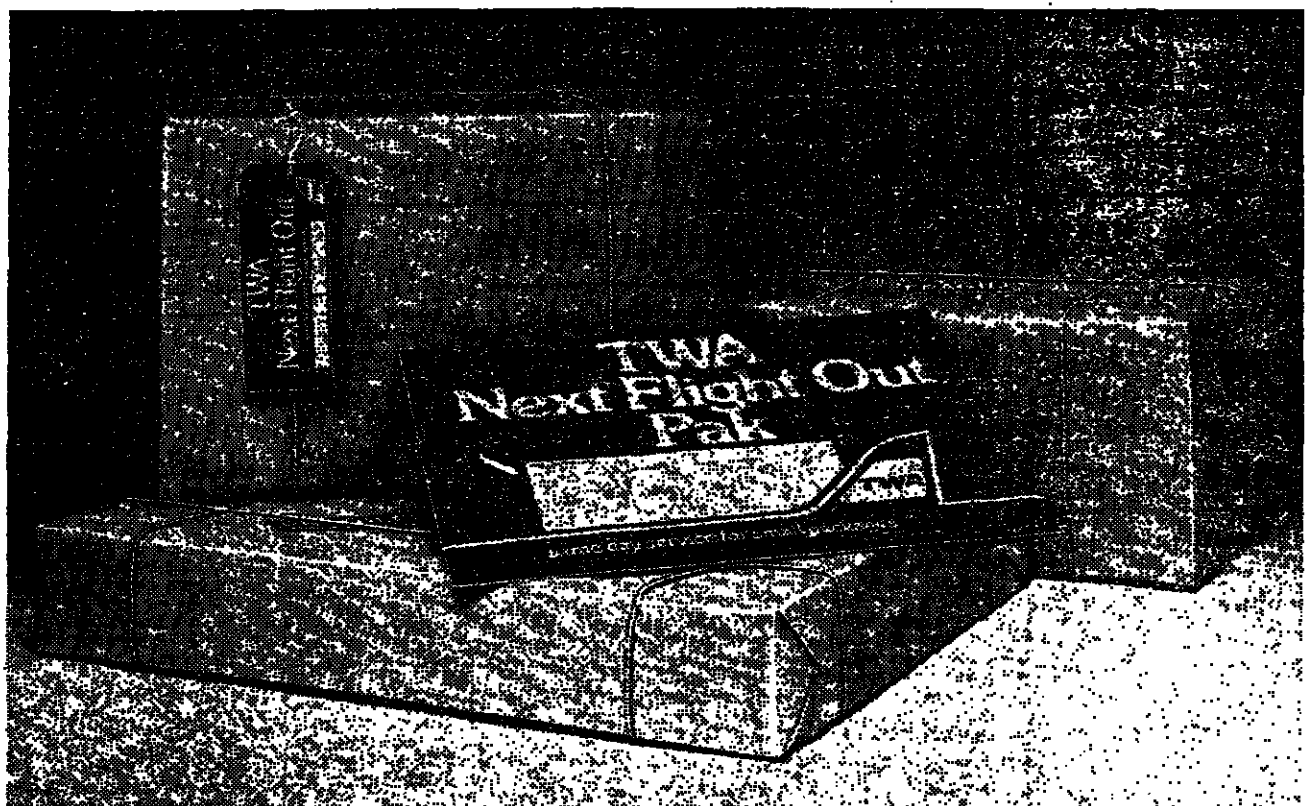
Indice de la Commerzbank du 24 avril : 725,6 contre 714,3.

	Cours 16 avril	Cours 24 avril
A.E.G.	61	60,40
B.A.S.F.	129,50	130
Bayer	124,70	134,70
Commerzbank	130	137
Hoechst	121,50	122,50
Mannesman	138,50	143,80
Siemens	256,10	262,20
Volkswagen	162,50	164,30

(Publicité)
GABICCE MARE - Hôt. EXCELSIOR
Adriatique - Italie
Tél. : 1939541/961789 - Directement mer - Chambres serv.-balc. traitement excellent - Hors saison. Lit. 16.000 - Juillet : Lit. 19 000 Août : Lit. 24 000 tout compris Enfants jusqu'à 13 ans rabais 50 %

(Publicité)
MIRAMARE. - Rimini, Adriatique, Italie, HOTEL GARDEN. Tél. : 193-95-41-324-54, bord mer, ttes chambres av. douche, w.c. privé, lift, traitement excellent. Juin-sept. Lit. 15.000. Juillet Lit 19.000-20 000 Août Lit 25 000 tt compris.

Toujours plus vite avec TWA!
Le service "Next Flight Out" livre vos envois urgents à New York l'après-midi même du départ!



C'est la 1ère fois qu'un service aussi rapide et sûr est proposé aux hommes d'affaires et aux sociétés.

"Next Flight Out" est rapide: pour les envois vers New York le décalage horaire combiné aux horaires TWA permettent *d'effectuer la livraison l'après-midi* même du jour de départ.

"Next Flight Out" est sûr: c'est un service complet, assuré de porte à porte par des coursiers express à Paris et à destination qui prend en charge le dédouanement.

"Next Flight Out" est opérationnel dans tous les Etats-Unis: en plus de New York, votre envoi peut être expédié vers plus de 50 grandes villes des USA desservies par TWA.

"Next Flight Out" est fiable: à tout moment, l'ordinateur TWA contrôle votre envoi de Paris jusqu'à destination.

"Next Flight Out" n'est pas cher: 356 F, c'est le premier prix pour un envoi d'1 kg jusqu'à New York. Les tarifs pour les autres villes sont également très économiques. Par exemple, un paquet d'1 kg de Paris à Los Angeles coûte 612 F. Il est livré le lendemain du *départ*.

De Paris à New York	1 kg	de 1 à 10 kg	de 10 à 23 kg
	356 F	482 F	671 F

"Next Flight Out" est simple: vous avez un envoi urgent*? Appelez tout simplement le (1) 862.23.45.

Pour recevoir de plus amples informations, demandez notre brochure à: TWA Cargo, Boîte 10303, 95705 Roissy Charles-de-Gaulle.

Profitez-en dès aujourd'hui.

TWA CARGO

Vous plaire, ça nous plaît.



*sans valeur commerciale.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 25 avril 1981 a été tiré à 540 725 exemplaires.

ECHO
Faux à moteur
DEBROUSSAILLEUSES
Sécurité et carburateurs toutes positions sur tous modèles
Entretien des Plantations, Pelouses, Haies, Sous-bois, Taillis, Prairies.
9 modèles
40 combinaisons
FM/1
PPK
45 Boulevard St-Denis
92400 COURBEVOIE
☎ 788-42-50
Demandez-nous l'Agent local
Foire de Paris
Bâtiment 6 - Allée F - Stand 6

A B C D E F G

M. Giscard d'Estaing affirme avoir mis les enquêteurs sur une « piste », à propos de l'attentat d'Ajaccio

L'enquête sur l'attentat à l'explosif commis le 16 avril dernier à l'aérogare Campo-Dell-Oro, lors de la venue de M. Giscard d'Estaing, attentat qui avait provoqué la mort d'un jeune touriste helvétique et blessé huit autres personnes, n'a, semble-t-il, pas beaucoup progressé. Les deux dernières personnes interpellées le 21 avril à Ajaccio (*le Monde* du 23 avril) dans le cadre de cette enquête et gardées à vue depuis cette date ont été remises en liberté, vendredi 24 avril. Comme l'avaient été avant elles six personnes interpellées le même jour à Ajaccio et libérées dès le lendemain et, le 17 avril à Bastia, six autres personnes, elles aussi interpellées et rapidement relâchées.

Tant au parquet de la Cour de sûreté de l'Etat — il a la responsabilité de l'enquête — que du côté des policiers, on observe le silence le plus absolu sur le déroulement de cette enquête. Le seul élément nouveau, dans cette affaire, est venu des déclarations faites, vendredi soir, par un enquêteur ou un témoin inattendu, M. Valéry Giscard d'Estaing lui-même. Répondant aux questions des journalistes d'Europe 1, lors de l'émission « Face à la rédaction » le chef de l'Etat est revenu sur cet attentat pour indiquer qu'il avait fourni une « *piste* » aux enquêteurs.

Le rôle du « terrorisme international »

A une question de notre confrère Charles Villeneuve sur le « *terrorisme international* » et l'attentat d'Ajaccio, M. Giscard d'Estaing a répondu :

« *Je dois vous dire d'abord que la piste, qui a été ouverte pour la recherche des auteurs de cet attentat, c'est moi qui l'ai ouverte à la suite d'un détail qui m'avait beaucoup frappé.*

» *Alors que je suis très exact dans cette campagne — j'arrive à l'heure à toutes mes réunions, mais personne ne me dit rien à cet égard, — lorsque je suis parti pour Ajaccio, on m'a dit à deux reprises : « Vous savez, il est très » important que vous arriviez à » 16 h. 30 précises. » On me l'a dit avant de partir et on me l'a redit ensuite dans l'avion : « C'est très important, il faut que » ce soit 16 h. 30 précises. » Je me suis dit : c'est curieux ; pourquoi cette insistance à arriver à la minute près ?*

» *Cela tenait au fait qu'il y avait eu l'annonce de telle ou telle manifestation d'éléments extrémistes en Corse et qu'ils avaient indiqué que le minutage serait très précis pour qu'il n'y ait pas de rencontre avec mon cortège lorsque je me rendrais à Ajaccio.*

» *J'ai donc indiqué à la police qu'il y avait là, certainement, une filière permettant de rechercher ceux qui avaient insisté sur l'exactitude particulière de mon arrivée à l'aéroport d'Ajaccio à l'heure même où la bombe devait exploser. C'est pourquoi la police, actuellement, a en effet un certain nombre d'indices qui lui permettent de progresser dans son enquête.*

» *Il apparaîtra sans doute — mais il est trop tôt pour le dire à l'heure actuelle — qu'il y a des encouragements venant du terrorisme international. Il n'y a pas actuellement de réseau terroriste international implanté dans notre pays, mais il y a des encouragements, des moyens, parfois des moyens techniques, qui sont apportés par ce terrorisme international, comme on l'a vu dans l'attentat de la rue Copernic. (...)* »

Le dialogue avec les journalistes s'est poursuivi ainsi :

CHARLES VILLENEUVE. — « *Comment expliquez-vous ces encouragements du terrorisme international à l'égard de mouvements autonomistes qui peuvent durcir leur action, tel celui des Corses ?* »

M. GISCARD D'ESTAING. — « *Cela va plus loin. C'est un combat souterrain de déstabilisation de la société occidentale partout où cette société peut être atteinte ou menacée. Et chaque fois qu'un homme ou une tendance représente, comme je m'honore de le faire, la stabilité et la sécurité, il est tentant de l'atteindre.* »

JEAN-PIERRE JOULIN. — « *Ce terrorisme pourrait-il être encouragé, par exemple, par l'Union soviétique ?* »

M. GISCARD D'ESTAING. — « *Non, je ne le crois pas.* »

CHRISTINE OCKRENT. — « *Et par M. Kadhafi ?* »

M. GISCARD D'ESTAING. — « *Il y a certainement des liens entre tel ou tel pays extrémiste et ce terrorisme.* »

Les raisons de l'insistance

Ces déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing n'apportent, semble-t-il, pas d'éléments particulièrement déterminants. Le fait que le chef de l'Etat devait arriver à 17 h. 30 précises à Ajaccio — et non pas à 16 h. 30 comme il l'indique lui-même par suite d'une erreur — n'était pas, à proprement parler, inédit. L'horaire de la visite du candidat à Ajaccio avait, ainsi que nous l'indique notre correspondant Paul Silvani, fait l'objet d'une publication, le 14 avril, dans la presse régionale qui avait annoncé l'atterrissage à Campo-dell-Oro pour 17 h. 30, l'arrêt du candidat à sa permanence devant l'hôtel des Postes à 18 h. 45 et enfin la réunion publique sous chapiteau à 19 h. 30.

Il semble que l'insistance mise par l'entourage de M. Giscard d'Estaing à ce que cet horaire soit scrupuleusement respecté a tenu au fait qu'une manifestation était prévue, tenant compte, elle aussi, de cet horaire. Cette manifestation fut celle du Front du peuple corse (F.P.C.) dont le programme avait été définitivement arrêté, une fois celui du candidat publié, à savoir : rassemblement à 18 heures place de la Gare, défilé sur le cours Napoléon à partir de 18 h. 30. Les préoccupations de l'entourage de M. Giscard d'Estaing et celles des organisateurs de la manifestation, d'ailleurs annulée après l'attentat, étaient donc communes : éviter toute rencontre entre l'un et l'autre cortège.

Il faut en outre préciser que l'atterrissage ne s'est pas effectué à 17 h. 30, comme prévu, mais à 17 h. 23 et que la bombe — placée à la consigne de l'aérogare — a fait explosion à ce moment-là très exactement. Ce qui semble renforcer la thèse des enquêteurs selon laquelle l'engin aurait été déclenché par télécommande. Par qui et pour quelles raisons ? La question reste entière.

Restent, enfin, les déclarations de M. Giscard d'Estaing sur le caractère international du terrorisme. Ainsi que l'indique Paul Silvani, ce n'est pas la première fois qu'un haut responsable fait allusion à la « main de l'étranger » s'agissant des problèmes corses. Le 30 janvier 1974, M. Raymond Marcellin, ministre de l'intérieur, avait accusé le Front patriotique corse de libération (première organisation clandestine) d'avoir des rapports avec certains mouvements italiens. Le 30 janvier 1980, M. Christian Bonnet avait dit à France-Inter que les manifestations bruyantes qui avaient lieu en Corse, à la suite des événements de Bastelica et d'Ajaccio, n'étaient pas sans doute exemptes de téléguidage extérieur. Il précisait même : « A tous les niveaux : politique et armement. »

● *Les trois fonctionnaires de la police de l'air et des frontières*, blessées le 23 avril lors de l'attentat d'Ajaccio sont nommées chevalier dans l'ordre national du Mérite par décret du président de la République publié au *Journal officiel* du 25 avril. Il s'agit de Mmes Christiane Claverie, Marie-Françoise Damiano et de Mlle Julie Luciani. M. Giscard d'Estaing a annoncé qu'il les décorerait lui-même.

NOUVELLES BRÈVES

● *Le comité de désarmement des Nations unies* a terminé, vendredi 24 avril, les travaux de sa session d'hiver 1981, dans une « *atmosphère studieuse et dépourvue de polémique* », mais sans avoir accompli de progrès concrets pendant ses trois mois de réunions, indique-t-on de source diplomatique. L'un des domaines dans lequel une négociation semble s'amorcer est celui des armes radiologiques qui cependant n'existent dans aucun arsenal connu, ce qui suscite d'ailleurs le mécontentement des vingt pays non alignés membres du comité. Ceux-ci considèrent qu'on veut ainsi les distraire des questions sérieuses dont doit traiter cet organisme. Les travaux du comité reprendront le 11 juin. — *(A.F.P.)*

● *Un appel de l'Internationale socialiste.* — L'Internationale socialiste a lancé un appel, vendredi 24 avril, pour que « *chacun*, indépendamment de ses convictions politiques, contribue aux *efforts* pour le désarmement, la paix, la détente et la coopération internationale ».

Dans un communiqué diffusé à Londres, signé de son président, M. Willy Brandt, et de son secrétaire général, M. Carlsson, l'Internationale socialiste rappelle que « *près de la moitié des savants du secteur technologique dans le monde sont engagés dans des travaux à but militaire* ». « *Une proportion croissante du revenu mondial* est utilisée à des *fins destructrices, de plus en plus de travailleurs sont employés dans l'industrie de l'armement* », ajoute l'Internationale socialiste. — *(A.F.P.)*

● *Tournée européenne du premier ministre japonais.* — M. Zenko Suzuki se rendra dans cinq pays d'Europe de l'Ouest du 10 au 18 juin et rencontrera à cette occasion leurs dirigeants, apprend-on de source officielle à Tokyo.

M. Suzuki sera en République fédérale d'Allemagne le 10 juin, en Italie le 12, en Belgique les 15 et 16, en Grande-Bretagne le 17 en enfin aux Pays-Bas le 18. — *(A.F.P.)*

● *L'U.R.S.S. participera à la construction en Libye* d'un nouveau réseau électrique de 370 kilomètres, annonce l'agence Tass, qui précise que le montant du contrat conclu entre le gouvernement libyen et la centrale soviétique Tekhnopromexport est de 20 millions de dollars. Ce contrat, précise l'agence officielle soviétique, s'inscrit dans le cadre de « *l'assistance économique et technique que l'U.R.S.S. accorde à une quarantaine de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine* ». — *(A.F.P.)*

● *Le comité de soutien à Max Kilndjian* a organisé le 23 avril une manifestation devant la prison des Baumettes à Marseille, où est détenu ce Français d'origine arménienne, accusé d'être l'auteur d'une tentative d'assassinat contre l'ambassadeur de Turquie à Berne, en février 1980. Son procès n'interviendra pas avant l'automne prochain. Vingt mille témoignages de solidarité ont été recueillis (68, rue Sainte, 13001 Marseille). — *Corresp.)*

● *Aux « Dernières Nouvelles d'Alsace »*, quotidien de Strasbourg, l'édition dominicale du 26 avril ne paraîtra pas en raison de l'arrêt de travail décidé par les ouvriers du livre C.G.T.

(Publicité)
LES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE IVOIRIENNE
Dans le même numéro, un dossier spécial de 25 pages sur la situation et les perspectives de l'économie ivoirienne : à travers l'analyse du rapport économique et financier de la loi de finances 1981, du budget spécial d'investissement et d'équipement 1981 et de la Centrale des bilans 1979, les grandes lignes du Plan de développement 1981-1985, deux interviews exclusives de M. Maurice Séri Gnoleba, ministre du Plan et de l'Industrie, et de M. Mathieu Ekra, ministre d'Etat.
Prix du numéro : 50 F.
AFRIQUE INDUSTRIE INFRASTRUCTURES
11, rue de Téhéran, 75008 PARIS
Tél. 563-74-76

AU COURS D'UN VOYAGE A PARIS

Le ministre thaïlandais des affaires étrangères souhaite la formation au Cambodge d'un gouvernement d'union présidé par M. Son Sann

Le ministre thaïlandais des affaires étrangères, le maréchal de l'air Sitthi Sawetsila, a quitté Paris, vendredi 24 avril, pour Washington, après avoir passé trois jours à Paris. Il a présidé une réunion des ambassadeurs thaïlandais en Europe. Il n'a rencontré aucun officiel français, M. François-Poncet étant pris par la campagne électorale. Avant de quitter Paris, le ministre thaïlandais a accordé une interview au « Monde ».

M. Sitthi, qui s'est entretenu à Paris avec le président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.) — parti lui aussi jeudi pour Washington et pour Pékin — souhaite, au nom de son pays et de l'ASEAN (1), « *que M. Son Sann et les autres factions cambodgiennes, les Khmers rouges et les sihanoukistes, s'unissent sous la bannière du Kampuchéa démocratique* ».

M. Son Sann, lors d'entretiens récents avec des responsables de l'ASEAN à Singapour, aurait accepté l'idée de prendre la tête d'un gouvernement du Kampuchéa démocratique comprenant Khmers rouges et sihanoukistes. Il souhaiterait cependant obtenir un certain délai pour renforcer ses troupes alors que certains de ses interlocuteurs à Singapour étaient en faveur de la formation de ce gouvernement le plus rapidement possible, c'est-à-dire avant l'été ou au plus tard avant la prochaine réunion de l'assemblée générale des Nations Unies en septembre.

Le ministre thaïlandais a souhaité qu'un tel gouvernement voit le jour rapidement, « *avec une nouvelle direction plus acceptable* (que celle des Khmers rouges) *aux yeux de l'ASEAN et des autres pays* ». Une telle structure comprendrait une minorité de Khmers rouges mais exclurait leurs principaux dirigeants, trop compromis (MM. Pol Pot, Ieng Sary, Son Sen, Khieu Samphan, Ta Mok...). « *Le Vietnam et l'U.R.S.S. devraient accueillir favorablement une telle initiative qui les débarrasserait de leur ennemi Pol Pot*, a-t-il ajouté. *Nous ne serions pas non plus opposés à la participation de M. Heng Samrin, s'il n'était plus soutenu par l'armée vietnamienne.* »

M. Sitthi reconnaît qu'il y a des « *différences d'approche* » entre certains pays de l'ASEAN sur le Cambodge, mais affirme qu'il existe un « consensus » sur les objectifs communs. Toutefois, ces derniers temps, l'Indonésie avait donné à penser qu'elle pourrait faire cavalier seul et faire preuve de plus de conciliation envers le Vietnam ; la visite du président Suharto à Bangkok fin mars aurait donné lieu à des discussion serrées. L'Indonésie est aussi fort méfiante envers Pékin, tout comme Hanoï et à la différence de Bangkok. « *La Chine est un facteur constructif pour la paix dans la région ; contrairement à ce que certains prétendent*, dit M. Sitthi, *nous ne sommes pas à la traîne de la Chine, nous avons notre politique indépendante. Mais la Chine suit la même ligne que l'ASEAN.* » Et de poursuivre : « *Si le Vietnam se retire du Cambodge, les Chinois retireront leurs troupes de la frontière sino-vietnamienne, car ils ont leurs propres problèmes.* »

Enfin, M. Sitthi nous a parlé du prince Sihanouk, qui vient de déclarer à Pékin qu'il participerait à un front uni comme simple membre et que la Chine pourrait aider militairement une armée sihanoukiste. « *Nous ne sommes pas hostiles à lui. Mais il doit être patient, consistant dans ses propos et sa politique. Il ne devrait pas être trop difficile pour lui de se joindre à Son Sann et aux Khmers rouges. (...) Toutes les divergences personnelles devraient être mises de côté pour le bien du Cambodge.* »

Lors de sa visite à Singapour, M. Son Sann s'était vu inciter à reconnaître l'importance et le rôle du prince, et à réserver plusieurs postes dans son futur gouvernement à ses partisans. Un émissaire du prince, l'ex-général In Tam, a récemment visité plusieurs pays de l'ASEAN. Toutefois le prince, qui doit venir prochainement en France, semble avoir du mal à recruter des personnes d'un certain calibre : témoin la nomination comme « *chef d'état-major* » à la frontière cambodgienne de l'ex-général Sek Sam Iet, qui, quand il était gouverneur de Battambang, ne passait pas pour l'un des fonctionnaires les plus honnêtes ou les plus compétents.

PATRICE DE BEER.

(1) ASEAN : Association des nations d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

● *Des élections législatives* auront lieu le vendredi 1er mai, a-t-on annoncé de source officielle à Phnom-Penh. Cette première consultation nationale organisée par le régime pro-vietnamien de M. Heng Samrin fait suite à une série d'élections locales. — *(UPI.)*

[Si ce vote est ouvert à tous les Khmers âgés de plus de dix-huit ans, et s'il a lieu au scrutin secret, il n'en demeure pas moins, comme les dirigeants de Phnom-Penh l'ont répété, qu'aucun opposant n'a été autorisé à faire acte de candidature. Seuls les membres du Front uni pour le salut national, mouvement unique sous le contrôle du P.C., ont pu se porter candidats. — N.D.L.R.]

Au Sénégal

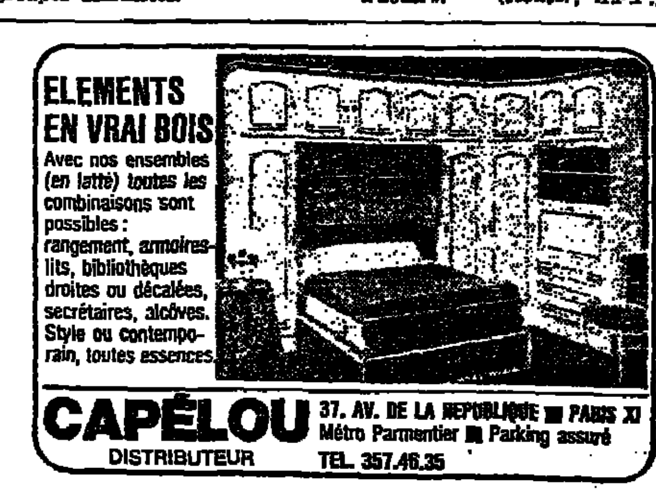
Mesures de libéralisation et retour au multipartisme sans restrictions

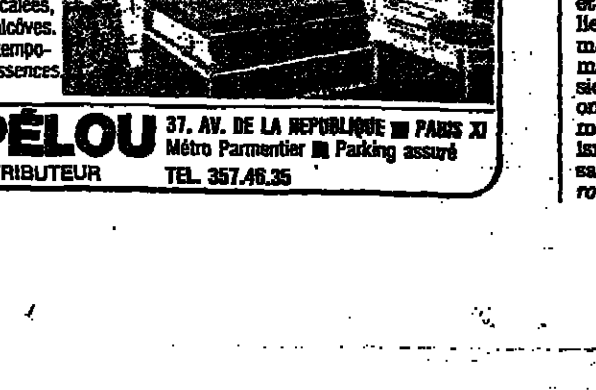
L'Assemblée nationale a adopté définitivement, vendredi 24 avril, le projet de loi de révision constitutionnelle présenté par le gouvernement et supprimant la limitation à quatre du nombre des partis politiques, qui existait depuis 1976. Est supprimée, pour ces partis, l'obligation d'adopter l'une des quatre étiquettes : « socialiste », prise par le parti au pouvoir, « libérale », « marxiste » et « conservatrice », imposée jusqu'à présent. Il est cependant interdit aux partis de « *s'identifier à un sexe ou à une race, ethnie, religion, secte, langue ou région* », ou de « *recevoir des subsides de l'étranger ou d'étrangers établis au Sénégal* », sous peine de dissolution.

Cette libéralisation et ce retour au multipartisme total « *pour permettre à tous les courants d'exercer leurs activités dans le cadre de la légalité* » devraient profiter en particulier au Rassemblement national démocratique de l'égyptologue Cheik Anta Diop, aux socialistes autogestionnaires de l'ancien président du conseil Mamadou Dia, et à des groupes marxistes.

D'autre part, tous les délits politiques commis entre le 31 décembre 1975 et le 31 décembre 1980, les délits de presse « *jugés définitivement avant le 1er janvier 1981* » et les délits de droit commun ayant été sanctionné par une peine inférieure à un an de prison ferme ou deux ans avec sursis, ont été amnistiés par vote de l'Assemblée. Sont toutefois exclus du bénéfice de ces mesures les condamnés pour détournement de deniers publics et de corruption, « *étant donnée l'importance que le gouvernement attache à la lutte contre ces infractions* ».

Enfin, l'Assemblée a voté la suppression du visa de sortie pour tous les Sénégalais, en vigueur depuis 1965, sous la présidence de M. Senghor, afin « *de rendre plus facile la sortie du territoire aux citoyens sénégalais, quelle que soit leur destination* », dit-on de source officielle. Les Sénégalais désirant exercer une activité professionnelle salariée à l'étranger « *ne seront plus soumis à l'obligation de présenter un certificat médical et un contrat de travail* ». — *(Reuter, A.F.P.)*





Au Liban

LE COMPROMIS CONCLU A ZAHLÉ POURRAIT AMORCER DES NÉGOCIATIONS PLUS LARGES

Beyrouth *(A.F.P.)*. — Un petit pas vers des négociations mettant un terme aux affrontements a été franchi au Liban, le vendredi 24 avril, avec l'accord conclu entre Syriens et Libanais à propos de Zahlé, la grosse agglomération chrétienne de la Bekaa (centre du pays), qui est à l'origine de la flambée de violence que connaît le Liban depuis trois semaines.

Aux termes de cet accord, les « *forces de sécurité intérieures* » libanaises (F.S.I., gendarmerie) prendront le contrôle de la ville intra muros, la F.A.D. (effectifs syriens) tiendra provisoirement les abords de la ville, notamment les collines qui l'entourent, et des patrouilles mixtes (F.S.I.-F.A.D.) contrôleront la route internationale qui longe Zahlé et relie la Bekaa à Homs. Cependant, l'accord laisse toutefois sans solution le redoutable problème de la présence au cœur de Zahlé des « *forces libanaises* » (milices chrétiennes unifiées), qui tiennent la ville depuis le mois de décembre dernier.

Pour ponctuel et limité qu'il soit, ce début de règlement est intéressant à deux titres : il facilite la vie des habitants, qui voient se lever, ce samedi matin, un siège de vingt-trois jours. Par ailleurs, il crée une atmosphère plus favorable à des discussions sur le fond.

Sur le terrain, l'accalmie est générale au Liban, sauf dans le Sud où des duels d'artillerie, qui se sont poursuivis vendredi soir, et la présence de blindés israéliens dans l' « *enclave* » du commandant dissident Saad Haddad maintiennent une certaine tension. Des mouvements de chars ont, en effet, fait croire un moment à un début d'intervention israélienne. En fait, il ne s'agissait que de déplacements « *de routine* » de l'armée israélienne.

L'Égypte, bastion inconnu de la francophonie PAGE VIII

Les trottoirs saisis par la vitesse PAGE IX

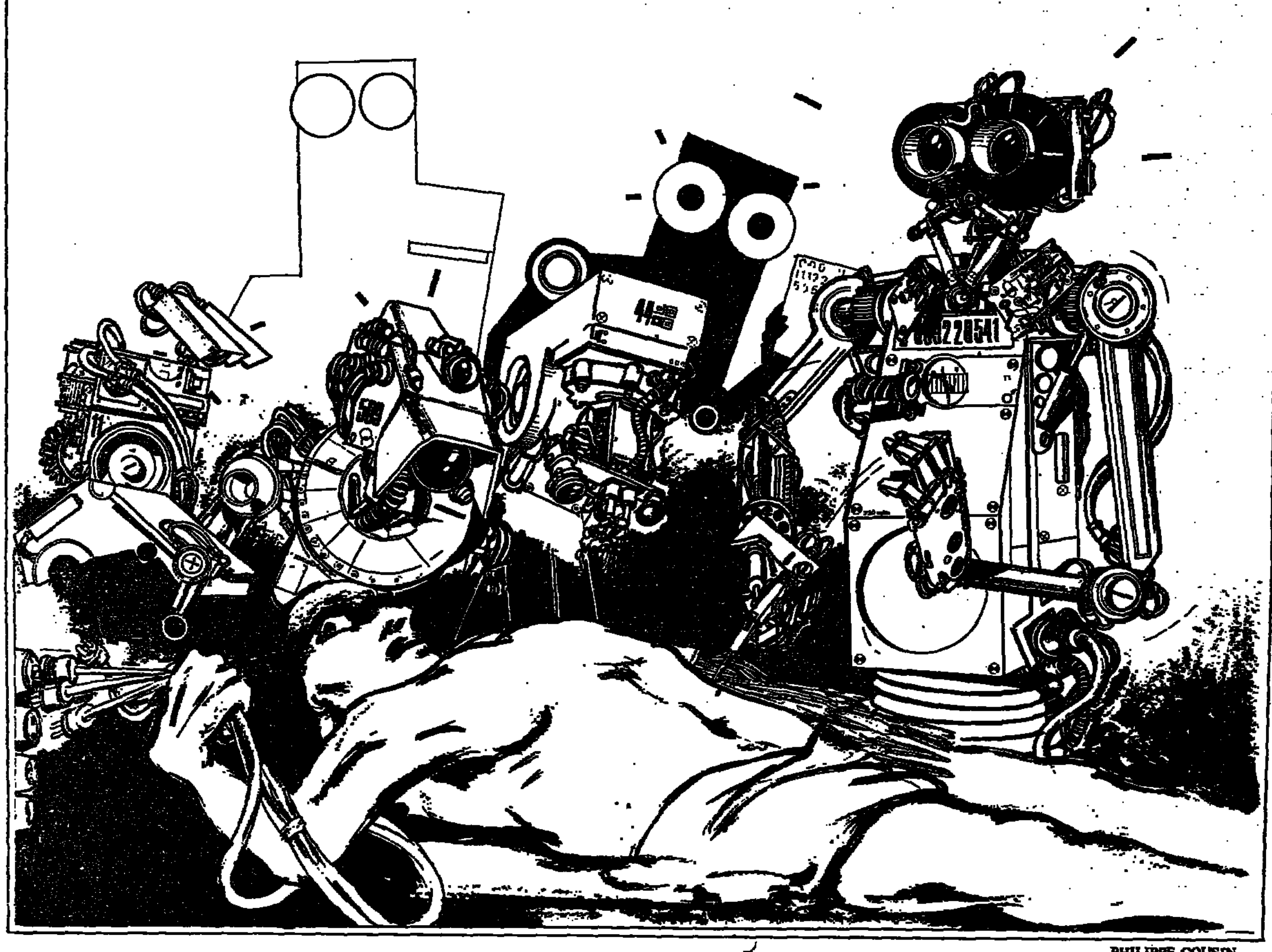
Jean-Claude Pecker : halte aux « fausses sciences » PAGE XI

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11272, NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 26 AVRIL 1981

Le Monde

DIMANCHE



PHILIPPE COUSIN.

Des robots et des hommes

L'ère des robots est commencée. Ils améliorent la productivité des entreprises et suppriment les tâches pénibles. Mais aussi les emplois.

RICHARD CLAVAUD

L'HOMME est assis devant une batterie de terminaux à écran où viennent s'inscrire des listes de produits et de chiffres. De l'autre côté de la vitre qui protège son bureau, un immense hall où sont déposés des rayonnages d'une hauteur impressionnante. Entre chaque série de rayonnages chargés de palettes, un chariot élévateur sans conducteur circule sur un rail. Depuis son observatoire l'homme pianote sur un clavier. Un des chariots se met en marche et s'arrête devant un rayonnage. Son plateau s'élève et libère deux « bras » métalliques qui soulèvent une palette et la placent sur le plateau. Le chariot repart alors dans l'allée et vient déposer son chargement à l'entrée de l'entrepôt. L'opération a duré une minute. Grâce à ce « chariot distributeur-transtockeur » commandé par des automates programmables reliés à un ordinateur, ce magasin automatique est capable de traiter une cinquantaine de palettes à l'heure. Il emploie une personne. L'automatisation de cette entreprise n'a rien d'exceptionnel. Dans les usines et les bureaux, le courant continu de matière et d'information qui circule d'un poste de travail à l'autre et alimente les machines rejette l'être humain dans le non-travail.

La multiplication des équipements permet de « boucher les trous » occupés par l'homme et d'automatiser l'ensemble des procédés de fabrication et de gestion des ateliers. Une machine-outil à commande numérique (M.O.C.N.) peut changer elle-même d'outil si celui-ci est cassé ou usé, un chariot automoteur guidé par un fil noyé dans le sol peut approvisionner un robot qui, à son tour, alimente et décharge une M.O.C.N. Les produits terminés peuvent être conduits vers un magasin automatique où la gestion des entrées et des sorties de marchandise est assurée par des automates programmables reliés à un ordinateur central. Grâce à la conception assistée par ordinateur (C.A.O.) on peut aujourd'hui concevoir, visualiser et dessiner des produits ainsi que les outils et les machines qui permettront de les fabriquer, sans faire appel à des techniciens de haut niveau. Dans quelque temps, on pourra aussi faire de la distribution automatique. Une importante société de vente par correspondance étudie à cet effet une « consigne automatisée » qui permettra à ses clients de commander des articles et de les retirer vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

La chasse

Ce système, qui s'apparente aux distributeurs de billets de banque, devrait être installé dans un premier temps dans les stations de métro à Paris et dans les gares. Il pourrait ensuite fleurir sur les trottoirs des villes comme de simples cabines téléphoniques...

Le propre des automatismes étant de remplacer l'être humain, on peut dire aujourd'hui qu'une véritable « chasse à l'homme » est engagée.

Si la nouveauté de certaines machines (robot, automate programmable) est réelle, la stratégie, elle, est ancienne. Dès 1960, le sociologue Pierre Naville tirait d'une enquête auprès de plusieurs centaines d'entreprises la conclusion suivante : « *Il apparaît nettement que certaines entreprises prennent* (en s'automatisant) *une avance croissante sur d'autres moins bien placées. C'est dans ces entreprises que se dessinent le plus clairement les nouvelles formes de travail. Il en résulte que les entreprises où l'automatisme est le plus développé sont destinées à jouer un rôle de pionnier dans toute la branche, mais aussi rendront plus difficile dans certains domaines la concurrence d'entreprises moins bien outillées, surtout en cas de crise (1)* ». Le succès de certaines entreprises et les problèmes que rencontrent les autres (en particulier dans l'automobile) illustrent parfaitement l'actualité de ces prévisions.

A la fin des années 50, l'automatisation pénètre le secteur des industries de processus (pétrole, chimie, industrie cimentière) qui concernent la transformation d'un produit par un ensemble de réactions chimiques. Grâce à un système de transporteurs automatiques de tuyaux et de relais électro-mécaniques, la production se fait en continu. L'homme commence à quitter les usines. En 1955, on estime qu'une raffinerie de pétrole employant 800 personnes peut fonctionner avec seulement 12 personnes en s'automatisant (2). Pendant ce temps la productivité augmente : entre 1946 et 1958 une usine du groupe de chaux et ciments d'Altkirch réduit son personnel de moitié tout en doublant sa production. Pendant les années 60, le mouvement s'accélère. Dans le secteur de la chimie la production augmente près de neuf fois plus vite que les effectifs entre 1963 et 1970. Les économies de main-d'œuvre et l'accroissement de la production permettent de dégager une part importante des fonds nécessaires à l'automatisation. Entre 1965 et 1970, les effectifs du secteur pétrole ont augmenté de 9,2 %, la production de 77 % et les investissements de 99 %. L'automatisation à elle seule n'explique pas tous ces chiffres. Mais il est certain qu'elle joue un rôle moteur dans la modernisation ou la construction de nouvelles usines (phénomène que l'on retrouve aujourd'hui) et absorbe une part importante des investissements. Quelques années plus tard, quand les robots et les automates font leur apparition, leurs camarades de travail ont déjà un air de famille.

Une autre époque

Durant cette période de croissance économique, la France importe massivement des travailleurs étrangers pour satisfaire ses besoins de main-d'œuvre. La consommation intérieure se développe avec l'aide généreuse des organismes de crédit. Il faut produire plus pour satisfaire la demande.

Nous vivons aujourd'hui une autre époque. Les mutations en cours dans l'industrie et le tertiaire commencent à inquiéter. La question des rapports entre la machine et le chômage est à nouveau d'actualité. Va-t-on vers des conflits comme à l'époque de l'introduction des métiers à tisser Jacquard ou de la révolte des luddistes ? (3).

Pour l'instant, les intéressés observent l'arrivée de nouveaux outils dans leurs entreprises.

(Lire la suite page IV.)

(1) Pierre Naville. *L'Automation et le Travail humain.* C.N.R.S., 1961, 741 pages.

(2) G. Caire. Thèse, Aix, 1957. Cité dans le rapport IRIS : *Automation, Travail et Emploi* : Etude empirique des principaux automatismes avancés et éléments d'approche macro-économique. Institut de recherche et d'information socio-économique. Université de Paris-IX (Dauphine). Avril 1979. 324 pages.

(3) Mouvement qui prit naissance en Grande-Bretagne au début du dix-neuvième siècle et autour de Ned Ludd dans qui prônait la destruction des machines.

EDWARD BEHR

LA TRANSFUGE

roman

"Par son adresse à débrouiller une intrigue internationale, sa connaissance de la mentalité chinoise, sa peinture aiguë des mondes secrets vietnamiens et chinois de Paris, ce roman d'imagination se lit comme un document autobiographique où chaque ligne dirait la vérité."

Anthony Burgess / L'Express

Collection "Best-sellers"

ROBERT LAFFONT

Héritage

Le Monde dimanche du 15 mars 1981 a publié un très bel article sur « La France de l'héritage ». On y fait allusion au fameux rapport Ventejol-Blot-Méraud, publié fin 1978, qui est resté enfoui dans quelque tiroir. Les auteurs recherchaient parmi d'autres moyens une action sur le processus même de formation des inégalités.

Ancien fonctionnaire des finances (enregistrement), cette question m'a toujours préoccupé et je serais heureux qu'un jour s'ouvre une controverse (explosive) sur le sujet.

Une décision solennelle devrait rassurer les possédants : la constitution d'un patrimoine familial réservé à la ligne directe des héritiers et à l'époux, la valeur maximale étant régulièrement fixée en fonction des fluctuations de la monnaie. La succession n'étant ouverte qu'au décès du survivant des époux le cas échéant. Le patrimoine serait exonéré de toute ponction et libre de toute fiscalité. La suite des propositions est moins acceptable à la majorité actuelle. C'est d'abord le principe de la suppression du droit à l'héritage à tous les collatéraux. Ce droit étant réservé aux seuls héritiers en ligne directe et à l'époux.

Voici en quelques mots les principes envisagés. Jusqu'à présent on a appliqué aux impôts et droits successoraux le principe de la progression dans deux directions : le montant du patrimoine et le degré de parenté dans la ligne directe.

La progressivité est possible aussi suivant l'âge des diverses portions du patrimoine laissé par le défunt ou plus exactement par le nombre de transferts par voie de succession (voire aussi de donation) que les différentes portions ont subi avant de parvenir à l'individu maintenant décédé.

Le droit de l'héritier serait différent pour les diverses parties de l'héritage.

Il s'exercerait totalement sur les biens accumulés grâce au travail du défunt ou à son épargne, et d'une façon plus réduite sur la partie dont la provenance par suite de transferts répétés en serait plus lointaine. Mais il faut que cette division du patrimoine en plusieurs parties selon le nombre de transferts subis se fasse au point de vue quantitatif seulement, c'est-à-dire d'après le montant respectif de chacune exprimé en argent.

Le patrimoine ainsi divisé quantitativement, le droit fiscal s'excercerait différemment suivant l'âge du patrimoine. Moins élevé sur la portion provenant du travail du défunt, plus élevé sur celle recueillie par succession antérieure jusqu'à un degré de parenté où l'appropriation par la collectivité serait totale.

L'héritier pourrait se libérer en espèces ou en prises de participation qui seraient attribuées suivant leur nature, soit à la commune, soit à la région, soit à l'État. Ce qui fournirait les ressources indispensables à ces différentes collectivités pour assurer leur équilibre financier.

C. VALERY
(La Baule).

Les vieux démons de Julio

Malgré le fait que l'on voit poindre à l'horizon l'ébauche d'une autocritique de la part de Julio Cortezar (*le Monde Dimanche* du 5 avril 1981) de ses prises de position précédentes, je suis désolé de constater qu'il a, toujours collés à la peau, certains des mythes du « bon révolutionnaire » dont son éloignement du continent latino-américain et les habitudes contractées sur le Vieux Continent l'empêchent de se séparer. La présentation faite par le journaliste, situant Julio Cortezar comme un écrivain engagé dans la dénonciation des violations des droits de l'homme sur le continent latino-américain, n'inclut pas un pays pourtant clé : Cuba. Et pour cause.

Cet oubli est symptomatique de la permanence des vieux réflexes d'un écrivain consacré par la littérature et cependant habité par les vieux démons de la cécité idéologique. Il est plus facile de dénoncer l'évidence (les rapports de dépendance de l'Amérique du Sud vis-à-vis des États-Unis) que de s'aventurer dans une analyse lucide de quelques-uns des facteurs d'explication (la part de responsabilité des forces de gauche sur le plan de la stratégie politique). Par contre, on a droit à la vieille tirade sur le bilan de l'action castriste à Cuba (meilleures conditions sociales) et l'on masque la face cachée de l'œuvre en faisant appel à la confortable explication du blocus américain, à l'éternelle déification du Che Guevara et du Grand Satan américain.

Je suis aux côtés d'hommes qui se battent pour la liberté et la dignité humaines, mais je me sens définitivement éloigné des hommes qui, bien que combattant pour une cause noble, tombent dans le piège de l'intolérance et de la mystification littéraire.

JUAN MANUEL CANO
(étudiant colombien en 3e année d'histoire, Paris).

Point noir

Je dois avouer que j'éprouve un malaise certain à voir depuis quelques mois se développer l'usage des magnétophones de poche à écouteurs qui permettent à certains de nos concitoyens de déambuler sans perdre une seule minute du précieux flux sonore fourni à longueur de bandes par leur petit lecteur portatif.

Parfait symbole de l'état de notre « convivialité », il cristallise cette recherche acharnée de l'état d'indifférence, clé apparente de notre bonheur contemporain.

Pour ce qu'il représente de mépris pour l'environnement humain, pour ce qu'il sous-entend de recherche d'une plus grande solitude, pour ce qu'il implique de refus de ce qui constitue une part du bonheur de vivre — l'échange, — je commence à détester cette prothèse (que j'imagine souvent surmontée d'une antenne directionnelle prête à recevoir les ordres d'un quelconque Big Brother)...

On me répondra sans doute que ce n'est qu'un symbole et que notre capacité d'échange collective est déjà bien en peine comme cela : alors, au point où nous en sommes...

Peut-être... D'ailleurs, je n'aurais pas exprimé cette sensation possible si je n'avais lu dans *le Monde* du 2 avril 1981 que l'utilisation de ce magnétophone ne sera pas interdite dans l'immédiat aux conducteurs d'automobile « en l'absence d'informations faisant apparaître une recrudescence particulière d'accidents liés à l'emploi de tels appareils », bien qu'ils rendent « difficile, sinon impossible, l'audition des avertissements sonores ou même des bruits de la voie publique », (réponse ministérielle).

En d'autres termes, la stratégie du point noir va encore une nouvelle fois s'appliquer : comme pour ces virages dangereux qu'on ne corrige qu'après le énième accident (cet exemple n'est, bien entendu, pas limitatif...), on n'interdira l'usage de ce magnétophone aux automobilistes qu'après qu'une énième victime aura succombé du fait des conséquences de la surdité provisoire d'un auditeur « planant »...

Il est vrai que l'on pourrait défendre l'usage de cet appareil au volant au nom de la liberté de l'automobiliste (qui n'en posséderait déjà pas beaucoup, le pauvre...). Cela me paraîtrait abuser singulièrement de la notion même de liberté (et en tout cas *ne pas correspondre* à l'idée que je m'en fais).

J'aimerais enfin dire que, si le fonctionnaire qui a rédigé cette réponse ministérielle est un conducteur adepte du magnétophone portatif à écouteurs, je souhaiterais vivement ne pas le rencontrer à ce carrefour où je dois systématiquement signaler mon approche à l'aide de l'avertisseur sonore de mon automobile...

G.B.S., 28 ans
(Châtillon).

Printemps

Je voudrais vous faire part de quelques réflexions, inspirées par le tout neuf printemps 1981. Réflexions amères ? Nostalgiques tout au plus. Et pourtant, je n'ai que vingt-quatre ans...

Je me souviens du printemps que nous vivions dans les années 70.

Lycéenne, je marchais vite le long des rues, agitée d'un second souffle par la première douceur, le premier rayon de soleil sur Paris.

Vous comprenez, j'étais pressée. En ces années-là, dès le printemps, plus une minute n'était à perdre.

La révolte était d'espoir, et l'amour, mon amour pour toi Dominique, c'était « toujours ». Je me dépêchais donc vers Bagnolet, la triste et belle, où Dominique, étudiant, habitait ; ou bien je courais à quelque A.G. (assemblée générale) de lycée, ou à une réunion du CAL (comité d'action lycéen). Les études et la lutte se liaient mystérieusement pour mes amis et moi, chaque printemps nouveau nous apportant un sang neuf pour les affronter.

Le rouge aux joues, un poing levé quelque part dans ma tête, mon amour au secret, le printemps en ces années-là soufflait encore que tout allait changer. Une nouvelle société était en marche, aucune lutte n'était vaine, et, sur les acquis de 68, nous construisions, militants et passionnés, un nouveau monde.

En 1981, le printemps est revenu encore. Je travaille maintenant depuis cinq ans. Sans être militante, la même passion politique m'habite toujours.

J'écoute les mensonges des « vieux-jeunes » de ma génération.

J'apprends que la politique n'est plus de mode, même si l'on veut bien rire un peu avec Marchais. Je vois que l'on se « branche » sur les magazines tels qu'*Actuel* ou *les Nouvelles littéraires*, journaux bien « clean » s'il en faut. On s'installe, on épargne, et on apprend par cœur « la Grande Débrouille », que publie un hebdomadaire, pour les voyages et les « petites bouffes ».

Mais on ne se mobilise plus. Oh la la ! Ce serait bien désuet. Tout est bien canalisé.

Les lycéens d'aujourd'hui portent des walkmans pour ne plus entendre. Ils ignorent les usines en lutte et le fascisme en Amérique latine. Au Palace, aux Bains-Douches, nul ne leur parle des restrictions des libertés individuelles. L'angoisse de l'avenir paralyse...

Dominique n'habite plus Bagnolet, où les tours rapaces sont montées autour des petites rues grises. Il travaille et vit ailleurs, une vie étrangère à la mienne, maître auxiliaire en banlieue.

Décidément, le printemps n'est plus ce qu'il était...

Mais ce soir, je téléphonerai à Dominique.

M.B.
(Paris.)

Parti pris

« Boureaucrates »

Il descend sur le trottoir, referme la portière, met la clé dans sa poche. Automobiliste l'instant d'avant, il pestait contre l'insconcience des piétons. Maintenant, il proteste contre ces conducteurs qui se croient tout permis et mettent en danger la vie de leurs contemporains. Jusqu'au moment où il s'assiéra de nouveau derrière son volant.

Banal phénomène. Mais se limite-t-il aux seuls automobilistes ?

Le bureaucrate est, en France, l'ennemi public nº 1. Embusqué derrière ses règlements et ses formulaires, il est accusé de prendre un plaisir sadique à persécuter ceux que la complication des temps obligent à passer sous sa férule. Et tout le monde de s'interroger : se venge-t-il d'un avancement trop lent



ALAIN MILLERAND.

à son gré ? Prend-il plaisir à exercer un pouvoir qui ne lui est pourtant que délégué, et à en abuser ?

De nombreux lecteurs nous écrivent longuement leurs mécomptes, les injustices, les mesquineries dont ils sont l'objet, les dossiers qui dorment, ou se promènent. Et ils ont presque toujours raison de se plaindre.

La bureaucratie est partout, et les bureaucrates innombrables. A croire que la moitié des Français actifs utilisent leur temps à persécuter l'autre moitié. A y bien regarder, l'affaire est plus complexe. Le bureaucrate, c'est celui qui est derrière le bureau ou le guichet. Au moment où il s'y trouve, et à ce moment seulement. Comme l'automobiliste devenu piéton, le bureaucrate, sa table quittée, redevient contribuable, assujetti à la sécurité sociale, allocataire ou demandeur de permis de construire. C'est-à-dire un contempteur forcené de la bureaucratie, de ses ordinateurs-alibis, de ses pompes et de ses œuvres. Chacun — ou presque — est à la fois bourreau et victime. L'ennui est que personne n'y paraît trouver de compensation.

JEAN PLANCHAIS.



Le trésor

Je l'emmaillotai dans ma chemise de nuit avec les gestes doux d'une mère. Comme elle était belle avec son petit ventre rond et qu'elle était bien conservée pour son âge !

Je la couchai délicatement au fond de ma valise sous mes pulls. Puis je fermai la valise à clé car le taxi qui devait m'emmener à Marseille, gare Saint-Charles, venait d'arriver et klaxonnait dans le jardin.

Voici un quart d'heure à peine que ma grand-tante m'avait dit brusquement : *« Emporte la cafetière, je te la donne. »*

— La cafetière en argent ?

— Mais oui. Elle sera plus en sécurité chez toi, dans ton appartement, à Paris : ici je risque d'être cambriolée, cette maison est ouverte à tous les vents. Lorsque je vais « aux commissions », je n'ai même plus le courage de fermer les cinq portes-fenêtres du rez-de-chaussée. N'importe qui peut entrer. »

Elle prit entre ses mains la cafetière que j'avais toujours vue briller sur la commode du salon : *« Tiens, elle est à toi. Mais n'oublie pas qu'elle vaut une fortune. Je l'avais fait expertiser voici quelques années : elle est du dix-huitième et en argent massif. On se la transmet dans la famille de génération en génération... et comme je n'ai pas d'enfant... »*

Dans le train Corail, je commençais à regretter de l'avoir acceptée. En effet je n'osais pas aller au wagon-bar manger un petit quelque chose et boire une tasse de thé car il aurait fallu la laisser seule dans la valise qui était dans le filet (en fait ce ne sont plus des filets mais des étagères). Je demeurais le ventre vide jusqu'à Paris. J'étais d'humeur maussade. Cela me rappelait la fable du Savetier !

Arrivée à la maison, j'annonçai aux enfants que je rapportais une « surprise ». Ils croyaient que c'était des calissons ! Quelle déception lorsque j'ai sorti avec précaution de ma chemise de nuit la cafetière !

Je l'ai posée, telle une relique, sur la table basse, dans la salle de séjour. « Surtout ne la touchez pas ! *Elle vaut une fortune !*

— Alors, si on la vendait, a dit l'aîné, *on irait tous en Grèce un mois, ce serait formidable !*

— Vendre la cafetière de ma grand-tante ! Tu oses dire cela ! Tu n'as pas l'esprit de famille ! Tu ne respectes rien !

— Au moins je pourrais faire du café dedans ?, a demandé mon mari naïvement en bon Nordique qu'il est.

— Faire du café dans ma cafetière ! Tu plaisantes ! Jamais on n'y a versé du café ! D'ailleurs l'intérieur est comme du vert-de-gris. On s'empoisonnerait !

— Mais alors, à quoi elle sert ? a demandé le chœur.

— C'est un objet d'art qui procure un plaisir esthétique, ai-je répondu, pédante. Comme une assiette de Moustier — vous n'iriez pas manger dedans — un vase Ming, un arybale... un tableau de Tal Coat... »

J'ai pris un chiffon de laine et je me suis mise à l'astiquer, ma cafetière. Puis une pensée a traversé mon esprit : notre porte d'entrée *n'était fermée que par un modeste* verrou.

Alors je me suis intéressée dans le journal aux publicités qui vantaient les fermetures « supersûreté », une serrure, deux tours de clé, cinq points de condamnation, canon protégé par une cuirasse en acier cémenté (breveté), puis blindage en tôle avec couche antirouille, plus trois protège-gonds, plus un entrebâilleur doré...

Voilà ce qu'il me fallait !

J'ai fait venir un serrurier pour un devis (gratuit).

Il a pris les mesures de ma porte d'entrée et il m'a demandé si j'avais d'autres issues.

« Oui, bien sûr, une porte de service, mais je l'ai condamnée en mettant devant un buffet.

— Mais ma pt'ite madame, réfléchissez ! c'est ridicule de blinder la porte d'entrée et pas celle de service. »

Et il prit les mesures de la porte de service.

Puis il s'aperçut que la fenêtre de la cuisine et celle du cellier donnaient sur les toits des garages.

« Mais ma pt'ite madame ! Il vous faut des volets ! On peut grimper comme rien dans votre cuisine ! J'ajoute deux paires de volets métalliques.

— Et combien ça va me coûter tout ça ? »

Il sortit sa petite calculatrice de poche : *8 000 F T.T.C.*

— 8 000 F T.T.C. ! »

J'ai répondu ce que répondent toujours les femmes soumises : *« Je vais en parler à mon mari. »*

Mon mari me dit que pour payer les travaux il fallait vendre ma cafetière.

« Non ! C'est du Kafka ! Du Ionesco ! Si je vends ma cafetière, je *n'ai plus besoin* de faire blinder les portes, nous n'avons rien de précieux dans l'appartement...

— *Nous ne pouvons pas faire cette dépense maintenant... plus tard on verra. Lorsque nous partirons en vacances, tu n'auras qu'à bien la cacher, ta cafetière... »*

C'est ce que je fis.

Je trouvai une cachette géniale. Si *géniale qu'au retour je ne me* souvenais plus du tout où j'avais bien pu la fourrer. En un sens cela *me rassurait : si moi-même, dans* ma propre maison, je n'étais pas capable de retrouver ma cafetière, aucun voleur, si expérimenté fût-il, *ne la retrouverait jamais. Enfin* je pouvais dormir tranquille.

C'est en rangeant mon placard à balais, quelques semaines plus tard, que je l'ai découverte, enfouie dans la *chevelure d'un o'cédar* dont je ne me servais pas.

Je l'ai remise à l'honneur sur la table basse et tout a recommencé !

> « Le sommeil quitta son logis ;
> Il eut pour hôtes les soucis,
> Les soupçons, les alarmes vaines... »

N.B. — Je prie la rédaction de *ne pas communiquer mon adresse* aux personnes qui pourraient la lui demander et cela tant que je n'ai pas fait blinder mes portes... ou vendu ma *cafetière...*

GABOU.

Jacques Cellard



Les 500 racines grecques et latines

les plus importantes du vocabulaire français

Duculot

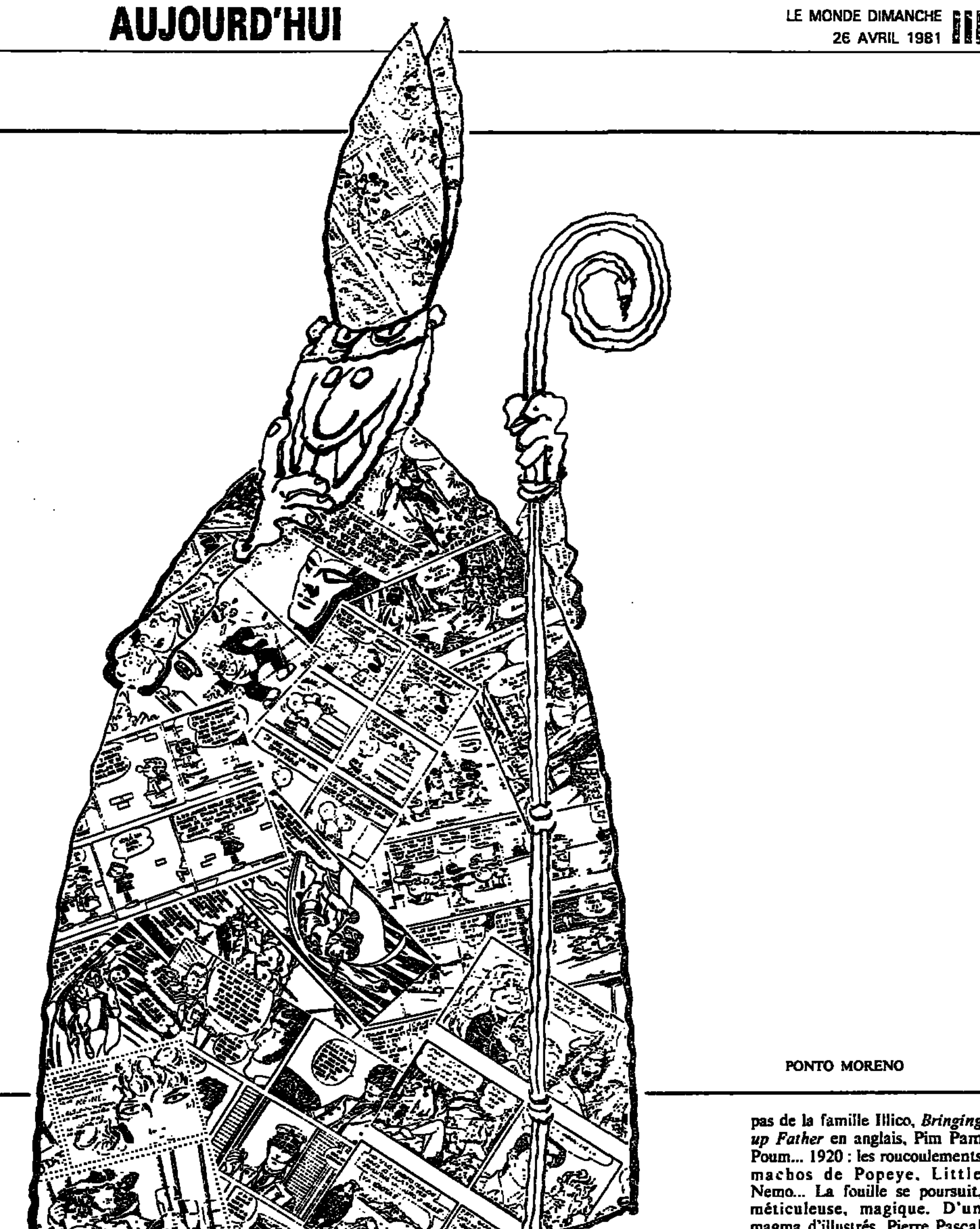
Actuelles

Fièvre

« Le moment des élections générales arriva. Dans des occasions semblables, il règne toujours un peu de fièvre à la surface du pays : les ambitions s'inquiètent et s'agitent, l'effervescence des intérêts se mêle à l'activité des amours-propres, le calcul à la passion. Pour un ministère, il s'agit de l'existence ; pour un candidat, il s'agit d'une influence à acquérir ou à maintenir. Dans un pays d'égalité, ce sont encore les moyens de domination que l'on se dispute. L'homme est ainsi fait : il s'accommode difficilement de ce qui est au-dessus de lui, parfaitement de ce qui est au-dessous. Obéir lui est intolérable, commander lui paraît doux. Aussi ceux qui rêvent un régime où tout le monde commandera, sans que personne soit tenu d'obéir, sont-ils sur le chemin du problème le plus difficile qu'ait pu agiter l'esprit humain. »

Ainsi parle Jérôme Paturot, tour à tour poète chevelu, journaliste, bonnetier, député, héros et victime du négoce. Le roman de Louis Reybaud, *Jérôme Paturot à la recherche d'une position sociale*, date de 1842.

JEAN GUICHARD-MEILI.



PONTO MORENO

VIES

Pierre Pascal un pape pour la B.D.

Pierre Pascal est entré dans les bandes dessinées comme on entre dans les ordres, avec ferveur et humilité. Il a aujourd'hui la plus importante collection française de « comics books ».

SERGE RAFFY

LE front interminable, lisse et brillant, la barbiche broussailleuse et les yeux en état d'alerte, toujours prêt à gober une image tirée au feutre, Pierre Pascal semble tout droit sorti d'un album de Pellos, l'octogénaire dessinateur des Pieds Nickelés. Nerveux et sec comme un blanc du Médoc, il cache derrière ses lunettes le plus grand musée vivant de la B.D. La formule le fait pouffer de rage : *« Musée, encyclopédie... Pourquoi pas une banque de données tant qu'on y est ! »* Depuis vingt ans que Pierre Pascal traîne ses galoches de Filochard teigneux sur les planches du neuvième art, c'est pourtant la réputation qu'il a fini par endosser. On va voir Pascal comme on visite un gourou. Dans l'arrière-pays bordelais, à Canéjan, il a installé son bivouac, le Bistro, un restaurant coquet et paisible. Au menu : pot-au-feu et croisière dans les années 30, l'âge d'or de la B.D., l'époque bénie des *comics* américains, et, bien sûr, le Festival d'Angoulême, dont il est un des organisateurs.

« J'ai aujourd'hui cinquante-trois ans, et je continue à dévorer les albums comme à dix ans. Je n'ai plus les mêmes lectures, c'est la seule différence. A dix ans, nous n'avions que les bandes américaines à nous mettre sous la dent. Pim Pam Poum, Mandrake, Guy l'Éclair... Tous ces héros étaient publiés dans les quotidiens américains. En France, on racontait des histoires en images comme Bécassine ou les Pieds Nickelés. On n'utilisait pas le ballon, la « bulle » si vous préférez. Il y avait de longs textes sous les dessins. C'était le prolongement des images d'Épinal. Rien de plus ».

Nostalgie

Pascal déteste parler de lui. Son histoire passe par celles de la B.D. Dans le kaléidoscope des souvenirs, les images se bousculent, s'entrechoquent. Tarzan, Flash Gordon, Prince Vaillant et Dick Tracy jaillissent de sa mémoire, *U.S. import*. En Europe, néant. Le degré zéro de la B.D. pour le Vieux Continent. Une absence que le sage de Canéjan porte comme une blessure. Il faudra attendre la seconde guerre mondiale pour que les *Frenchies* osent prendre le relais des Américains. Les bandes que l'actuel directeur de *France-Soir*, Paul Winkler, importait des États-Unis, par son agence Opera Mundi, arrivaient alors au compte-gouttes. Il fallait combler les vides, et même parfois achever en catastrophe des séries non terminées. Exemple : Edgar P. Jacobs, le père de Blake et Mortimer, a débuté en reprenant les histoires de Guy l'Éclair que son journal ne recevait plus. *« La censure vichyste a joué un rôle relativement important dans l'embargo des B.D. américaines. Tarzan,* raconte Pierre Pascal, *n'était pas du tout le type de héros que le pouvoir en place appréciait. Beaucoup trop américain.. et puis les femmes étaient trop dénudées. Dans certaines bandes, on rhabillait les héroïnes avant de les présenter aux lecteurs français. »*

A la fin de la guerre, Pierre Pascal passe dans le monde des « grands ». Les historiettes de boy-scouts, de héros positifs plus débiles les uns que les autres, lui sortent par les yeux. C'est l'époque du rejet. Il observe d'un œil étranger l'éclosion des grands hebdomadaires comme *Tintin, Spirou, Mickey, Vaillant, Coq hardi. « Notre génération était flouée. Toutes les publications de bandes dessinées étaient réservées aux enfants. Nous n'existions plus en tant que lecteurs de B.D. Et nous avions un peu honte de lire celles qui existaient. La loi du 16 juillet 1949 a fait très mal... »* Cette loi visait à endiguer le raz de marée des importations de B.D. américaines relancées dès la fin de la guerre.

La fronde contre cet arrivage fut engagée par les catholiques et le parti communiste. Les premiers contre la « lubricité » du Nouveau Monde, les seconds pour « produire français ». Les communistes réclamaient que 70 % des B.D. publiées soient françaises. Résultat de cette levée de boucliers, une loi bâtarde dont l'article 2 révèle les perversions : *« Les publications ne doivent comporter aucune illustration, aucun récit, aucune insertion présentant sous un jour favorable le banditisme, le vol, la paresse, la lâcheté, la haine, la débauche ou tous actes qualifiés crimes ou délits ou de nature à démoraliser l'enfance et la jeunesse. »* Une grande baffe à la création. *« A l'origine,* pense Pascal, *le projet n'était pas forcément mauvais, car les B.D. américaines coûtaient quatre ou cinq fois moins cher que les françaises puisque c'étaient des rééditions. Le marché était envahi. Après cette loi, Paul Winckler, qui éditait* Mickey, *a descendu de tranche d'âge dans son journal, Cino Del Duca a sabordé* Tarzan, *de nombreux journaux ont mis la clef sous la porte. Seuls les éditeurs de* Vaillant *et de* Coq hardi *s'en sont sortis.* Vaillant *ne publiait que des dessinateurs français. C'est de là que sont sortis Forest, Poïvet et Gilon.. »*

Pendant dix ans, Pascal traîne sa nostalgie de lecteur de B.D. d'avant guerre, laissant sa passion somnoler. Un événement va la réveiller brutalement. En 1962, Francis Lacassin lance un appel national à tous les « mordus » de l'âge d'or de la B.D. pour se rassembler et imposer leur goût : ressusciter Mandrake, Flash Gordon, Prince Vaillant, ou au moins tenter de les faire connaître. Un an plus tard, Pierre Pascal se retrouve à Paris, à la Vieille Grille, avec une quarantaine d'anciens combattants de la bulle, pour le premier congrès de ce qui deviendra quelques années plus tard le CELEG (Centre d'études des littératures d'expression graphique). *« Il y avait Lacassin, Goscinny, Rémo Forlani, Paul Winkler... »* Depuis cette réunion, Pierre Pascal a signé un pacte avec la bande dessinée. Presque un sacerdoce...

Collectionnite

« Après le congrès, je suis allé quotidiennement au marché aux puces de Mériadek, à Bordeaux. J'ai commencé à accumuler les vieux fascicules d'avant guerre. Je ne me suis plus arrêté... » Aujourd'hui, derrière ses fourneaux de Canéjan, il continue d'entasser des *comics books*, des albums, dans une remise transformée en bibliothèque. Le lieu tient du capharnaüm et de l'étal de bouquiniste. Plus de cent mille fascicules occupent l'espace de cette caverne d'Ali Baba dans un désordre absolu. *« Un jour, je vais ranger tout ça,* avance Pierre Pascal. *Au Festival d'Angoulême, on a l'intention de monter une documentation informatisée. Alors, je ne sais pas si ça servira à grand-chose... »*

Il brasse des centaines de journaux, l'odeur du vieux papier envahit la pièce. Effluves ouatés de héros oubliés. 1910 : les premiers pas de la famille Illico, *Bringing up Father* en anglais, Pim Pam Poum... 1920 : les roucoulements machos de Popeye, Little Nemo... La fouille se poursuit, méticuleuse, magique. D'un magma d'illustrés, Pierre Pascal extirpe un supplément du dimanche du *New York Herald Tribune* de 1910, tout en couleurs, grand format, un festin d'images. *« Té, à cette époque, ils se régalaient, les dessinateurs. C'était le grand boom des quotidiens américains. Il y avait une concurrence terrible. C'était souvent la B.D. qui faisait la différence. Alors, on leur donnait de la place. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. »*

Encore la vieille nostalgie de l'âge d'or, les regrets aussi de voir la bande de la Vieille Grille disséminée par le temps et parfois, l'argent. La B.D. est devenue un business, et les puristes sont peu à peu supplantés par des V.R.P. diaphanes. Les turbulences des années 60 s'enfuient. *« Si tous ces gens, Lacassin et les autres, pouvaient se regrouper à Angoulême, comme avant, ce serait formidable. »*

En 1978, Pierre Pascal a participé au jeu télévisé « La tête et les jambes ». Dans sa matière, la bande dessinée, bien sûr, il a été incollable ou presque. *« Mon partenaire lançait des fléchettes. C'est très drôle, je ne le connaissais pas. Nous ne nous sommes jamais parlé. J'ai gagné 5 millions de centimes... Je me suis trompé sur Adèle Blanc-Sec, de Tardi. Elle avait été assassinée... Il fallait trouver que le sang qu'elle avait près d'elle était du jus de tomate. C'est idiot, hein ? »*

Depuis, Pierre Pascal est un lecteur acharné de Tardi. Il dissèque ses planches à la loupe, pour « tenir » sa réputation. Et sa mémoire. Conservateur d'un musée de vieux papiers rendu bientôt caduc par la reproduction. *« Aujourd'hui, il n'y a plus de B.D. rare, les éditeurs rééditent tout. Surtout Glénat et Deligne. Alors à quoi bon conserver ! »* Vingt ans de stocks balayés par ce second souffle du neuvième art. Le Pécuchet de la B.D. n'en fait pas un drame. Il se console avec Angoulême, qui a attiré cette année la foule. Un triomphe que Pascal savoure dans une bulle : *« Dites aux copains qu'ils viennent l'an prochain ! »*

ARTISANS D'HIER
des communications d'aujourd'hui
1850 1950
HOTEL DE ROHAN
87 rue Vieille du Temple - Paris 3e
T.L.J. (sf mardi) 11h à 18h, du 9 Avril au 8 Juin

Des robots et des hommes

(Suite de la première page.)

Machine-outil à commande numérique (M.O.C.N.), centres d'usinage, robots, automates programmables, conception et fabrication assistée par ordinateur (C.A.O.), ateliers flexibles et matériels de bureautique. Tous ces équipements, qui peuvent remplacer l'être humain dans l'accomplissement de certains travaux, doivent leur apparition au développement de la microélectronique.

Dans les années 60, les calculs mathématiques de thésards français sont effectués aux Etats-Unis sur des ordinateurs de 30 tonnes. On fait aujourd'hui les mêmes opérations en France sur des calculatrices pesant 300 grammes. Pour repérer la position du bras d'un robot dans l'espace, son calculateur doit traiter 1 500 opérations toutes les 10 millisecondes. Travail de routine : les microprocesseurs actuellement sur le marché effectuent 4 millions d'opérations à la seconde. Grâce à ces moyens de calcul puissants l'industrie et la recherche ont fait sauter un nouveau verrou technologique : l'ère de l'automatisation a commencé. Aucun secteur n'y échappe.

Les opératrices disparaissent des centraux téléphoniques, les postiers des centres de tri automatiques. Une machine redresseuse classe et oblitère 27.600 lettres à l'heure en présence de trois employés. Cinquante-quatre de ces centres seront installés d'ici à 1983. Entre 1971 et 1976, grâce à l'automatisation, les effectifs des chèques postaux ont diminué de 2,7 % par an alors que le trafic augmentait de plus de 3 %. Le même mouvement se développe dans les banques avec le traitement automatique des chèques. Dans une dizaine d'années le support papier qu'est le chèque aura peut-être disparu au profit du transfert électronique de fonds (4). Dans les industries de série, M.O.C.N. et robots accomplissent les tâches jusqu'ici réservées à l'homme : usinage, peinture, soudure, forge, estampage, fonderie, manutention, montage, etc. Les automates programmables assurent la commande séquentielle de ces machines et des processus industriels.

Investissements

Depuis cinq ans, le volume des investissements consacrés par les entreprises à l'automatisation a considérablement augmenté. En 1976, l'industrie française dans son ensemble a investi 150 millions de francs dans les matériels et prestations d'automatismes. Aujourd'hui, une dizaine d'entreprises investissent avec l'aide de l'Etat 250 millions de francs dans les projets d'ateliers flexibles. On pourrait voir là un signe de santé pour notre industrie, mais ces chiffres cachent une autre réalité. Entre 1974 et 1978, les investissements dans le secteur des biens intermédiaires (verre, papier, chimie, pétrole) ont diminué de 5,7 % par an en moyenne. En revanche, c'est dans ce secteur que l'on découvre les plus gros investissements en matière d'automatismes : verre plat (16 % des investissements globaux), chimie (13 %), papier-carton (12 %). L'augmentation de ces investissements permet une plus grande intégration d'automatisme dans les processus industriels. Les entreprises qui ont les moyens financiers nécessaires ne cherchent plus à automatiser quelques postes de travail mais se lancent dans la construction de nouvelles usines entièrement automatisées. Ces « usines du futur » vont bientôt ouvrir leurs portes en France. Renault doit inaugurer à Douai l'usine qui produira un nouveau véhicule, de moyenne cylindrée. Elle abritera plus de 100 robots, contre 40 à Flins. L'atelier flexible mis en service par Renault Véhicules Industriels (R.V.I.) à Bouthéon (Loire) pour l'usinage de carters de boîtes de vitesses coûtera 45 millions de francs et comprendra 8 postes de travail (5). Citroën prépare à Meudon une cellule flexible pour l'usinage de moteurs : 18 postes de travail et 30 millions de francs d'investissements. Plus que jamais le secteur de la construction automobile devient cet immense laboratoire où sont étudiées les nouvelles formes de travail.

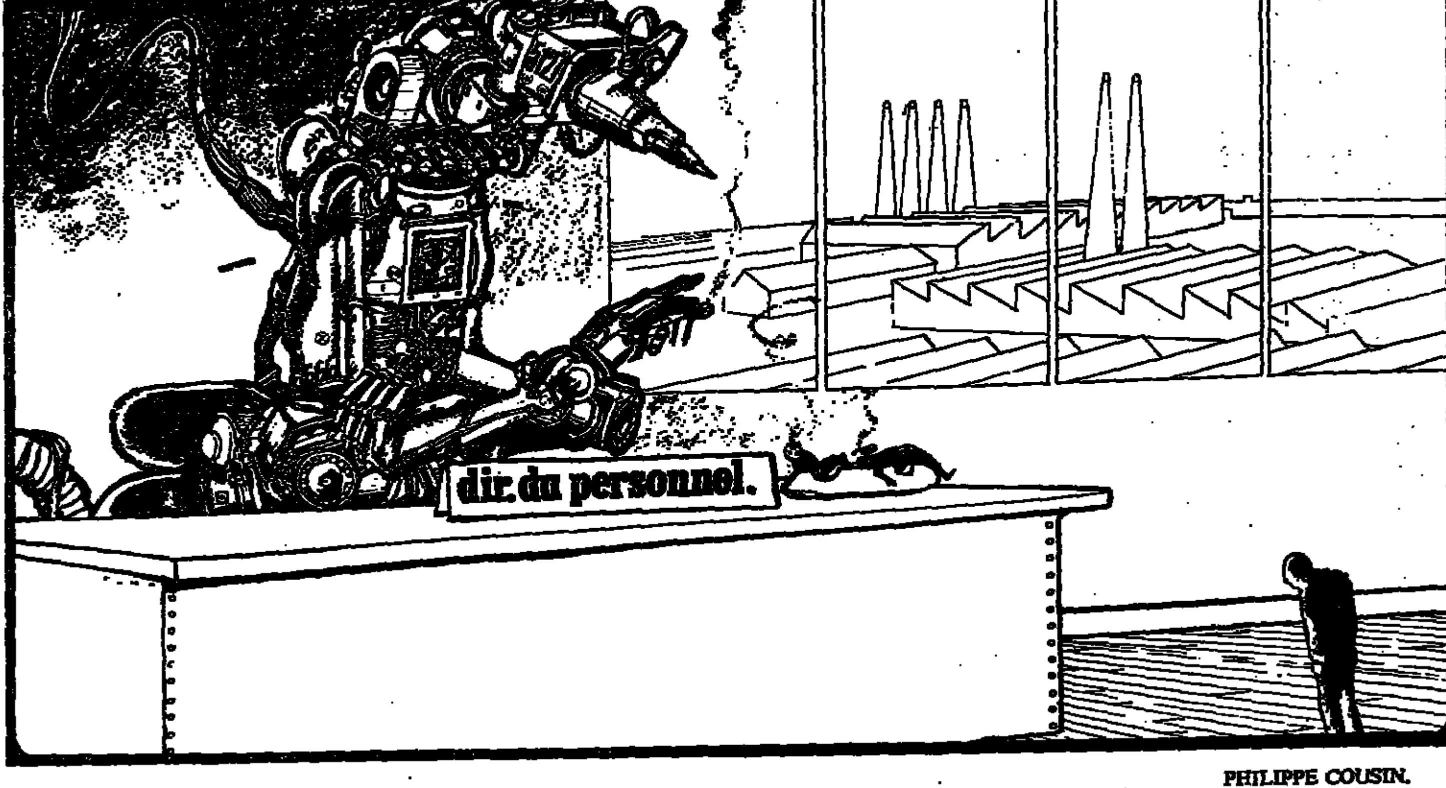
D'autres secteurs s'intéressent aux ateliers flexibles : la télémécanique prépare un atelier pour l'assemblage de composants électromécaniques, Leroy-Somer pour la fabrication de moteurs, Alsthom-Atlantique pour la fabrication de carcasses d'alternateurs électriques. D'autres entreprises ont des projets identiques dans leurs cartons. la vague d'automatisation qui a d'abord touché les grandes entreprises pénètre aujourd'hui les P.M.I., avec l'aide de l'Etat. Lors d'une conférence de presse organisée le 24 mars dernier par l'ADEPA (Agence nationale pour le développement de la production automatisée) (6), M. Pierre Gadonneix, directeur des industries métallurgiques, mécaniques et électriques au ministère de l'industrie déclarait : « *L'action des pouvoirs publics s'exercera en priorité en faveur des P.M.I. qui doivent accéder à un niveau de compétitivité internationale.* »

Concurrence

Grandes ou petites, les entreprises qui espèrent participer à cette « compétition » en s'automatisant sont généralement les plus touchées par la concurrence qui sévit actuellement sur le marché international. Dans une situation de « guerre économique », les nouveaux ennemis de la France sont les pays très avancés technologiquement (Etats-Unis et Japon) ou ceux à faible coût de main-d'œuvre (Sud-Est asiatique). Seule l'automatisation, qui permet de diminuer les coûts de fabrication, devrait nous aider à lutter à armes égales avec ces concurrents. Les industriels sont catégoriques : il faut automatiser ou disparaître.

Les nouvelles technologies permettent de limiter la consommation d'énergie et de matières premières, le volume des stocks et des encours, et de comprimer les frais de personnel. Grâce à l'automatisation, une usine du groupe Tuilerie briqueterie française a diminué sa consommation d'énergie de 45 % par rapport à 1968. Depuis 1975, sa production a triplé, ses frais de personnel sont passés de 40 % à 25 % du chiffre d'affaires, lequel a été multiplié par cinq. On comprend que les réunions organisées par les associations chargées de la promotion des automatismes ou par les fabricants de ce type de matériels aient tant de succès. Les robots sont aussi des outils économes : la société A.K.R. (A.O.I.P. Kremlin robotique S.A.) estime que son robot de peinture permet de diminuer de 10 % la consommation de matière première, soit environ 600 F de peinture par jour, une somme supérieure au salaire du peintre que le robot remplace.

L'automatisation de l'ensemble des processus de fabrication s'accompagne généralement (on pourrait dire « nécessairement ») de la gestion des ateliers en temps réel. Dans les usines et les bureaux, le travail consiste moins à commander des hommes ou à exécuter des tâches qu'à assurer la circulation de l'information qui déclenche et contrôle des processus industriels. Cette circulation se fait aujourd'hui à la vitesse de la lumière, ce qui permet de rapprocher considérablement les postes de distribution de ceux de fabrication, et donc de limiter les stocks. Dans son rapport sur la situation de l'automobile, Brigitte Gros, sénateur des Yvelines (non-inscrit), indique qu'au Japon, grâce à l'automatisation, « *le stock des voitures, par exemple dans les usines d'assemblage, est de l'ordre d'une journée de fabrication maximum (7)* ».



PHILIPPE COUSIN.

Cette absence quasi totale de stock, possible dans un pays où « *les syndicats peuvent se mettre en grève, mais où chaque individu souhaite continuer à travailler (8)* », pourrait avoir ailleurs des conséquences catastrophiques en cas de conflit social et de blocage d'une partie de la production... sauf si celle-ci est assurée par des robots. Dans le secteur de l'industrie automobile, ce corollaire de l'automatisation risque d'entraîner la multiplication des journées de chômage technique, officiellement dues à la mévente, en fait pour limiter les stocks.

L'impact sur les stocks est cependant secondaire par rapport à l'augmentation considérable du taux d'engagement des machines qui permet l'automatisation. Dans un atelier d'usinage traditionnel, une pièce ne passe que 5 % du temps sur des machines-outils. Le tiers seulement de ce temps est productif. L'introduction de M.O.C.N. et la gestion en temps réel apportent une réponse à ce problème. Un rapport du B.I.T. (Bureau international du travail) citant des études réalisées au Royaume-Uni, en R.F.A. et en Australie conclut : « *La productivité (augmente) ici ou là de 300 % à 500 % et, dans certains cas exceptionnels, de 800 % à 1 000 % (9).* » Dans certaines fonderies de constructeurs automobiles, le taux d'engagement des presses à couler est passé de 40 % à 80 %. L'absence de l'opérateur n'entraîne plus l'arrêt de la machine. A Caen-Blainville, chez R.V.I., l'approvisionnement d'une machine-outil chargée de la taille de pièces peut se faire par un tapis roulant. Pendant que son opérateur va déjeuner, elle travaille toute seule. Bien que son autonomie ne soit pour l'instant que d'une heure, il est techniquement possible de la faire fonctionner en continu. Que fera alors l'opérateur ? La réalisation la plus performante dans ce domaine est l'atelier flexible, où les pièces sont guidées automatiquement vers les M.O.C.N. ou les centres d'usinage libres au lieu d'encombrer inutilement les lieux.

« Flexibilité »

La « flexibilité » est devenue l'idée essentielle qui doit guider l'évolution de l'ensemble de nos outils de production, qu'il s'agisse du travail industriel ou du travail de bureau. On peut intervenir sur le programme d'un robot pour modifier la trajectoire de son bras comme on peut changer le contenu d'un texte enregistré par une machine à écrire à mémoire avant de l'imprimer. L'apparente différence entre ces deux machines ne doit pas faire illusion ; l'information qui les actionnera peut être mémorisée sur le même modèle de disquette magnétique. Malgré ses mille visages, l'automatisation est bien un phénomène unique dont les conséquences sont identiques quel que soit son domaine d'application.

Grâce à la flexibilité, les industriels peuvent suivre (ou plutôt précéder) la « demande » : l'amortissement de leurs machines n'est plus lié à la vente d'un produit. L'entreprise qui a installé un robot destiné à vernir des armoires de chambre à coucher peut abandonner ce genre de meuble et passer à la peinture de matériel de bureau sans problème. Les robots de peinture ou de soudage de Renault à Flins sont capables de travailler sur n'importe quel type de véhicule. Si la production de la Renault 18 s'arrêtait, ils travailleraient immédiatement sur un autre modèle. Pour modifier une pièce fabriquée par une M.O.C.N., il suffit d'intervenir sur le programme. D'après les techniciens de la firme Olivetti, le temps de réglage nécessaire est passé de huit heures à quinze minutes pour dix heures de travail effectif.

Un outil de production flexible répond également aux exigences de l'internationalisation du marché. Pour exporter, il faut pouvoir s'adapter aux différents types de réglementations. Les robots de Flins sont capables de reconnaître un châssis de véhicule destiné au marché français d'un autre destiné aux Etats-Unis, et qui diffère par l'emplacement du logement de la roue de secours.

Le prix

Reste le problème du prix de l'automatisation. Un robot de peinture coûte environ 50 000 F, un atelier flexible 40 millions. Un sondage réalisé par la revue *Industries et Techniques* et le Crédit d'équipement des P.M.E. indique que 70 % des responsables de P.M.I. interrogés estiment que ce type d'équipement « *est un coût très élevé* », ce qui freine leurs achats (10). Brigitte Gros estime, de son côté, que « *les robots français sont trop chers* ». Mais les constructeurs de matériel automatisé font remarquer que le prix de leurs équipements augmente moins vite que celui des salaires. Les robots sont-ils compétitifs ? M. Maurice Lande, directeur général d'A.K.R., se déclare prêt à offrir des robots de peinture pour 44 F l'heure, charges et entretien compris. Certaines sociétés spécialisées dans le leasing songeraient même à créer des agences de location qui proposeraient des peintres, des soudeurs, ou des manutentionnaires électroniques comme d'autres des travailleurs intérimaires.

La plupart des études prospectives prévoient une importante diminution du nombre de postes de travail dans les usines et les bureaux.

MALGRÉ ses avantages, l'automatisation ne pénètre que lentement certains secteurs comme le textile. Une des raisons de ce retard est technique. Contrairement aux métaux, aux bois, aux liquides, le textile est un matériau mou qui pose des problèmes aux constructeurs de machines capables de fonctionner toutes seules. En attendant l'arrivée de ces machines, les industriels préfèrent exporter leurs filatures et leurs ateliers de confection vers les pays à faible coût de main-d'œuvre. Cette situation ne durera pas indéfiniment. On peut actuellement robotiser le découpage de patrons ou de vêtements grâce à l'utilisation du laser ou du plasma (11). La piqûre automatique ne saurait tarder. Abandonnant le tiers-monde à sa misère, les industriels rapatrieront alors leurs usines vers la France où elles créeront très peu d'emplois du fait de leur automatisation. Celles qui n'avaient pas été « déménagées » continueront à se vider, ce qui aggravera la crise de l'emploi dans le textile (6,5 millions de chômeurs pour l'ensemble des pays de la C.E.E., 9 millions prévus en 1985).

Dans de nombreux secteurs, l'emploi est menacé par l'automatisation. La plupart des études prospectives prévoient une importante diminution du nombre de postes de travail dans les usines et les bureaux. Seul le ministère du travail semble optimiste : « *Il faut ramener les choses à leurs vraies proportions*, assure M. Jean de Bodman, conseiller au cabinet du ministre, *depuis la crise, les gens voient des robots partout, alors que le nombre de chômeurs n'est pas colossal. En matière d'automatisation, le pire n'est jamais sûr.* » Le meilleur non plus, serait-on tenté d'ajouter en s'appuyant sur certaines études. En France, le rapport IRIS (12) estime qu'à l'horizon 1985 300 000 postes de travail seront supprimés par l'utilisation de M.O.C.N. (4 000 postes), de robots et automates programmables (50 000 postes), d'automatismes de processus (50 000 postes), de la C.A.O. (2 000 à 3 000 postes) et des équipements de bureautique (106 000 postes). M. René Houdart, directeur général du personnel et des relations sociales à la régie Renault, indique qu'à production égale « *l'automatisation première étape fait disparaître 12 postes sur 100* ». La B.N.P. a prévu la suppression de 1 000 postes de travail entre 1977 et 1983.

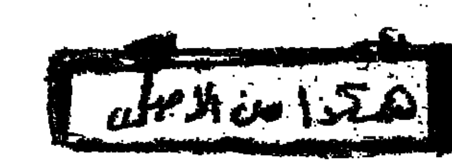
Tous ces chiffres concernent les « postes de travail » et non les « emplois ». En général, qu'il s'agisse ou non des conséquences de l'automatisation, le terme « emploi » semble réservé à l'annonce de licenciements ou de départs massifs en pré-retraite : « *5 800 emplois supprimés par le groupe Willot dans sa filiale Boussac Saint-Frères depuis 1978* », « *Renault Véhicules Industriels supprimera 3 600 emplois d'ici à 1984* ». La différence entre poste de travail et emploi vient du fait que l'introduction de machines automatiques ne fait pas que supprimer des emplois, elle en crée. Quand on remplace quatre tourneurs par une M.O.C.N., si l'un de ces ouvriers est affecté à la surveillance de la machine, on a supprimé quatre postes de travail mais seulement trois emplois. A l'intérieur de ce vaste système de vases communicants qui est en train de se mettre en place sur le marché du travail, on sait aujourd'hui où vont disparaître des emplois mais pas où ils vont réapparaître ni à quelle échelle.

Certains responsables estiment pourtant avoir trouvé des solutions à ce problème. Interrogée le 18 novembre dernier sur les ondes de France-Inter, Brigitte Gros déclarait : « *A partir du moment où on créera des filiales auto-robots, les hommes qui n'auront plus leur place sur les chaînes d'automobiles iront fabriquer des robots, comme le font les Japonais.* »

Contrairement à ces affirmations optimistes, le transfert d'emplois entre les secteurs utilisation et fabrication d'automatismes laisse un solde négatif. Ainsi la société Acma-Cribier (filiale de Renault-Machines-Outils) créera seulement une centaine d'emplois en 1981, alors qu'elle a commercialisé, en 1980, 110 robots industriels (85 % de sa production), ce qui représente la suppression de 330 emplois. En revanche, il est certain qu'il vaut mieux fabriquer en France la totalité des robots utilisés alors que près des deux tiers sont actuellement importés des pays européens, des États-Unis et du Japon.

« Nouveaux emplois »

L'exportation pourrait être une source de création d'emplois. Mais certaines initiatives permettent d'en douter. L'alliance du numéro un français en robotique, Renault, et de la firme américaine Ransburg (un des leaders de la peinture électro-statique) vient de donner naissance à la société Cybotech dont le but est de fabriquer des robots aux États-Unis. C'est à ce prix, dira-t-on, que l'on s'implante sur un marché étranger. Les premiers robots doivent être produits sous licence française Acma, mais les nouveaux modèles pourront ensuite être conçus, fabriqués et commercialisés directement par Cybotech. La zone commerciale de la nouvelle société englobe les Amériques, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la plupart des pays du Sud-Est asiatique, ce qui restreint sérieusement le marché d'Acma. A moins que certaines prévisions ne se réalisent : la firme Frost and Sullivan (études de marché) estime que 20 000 robots seront au travail en Europe en 1990. Espérons que d'ici là, la France aura su développer une industrie des



Renault numéro un

Un important effort de recherche a été entrepris en France, avec l'aide de la D.G.R.S.T. (Délégation générale de la recherche scientifique et technique). En 1979, cet organisme a accordé quarante-neuf conventions en robotique, dont la plupart associent un laboratoire et une entreprise. En 1980, quarante et un nouveaux contrats ont été signés pour « l'automatisation et la robotique ». Le programme ARA (Automatisation et robotique avancées), qui s'ajoute à ces conventions, a été signé en octobre 1980. Il regroupe plus de quarante laboratoires, dont le LAAS (Laboratoire d'automatisme et d'analyse des systèmes), à Toulouse, et qui est le plus grand laboratoire propre au C.N.R.S. (deux cent cinquante chercheurs à plein temps). Quatre thèmes ont été retenus : robotique générale, téléopération avancée, mécanique et technologie, ateliers flexibles. Grâce à ce programme, la recherche n'est plus « déconnectée » de l'industrie comme on le lui a souvent reproché. Deux industriels participent directement aux travaux du groupe ateliers flexibles : la Télémécanique électrique et Renault. D'autres sont intégrés au programme ARA à titres divers : Matra, A.K.R., l'Institut français du pétrole et une association, l'ADEPA, ou figurent parmi les candidats.

L'association industrie-recherche est si étroite que la revue *Industries et Techniques* notait récemment *« On reproche au LAAS d'accaparer les crédits en jeu* (1 MF par an et par pôle) *et d'être dirigé de façon occulte par la direction scientifique de la régie Renault. »* Le responsable du pôle *ateliers flexibles* est M. Jean-Pierre Vignaud, directeur technique de Renault Machines-outils, filiale de la Régie qui regroupe plusieurs *sociétés complémentaires* (Acma-Cribier, Usine de Billancourt, Construction de Clichy, Société de mécanique de Castres (S.M.C.), S.E.I.V. Automation) employant deux mille deux cents personnes et dont le chiffre d'affaires a atteint 850 MF en 1980. Grâce à ce groupe, Renault est présent sur les principaux marchés des automatismes — usinage, assemblage, manutention, systèmes de commande, de contrôle et de mesure — et peut être considéré comme le numéro un d'un marché très prometteur, choisi comme thème prioritaire par le CODIS (Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques), celui des ateliers flexibles.

Les recherches les plus complexes pour ce type d'ateliers concernent le programme qui commande le mouvement des pièces et la marche des machines en temps réel. Pour mettre au point celui de l'atelier de Bouthéon, Renault a dû faire appel au LAMSAD (Laboratoire d'analyse et de modélisation de systèmes pour l'aide à la décision) de Paris-IX (Dauphine), à l'IMAG (Institut de mathématiques appliquées de Grenoble) et au CERT (Centre d'études et de recherches de Toulouse). Les rapports entre la Régie et l'université de Toulouse ont toujours été privilégiés. L'ancien directeur du LAAS, M. Jean Lagasse, est aujourd'hui directeur des affaires scientifiques et techniques chez Renault, et la fabrication d'automates programmables par S.M.C. à Castres (Tarn) est née d'une thèse de doctorat d'un chercheur de l'université scientifique Paul-Sabatier.

Pour Georges Giralt, directeur du LAAS et responsable du pôle *robotique générale* dans le projet ARA, Renault n'est qu'un partenaire comme un autre : *« Le problème vient du fait qu'ARA n'a pas que des amis. Certaines personnes n'acceptent pas que le C.N.R.S. sorte de ce que l'on a appelé sa « tour d'ivoire ». Pourtant,* ajoute Georges Giralt, *nos travaux fascinent les Japonais et les Américains qui viennent travailler ici. »* Sur ce sujet des rapports entre la recherche et l'industrie, Christian Saguez, délégué aux relations industrielles à l'INRIA (Institut national de recherche en informatique et en automatique) (1) est tout aussi catégorique : *« Nous ne sommes pas des sociétés de services, et, si les industriels veulent nous considérer comme des sous-traitants, ça ne marchera pas. »*

L'avenir devrait révéler les ambitions d'un groupe dont on a beaucoup parlé dans d'autres circonstances et qui participe au projet ARA : Matra. Solidement implanté dans le secteur de l'armement (un des gros consommateurs de robots et d'automatismes en tout genre), le groupe de Jean-Luc Lagardère est aussi présent sur le marché de la machine-outil (Manurhin) et du chariot automoteur (Fenwick), deux éléments importants de l'atelier flexible. Matra bénéficie également de conventions de recherche D.G.R.S.T. à travers sa filiale Jaz pour la conception d'un robot de chargement et de déchargement de machine-outil et d'un manipulateur de précision en micromécanique. Elle s'intéresse à la robotique spatiale pour les interventions sur satellites. Enfin, elle aurait mis au point un robot d'assemblage capable de déplacer des pièces de quelques kilos, ce qui la placerait dans le peloton de tête des spécialistes en robotique. L'apparition des ces robots d'assemblage dans les usines annoncera la véritable explosion de la robotique industrielle. ■

(1) INRIA, B.P. 105, Domaine de Voluceau, Rocquencourt, 78153 Le Chesnay. Tél. : 954.90.20.

composants électroniques compétitive... *et qu'à leur tour les robots ne fabriqueront pas des robots.*

Les directeurs d'entreprises qui s'automatisent indiquent pourtant qu'ils seront eux-mêmes en mesure de proposer de « nouveaux emplois » aux personnes dont les postes de travail seront supprimés. Il devrait s'agir d'emploi de surveillance, contrôle et entretien de machines. Ici aussi le nombre d'emplois devrait être assez limité. Dans la plupart des cas, la même personne doit surveiller plusieurs machines. Un opérateur s'occupe de quatre tours à la fois chez R.V.I. *« Chez Thomson-Esswin (La Roche-sur-Yon)*, note la revue « Industries et Techniques », *un surveillant suffit pour une ligne automatisée de quatre presses hydrauliques de 400 tonnes ».* D'autre part, de nombreuses machines sont aujourd'hui capables de se surveiller, de se contrôler et de s'entretenir toutes seules. L'homme n'est là que pour intervenir dans les cas qui n'ont pas été prévus et dont l'éventail se resserre chaque jour davantage. *Industries et Techniques* cite l'exemple d'un industriel de Villeurbanne qui s'est équipé d'un centre d'usinage horizontal dernier cri : *« Il comporte microprocesseurs, changeur d'outil à 32 postes, palettisation à 6 plateaux circulaires et détecteur d'usure et de casse d'outil. Avec ces derniers équipements, le centre est théoriquement capable de travailler la nuit sans surveillance sur des pièces longues à usiner. »* Pourquoi pas également le jour ? L'implantation de ce genre de machine est récente et il n'y a pas encore en France d'« usine sans ouvrier » (13). Par contre, la fiabilité de ces machines et leur prix poussent à une utilisation en continu, ce qui entraîne le développement du travail posté pour les emplois qui sont maintenus. Les entreprises qui automatisent passent dans un premier temps aux 2 × 8 puis aux 3 × 8. Tous les calculs d'amortissement de matériel se font sur cette base. Dans les récentes propositions pour la relance du textile, la demande de rétablissement du travail de nuit pour les femmes n'est pas étrangère à des projets d'automatisation dans ce secteur.

Les incertitudes que l'introduction de ces nouvelles technologies fait peser sur l'emploi ne peuvent pas être séparées de la situation économique actuelle. Si l'automatisation n'a pas entraîné de suppression massive d'emplois pour le moment, c'est grâce au développement de l'industrie, du tertiaire et au maintien d'un niveau de consommation élevé qui ont permis d'absorber la main-d'œuvre libérée par certains secteurs. En période de crise économique, ce fragile équilibre est rompu. Dans *La Machine et le Chômage*, Alfred Sauvy étudie ce phénomène du « déversement » de l'emploi et propose des « *éléments d'une politique* » permettant, d'après lui, de lutter contre le chômage. Il reconnaît cependant que « *le mécanisme qui a permis, pendant des siècles, d'augmenter le nombre des emplois, à la faveur du progrès technique, n'est plus aussi bien assuré aujourd'hui* » (14). S'il est difficile de prévoir des vagues de licenciements pour cause d'automatisation dans les usines et les bureaux, on peut néanmoins constater que le terme d'« adéquation » du personnel employé par les chefs d'entreprise signifie dans la pratique « arrêt de l'embauche ». Les employés qui abandonnent volontairement leur poste, et ceux qui partent à la retraite (ou en préretraite), et les immigrés qui quittent le pays ne sont pas remplacés. Entre 1977 et 1980, le nombre d'embauches est passé de 7 754 à 551 chez Citroën et de 5 690 à 505 chez Peugeot.

Les P.M.E. qui ont pris le relais du tertiaire comme principal créateur d'emplois joueront de moins en moins ce rôle car elles sont en train de s'automatiser. Cet effort permettra certainement de sauver certaines entreprises, mais il n'est pas certain qu'au bout du compte le bilan global soit positif.

« Ce n'est pas la machine qui copie les hommes c'est l'homme qui est au service de la machine... »

L'IMPACT de l'automatisation ne se mesure pas simplement en terme de volume mais aussi de qualité des emplois. Il n'est guère de déclaration sur les avantages de l'utilisation des robots et des automates qui ne s'accompagne de l'évocation de la *« meilleure qualification des emplois »* et de la *« suppression des tâches pénibles »*. Grâce à l'automatisation, l'ouvrier qui exerçait auparavant un métier non qualifié, pénible et dangereux, se transformerait en représentant de la « nouvelle classe ouvrière ». *Rien de semblable ne s'est produit* dans les industries largement automatisées, comme la chimie, le pétrole ou les cimenteries. Citant le cas du pétrole en 1973, Benjamin Coriat note que *« la grande masse des ouvriers déclarés « qualifiés » (les « surveillants opérateurs »), soit 65 % du total, n'ont pas de qualification qui puisse être ramenée à un métier quelconque en dehors de la branche, quelquefois même de l'usine où ils sont occupés ».*

La « formation » reçue par les ouvriers qui doivent travailler sur des postes automatisés vient généralement de la nécessité de reconvertir du personnel et non d'élever son niveau de qualification (15). Cela peut se faire rapidement. L'« apprentissage » d'un opérateur de robot dure environ un mois, alors qu'il faut plusieurs années pour faire un peintre en automobile. D'autre part, le niveau requis pour devenir surveillant de machine n'est pas nécessairement élevé, ce qui évite au *chef d'entreprise de « renvoyer* son ouvrier à l'école ». M. Roger David, responsable des ventes chez A.K.R., constate que les personnes formées par son entreprise pour devenir opérateur robot *« ne sont pas forcément des gens avec une formation scolaire ou technique formidable, mais des gens qui ont beaucoup de jugeote ».*

Cette situation correspond à une volonté clairement affirmée par certains directeurs d'entreprises. Lorsqu'une entreprise installe de nouvelles machines, elle fait appel, pour éviter les « risques », à des ouvriers hautement qualifiés, par exemple des P 3. La phase de mise en place terminée, ils laissent la place à des P 1, parfois intérimaires. L'effort de « qualification des tâches » entrepris consiste donc moins à transformer les ouvriers français en ingénieurs qu'en ouvriers « japonais ». Le témoignage de l'un d'entre eux a de quoi faire réfléchir sur ce qui est en train de se mettre en place dans certaines usines. Ancien ouvrier chez Toyota, Kamata Satoshi décrit ainsi la vie des personnes qui alimentent les machines : *« Les types qui font ça, peut-on encore les appeler des ouvriers ? Ce ne sont que des esclaves qui fournissent les matériaux nécessaires à la machine... Ce n'est pas la machine qui copie les hommes, c'est l'homme qui est au service de la machine »* (16).

Syntaxeur

« Intelligence ouvrière » ne signifie pas seulement « capacités d'adaptation ». Pour les ouvriers de métier (peintres, soudeurs, *fraiseurs...), les plus concernés* par l'automatisation, elle est synonyme de savoir-faire et d'innovation technologique. Dans certaines entreprises, en particulier à la régie Renault, une prime récompense les ouvriers qui inventent des techniques permettant d'augmenter la productivité d'un atelier. Lorsque l'ouvrier est transformé en surveillant, son savoir-faire ne disparaît pas, il est intégré à la machine. Un robot de peinture n'apprend pas son métier tout seul, et les ingénieurs qui le conçoivent sont bien incapables de lui montrer la marche à suivre. On fait appel à un syntaxeur, sorte de copie légère du bras du robot, relié à un calculateur. Un ouvrier peintre, choisi en fonction de son haut niveau de qualification, utilise la « main » du syntaxeur équipée d'un pistolet pour peindre une pièce. Ses mouvements sont reproduits instantanément (en temps réel) par le robot, qui les mémorise. Ils *sont également enregistrés* sur une disquette magnétique, qui permet de les reproduire à volonté.

Cette appropriation du savoir-faire ouvrier par la machine est encore indispensable pour la programmation de la plupart des automatismes.

(Lire la suite page VI.)

(4) Système qui permet de réaliser des opérations bancaires en temps réel à travers un réseau informatisé : terminaux de guichet, carte de paiement à mémoire, paiements de masse entre banques...

(5) Voir *le Monde Dimanche* du 7 décembre 1980, « le Virage des ateliers flexibles ».

(6) ADEPA, 17, rue Périer, 92120 Montrouge. Tél. : 657-12-70.

(7) Rapport d'information sur l'industrie automobile et son avenir. Sénat. Novembre 1980. Direction des journaux officiels, 26, rue Desaix, 75015 Paris.

(8) Voir *le Monde Dimanche* du 22 mars 1980 : « le zen et le miracle japonais » et *le Monde* du 18 novembre 1980 : « le Miracle japonais ramené à sa juste mesure ».

(9) Les Conséquences pour l'emploi de l'évolution scientifique, technique et structurelle dans les industries mécaniques des pays industrialisés et des pays en voie de développement. *B.I.T.*, Genève, 1977. En vente au *B.I.T.*, 205, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 548-92-02.

(10) *Industries et Techniques*, numéro spécial Automatisation, 31 décembre 1980. 40, rue du Colisée, 75381 Paris, Cedex 08.

(11) Par excitation des atomes d'un gaz rare.

(12) Rapport IRIS, *ibid. cit.*

(13) Voir *le Monde Dimanche* du 18 novembre 1979 : « l'Atelier sans ouvrier ».

(14) Alfred Sauvy, *la Machine et le Chômage*, 1980, Dunod, 320 pages.

(15) Voir *le Monde de l'éducation*, février 81 : « les Techniciens, seuls épargnés par la crise de l'automobile ».

(16) Kamata Satoshi, *Toyota, l'usine du désespoir*, 1976, Éditions ouvrières, coll. « *Rencontres des peuples* ».



LETTRE D'ARTHAUD A CEUX QUI AIMENT LES LIVRES

Il sort 1.500 nouveaux livres chaque mois : romans, essais, documents de toutes sortes. Comment exister, comment être perçu dans cette production ?

Depuis deux semaines, vous le savez maintenant, nous avons décidé d'ouvrir cette lettre chaque dimanche, au même endroit. D'écrire cette colonne où nous analysons nos propres publications, où nous mettons en évidence les caractéristiques de nos ouvrages, la spécificité de nos auteurs et de leur intention.

LA PLUME ET LE PIOLET.

Tout avait démarré avec "Premier de cordée" de Roger Frison-Roche. C'était dans les années 40. Il était naturel que grenoblois, nous soyons l'éditeur de la montagne. Il y avait dans cette rencontre entre l'homme et la montagne quelque chose qui devait un jour rencontrer l'écriture. Ces sentiments intenses que les montagnards connaissent, il fallait qu'ils soient enfin exprimés. Le lyrisme pudique, la modestie exaltée et exaltante face aux chaînes, aux éperons, aux flancs de glace et de pierre : l'affrontement entre l'immensité de la nature et les gestes précis, petits, méthodiques de l'homme ; la gorge qui se noue, les nuits glacées pendu aux roches, le blizzard et la tempête inattendus, la peur, la solitude et la solidarité : et puis la beauté blanche, la beauté nue, l'exaltation du silence et de la victoire - sans ennemi...

Frison-Roche avait choisi d'en parler par le biais du roman. La fiction était sans doute alors le meilleur moyen de faire découvrir cette tension de la montagne à un public prêt au rêve. Il écrit "La Grande Crevasse", "Les montagnards de la nuit" et "La dernière migration".

Dans les années 50, des héros heureux partirent à la conquête des quatorze "plus de 8.000", cette barrière de pierre au-delà des nuages. *Le premier à plier* fut l'Annapurna. Son vainqueur était un certain Maurice Herzog. Il a gardé de la glace et des sommets infinis des blessures cruelles mais aussi une joie et une exaltation intenses qu'il transmit dans un récit bouleversant "Annapurna Premier 8.000". On entrait dans l'ère des "récits". Le réel et le poids de la montagne suffisaient à transporter le lecteur. La montagne rejoignait et souvent dépassait la fiction. Elle écrivait des histoires que les romanciers n'auraient pas osé imaginer.

Dans les années 60, Pierre Mazeaud qui n'est encore qu'un jeune homme passionné, rencontre le plus formidable alpiniste de son époque : Walter Bonatti. Un jour, tragique et simple, comme seule la montagne en donne, Bonatti lui sauve la vie, par énergie et par acharnement. Mais sur le pilier du Frêney, leurs compagnons meurent. C'est "Montagne pour un homme nu". Dans la même lignée, René Desmaison rapporte jour après jour, ces histoires où le quotidien et l'exceptionnel ne cessent de se mêler dans une réalité qui est bien au-delà du rêve : "Professionnel du vide" conte cet étonnant face à face. Entre-temps, le public avait découvert la beauté de ces sommets. Grâce aux photos de Pierre Tairraz, il avait pu mesurer du regard la solitude, le poids des chaînes et des vallées qu'on domine au matin. "Entre terre et ciel" (dont les textes sont de René Desmaison et Gaston Rebuffat) reste le classique des livres de photos de montagne.

*Mais la plus étonnante figure de l'al*pinisme, celle qui est allée jusqu'au bout de cet affrontement entre un homme et la montagne, c'est l'italien Reinhold Messner. Il dit : "Le sentiment de solitude te porte au-delà de l'horizon" et il part. Seul. Entièrement seul. A l'assaut du monde. "L'Éverest sans oxygène" ou "Nanga Parbat en solitaire" racontent avec simplicité et modestie, les conquêtes absolues d'un homme seul.

DES GUIDES DE MONTAGNE.

Cette expérience, cet amour, Arthaud les a bien sûr mis au service de ses guides célèbres. Le "Guide Vallot", la bible des grimpeurs qui décrit chaque face, chaque itinéraire, chaque arête, chaque éperon (4 tomes pour le seul massif du Mont-Blanc).

Nous avons également publié "Le Guide du Massif des Écrins" en 4 volumes. Et puis le très important guide d'initiation à l'alpinisme "Technique de l'alpinisme" sous la direction de Bernard Amy.

Vision esthétique, culturelle et sociale, les livres de Henri Isselin la "Meije", "La Barre des Ecrins", "Les Aiguilles de Chamonix" et "Du côté de l'Aiguille Verte" sont des chants d'amour à des monts.

Et enfin "Les Alpes" de Robert Bornecque c'est une somme de ce qu'on sait sur ces montagnes : passé, présent, documents, cartes et photos.

ARTHAUD

J'aimerais recevoir gratuitement le bulletin d'information où sont analysés les ouvrages que vous publiez.

Nom ____

Prénom ____

Adresse ____

A envoyer à :
Arthaud, 6 rue de Mézières 75006 Paris.

Des robots et des hommes

(Suite de la page V.)

Dans les cimenteries, Benjamin Coriat a noté que l'automatisation des fours n'a pu se faire qu'après une analyse précise des connaissances des ouvriers cuiseurs, mises en mémoire sur un ordinateur (17). Ailleurs, c'est une enquête auprès des ouvriers employés sur une chaîne qui a permis d'établir un programme de pannes types intégré dans les automates chargés de les remplacer. Devenu surveillant dans une salle de contrôle, entouré de voyants lumineux, l'ouvrier tableautiste n'a plus qu'à appuyer sur des boutons pour qu'en cas de panne tout rentre dans l'ordre.

A un stade important d'automatisation, la marche des machines et des processus de fabrication ne dépend plus directement du travail humain. On a rompu le lien entre la production et le monde ouvrier, qui perd ainsi son pouvoir de contrôle et, éventuellement, de blocage sur son outil de travail. Cela peut avoir des conséquences graves sur la force d'innovation des entreprises, ainsi que sur la sécurité des installations. Dans le secteur de la chimie, du pétrole et du nucléaire, le personnel n'est pas en contact avec la réalité du danger des produits qu'il manipule ou des mouvements qu'il surveille. Même chose dans les transports, où trains, métros, avions et bateaux sont souvent munis de pilotes automatiques. Des accidents récents jettent un doute sur la sécurité de ces équipements.

Les chefs d'entreprise en ont conscience. D'une part, ils cherchent à maintenir un état de veille suffisant chez les surveillants (rondes, petits travaux) ; d'autre part, ils essayent d'entretenir un minimum de savoir-faire chez leurs employés. Les conducteurs du métro parisien, par exemple, apprennent leur métier sur du matériel conventionnel équipé d'un système de conduite manuelle contrôlée. Dans les usines qui robotisent une partie de leurs ateliers, il faut conserver quelques ouvriers de métier pour assurer la modification des programmes d'apprentissage des robots pour la production de nouveaux modèles.

L'automatisation, qui libère l'homme de la production, devrait permettre d'éliminer les tâches pénibles et dangereuses. L'amélioration des conditions de travail est l'argument le plus souvent utilisé, officiellement du moins, pour justifier l'arrivée des automatismes dans une entreprise. Il est certain que les robots permettent de faire de grands progrès dans ce domaine. Il suffit d'une visite à Renault-Flins pour s'en convaincre. Dans les ateliers classiques, les ouvriers peintres travaillent dans des conditions très difficiles : masque sur le visage, la tête protégée par un passe-montagne, ils doivent peindre une trentaine d'éléments de carrosserie à l'heure. Sur les chaînes robotisées, l'homme n'intervient plus que pour surveiller le déroulement des opérations... ou remplacer le robot en panne. Dans le secteur de la construction automobile, les postes robotisés ont une importance stratégique : le blocage du travail de peinture ou de soudure entraînerait l'arrêt complet de la production. Il y a eu des précédents à Flins. L'amélioration des conditions de travail s'accompagne d'une limitation des risques de blocage en cas de conflit social.

Face au progrès de la rentabilité, la question de l'amélioration des conditions de travail passe souvent au second plan. Le sondage de la revue *Industries et Techniques* indique que la principale motivation des P.M.I. pour automatiser est d' « *accroître la production sans augmenter les emplois* ». La « *suppression des tâches pénibles* » ne vient qu'en sixième position. Le secteur de l'emballage et de la manutention est resté le parent pauvre de l'automatisation, alors que c'est là que se produit la majorité des accidents du travail, exception faite du bâtiment et des travaux publics.

Mis à part le tertiaire, on peut dire que plus un secteur comprend de main-d'œuvre féminine, moins il est automatisé. C'est le cas du conditionnement mais aussi de la construction électrique, de l'électronique et du textile. La femme, comme le travailleur immigré, est le pire ennemi du robot. Lors d'une réunion de presse organisée pour la présentation des Premières Assises de la machine spéciale (18), M. Cassan, directeur de société, déclarait : « *Si on essaie d'imiter continuellement la main humaine, très rapidement on arrive à une impasse ; l'habileté de la main d'une ouvrière qui exécute des travaux fins est tout simplement démoniaque* (sic). *Là où les hommes ne restent pas trois heures, les femmes tiennent des années. Quand on veut imiter cette main, on arrive rapidement à des impossibilités mécaniques et électroniques et à un coût prohibitif, donc pas rentable.* » Si les femmes « tiennent », pourquoi robotiser ?

A un stade élevé d'automatisation, l'amélioration des conditions de travail n'est même plus nécessaire, car il n'y a plus de présence humaine autour des machines. En revanche, en aval et en amont des postes automatisés, la charge de travail augmente, car les cadences de production s'accélèrent. Dans les bureaux et les salles de contrôle, de nouveaux problèmes surgissent : le travail devient monotone et inintéressant, le travail sur écran entraîne des troubles de la vision, des douleurs posturales, et l'augmentation de la charge mentale. Il est tout aussi important de reconnaître les progrès qu'entraîne l'automatisation dans ce domaine que d'en marquer les limites et de rappeler que l'effort entrepris n'est pas seulement motivé par des raisons humanitaires. Il a l'avantage de « faire passer » le discours sur l'automatisation auprès des personnes concernées et d'augmenter la productivité de leur travail. Le plan Informatique et conditions de travail, qui prévoit une aide aux entreprises qui automatisent, est très clair sur ce sujet. Dans l'annexe « Vingt et une actions à conduire », on lit : « *La raison d'être de cette aide aux entreprises est d'éviter que les préoccupations d'amélioration des conditions de travail apparaissent comme un surcoût, alors que l'expérience montre qu'elles sont souvent un facteur de rentabilité à moyen terme.* »

Cette mutation profonde dans les méthodes d'organisation du travail est aussi importante que l'apparition du taylorisme (19). Mais, contrairement à ce qui s'est produit dans le passé, elle ne peut pas être imposée brutalement : certains « avantages » de l'automatisation (meilleure qualification des emplois, suppression des tâches pénibles) sont mis dans la balance pour établir un consensus entre les différentes parties. Bien qu'ils s'en défendent officiellement, les partisans de ce consensus regardent avec envie du côté du Japon. Dans son rapport d'information sur « La situation de l'automobile et son avenir », Brigitte Gros affirme : « *Il faut reconnaître que ce type de consensus qui, au fil des années, s'est développé dans l'entreprise, a un immense mérite : c'est celui d'associer étroitement le travailleur japonais au progrès technologique, de lui permettre de comprendre, donc de dominer, au lieu de le rendre craintif et hostile comme c'est parfois le cas dans nos sociétés occidentales.* »

Nouvelle philosophie

On a du mal à savoir aujourd'hui qui s'occupe sérieusement des conséquences de l'automatisation sur l'emploi, les qualifications et les formes de travail, alors qu'on multiplie les réunions d'information techniques. Les industriels ont le champ libre pour imaginer une société régie par une « nouvelle philosophie industrielle », dont M. René Houdart, directeur central du personnel et des relations sociales de la régie Renault, a lancé récemment les bases : le travail en cours « *signifie-t-il que l'industrie relève enfin le défi lancé dès l'apparition du taylorisme ? Cela signifierait-il qu'elle se lave enfin de son vieux péché, un péché quasiment original, et qui voulait qu'elle soit incapable d'offrir autre chose à la grande masse des effectuants qu'un travail dangereux, insalubre, inintéressant, dégradant ?*

» *Alors, plus d'O.S. exposés au bruit, à la poussière, aux fumées, à l'obscurité ? Plus de tristes besognes, donc plus d'accidents mortels, plus de maladies professionnelles, plus de mutilations irréparables ? Donc plus d'immigrés venus toujours d'ailleurs, de plus loin ? Plus d'errants loin de leur famille, de leur patrie ? Plus d'esclaves ? Plus de dialectique du maître et de l'esclave ? Plus d'Hegel non plus, et plus de théorie de l'exploitation des plus déshérités, des plus faibles, des plus affamés, des moins civilisés ? Mais, au contraire, un monde industriel enfin rendu à l'intelligence, un travail rendu à sa vraie vocation. Teilhard de Chardin ne souhaitait pas autre chose dans ses divagations de visionnaire. Comment le philosophe pourrait-il ne pas adhérer ?* » Grâce à l'automatisation, une nouvelle religion est en train de naître, le messianisme robotique.

« Plus un mythe »

Pour parvenir à une entente, les chefs d'entreprise essayent de convaincre les syndicats du bien-fondé de l'automatisation. Mais du côté des grandes centrales ouvrières on se méfie. « *L'usine sans ouvrier*, déclare Thérèse Panagopoulos, de la C.F.D.T., *n'est peut-être pas généralisable, mais ce n'est plus un mythe, c'est un résultat de nos capacités techniques actuelles. Le tout est de savoir quelle politique industrielle et sociale ces capacités techniques sont appelées à servir. Certains patrons rêvent peut-être d'une paix sociale obtenue par le vide... C'est un rêve à courte vue, car l'accroissement du nombre de chômeurs crée d'autres sources de conflit.* » La C.F.D.T. demande que l'information soit largement donnée dans les entreprises aux travailleurs, afin qu'ils puissent effectivement négocier la mise en place des investissements technologiques nouveaux (20).

A la C.G.T., on est officiellement favorable à l'automatisation et en particulier à l'arrivée des robots qui pour le moment ne suppriment que des tâches pénibles. On peut néanmoins se faire une idée des inquiétudes que suscitent les mutations en cours à travers une intéressante étude du Centre confédéral d'études économiques et sociales de la C.G.T. (21). « *Nous sommes pour le progrès scientifique et technique*, note Gibert Dupin, un des auteurs de l'étude, *car il constitue un facteur essentiel de la libération de l'homme ; mais à condition qu'il s'accompagne d'un important effort de formation, ce qui n'est pas le cas.* »

Les cadres de la C.G.C., de leur côté, ont publié récemment un dossier sur la « novotique » (qui regroupe l'informatique, la bureautique, la robotique et la télématique) accompagné de quarante-trois propositions qui devraient, d'après eux, favoriser l'accession de l'industrie française de la novotique à l'indépendance. Ils demandent entre autres qu'un effort soit entrepris pour démythifier les nouvelles technologies, à travers un effort de concertation et de formation.

En attendant que les revendications syndicales soient prises en considération, on assiste dans les entreprises qui s'automatisent à la sélection des ouvriers et des cadres. Il s'agit d'une véritable division du marché du travail : ceux qui sont réputés « adaptables » auront une chance de carrière, les autres seront relégués dans des emplois de second ordre tenant davantage du bricolage que d'un véritable travail productif. La « société à deux vitesses » se met en place dans les bureaux et les usines. ■

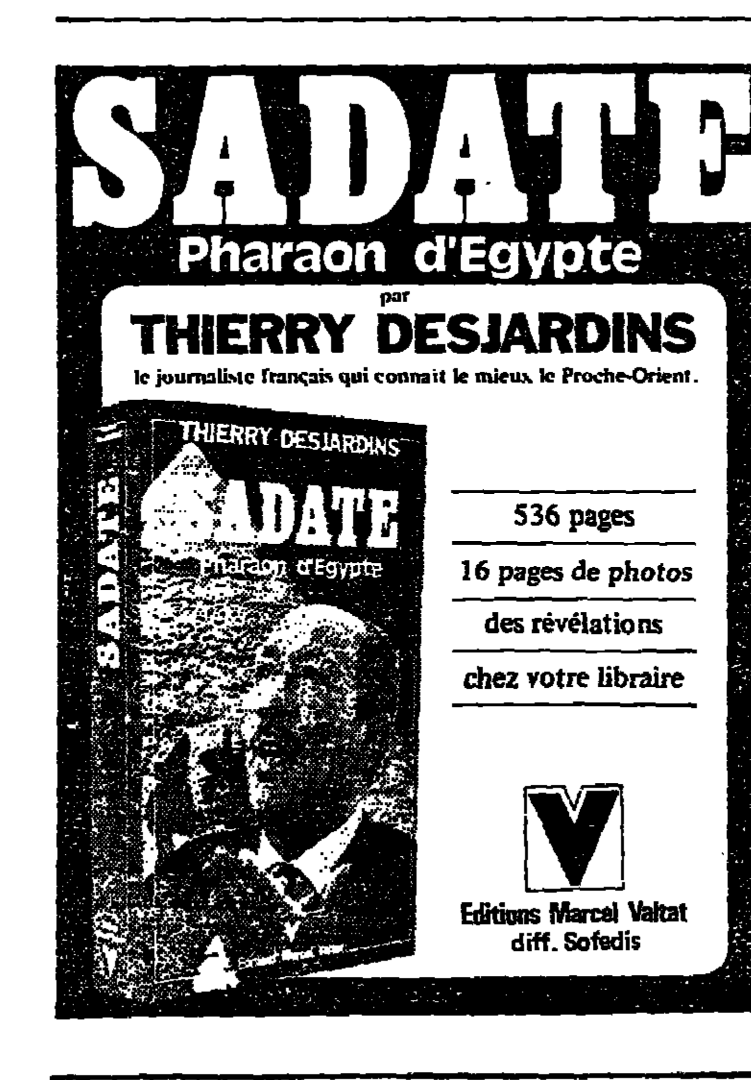
(17) Benjamin Coriat, *Ouvriers et Automates : trois études sur la notion d'industrie de processus*, CREST (Centre de recherches en sciences sociales du travail), 1980. Université de Paris-Sud, 54, boul. Desgranges, 92330 Sceaux.

(18) du 3 au 6 novembre 1981, à Rouen. Renseignements : Mme C. Beaud, 15, rue de la Tour-d'Auvergne, 75009 Paris. Tél. : 280-17-60.

(19) Voir Benjamin Coriat : *l'Atelier et le Chronomètre*, Essai sur le taylorisme, le fordisme et la production de masse, 1979. Bourgois, 320 pages.

(20) Voir la revue *Cadres C.F.D.T.* « la Question technologique », 26, rue de Montholon, 75009 Paris. Tél. : 247-75-55.

(21) C.C.E.E.S. de la C.G.T., 213, rue La Fayette, 75480 Paris Cedex 10. Tél. : 200-33-31.



CROQUIS

Départ

« Et puis j'ai mis quatre rondelles de saucisson de côté avec les sandwiches. Mais attends avant de les manger. Achète de l'eau minérale, pas de la bière. Hein ? tu as entendu, pas de la bière. Tu sauras descendre ? Demande, n'hésite pas à demander si c'est bien la bonne gare. Tu n'as pas peur au moins ? Tu me téléphones dès que tu es arrivé. Le numéro est dans ton carnet. Tiens, voilà des illustrés. Tu ne t'ennuieras pas comme ça. Ah, j'ai mis ton cache-col sur le dessus de ta valise. Tu sauras la descendre ? Ne monte pas sur la banquette avec tes souliers. Demande, demande. Tu es content de partir au moins ? Tu sais, ce n'est pas si loin. La troisième gare, tu as compris, la troisième gare, tu veux que je te la note ? Ah, bien, on n'a plus le temps ; ben, dis au revoir à ta mère au moins ! Allez, au revoir, au revoir. Tu as entendu, tu me téléphones... Au revoir, au revoir... »

Le gamin s'est éloigné de la vitre, a regardé où il pouvait s'asseoir, a pris un sandwich, puis il a avisé la vieille dame en face de lui : *« Vous aussi, vous avez 9 h 25 ? Ils partent toujours à l'heure, les trains. Toujours... C'est la montre de mon père ; il me l'a donnée pour mes dix ans. Il est parti de la maison. Il y a trois ans. Maman dit qu'il reviendra... »*

PIERRE-YVES POINDRON.

Contre-jour

Le cousin Mardosché devait arriver à tout moment. Il venait assister à la communion du petit dernier ; toute la famille était sur son trente et un, on avait beaucoup de mal à empêcher les enfants de grapiller dans les plateaux chargés de pâtisseries sirupeuses. L'odeur de feuilletés à la viande se répandait jusque dans les ruelles de cette petite ville méditerranéenne. La chaleur était aveuglante ; la moindre goutte d'anisette vous faisait exploser la tête.

En réalité, il s'appelait Murdoch', il n'était le cousin de personne. Sa journée de travail terminée, il regagnait sans hâte le logement qu'il occupait, seul, dans cette cité hideuse du nord de l'Ecosse. Le vent était glacial et d'ailleurs, ici, on ne boit que de la bière brune.

Alors pourquoi raconter des histoires ?

MICHAELE DERHY.

Qu'elle était noire la vallée

Quand le directeur du C.E.S. prit sa retraite, la vallée reverdissait. Il avait planté sa maison, néanmoins, sur l'autre versant, qui regarde la Ventoux et le vignoble. Infiltrée d'eau ferrugineuse, la prairie ondoyait sous des châtaigniers géants échappés des hauts-pays. La Cévenne industrielle jouit de ce privilège. Le mimosa y jaillit partout. La hêtraie mangée de vents domine le doux paysage fruitier. L'imagination devine la mer au pied des pinèdes. On croit y être né grec.

Il était bien tranquille, le directeur. Il feignait la nostalgie, comme tout le monde. Qu'elle était noire, la vallée ! Il avait vécu son métier comme une fête. Accueillir chaque matin poissé d'iode et de suint, quatre cents gamins dont il connaissait la famille et les histoires, bien décidés à se sortir de la mine, qui désormais ne les rattraperait plus. On bétonnait les puits, et d'abord les deux plus modernes. Les commerçants défilaient derrière la C.G.T., même si des mineurs choisissaient le jour de grève pour aller traquer la truite dans le Chassezac ou truffer dans les chênaies. Il signait toutes les pétitions, le directeur. Il y avait du charbon partout, et le meilleur d'Europe. A Créal, en couches minces et tordues, à Panissières noyé de grisou. Mais lors des réunions de travail, le sourire amer de M. Monod et sa règle à calcul laissaient tomber le verdict. Inexploitable, le bassin. Tant mieux.

Le directeur savait tout faire, comme un vrai fils de mineur devenu instituteur, puis voué aux mathématiques carrées. Il aménagea les combles avec malice. Ils permettaient de voir l'autre versant. Vert, pelucheux jusqu'au fort de l'été, virant au miel jusqu'à la fête automnale. La rivière désormais coulait propre. Dans le lointain, un grand atelier rose désignait l'heureuse reconversion. On fabriquait même des pianos.

Alors il construisit une véranda-orangeraie. Un lac n'était pas loin. On pouvait se croire au Tessin.

Les syndicats menaient grand train, escortés pour une fois des boulangers et des coiffeurs. Il arriva au directeur de figurer — un notable ! — dans les cortèges. Il se fiait aux technocrates quand le charbon fut attaqué à ciel ouvert.

Bulldozer, poussière, coups de mines, haut-parleurs. Et les premières pierres sur la toiture. La mine réparait à mesure, après l'alerte. On s'invita. La vallée s'enflammait entre entêtement et incrédulité. On finissait par espérer que c'en était fini, ici, le charbon. Et voilà que les pâtissiers reprenaient courage. Malgré la courtoisie bleue et rose de M. Giraud, négatif.

Un matin, l'orangeraie fut éventrée.

Il fallut traiter. La mine paya le prix fort et permit d'enlever tuiles, huisseries, sanitaires et jusqu'aux grès d'Artois. Une affaire.

Et voilà comment le directeur du C.E.S., qui connaissait depuis trente ans toutes les familles de la vallée vit désormais près des siens, dans une villa cossue aux toits d'ardoise, quelque part vers le Nord, enraciné-déraciné comme peut l'être un Cévenol dans la grisaille sans signification des régions prospères.

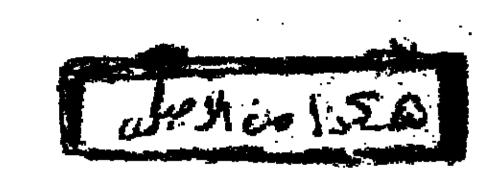
ROGER CHABAUD.

Conte froid

La gloire

Il avait acquis une si grande célébrité que tous ses rêves étaient retransmis en direct à la télévision.

JACQUES STERNBERG.



VILLES

Les exclus de Los Angeles

Les bidonvilles sont la plaie du tiers-monde. Mais on en trouve aussi dans les pays développés. A Los Angeles, on s'efforce d'associer les habitants de Skid-Row à la transformation de leur quartier.

CYNTHIA GHORRA-GOBIN

SE promener à Skid-Row de Los Angeles, c'est oublier un moment que l'on se trouve dans une des villes les plus fabuleuses du monde, qui, en peu de temps, a su faire la gloire et la fortune de certains, pour découvrir en plein centre, un paysage de bâtiments anciens délabrés, d'hôtels insalubres, de terrains vagues et de quelques locaux industriels disséminés çà et là, à usage d'entrepôts. Quelle que soit l'heure de la journée à laquelle vous vous rendez, les rues sont assez désertes en dehors des bars et restaurants bon marché « greasy spoons ».

Bien que Skid-Row n'ait nullement l'apparence d'un bidonville *(slum)* — où s'entassent des baraques faites de planches, de bois, de tissus et de matériaux divers, habitat si fréquent des paysages péri-urbains des pays défavorisés, — il n'en demeure pas moins un quartier rejeté de l'ensemble des circuits économiques et politiques de la ville. Cette marginalisation est d'autant plus vivace qu'elle se traduit par un rejet des valeurs (positives ou négatives) de la société, à savoir la race, la famille, la tradition et la croyance en une quelconque religion ou idéologie, et qu'elle permet ainsi un côtoiement d'hommes et de femmes, blancs, noirs et jaunes, jeunes et vieux, en bonne santé ou partiellement handicapés, venus de partout. La violence que les sociologues qualifient de « gratuite » s'y manifeste et les « taux de criminalité » sont les plus élevés de l'agglomération à Los Angeles. Comme le dit la directrice de l'aménagement de Skid-Row : *« Notre affaire, c'est le problème des vaincus du système. »*

A Los Angeles, Skid-Row est situé dans le centre-ville, à l'est du C.B.D. (Central Business District), reconnaissable de loin à ses tours de béton et de métal, à proximité de la gare routière et ferroviaire. Skid-Row, limité par Seventh Street au sud, Main Street à l'ouest, Central Street à l'est et Third Street au nord, couvre une superficie de soixante îlots c'est-à-dire 2 000 hectares, soit le cinquième de la superficie de Paris. Son apparence de paysage urbain délaissé par tous cache en fait une communauté assez importante, estimée à dix mille personnes, pour la majorité des hommes. Les plus âgés, généralement blancs, résident de façon permanente, alors que les plus jeunes, de couleur, sont plutôt de passage, dans l'attente d'un travail, d'un départ ou d'une nouvelle aventure...

Ralentissement

A Skid-Row, trouvent ainsi refuge tous les individus qui n'ont pas accès aux autres quartiers de la ville du fait de leurs très faibles ressources : 70 % de la population vit de moins de 3 000 dollars par an (14 000 F environ). Les personnes âgées bénéficient de la « social security » (l'équivalent du minimum vieillesse) et les plus jeunes de l'« unemployment » (aide au chômage). A ces catégories s'ajoutent tous ceux qui, pour des motifs divers — dont l'alcool, — sont rejetés par la société. La situation aurait été encore plus dramatique si des missions chrétiennes ne s'étaient implantées dans le secteur, grâce aux contributions des fidèles de Los Angeles.

Pendant longtemps, Skid-Row *est toléré tel, et ne bénéficie* d'aucune aide ou subvention, contrairement à Watts (ghetto de familles d'ouvriers noirs où a surgi l'émeute raciale de 1964). La police, elle-même, ne se risque pas trop dans ce quartier, et elle se contente d'une surveillance étroite des entrées et sorties. Mais, au début de la décennie 70, comme pour l'ensemble des villes européennes et américaines, Los Angeles enregistre un ralentissement considérable de son expansion territoriale lié à une nouvelle conjoncture économique. L'attention se porte à nouveau sur le tissu urbain existant. On s'intéresse à la revitalisation des quartiers anciens et à la réhabilitation des bâtiments.

Les élus locaux décident d'intervenir plus directement dans l'urbanisation, et ils adoptent, vers le milieu de 1975, le plan d'aménagement du centre-ville, le Central Business District Redevelopment Plan, et charge l'office municipal C.R.A. (Community Redevelopment Agency) de la préparation annuelle des programmes d'intervention. Pour la première fois, Skid-Row est intégré à la politique urbaine locale. Une révision importante est cependant apportée au projet l'année suivante. Les techniciens du C.R.A. devront associer des commissions extra-municipales aux différentes phases de la programmation.

Dès 1977, plusieurs équipes de citoyens sont nommées par le maire et son conseil municipal, dont Skid Row Task Force, commission spécialisée qui groupe une dizaine de personnes travaillant dans le secteur, les responsables de missions chrétiennes, les grands commerçants propriétaires des dépôts et les travailleurs sociaux. Bien que les membres aient tous une bonne connaissance de l'environnement, leurs intérêts ne sont pas les mêmes, mais comme il n'est pas question de régler le problème de Skid-Row en déplaçant le bidonville dans un autre secteur de la ville ou en banlieue, un consensus va s'établir : il faut maintenir le caractère pluraliste du centre-ville qu'il s'agisse de ses fonctions ou les communautés qui le fréquentent. Restaient à mettre en place les modalités de la réhabilitation.

La procédure

Skid-Row, dans sa dégradation physique, n'est donc plus simplement un paysage urbain à éliminer mais comme le résultat de mauvaises conditions socio-économiques. Les élus locaux rejettent donc, *a priori*, tout plan d'urbanisme imposé par l'administration qui modifierait le cadre bâti et entraînerait la hausse des valeurs foncières au profit d'un nouveau groupe social... Skid Row Task Force et C.R.A. proposent donc d'intervenir sur les causes profondes de la paupérisation et non sur ses manifestations extérieures et choisissent une stratégie de planification qui aurait pour point de départ la communauté et ses besoins. La première tâche consiste donc à identifier la population, à connaître son potentiel pour l'associer ensuite au processus de la réhabilitation, tout en créant une structure communautaire où elle n'existe pas.

Le maire et son conseil municipal ne proposent, en fait, aucune solution d'aménagement pour Skid-Row : il n'est pas question de faire exécuter un plan mais d'offrir un cadre d'intervention, un support financier et de susciter une organisation. Aux professionnels de choisir et de définir une méthode de travail. Ils concluent à la nécessité d'établir une structure institutionnelle où les niveaux de décision seraient aussi proches que possible du terrain. La solution du docteur Grinel (C.R.A.) — créer une agence au service de Skid-Row et de ses habitants — est adoptée en 1978.

S.R.D.C. ou Skid Row Development Corporation est créée avec un statut de « *non-profit corporation* », soit l'équivalent d'une association loi 1901 en France, et un conseil d'administration où siègent les membres de *Skid Row Task Force. Son président*, M. J. Dietrich, est persuadé de la réussite des opérations dans la mesure où, précise-t-il, elles reposent sur un « *objectif approuvé de tous et sur le maintien d'un dialogue permanent avec la base* ». Les locaux de S.R.D.C. sont installés dans le quartier.

Mme M. Hicks, la directrice de S.R.D.C. est plus nuancée : elle souligne l'importance du financement. Pour les deux premières années de fonctionnement, l'angence bénéficie d'un budget annuel de 200.000 $ (900.000 FF. environ) octroyé par le C.R.A., de qui permet à une petite équipe d'urbanistes de travailler à plein temps. Quant au budget d'investissement, S.R.D.C. est en grande partie sous la tutelle des administrations locales, fédérales et de l'état californien. Dès sa création, S.R.D.C. accorde la priorité à l'emploi : il est urgent de mettre dans le circuit économique les habitants en âge de travailler. Les contacts sont pris avec la chambre de commerce et l'Office of Economic Development (agence de développement économique qui reçoit des crédits de Washington) de la ville de Los Angeles pour la création d'un atelier de recyclage de matériaux et d'un centre de formation professionnelle. Il n'est pas question pour S.R.D.C. de se transformer en bureau de service social, mais de faire en sorte, en leur proposant des locaux, que les administrations concernées par la santé, la vieillesse, le chômage... aient une permanence dans le quartier.

S.R.D.C. travaille à présent pour la réalisation d'une cité de transit ou « Transitional Housing », qui a reçu un financement direct de Washington pour la recherche architecturale qu'elle implique et son schéma de fonctionnement. il s'agit de réutiliser un ancien bâtiment industriel et de le transformer en un centre d'hébergement de cent cinquante chambres individuelles, qui sera géré par l'agence et les résidents. Pour les prochaines années est prévue la création de commerces alimentaires sous forme de coopératives. Des emplois seraient créés sur place, et les bénéfices seraient réinvestis dans le quartier.

« *Une tâche également importante pour nous* », affirment les urbanistes de l'agence, est de « *faire prendre conscience à la population de l'intérêt que porte la ville à Skid-Row*, ce qui aura pour conséquence de « *valoriser l'environnement aux yeux des habitants* ». Ce travail de lente préparation de la population lors de réunions publiques aurait pour effet de la sensibiliser, mais surtout de « *l'associer au moins psychologiquement au projet* » pour l'amener à réfléchir et à s'exprimer sur les équipements et les modalités d'aménagement qu'ils souhaitent. C'est un travail « *de longue haleine, certes*, précise la directrice, *qui correspond à notre définition de l'aménagement, qui se veut global et pensé dans une perspective de moyen et long terme.* »

L'exemple du quartier de Skid-Row de Los Angeles, de la démarche de la mairie et le travail des professionnels, mettent en évidence les tendances actuelles de l'urbanisme et de la planification urbaine en ce début de la décennie 80. Il ne s'agit plus de se limiter à la seule prise en compte des composants urbains mais de privilégier les relations entre le cadre bâti et le « vivant ». La tâche n'est pas simple. Mais l'exemple de Skid-Row porte à l'espoir.



REFLETS DU MONDE

EXPRESS WIECZORNY

Curieux effets de la pénurie

Le quotidien varsovien du soir *Express Wieczorny* a publié la mise en garde suivante : « *Dans les jours prochains, des cartons de lait et de crème fraîche seront mis en vente avec de fausses indications sur les emballages quant à la qualité et au prix de ces produits. Ces cartons mentionneront une teneur de 3.5 % en matières grasses pour le lait et de 30 % pour la crème fraîche, alors que ces produits n'en comporteront respectivement que 2 et 12 %. Les prix indiqués seront plus élevés que ceux auxquels ces produits seront réellement vendus.*

» Il ne s'agit en rien d'une escroquerie : l'épuisement des stocks en cartonnage a tout simplement conduit les autorités, dans un souci d'économie, à utiliser des emballages anciens, prévus pour un contenu qui, hélas ! ne se trouve plus depuis longtemps sur le marché. »

Les consommateurs polonais ne seront pas étonnés outre mesure : déjà, en mars 1980, les habitants de Sieradz (centre du pays) avaient eu la surprise de trouver leur beurre sous un emballage marqué « Eros », marque connue de préservatifs masculins, dont le fabricant avait mis ses excédents de papier argenté à la disposition de la coopérative laitière en rupture de stocks d'emballage usuel.

CORRIERE DELLA SERA

Pinocchio superrobot

Dans son compte rendu de la Foire internationale du livre, qui vient d'avoir lieu à Bologne, le quotidien de Milan *CORRIERE DELLA SERA* rapporte une innovation digne d'intérêt. Tout un pavillon a, en effet, été consacré au centenaire de l'immortel Pinocchio, objet d'un « *hommage des éditeurs du monde entier* ». L'entrée en est ornée *d'* « *une grande statue en carton-pâte du héros, érigée par le comité des manifestations du centenaire, et l'on peut voir toutes les éditions présentes et passées du chef-d'œuvre avec de vastes tables iconographiques et un montage audiovisuel sur les différentes éditions* ». On relève même la publication, chez l'éditeur Como, d'un « *Pinocchio mécanique* » avec des dessins de Giampaolo Chies. Le pantin y apparaît comme naissant non plus d'une pièce de bois, mais de lamelles métalliques. Le titre : *Pinocchio superrobot*. Le *CORRIERE DELLA SERA* assure que cette version est « *destinée plus aux adultes qu'aux enfants* », sans toutefois préciser en quoi les aventures du célèbre personnage de Collodi peuvent paraître peu convenables pour ce jeunes lecteurs.

EL PAIS

En arrière la musique !

La musique n'adoucirait-elle pas les mœurs ? « *Le maire de la localité de Renteria, dans la province de Guipuzcoa, Sabin Olaizola, appartenant à la coalition indépendantiste basque Herri Batasuna, a décidé de faire la leçon à ses concitoyens à propos de leurs goûts musicaux*, rapporte le quotidien madrilène *El Pais*. *Dans un texte diffusé par la municipalité, Olaizola « exige que tous les pubs et autres lieux publics n'utilisent la musique que comme fond sonore ». Cette mesure est due au fait que « sont apparus de véritables problèmes de communication dans la société aliénée dans laquelle nous vivons », et que l'un de ces problèmes est « le volume sonore de la musique diffusée dans les pubs, qui rend réellement impossible le dialogue et la communication durant les moments de loisirs dans ces établissements (...).* »

« *L'argumentation municipale a-t-elle semblé décousue ou incompréhensible ? N'a-t-elle simplement pas été partagée ? Olaizola a dû la renforcer par la multiplication des patrouilles de la police communale qui ont déjà fermé pour dix jours un bar dont l'un des propriétaires avait d'ailleurs été assassiné par l'ETA militaire dans les premieres semaines de l'année.* »

LANGUE

L'Egypte, bastion inconnu de la francophonie

Pour contrebalancer l'américanisation de leur pays, les Egyptiens veulent raviver leur empreinte culturelle française, mais Paris leur conseille, en anglais, de n'en rien faire...

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

LA sordide bâtisse de l'Institut d'Egypte, fondé par Bonaparte, fait face, au cœur du Caire, aux bâtiments bien ripolinés de l'université américaine. Faut-il y voir le symbole de l'effacement culturel de la France dans la vallée du Nil ? Les Egyptiens refusent cette perspective et multiplient les rapports avec l'ensemble francophone (ils se sont affiliés au groupe francophone des Nations unies et à l'Association des parlementaires de langue française et ont posé leur candidature à l'Agence de coopération culturelle et technique), proclamant leur volonté de ne pas renoncer à un outil linguistique qui reste le moyen d'expression étranger favori de leurs milieux artistiques, et à l'aide duquel ils tissent depuis près de deux siècles des liens avec la Méditerranée septentrionale, et, depuis vingt ans, avec l'Afrique noire.

L'Egypte s'est ouverte à la modernité, au début du dix-neuvième siècle, à travers le français. En échangeant des étudiants contre des ingénieurs ou des médecins (sans parler de l'obélisque contre le beffroi), Mehemet Ali et Charles X inventèrent avant la lettre la coopération. Sous le roi Farouk (1936-1952), malgré une presse arabophone déjà abondante, une douzaine de quotidiens égyptiens étaient publiés en français, et deux seulement en anglais. Nommé ministre de l'éducation, la plus célèbre écrivain arabe du siècle, Taha Husseïn, rendit le français obligatoire dans les lycées. Parmi ceux qui eurent alors mission d'initier la jeunesse à notre culture, on relève les noms d'Etiemble, Jean Grenier, Barthes, Michel Butor, André Fermigier. Aujourd'hui, observe le directeur d'un collège franco-égyptien : « *Je dois me contenter d'un seul coopérant militaire* (1) *qui ignore l'orthographe.* »

Un professeur suisse, Jean-Jacques Luthi, a recensé (2), sur un siècle et demi, quelque deux cents écrivains égyptiens de graphie française. Bon an, mal an, il se publie encore une douzaine d'ouvrages en français en Egypte. A Alexandrie, où cette langue a toujours été plus répandue qu'au Caire, même les intégristes islamiques traduisent leurs propositions en français. En 1980, sur neuf pièces présentées au public en langues étrangères au Caire et à Alexandrie, huit ont été jouées en français et une en anglais.

Etonnement

L'Egypte est sans doute, avec le Liban, le seul pays d'outre-mer où une culture européenne a pris racine en dehors de toute sujétion coloniale. Souvent aussi à l'aise en français et en anglais qu'en arabe, l'intelligentsia moderniste ne donne pas le moindre signe de rejet à l'égard des influences culturelles occidentales. Au contraire, elle voit en elles « *le meilleur moyen d'accéder aux connaissances universelles, d'échapper aux conformismes nationaux et de régénérer la culture arabe* ». Mais, par crainte d'un tête-à-tête étouffant avec l'Amérique, une bonne partie de l'élite intellectuelle souhaite surtout voir s'accentuer l'empreinte culturelle de la France. « *Le français doit continuer à être langue de travail chez nous* », a affirmé le président de la Chambre égyptienne, M. Soufi Abou Taleb.

Cependant, aujourd'hui, les Français perçoivent l'Egypte comme une nation de mouvance exclusivement anglo-saxonne. En 1974, M. Sauvagnargues, premier ministre français des affaires étrangères à se rendre en Egypte depuis 1956, sidéra ses hôtes en s'exprimant d'emblée en anglais. En 1977, lors d'un colloque franco-égyptien, des financiers parisiens firent sourire avec leur anglais laborieux avant de céder la place à des économistes égyptiens au français fluide. En 1981, le président du Crédit foncier égyptien s'est étonné que l'on répondît en anglais à ses lettres adressées en français à des banques parisiennes, et que celles-ci l'aient invité à Paris à un séminaire tout en anglais. « *N'ai-je pas commis une erreur en faisant éduquer mes enfants en français ?* », se demanda-t-il à son retour.

On s'épuiserait, en revanche, à énumérer les domaines dans lesquels les Egyptiens — malgré la faiblesse de leurs moyens et malgré la solution de facilité que constituerait l'instauration de l'anglais comme idiome étranger unique — tiennent à maintenir la transcription française au côté de l'arabe et de l'anglais. Les allocutions du président Sadate bénéficient d'une traduction simultanée en français à la radio. L'agence de presse égyptienne est trilingue. Deux quotidiens francophones paraissent dans la capitale, contre un seul en anglais. La langue étrangère exclusivement utilisée pour les passeports, la liste diplomatique, les billets de loterie ou l'immatriculation des véhicules est le français, qui se partage, avec l'anglais, le libellé des panneaux indicateurs, des plaques de rues, des cartouches des musées, des invitations officielles, des programmes de spectacles, des contrats de location d'appartements, des enseignes de magasin, etc. La publicité murale ne s'est américanisée que tout récemment, mais le principal fabricant égyptien de produits de beauté estime que « *le français est son meilleur argument de vente dans les films publicitaires à la télévision* ». Celle-ci retransmet chaque jour un journal télévisé en français, lequel est première langue dans le programme international de Radio - Le Caire. L'invasion progressive du petit écran, depuis un lustre, par les séries américaines a fini par susciter une telle saturation des téléspectateurs qu'il a été décidé de diffuser au moins un long métrage français par semaine. La plupart des films anglophones projetés dans les cinémas d'Egypte sont sous-titrés en arabe, ce qui va de soi, mais aussi en français.

Les Français en Egypte ignorent généralement le capital francophone de ce pays. Ils s'étonnent parfois d'entendre une vendeuse de magasin ou un maître d'hôtel employer leur langue, ou de voir la foule attendre l'autobus sous un panonceau indiquant *arrêt*, mais ces touches françaises sur les bords du fleuve-dieu ne les découragent pas d'utiliser systématiquement l'anglais. Les Egyptiens sont bons enfants, mais il leur arrive d'être agacés par cette attitude : « *Après tout, si les Français veulent s'adresser à nous dans un autre parler que le leur, il serait plus courtois de recourir à l'arabe. Nous ne sommes tout de même pas anglophones !* », nous disait un jour le plus célèbre des écrivains égyptiens vivants, Toufik El-Hakim.

Alors qu'Allemands ou Japonais mettent les bouchées doubles pour assimiler quelques formules d'arabe, à l'école de la communauté française du Caire 1 % seulement des élèves ont choisi d'apprendre la langue de Mahomet. « *Que diriez-vous si les établissements scolaires arabes à Paris n'avaient pas le français à leur programme ?* », remarquait un ministre égyptien.

A force d'américaniser leur image, les Français finiront par nuire à leurs propres positions commerciales dans un Orient arabe où tout ce qui porte le cachet de la France jouit d'un préjugé favorable. Pourquoi les Egyptiens et les autres Arabes continueraient-ils à préférer Air France, les hôtels Méridien ou les voitures Peugeot dès lors que ces marques auront anglo-saxonnisé leur style ou leurs moyens d'expression ? Il a fallu se gendarmer pour obtenir que la compagnie aérienne française en Egypte publie ses horaires en arabe et en français. Dix des douze Méridien du Proche-Orient, à commencer par celui du Caire, où pourtant la clientèle est francophone à 70 %, n'ont rien qui les différencie d'une quelconque chaîne américaine. Ayant couvert l'Egypte de panneaux publicitaires anglo-arabes, Renault y passe maintenant pour une marque britannique... Il n'y a guère que Michelin qui formera en français et en arabe le personnel de sa future usine d'Alexandrie. La firme de Clermont-Ferrand fera-t-elle école ? On peut en douter quand on voit le moindre représentant commercial français venant s'installer en Méditerranée orientale frétiller à l'idée de pouvoir mettre sur sa carte de visite « *résident-manager* ».

C'est peu dire que la France officielle ne se soucie guère de redresser cette situation. Mme Françoise Giroud, qui fut secrétaire d'Etat à la culture de M. Giscard d'Estaing, a qualifié de « *dérisoire* » la lutte pour le français dans le monde. Le rapport Rigaud sur les relations culturelles extérieures (3), tout imprégné de ce mélange très giscardien de mondialisme et de résignation, consent à reconnaître que « *c'est en raison de son image culturelle que la France peut encore prétendre à un rôle mondial* », mais il n'en tire guère les conséquences sur le plan linguistique puisque la philosophie de ce document pourrait se résumer dans ce commentaire publié par la revue gouvernementale *Actuel Développement* (4) : « *La présence culturelle française dans le monde est remise en question (...). La solution ? Sortir de l'attitude crispée à l'égard de l'anglais.* »

Dès lors a-t-on pu entendre en 1981 un envoyé du ministère français des universités dire en Egypte qu'il ne voyait « *aucun inconvénient à ce que les connaissances françaises y soient diffusées en anglais* ». Tel jeune coopérant français nous confiait : « *Je préfère parler en anglais à mes élèves, car, en français, j'ai l'impression de faire du néo-colonialisme. L'anglais est plus neutre !* » Dans d'autres cas, le cocasse prime l'inconscience : un enseignant français chargé d'initier à sa langue des enfants de Haute-Egypte leur fit pendant plusieurs mois des cours de breton, « *pour se venger du jacobinisme parisien* ». Le délégué dans le monde arabe d'une grande entreprise française affirmait qu' « *il préférait parler anglais, même à ses clients arabes francophones, car c'est une langue plus technicienne, plus claire* ». Sans doute n'avait-il jamais entendu parler de la résolution 242 des Nations unies sur le Proche-Orient, dont on n'a jamais pu savoir, à cause de sa version anglaise, si elle concernait « les » territoires occupés ou « des » territoires occupés...

En breton

La présence culturelle française en Egypte n'a, jusqu'à présent, pas trop mal résisté à ces aberrations. La pierre angulaire du dispositif francophone, ou plus exactement franco-arabe, demeure, au pays des pharaons, l'enseignement privé catholique, qui a commencé à s'implanter dans le pays il y a près de cent cinquante ans, et qui est resté assez dynamique pour que ses effectifs scolaires augmentent de 80 % au cours des vingt dernières années. Les quarante-quatre écoles existant aujourd'hui ont perdu peu à peu leur caractère confessionnel (70 % de leurs inscrits sont musulmans), et leur clientèle provient de toutes les classes sociales, les droits d'inscription étant très faibles (350 F par an en moyenne). Menacées de disparition sous Nasser, ces écoles éduquent aujourd'hui — ironie de l'histoire — les petits-enfants du premier Raïs.

« *Rescapés du nassérisme, nous sommes aujourd'hui en train de mourir de l'indifférence française* », nous ont répété plusieurs responsables d'établissements scolaires franco-arabes. M. Xavier Deniaud, président de la commission parlementaire d'enquête sur la politique de la langue française, nous disait, en février, après une visite à Alexandrie « *n'avoir nulle part au monde vu des écoles francophones aussi démunies* ». Les adolescents alexandrins membres de l'Académie Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle pour la langue française, fondée en 1888, lançaient au même moment un appel : « *Les livres sont trop chers pour nos bourses (...). On aimerait que la France nous offre quelques abonnements à des revues (...). Nous ne voyons jamais d'affiches de la S.N.C.F.* »

Redéploiement

La situation des sept lycées franco-égyptiens (7 600 élèves, dont 91 % de musulmans en 1981) (5) n'est pas meilleure. Néanmoins, écoles privées et lycées mixtes permettent à l'Egypte d'avoir actuellement autant d'écoliers ayant adopté le français pour première langue étrangère que l'Allemagne de l'Ouest, soit environ quarante-cinq mille. Chaque année, mille deux cents bacheliers franco-arabes viennent grossir les rangs des Egyptiens francophones.

Mais depuis le retour de l'Egypte au libéralisme, en 1973, les enseignants polyglottes ont de plus en plus tendance à déserter pour les postes mieux rémunérés du secteur économique. Le fonctionnement des lycées et écoles franco-arabes est très perturbé par ce phénomène, aggravé, pour ces dernières, par la crise des vocations. Aussi souhaitent-ils l'envoi de coopérants et une aide leur permettant de retenir leurs enseignants avec des primes. Mais « *le mot d'ordre de Paris est de ne plus pratiquer de coopération de substitution et de redéployer, c'est-à-dire supprimer progressivement, le soutien à l'enseignement primaire et secondaire* », regrettait il y a déjà quelques années un ambassadeur de France au Caire. Moyennant quoi, les crédits déjà très faibles accordés à ces établissements ont diminué de plus d'un quart depuis 1976, et le nombre de coopérants français d'Etat y a, dans le même temps, été réduit de moitié, tombant respectivement, en 1981, à trente-six dans les lycées franco-égyptiens et à vingt et un dans les écoles franco-arabes.

Cette année, l'école des frères de Bab El-Louq, au Caire, avait décidé, faute de maîtres et de moyens, de fermer ses portes, entraînant à terme la suppression de neuf cents places dans le cycle franco-arabe. Sans se rendre compte du symbolisme de ce transfert, l'ambassade de France s'apprêtait à racheter le bâtiment de l'école pour y regrouper ses bureaux et services culturels, lorsque le ministre égyptien de l'éducation — un anglophone — interdit et cette transaction et la fermeture de l'école, mettant Paris au défi de sauver cet établissement, puisqu'il indiquait que « *l'Egypte ne pouvait dégager une piastre en faveur d'une école dont elle souhaite pourtant la survie* ».

Certains représentants de la France, également frappés par les protestations ayant suivi, en 1980, la liquidation par Hachette de ses trois dernières librairies en Egypte, paraissent avoir pris conscience de la nécessité d'un changement de notre politique culturelle dans ce pays. Néanmoins, même en admettant — rien n'est moins sûr — que l'on décide à Paris de sauver les quarante-quatre écoles et les sept lycées francisants, ceux-ci n'auront leur avenir assuré que si des filières universitaires franco-arabes peuvent être offertes sur place à leurs bacheliers.

Météores

« *J'ai une foule de professeurs et d'étudiants francophones obligés de faire ou de suivre leurs cours en anglais, alors qu'aucune loi ne privilégie cette langue dans notre enseignement supérieur. Aidez-nous donc à créer, à côté des facultés anglo-arabes, des facultés franco-arabes !* » Tels furent les propos tenus, il y a trois ans, par le recteur de l'université du Caire à des responsables français. Quelque temps après, le projet plus ambitieux d'une université franco-égyptienne fut agité. Ces deux idées furent prestement enterrées, alors que la réalisation, même à une échelle très modeste, de l'une d'elles aurait rendu sa véritable raison d'être à l'enseignement franco-arabe en Egypte.

Jadis, les élèves en provenant avaient le choix entre la faculté française de droit du Caire, l'université Saint-Joseph à Beyrouth ou les études en France. Aujourd'hui, la première n'existe plus (6), la deuxième est au cœur de l'insécurité beyrouthine (en outre, le Liban n'a jamais beaucoup attiré les étudiants égyptiens), quant à la troisième issue, elle n'est plus de nos jours accessible qu'à quelques privilégiés et aux boursiers (environ trois cent cinquante aux frais de la France en 1980). Aussi bien, plusieurs écoles franco-arabes sont-elles, ces dernières années, passées à l'anglais, et, pendant que les Américains renforcent leur université au Caire (elle compte en 1981 près de deux mille étudiants, dont environ le tiers proviennent du cycle franco-arabe), la France met en vente un vaste terrain qu'elle possède à Alexandrie et où une structure universitaire franco-égyptienne aurait pu un jour être installée.

En outre, alors que plusieurs unités de recherches sur le monde arabe existent en France, que l'on a créé ces dernières années à Beyrouth un Centre français d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC) (7) et que le ministère des universités veut adjoindre à l'Egypte actuelle au champ de l'Institut français du Caire, un nouvel organisme français « *de formation supérieure et de recherche* » sur l'Egypte est en cours d'organisation au Caire. Apparemment, il servira avant tout, il sert déjà, à des chercheurs français et à un petit nombre d'Egyptiens, dont les travaux certes pourront parfois être utiles à une meilleure connaissance de la région, mais sans pour autant faire oublier que leur financement se fera, se fait déjà, aux dépens de l'enseignement franco-arabe, risquant de compromettre définitivement tout projet d'implantation universitaire franco-arabe, dont profiteraient plusieurs milliers d'étudiants égyptiens.

Une autre institution récente absorbe une part grandissante de la dotation culturelle annuelle française pour l'Egypte (qui, tout compris, ne dépasse guère 45 millions de francs, soit un tiers du budget de l'Opéra de Paris) : ce sont « *les experts et professeurs en mission* ». Le plupart du temps, ils expédient leurs cours ou consultations entre deux dîners en ville, avant d'aller visiter Louxor et de regagner Paris « *au plus tard le samedi après-midi, car je passe toujours le week-end en Normandie* », comme précisait l'un de ces coûteux météores. Avec les défraiements d'une petite partie des cent cinquante « missionnaires » français visitant chaque année l'Egypte, un fort volant d'enseignants pourrait être offert aux écoles et lycées, avec en prime un professeur au département de français de l'université islamique d'Al-Azhar, qui se plaint depuis longtemps de « *n'avoir jamais eu à sa disposition qu'un ou deux fantomatiques coopérants militaires* ».

Il est sans doute exclu que le français puisse retrouver en Egypte, comme l'a souhaité M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, « *sa place de première langue étrangère ex-aequo avec l'anglais* » (*le Monde* du 12 février 1981). Mais, en arrêtant la dégradation de ses positions culturelles, la France permettrait à l'Egypte de ne pas en être réduite à regarder l'univers à travers la seule fenêtre américaine. En maintenant à la jonction afro-arabe ce bastion oublié de la francophonie, qui relie le Levant à l'Afrique noire, Paris prendrait des gages sur un avenir qui, en Méditerranée, espace avant tout latino-arabe, ne pourra indéfiniment s'écrire en américain, pas plus d'ailleurs qu'en russe.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que tout investissement culturel en Egypte va bien au-delà des frontières de ce pays ; de la Libye au Koweït, de l'Irak à l'Arabie, des Egyptiens diffusent depuis dix ans, dans les collèges et les facultés, la langue française, qui y était jusque-là inconnue, tandis qu'en Afrique noire les coopérants techniques égyptiens contribuent à l'expansion de la francophonie. « *Depuis toujours, ce que l'Egypte fait, les Arabes le critiquent, et puis, un beau jour, ils l'imitent. Si nous laissons dépérir notre imprégnation culturelle française, les Arabes se détourneront eux aussi de la culture de la France* », disait, peu de temps avant sa mort, cette année, l'historien égyptien Ibrahim Ghali. C'est aux Français, et sans doute aussi aux autres peuples francophones développés, qu'il appartient d'aider les Egyptiens à empêcher ce dépérissement. ■

(1) Jeune français volontaire du service national actif (V.S.N.A.).

(2) *Introduction à la littérature d'expression française en Egypte*, Editions de l'Ecole, Paris, 1974, et *Essai d'anthologie du français en Egypte*, Editions Naaman, Jounieh, Liban, 1981.

(3) La *Documentation française*, 1979, 112 pages.

(4) Numéro 36, 1980.

(5) On estime à au moins 85 % le pourcentage des fidèles de l'islam en Egypte.

(6) Transformée en 1950 en institut de hautes études d'économie et de politique, elle disparut lors de la crise de 1956, alors que les Etats-Unis s'arrangeaient pour conserver leur université au Caire.

(7) Il a notamment déjà publié, en 1979, une étude sur l'industrie et les politiques industrielles en Egypte.

(Publicité)

DIPLOMES DE LANGUES

pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe, grec), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, décisive dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

— Chambres de Commerce Etrangères, compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des échanges économiques ;

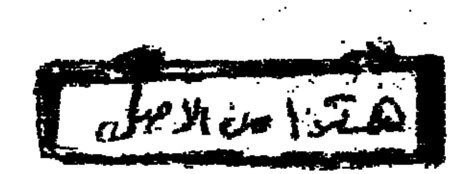
— B.T.S. Traducteur Commercial, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétariat ;

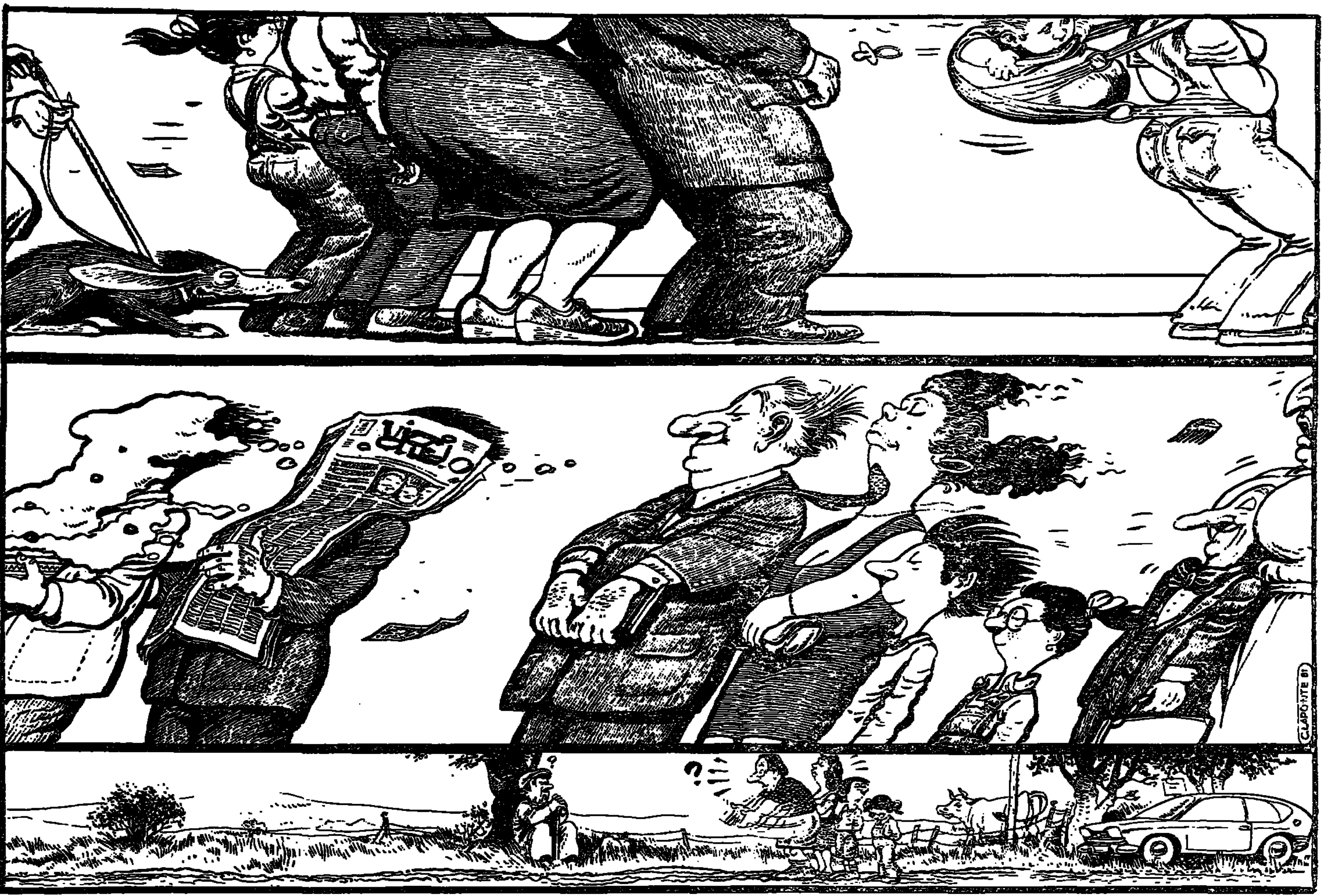
— Université de Cambridge (anglais), carrière de l'information, édition, tourisme, hôtellerie, etc.

Examens chaque année dans les principales villes de France.

Etudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiteront de cette opportunité pour améliorer leur compétence.

Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes, sur demande à Langues et Affaires, Service 2474, 35, rue Collange, 92303 Paris - Levallois. Tél. 270-81-88 ou 270-73-63. (Et. privé à distance.)





CLAUDE LAPOINTE

PIÉTONS

Les trottoirs saisis par la vitesse

Un rêve pour les usagers du métro : leurs trottoirs roulants vont se mettre au grand galop. Mais en douceur !

SOPHIE SEROUSSI

« *LA meilleure façon de marcher, c'est encore la nôtre, c'est de mettre un pied devant l'autre et de recommencer...* » En ces temps incertains, même cela n'est plus sûr. Un homme se déplace en marchant à la vitesse moyenne de 5 km/h. Pour économiser ses forces, il y avait déjà les trottoirs roulants qui n'avancent guère qu'à 3 km/h. Entre la bonne vieille méthode ou se laisser porter par une mécanique poussive, il existera bientôt une autre alternative : « l'accélérateur de piétons ».

N'allez surtout pas vous imaginer, comme des cosmonautes, à quelques centimètres au-dessus du sol, avec un petit moteur dans le dos. Le système mis au point par la Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.), est, en fait, un trottoir roulant accéléré. D'entrée, Trax – c'est son nom – accueille ses passagers à 3 km/h, puis accélère progressivement pour atteindre une vitesse de croisière de 12 km/h, avant de ralentir à nouveau pour la sortie.

En apparence, Trax se présente comme un trottoir roulant classique avec deux mains courantes. Ce qu'on voit : un plancher mobile, constitué de plaques métalliques juxtaposées. La différence est qu'au lieu de coulisser seulement avec les plaques palières d'entrée et de sortie, elles coulissent également entre elles. Et ce, grâce à un double rainurage : une rainure sur deux fait glisser les dents de la plaque précédente, l'autre, les dents des plaques d'entrée et de sortie.

C'est le principe bien connu du peigne, utilisé sur *tous* les escaliers mécaniques, qui est multiplié par deux. Ainsi la largeur des plaques peut varier de quelques centimètres (au démarrage du trottoir) à 50 centimètres maximum (à pleine vitesse). Avec un plancher mobile rigide – comme les plaques, toujours de surface égale, d'un trottoir roulant classique, – la vitesse est obligatoirement constante. Le trottoir part, avance et arrive à 3 km/h. Seul un plancher mobile extensible, comme les plaques de surface variable du Trax, donne au système suffisamment d'« élasticité » pour que la vitesse change.

Le Trax part à 3 km/h (la surface visible des plaques est minimale), accélère sur 9 mètres (la surface des plaques augmente peu à peu), se stabilise à 12 km/h (la surface des plaques est maximale) et inversement. Lorsque le Trax ralentit, les plaques rentrent l'une dans l'autre, leur surface diminue et le trottoir dépose en douceur, à 3 km/h, les passagers à l'arrivée.

Ce qu'on ne voit pas : toute la machinerie souterraine qui permet à ces plaques de s'emboîter comme des écailles de poisson, en glissant les unes sur les autres pour faire varier la vitesse. Ce mouvement de va-et-vient est imposé à chaque plaque par une chaîne, type chaîne de vélo, qui a la particularité d'être déformable. Et ce sont les déformations de cette chaîne qui, alternativement, feront entrer ou sortir les plaques, les unes dans les autres.

Chaînes et plaques sont guidées par deux rampes latérales, des rails en quelque sorte, dont le profil est directement fonction de la vitesse. Très écartées au démarrage, elles se rapprochent au fur et à mesure que le trottoir accélère. Des systèmes d'entraînement, de proche en proche (dont le nombre varie suivant la longueur du trottoir), actionnent le tout. Ils sont commandés par des moteurs rotatifs électriques d'une puissance approximative d'un kilowatt par mètre.

Economie

L'astuce technique de ce trottoir accordéon, c'est la fameuse chaîne déformable inventée pour l'occasion par Pierre Patin, ancien directeur scientifique de la R.A.T.P. Elle seule permet au Trax d'aller progressivement quatre fois plus vite par rapport à sa vitesse initiale. Ce système a, en outre, l'avantage d'être économe en énergie. Par le seul jeu des tensions des chaînes, l'énergie *cinétique transmise au cours* de l'accélération est récupérée lors du ralentissement.

Comparé à ceux des autres prototypes mis au point dans le monde, le principe de la chaîne déformable du Trax semble le plus adéquat. Le Speedway, imaginé par une équipe du Batelle Institute et exploité désormais par Dunlop-Grande-Bretagne, manque de souplesse. Avec sa trajectoire en S obligatoire, il lui est difficile de s'adapter partout. Quant aux systèmes américains John Hopkin et Dean, le premier fondé sur le principe d'une vis à *pas variable*, le *second sur celui* de convoyeur à rouleaux, ils paraissent techniquement compliqués à réaliser en grandeur nature.

Bien entendu, pour faciliter l'utilisation du trottoir roulant accéléré par le passager, il a fallu mettre au point une main courante parfaitement synchrone avec le plancher.

(Lire la suite page X)

ORDINAPOCHE
un outil unique pour comprendre l'informatique

un dossier spécial SCIENCE & VIE



C'est la Révolution Informatique, l'ordinateur est partout. Il entre maintenant à l'école et à la maison. Pour vous aider à percevoir cette nouvelle réalité, SCIENCE & VIE a conçu un dossier spécial, la Révolution Informatique/Ordinapoche.
Ce dossier contient un élément unique en son genre : Ordinapoche.
Ordinapoche n'est ni un ordinateur, ni une calculette, c'est un simulateur qui, pour la première fois, permet de comprendre simultanément *le fonctionnement d'un ordinateur* et ses techniques de programmation.
En manipulant ce véritable outil que constitue Ordinapoche, vous maîtriserez les notions-clés de l'informatique. Et bien sûr dans la Révolution Informatique/Ordinapoche, il y a tout ce qu'il faut savoir sur : les applications futures, les micro-ordinateurs, les métiers de l'informatique.
La révolution Informatique/Ordinapoche, un dossier indispensable pour relever les défis informatiques de demain.
18 F chez votre marchand de journaux.
LA RÉVOLUTION INFORMATIQUE/ORDINAPOCHE

INDE

Les difficultés de l'eau solaire

Entre deux moussons, l'Inde subit la sécheresse. Les pompes à eau solaire pourraient y remédier. Non sans problèmes...

PATRICK FRANCÈS

POUR 80 % des 650 millions d'Indiens qui vivent dans les quelque 600 000 villages que compte ce pays, la vie, en fait, tombe du ciel. Elle dépend en effet du retour régulier de la mousson, ce vent saisonnier qui déverse, entre juin et septembre, sur les cinq sixièmes du pays, la quasi-totalité des pluies qu'il reçoit pendant toute l'année.

Il est vital, aujourd'hui, ne serait-ce que pour suivre le taux de croissance démographique actuel – environ 2 % – (*le Monde* du 30 septembre 1980), de produire davantage, c'est-à-dire d'augmenter les rendements, les terres cultivables mais non cultivées ne représentant qu'à peine 3 % de la superficie du pays.

Encore faut-il, pour cela, disposer d'eau, *régulièrement* et en quantité suffisante, ce qui est loin d'être le cas actuellement. *Ainsi, 87 % des villageois indiens* n'ont accès à aucune source d'eau potable (normes de l'O.M.S.), et plus de 200 000 villages ne peuvent envisager, faute d'eau, de récolte de saison sèche. Dans plus de 150 000 villages, on ne dispose, pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois, que de quelques litres d'eau par jour, recueillis à 5 ou 10 kilomètres et partagés avec le bétail. Et encore s'agit-il d'une eau généralement impropre à la consommation humaine.

Pourtant, l'eau est là, sous la plupart de ces villages, dans des nappes phréatiques dont la recharge est assurée. Mais, située à 20 ou 30 mètres de profondeur, elle ne peut être montée à la surface par les procédés traditionnels mus par l'énergie animale ou humaine. Que l'on parvienne à la pomper, et la vie serait changée ainsi qu'elle a commencé à l'être en de nombreux endroits.

En 1965-1966, il y avait, en Inde, 500 000 pompes électriques. En 1978-1979, on en comptait plus de 3,5 millions. Quarante-cinq mille villages seulement étaient électrifiés en 1965-1966, contre 230 000 en 1978-1979.

Ignorés

Reste que, la plupart du temps, les villageois vraiment isolés, ceux qui ne sont pas reliés aux villes, demeurent en fait ignorés par les plans de développement rural. De plus, il est, paraît-il, matériellement impossible, tant le coût en serait élevé, d'envisager la construction d'un réseau électrique couvrant la totalité des villages indiens.

Certes, on peut avoir recours à des pompes Diesel, mais elles exigent un entretien constant, tombent assez souvent en panne et, surtout, elles impliquent la possibilité de se procurer du gazole sur le marché local – ce qui, en Inde, pose souvent de sérieux problèmes, – puis de le transporter jusqu'aux villages.

En fait, seule une énergie produite sur place pourrait vraiment permettre de pomper régulièrement, pendant la saison sèche, l'eau nécessaire à la survie de l'homme et des animaux et à la création d'une agriculture d'appoint, plus ou moins étendue.

Cette énergie, ce peut être le vent, ou le soleil. Le soleil, l'Inde n'en manque pas, sinon pendant la saison des pluies. L'énergie solaire apparaît donc comme l'énergie idéale pour le village indien isolé.

Techniquement, deux procédés sont possibles. D'une part, le système thermodynamique, dans lequel la chaleur du soleil remplace les combustibles traditionnels, bois, charbon, gaz ou pétrole. Mais ces machines thermiques, relativement compliquées, donc fragiles, doivent être entretenues régulièrement.

D'autre part, les photopiles, qui produisent de l'énergie électrique immédiatement utilisable pour l'alimentation de groupes électro-pompes. Ces cellules, très élaborées mais extrêmement simples, sont regroupées en panneaux de faible surface, qui produisent automatiquement de l'électricité. Elles ne nécessitent ni intervention ni entretien.

Certes, le coût des générateurs d'énergie à partir du soleil est encore très élevé, mais celui des photopiles n'a cessé de baisser, et, aujourd'hui, le kilowatt d'origine photovoltaïque ne coûterait guère plus que le kilomètre de ligne électrique : 24 000 F. A cela, s'ajoute le fait que, sur le réseau électrique indien, les pertes dépassent en moyenne 20 % et que l'approvisionnement est des plus irréguliers.

Au-delà du simple calcul économique, il importe de prendre aussi en compte le facteur humain, sur lequel une telle « révolution » ne manquera pas d'influer. *« L'installation d'une pompe solaire dans un village n'est pas une fin en soi »*, explique M. Pierre Amado, maître de recherche au C.N.R.S., indianiste, spécialisé dans l'étude des rapports entre la tradition et le développement, qui supervise l'installation, à Sarwal (village de 500 habitants, situé dans une zone semi-désertique, à une quinzaine de kilomètres de Ranchi (Bihar), d'une pompe solaire de 1 300 watts (1), offerte par le Comité français contre la faim (2) à l'organisme local de recherche et de développement rural.

Catastrophes

« Le but du développement, insiste-t-il, *c'est l'homme. »* Il faut donc prévoir les multiples conséquences technologiques, écologiques, économiques, culturelles et sociales qui suivront une telle innovation, au risque de provoquer des catastrophes, dont certaines expériences en Afrique ou en Amérique latine portent malheureusement témoignage. Ainsi, au Sahel, un chef de village s'est approprié la pompe et a vendu l'eau. Dans un autre village, l'abondance en eau a provoqué un afflux de nomades avec leurs troupeaux. Ailleurs, les enfants, traditionnellement chargés de transporter l'eau, se sont trouvés désœuvrés et sont devenus des délinquants.

Les questions qui se posent sont multiples. Comment faire pour que les villageois souhaitent une pompe solaire ? Comment obtenir leur coopération ? Sur un plan culturel, comment réagiront-ils vis-à-vis de ce matériel utilisant le soleil (*Surya*), qui, en Inde, est une divinité que l'on salue avec ferveur chaque matin ? Comment le système des castes interviendra-t-il ?

A qui, d'autre part, appartiendra l'eau ainsi pompée ? Comment sera-t-elle utilisée ? A qui appartiendra la production agricole supplémentaire ainsi obtenue ? Comment sera-t-elle utilisée ? Sera-t-elle vendue ? Quelles seront les conséquences du développement, voire de l'introduction, dans ces villages, d'une économie monétaire ? Celles du passage d'une agriculture inondée (qui s'accompagne de migrations saisonnières) à une agriculture irriguée ? Quel sera, enfin, l'impact sur les villages voisins ?

C'est dans cette perspective qu'une enquête préliminaire a été menée pendant huit mois à Sarwal par une équipe locale, sous la direction du Ranchi Consortium for Community Forestry et avec la collaboration du Xavier Institute of Social Service de Ranchi. Une enquête qui aura, notamment, permis d'étudier un cycle agricole complet, mais surtout d'effectuer un patient travail de préparation et d'éveil auprès de la population locale.

L'enquête n'en est pas pour autant terminée. Elle se poursuivra pendant plusieurs années, une fois la pompe installée (elle pourrait entrer en opération vers le mois de mai), d'une part pour étudier l'impact de cette innovation sur le milieu, d'autre part pour collecter le maximum de données quantitatives, qui, traitées par ordinateur, devraient permettre, à l'avenir, la planification optimale d'une production énergétique locale.

Des spécialistes français et indiens de différentes disciplines ont ainsi participé à l'établissement d'un questionnaire, qui, amélioré et affiné, pourra servir, grâce à une simulation déjà réalisée, à étudier des villages de différents types, non seulement en Inde mais aussi dans d'autres pays en voie de développement, la comparaison de divers modèles, de diverses expériences, pouvant permettre de mieux comprendre le « sous-développement » et, par conséquent, de le combattre. ■

(1) Elle permettra de monter, d'une profondeur de 15 à 20 mètres, 60 à 100 mètres cubes d'eau par jour.

(2) Comité français pour la campagne mondiale contre la faim, 42, rue Cambronne, 75740 Paris. C.C.P. 2327 K Paris.

Les trottoirs saisis par la vitesse

(Suite de la page IX)

Compte tenu de la variation de vitesse, une telle main courante ne pouvait être continue. Elle est constituée par des poignées individuelles plus ou moins écartées. Car, comme les plaques, la variation de vitesse de ces poignées est obtenue par des chaînes déformables. Il y a une poignée environ toutes les quatre plaques. Cela correspond à une distance minimale entre les passagers de 50 centimètres à l'entrée, qui atteint 2 mètres à grande vitesse.

Ces distances entre les poignées ont été étudiées de façon à éviter toute bousculade à l'entrée et à la sortie du Trax.

La sécurité des passagers restant, bien sûr, l'un des critères prioritaires dans la conception du Trax, le trottoir roulant accéléré est truffé de détecteurs (cellules photo-électriques ou magnétiques) qui signalent toute anomalie. Si le trottoir s'emballe ou si la main courante ne file plus en harmonie avec le plancher, tout s'arrête. L'arrêt lui-même, plus ou moins brutal, est fonction du degré de risque. En cas de rupture dans la continuité du plancher, des bras de secours articulés suppléent les tubes et les chaînes défectueuses.

Boucles

Un trottoir aller et un trottoir retour sont raccordés à leurs extrémités par deux demi-tours, situés au-dessous du niveau du sol. Ils forment ainsi, tout comme les mains courantes, des boucles sans fin. Très facile, l'installation ne nécessite que des fosses profondes de 1 mètre pour les dispositifs d'entraînement, et de 2,50 mètres pour les demi-tours aux extrémités. Dans les autres zones, 50 centimètres, voire 35 centimètres, suffisent. Résultat : long au minimum de 150 mètres et large de 1 mètre, le Trax est capable de tourner (avec des rayons de l'ordre de 60 mètres), ainsi que de monter et de descendre (pentes limitées à 15 %). Ces restrictions sont plus liées au confort physique des passagers qu'à la technique proprement dite.

Comme il passe partout – ou presque, – le Trax peut être implanté partout.

Les premiers à bénéficier de cette innovation antifatigue seront les usagers qui empruntent la liaison entre la station métro-R.E.R. Invalides et la gare d'Orsay au cœur de Paris. Un Trax y sera installé d'ici à la fin de l'année 1983. Deux trottoirs accélérés encadreront un trottoir roulant classique de 168 mètres.

Deux seconds projets sont à l'étude. L'un concerne la liaison gare du Nord-La Chapelle entre la gare du R.E.R. et la station de métro de la ligne Nation-Porte-Dauphine ; l'autre, le couloir entre la gare Saint-Lazare et la station Auber.

L'installation d'un tel trottoir – double sens – coûte environ deux fois plus cher que celle de deux trottoirs roulants classiques. Ce qui représente actuellement quelque 10 millions de francs. Les coûts d'exploitation, en entretien et en énergie sont également deux fois plus élevés.

En gain d'énergie et de temps, c'est, en revanche, tout bénéfice pour l'usager, et, par conséquent, pour la R.A.T.P. Il se fatique moins, il va plus vite avec des répercussions évidentes sur la fluidité du trafic, notamment aux heures de pointe.

Dans une étude économique, la R.A.T.P. a ainsi calculé que, à raison de soixante mille voyageurs par jour en moyenne, un Trax de 100 mètres est amorti en deux cent soixante-dix jours ; de 300 mètres en cent quatre-vingts jours. Ce qui donne l'équation : plus le trajet est long, plus les désagréments pour l'usager sont grands et plus le Trax est facile à rentabiliser.

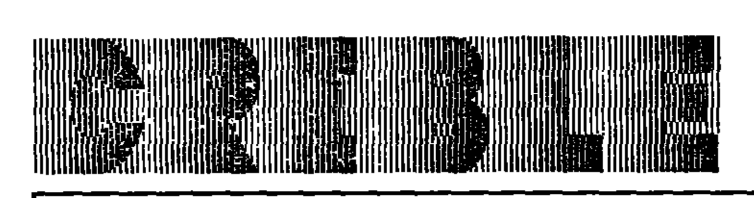
Dans les rues

L'utilisation de trottoirs roulants accélérés n'est évidemment pas limitée aux correspondances de métro. Ils se justifient sur certaines liaisons entre gares voisines, entre aérogares proches, dans les aérogares même comme celle de Roissy-Charles-de-Gaulle et, d'une façon générale, dans toute liaison entre deux centres importants allant d'une centaine de mètres à 1 kilomètre avec des débits de pointe de quelques milliers de personnes. Des visions plus futuristes n'empêchent pas d'imaginer de tels trottoirs dans les bâtiments pour desservir parkings et grandes surfaces par exemple, et pourquoi pas aussi dans les rues des grandes villes.

Certains ingénieurs de la commission d'Etat de New-York ont envisagé de couvrir le centre de Manhattan d'un vérirable réseau d'AMW'S (Accelerated Moving Walk-Ways) (1). Le Trax est d'ailleurs conçu pour permettre la constitution de tels réseaux. Le transfert des passagers s'effectuerait à la vitesse de croisière par des échangeurs réalisés par simple rapprochement bord à bord de deux planchers mobiles. Quant à la vitesse, il est possible, d'après Pierre Patin, de l'augmenter jusqu'à 18 km/h. dans la mesure où le public s'adapte bien à cette nouvelle façon de se déplacer.

Et les générations futures évolueront sur les trottoirs accélérés de cités Métropolis, dans le plus pur style de Fritz Lang, quand la meilleure façon de marcher ne sera plus la nôtre... ■

(1) Sans en être encore là, l'Urbann Mass Transit Authority américaine étudie actuellement l'installation éventuelle d'un premier prototype de trottoir accéléré sur une liaison de transport à New-York. Le système français Trax a de bonnes chances d'être choisi.



ANNIE BATLLE

REPÈRES

États-Unis : travail unisexe

De même que les femmes se sont imposées dans beaucoup d'emplois jusque-là réservés aux hommes, ceux-ci se trouvent aujourd'hui fréquemment employés dans une large gamme d'emplois qui, dans le passé, étaient tenus presque exclusivement par les femmes.

Les hommes travaillent comme réceptionnistes, stewards, serveurs et même « baby-siter ». L'Urban Institute, groupe de recherche de Washington, estimait récemment que le nombre de secrétaires masculins avait augmenté de 24 % entre 1972 et 1978, passant de 25 000 à 31 000. Le nombre de standardistes, durant le même temps, a augmenté de 38 %, le nombre d'infirmiers de 94 %. Les experts déclarent que cette tendance va se poursuivre.

Celui qui ne trouve pas de travail après quatre ans de collège peut toujours devenir infirmier et gagner environ 30 000 dollars par an dans un hôpital.

D'une part, les difficultés d'emploi conduisent les hommes à prendre les postes qu'ils trouvent ; d'autre part, les mentalités des jeunes ont évolué, et ils ne se sentent pas diminués de travailler dans un domaine traditionnellement dominé par les femmes. (*Perspective hebdo,* B.P. 295-16, tél. : 500-62-30.)

Faire peau neuve

Une peau neuve produite en laboratoire, cela paraît désormais possible. Aux États-Unis, on fait actuellement « pousser » sans limites un équivalent de la peau, à partir de cellules du derme de rats. Après une série de manipulations, on obtient un produit final proche de la peau initiale.

Le docteur Eugène Bell, biologiste du Massachusetts Institute of Technology, s'est lui-même greffé un morçeau de peau développé à partir de la sienne. Il est trop tôt pour préjuger des résultats et parler d'application médicale, mais les premiers résultats sont encourageants. (*International Herald Tribune.*)

Méthodes et stratégies

Qui d'entre nous n'a jamais buté sur un problème professionnel qui engageait l'avenir, sans savoir *comment* le prendre ? L'ouvrage *problèmes,* de Pierre Caspar, ingénieur civil des mines, Master of science et docteur en sociologie (qui vient d'être réédité), propose une réflexion très concrète sur les méthodes utilisables pour poser et résoudre ce type de défis, pour identifier et maîtriser les étapes importantes de l'analyse de la situation et de ses différentes composantes, pour mettre en œuvre les modes de recherche de solution les plus créatifs. (Les éditions d'organisation - 5, rue Rousselet - 75007 PARIS).

BOITE A OUTILS

Désarmer

Alors que les experts européens s'inquiètent que les producteurs d'armes locaux ne puissent satisfaire les besoins de la Communauté, d'autres experts – des Nations unies – ont demandé au CIRED (Centre international de recherche sur l'environnement et le développement), dirigé par Ignacy Sachs, d'explorer *« les stratégies de reconversion des industries d'armement »*. Partant de « l'autre face » de la course aux armements – comment le secteur militaire ponctionne les budgets nationaux et les ressources, comment il agit de façon négative sur la consommation publique, sur la croissance et l'environnement, comment il déforme et inhibe la satisfaction des besoins du tiers-monde, – l'étude tente de montrer qu'on pourrait concevoir le désarmement dans la perspective d'un autre développement. La reconversion constitue le noyau-clé de la liaison désarmement-développement, et ses principaux aspects sont développés pour les pays industrialisés et pour les autres grâce à une grille d'approche heuristique : les options du développement.

La reconversion est largement tributaire du rôle, de la place, des rapports des différents acteurs que les auteurs nous proposent de mieux cerner en prenant en compte les différentes motivations et sensibilités qui permettent de mieux saisir l'interdépendance des groupes concernés et des enjeux qui s'y rapportent. (Réflexions sur les stratégies de reconversion des industries d'armement, 98 pages, CIRED, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris, tél. 544-38-49.)

Biologie, mythe de notre société

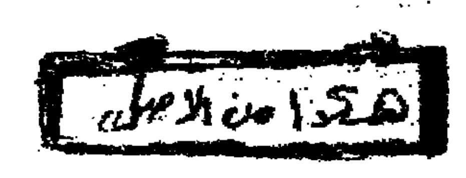
Un foisonnant numéro d'*Autrement* sur l'explosion biologique et de ses ambiguïtés. Ici, les biologies qui, si elles détiennent l'incontestable savoir, n'ont pas toujours le label de la science, ont trouvé un espace, ne serait-ce, comme le disent en préface François Laborie et Jean Deutsh, que parce que la science officielle possède ses propres circuits.

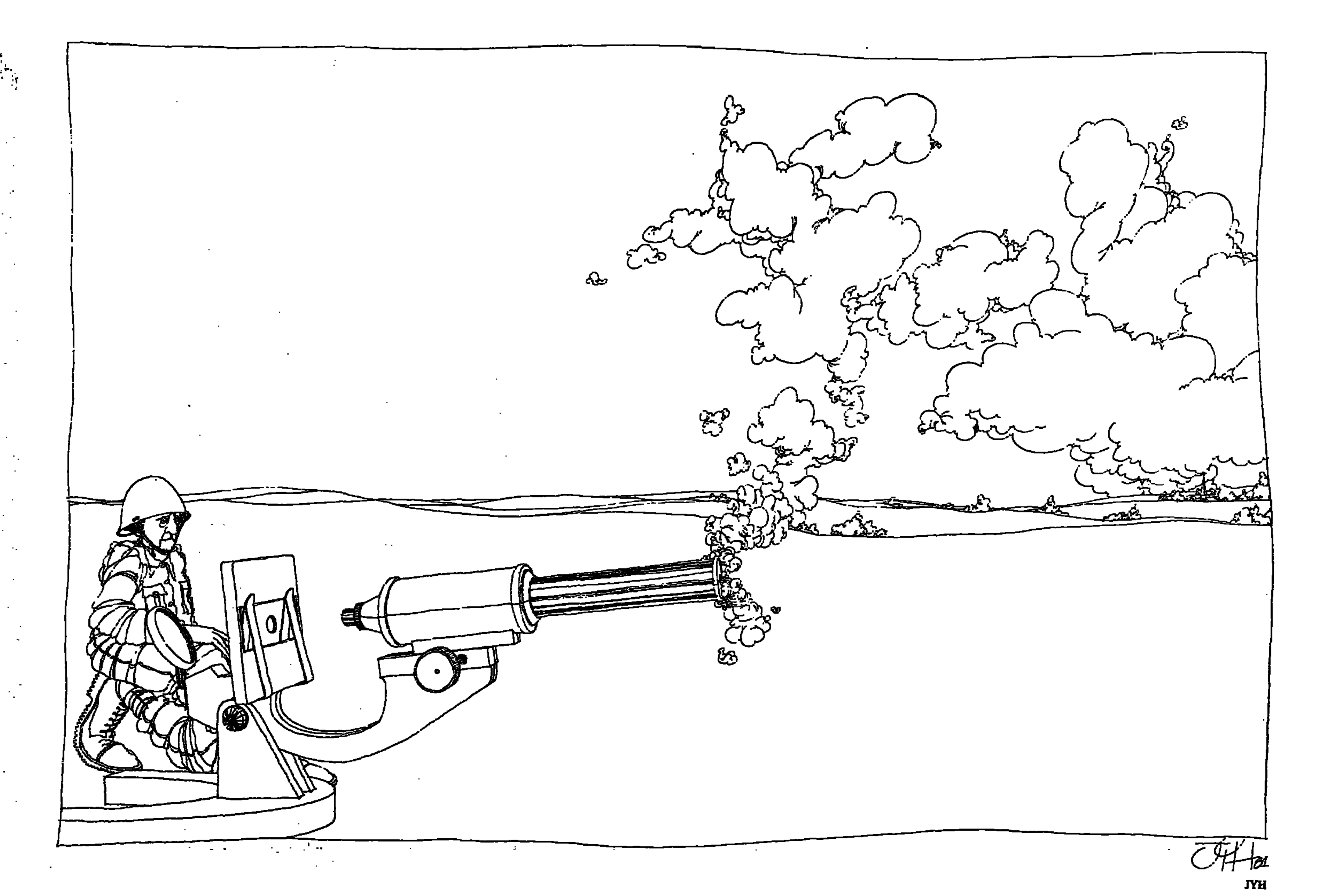
Les articles sont regroupés sous les rubriques : naître, avoir ou non des enfants, manger, être malade, vieillir, mourir... Qu'on se rassure : on y trouvera également le cancer (et l'interféron), les manipulations génétiques (et transgène), l'inné/acquis (et Wilson), dans un style familier et vivant. (*Autrement*, nº 30, 73, rue de Turbigo, 75003 Paris, tél. 271-23-40.)

BLOC NOTES

● DANSE ET SCIENCES HUMAINES. – La danse, phénomène du vingtième siècle : sur ce thème vont réfléchir et apporter la richesse de leur discipline et de leur expérience, René Thom, René Girard, Philippe Bourdieu, Federico Fellini, Léopold Senghor, Rosella Hightower, sous la présidence de Maurice Béjard et de Michel Serres.

Le grand public pourra bénéficier de cette rencontre puisque Flammarion en publiera l'essentiel sous la plume de Michel Serres. Le colloque est dû à l'initiative de Philippe Braunschweg, industriel suisse passionné de la danse, il aura lieu à La Chaux-de-Fond, le dernier week-end d'août prochain.





IRRATIONALISME

Jean-Claude Pecker : halte aux « fausses sciences »...

Professeur d'astrophysique au Collège de France, Jean-Claude Pecker s'élève avec véhémence contre l'irruption des « fausses sciences » et la montée de l'irrationalisme. Un débat qui pose en fait le problème du rôle de la science et du savant dans la société.

DIDIER ERIBON

UNE polémique très dure, sous des apparences courtoises, a récemment opposé dans les colonnes du *Monde* le directeur de France-Culture à deux physiciens de renom : Alfred Kastler, prix Nobel, et Jean-Claude Pecker, à propos du « Colloque de Cordoue », organisé par France-Culture, et dont ces deux savants contestaient non seulement la qualité scientifique, mais aussi l'honnêteté intellectuelle (1).

Cette controverse renvoie en fait à un débat beaucoup plus large sur la crise que traverse la science (2) et sur l'image et le statut de la science (et des scientifiques) dans la société. Jean-Claude Pecker, professeur d'astrophysique au Collège de France et membre de l'Académie des sciences, précise ici sa pensée sur le rôle de la science et ses rapports avec le pouvoir politique et exprime avec véhémence son inquiétude devant la montée de l'irrationalisme et des « fausses sciences ».

∴

« Quelles sont aujourd'hui les images de la science et du scientifique dans la société ?

— L'image du savant a beaucoup évolué en un siècle. Depuis longtemps, elle n'est guère plus positive. La science, elle, a gardé encore sinon sa séduction, du moins son pouvoir. La différence de l'évolution de ces deux images est remarquable. Celle de la science a des couleurs sévères, graves ; crainte et respectée, elle est un pouvoir. Mais pas un pouvoir qui rassure ; un vrai pouvoir, aux mains du Pouvoir, souvent pour le mieux, parfois pour le pire.

» L'image du savant, plus personnalisée, est *ridicule ou mélodramatique* le plus souvent. Voyez chez Jules Verne : c'est un fou, un grotesque, et il est même dangereux... C'est aussi le docteur Moreau... ou Frankenstein de Mary Shelley... Le savant est un illuminé qui vit en marge et par conséquent ne se fait guère *de souci pour la vie des autres*, prisonnier qu'il est de son « idée » fixe. Cette incompréhension des aspects positifs de son activité, il faut en voir l'origine dans le fait que le savant est un homme en effet isolé, pour ne pas dire solitaire.

» L'une des difficultés tient *au fait que le langage scientifique* est devenu tout à fait incompréhensible et donc que la science, celle des revues spécialisées, ne peut plus s'adresser au public. Camille Flammarion pouvait expliquer en termes simples les progrès de l'astronomie, et il était accueilli par ses auditeurs et *admirateurs* sur des tapis roses étendus sous ses pieds... Mais, aujourd'hui, la science s'est considérablement mathématisée et ses vocabulaires se sont enrichis. Comment expliquer au public ce que le scientifique lui-même ne comprend plus dès que sa discipline s'écarte tant soit peu du sujet traité ?

» Même dans sa propre discipline, le chercheur manie des outils dont le fonctionnement lui échappe souvent... Ainsi, un astronome se soucie-t-il de l'évolution d'une étoile ? Il met des équations à l'entrée de l'ordinateur, il recueille à la sortie les divers moments de l'évolution stellaire. Mais, en fait, il ne sait pas toujours bien ce qui se passe à l'intérieur, ce qui fait diverger ou converger la solution d'une équation. Le scientifique sait que *c'est comme ça, mais parfois il ne* sait pas tout de suite pourquoi. Il n'est donc pas facile pour lui *a fortiori* de s'expliquer devant le public, d'ouvrir la « boîte noire »...

» Il y a aussi le fait que la peur que l'on a du savant ou de *ses pouvoirs (mal perçus) s'est* accrue sous la pression de l'actualité. On n'en est plus au temps où la vaccination et la conquête par l'électricité des campagnes lointaines déclenchaient l'enthousiasme (égoïste) devant les responsables de tout progrès du niveau de vie. La guerre bactériologique, la bombe atomique, l'énergie nucléaire..., ont implanté dans le public l'idée que les scientifiques peuvent être des gens dangereux. Mais ne s'agit-il pas plutôt de la crainte légitime devant les abus par le pouvoir politique des applications de la science ? Et la responsabilité est-elle vraiment celle du scientifique ?

— Ne pourrait-on pas imaginer une vulgarisation qui resterait malgré tout scientifique ?

— Le langage scientifique est bourré de métaphores. Mais le public moyen a souvent du mal à comprendre la métaphore et à en limiter l'étendue. Peut-être vaudrait-il mieux s'expliquer sans métaphore.

» En physique, *en astronomie* aussi, les métaphores sont fréquentes. Elles compliquent les choses plus qu'elles ne les clarifient. Par exemple, quand on parle de « naissance » ou de « mort » des étoiles, n'introduit-on pas des idées fausses ? Une étoile n'a pas de père ni de mère, elle est asexuée ! Et, faite de matière « inerte », comment parler de sa mort ? Mais en entendant les mots du langage de l'homme, tout le monde croit comprendre et, en fait, personne ne comprend... Et c'est peut-être là que réside le pire danger. Il vaudrait quelquefois mieux penser que l'on n'a pas compris que d'imaginer que l'on a compris, parce que cela pousse à s'engager dans les voies non contrôlées des constructions étranges de l'induction dévoyée. Certains nombres quantiques s'appellent « couleur », « charme »... Il y a des raisons à cela, bien sûr. Mais quand on n'a pas les connaissances nécessaires pour les comprendre, on est en fait complètement perdu. On se met à échafauder dans son esprit des concepts nouveaux, à partir de ces mots, et à construire une étrange théorie, en totale contradiction avec la physique.

» Quelqu'un a pourtant dit qu'il n'y a de langage scientifique que métaphorique. Cela signifie que le scientifique, parce qu'il vient de découvrir un phénomène nouveau, est obligé de créer un nouveau mot de vocabulaire pour définir ce nouveau phénomène. Et pour cela il se rattache autant *qu'il le peut à ce qui est déjà* connu. Devrait-on procéder autrement ? Inventer, par exemple, un mot à partir du grec, ce qui dilue la métaphore un tant soit peu ?

» Ce que le scientifique cherche à faire comprendre par ces mots nouveaux, c'est le caractère principal du phénomène qu'il vient de découvrir et non pas tous ses caractères... Le foisonnement du vocabulaire, quoi qu'il en soit, semble inévitable. Les créateurs de mots devraient faire un effort accru pour éviter que leurs créations ne conduisent à de malsaines ambiguïtés.

Un pouvoir

— Comment se fait la relation entre le pouvoir de la science et du savant et le pouvoir politique ?

— La science est, en effet, un pouvoir ; dès qu'un homme de science s'adresse à un homme de gouvernement, l'homme de gouvernement accepte ses avis du fait de son statut de scientifique. Le savant est supposé compétent dans les problèmes dont il parle et, si ces programmes ont des conséquences politiques, l'homme de gouvernement aura tendance à *prendre* au sérieux les conséquences du raisonnement du scientifique. Si le scientifique se trompe, cette erreur peut être absorbée par le gouvernement sans aucune critique.

» Lorsque le gouvernement s'est préoccupé des incidents nucléaires de Three-Mile-Island pour savoir ce que cela impliquerait dans la conduite du programme nucléaire français, il a demandé leur avis à trois scientifiques, qui ont remis un rapport au président de la République dans lequel ils ont analysé ce qui s'est passé ; leur analyse est sans doute correcte, mais elle aurait pu être erronée (tout problème *n'est pas facile*), *et le gouvernement* en a tiré des conclusions quant à son propre programme. Ce groupe de scientifiques a donc incontestablement participé à l'exercice du pouvoir par le jugement émis à propos d'un événement.

» Les rapports entre scientifiques et pouvoir ne sont cependant pas si simples. Le gouvernement écoute souvent ce qu'il veut écouter ; son oreille est politiquement sélective. Et cette sélection déplace le centre des responsabilités.

» Revenons quelques décennies *en arrière, au grand* débat qui a suivi l'emploi sur le terrain de la bombe atomique et des armes nucléaires de destruction massive. Des savants avaient élaboré des théories ; d'autres avaient trouvé des techniques de réalisation ; d'autres, enfin, avaient conseillé le président des Etats-Unis. *Des savants, souvent* les mêmes, s'indignèrent ensuite du surarmement nucléaire et de cet équilibre de l'horreur qui est aujourd'hui notre dangereuse loi... Bien sûr, l'opinion publique a accusé le savant, coupable de ce développement. Mais il faut dire que ce n'est pas lui qui a pris la décision grave. Einstein avait joué un certain rôle dans les théories physiques qui ont conduit au développement de ces engins par l'élaboration des concepts physiques utilisés pour la transformation de l'énergie nucléaire en énergie mécanique de destruction. Mais il était lui-même un pacifiste, plus que réticent vis-à-vis de l'usage qu'on a fait de la physique nucléaire.

(Lire la suite page XII.)

(1) *Le Monde* daté 14-15 septembre et 12-13 octobre 1980.

(2) Voir l'article de Jean-Pierre Vigier, « Le procès d'Einstein », dans *le Monde dimanche* du 5 avril.

RÉPLIQUE

Muselier n'était pas un traître

Louis de Villefosse, qui fut le collaborateur de l'amiral Muselier à Londres, a vivement réagi à l'article de l'amiral Paul Galleret, « Le premier testament du général de Gaulle », dans *le Monde Dimanche* du 22 mars. Voici son propre témoignage.

LOUIS DE VILLEFOSSE

AVEC le long article de l'amiral Galleret, c'est la première fois qu'est offerte à un vaste public une relation détaillée d'un épisode dramatique de l'histoire de la France libre. L'amiral Muselier, dont je fus le subordonné *immédiat et l'ami*, y étant sévèrement mis en cause, je me dois de présenter ici un certain nombre de remarques, en évitant de les situer sur un plan polémique. Le recul du temps m'a conduit à reconsidérer l'affaire dans un esprit d'impartialité. Si mon optique n'est pas devenue pour autant celle de Galleret, je ne m'en prendrai pas à son attitude d'inconditionnel de de Gaulle, je ne lui ferai pas de procès d'intention.

Son témoignage me fournit un grand luxe de précisions sur une affaire à laquelle je ne participai que de loin – de l'autre côté de l'Atlantique, envoyant des télégrammes de fidélité à l'amiral et de protestation au général (1) – mais dont le contexte m'est resté familier. Quant au fond, Galleret n'a pas tort de souligner le rôle joué par André Labarthe, personnage au total néfaste, je le pense aussi maintenant, mauvais génie de Muselier. La suite des événements l'a prouvé, il était outré de faire de de Gaulle un émule de Franco. Et je ne minimiserai pas non plus la gravité de l'erreur commise par l'amiral et son entourage, dont j'étais : nous ne sûmes pas mesurer ce que l'auteur du *Fil de l'Épée*, en dépit de tout, comportait de grand.

Cela dit, voici mes contestations.

Sur un point particulier d'abord, à propos de l'arrestation de l'amiral par les Anglais en janvier 1941. La « *protestation énergique* » du général ne survint qu'après que l'innocence de l'amiral fut matériellement prouvée, et non pas avant (2) ; pendant plusieurs jours il commença par en douter. Dans ce manque de *confiance* je vois un recoupement avec les propos qu'il me tint en me recevant pour la première fois en mai 1941 au Caire : j'avais alors trouvé étrange qu'il fît état du jugement malveillant d'un amiral de Vichy (O'Dendhal) contre le *seul* des amiraux français qui l'avait rejoint dès fin juin 1940.

Élargissons la question. La quasi-totalité des lecteurs de Galleret auront pu retirer de son texte l'impression que l'activité majeure de Muselier consista à comploter contre le général de Gaulle ; conduite coupable, sacrilège, attentatoire à la plus glorieuse figure de l'histoire de France. Mais la place de l'Étoile n'était pas encore débaptisée à l'époque, Muselier, *officier général* d'un rang plus élevé, et plus âgé que de Gaulle, était parfaitement en droit, après lui avoir librement apporté son concours, de désapprouver la ligne générale de son action ; dès l'instant surtout que celui-ci, lui imprimant un cours politique, tendait à transformer sa légion militaire en un « mouvement » destiné à assurer dans la France libérée la victoire de ses propres conceptions.

Muselier n'était d'ailleurs pas le seul à nourrir ces craintes. En laissant de côté Labarthe, un certain nombre de Français de Londres constituaient, en quelque sorte en seconde ligne, un groupe d'opposition modérée. Je pense par exemple à Jacques Duchesne (Michel Saint-Denis), directeur de l'émission de la B.B.C. « Les Français parlent aux Français », et à son brillant collaborateur Pierre Bourdan ; à Roger Cambon, diplomate au nom bien connu ; à l'équipe du quotidien *France* (Pierre Comert et les Gombaut) ; et aussi à Raymond Aron, rédacteur en chef de la revue dirigée par Labarthe, *la France libre*. Soit dit au passage, et nonobstant les réserves faites sur son directeur, cette publication mensuelle avec des collaborations de grande classe avait obtenu un succès exceptionnel en Angleterre, y opérant un rassemblement des intelligences autour « *de la pensée française, de la culture française, de la liberté française* », pour reprendre les termes mêmes de Winston Churchill... Or les hommes en question éprouvaient tous de la sympathie pour Muselier et tous, à des degrés divers, prêtaient à de Gaulle le dessein d'établir après la guerre un gouvernement autoritaire, voire une dictature. En dénonçant le « *régime des partis* », n'annonçait-il pas son intention de former un parti unique ? Et n'avait-il pas prétendu faire disparaître du journal *France* la devise de la République ?

Désaccord

D'autre part, l'amiral était parfois en désaccord avec le général sur l'attitude à prendre envers nos alliés, désaccord qui ne pouvait que s'aggraver au début de 1942. Le conflit des deux chefs devenait presque inévitable après l'expédition de Saint-Pierre-et-Miquelon, dont Galleret semble ignorer l'importance. L'affaire avait été engagée dans les conditions les plus difficiles. Muselier avait immédiatement ressenti l'inconvénient grave de heurter de front, au lendemain de Pearl Harbour, l'opposition du président Roosevelt, désormais responsable avec Churchill de la conduite de la guerre (3). La situation invraisemblable où nous nous trouvions ainsi placés, au cœur de la bataille de l'Atlantique – une de nos corvettes, l'*Alysse*, était coulée par un sous-marin le 8 février, – menacés non seulement d'une réaction de bâtiments de Darlan mais d'un coup de force des Américains qui nous infligeaient déjà un blocus, tout cela, sans empêcher l'amiral d'exécuter avec la plus grande loyauté et un plein succès les ordres du général, avait provoqué chez lui un mécontentement extrême et la décision de démissionner à son retour, non de ses fonctions de commandant des F.N.F.L., mais de celles de membre du Comité national. Inutile d'ajouter que je partageais ses sentiments, et je peux en dire autant de son aide de camp d'alors, Alain Savary.

Quant aux épisodes qui à son retour à Londres envenimèrent le conflit jusqu'à la rupture, je n'y étais pas présent et ne pus me solidariser avec mon chef direct que par mes télégrammes, en attendant de revenir à mon tour en Angleterre, rappelé sur ma demande par de Gaulle. A celui-ci, me recevant, je déclarai textuellement : « *Mon général, j'éprouve pour l'amiral Muselier une admiration totale et profonde et, si vous me le permettez, je vais vous dire pourquoi.* » Après quoi, sans m'interrompre, il m'entendit évoquer les qualités inouïes d'énergie, d'audace, d'endurance et d'adresse déployées par Muselier, surmontant fatigue, danger, froid glacial, tempêtes, faisant face à tout, jour et nuit, toujours sur la brèche. « *Je sais cela,* me dit-il quand j'eus terminé. *Croyez bien que cela est entré en ligne de compte dans mes décisions.* » Rien d'autre sur l'amiral, il ne l'accusa pas, comme Galleret, d'« *abandon de poste concerté en pleine guerre, avec incitation à la désertion collective.* » Mais quel droit avait-il sur lui, après tout ? Muselier n'avait pas signé d'engagement, il n'avait fait que lui apporter son concours et c'est sans avoir entendu son appel qu'il avait rallié ses premiers navires le 30 juin 1940.

Pour en revenir à son opposition, ce fut Labarthe (4), c'est vrai, qui la poussa à son paroxysme, de même qu'il exerça sur moi un chantage moral extraordinaire pour que je refuse aussi de me soumettre. Dois-je regretter d'avoir alors participé à l'effort de guerre autrement que sous l'uniforme ? A certains égards oui. Du point de vue de ma conscience, non... Au demeurant les dramatiques incidents en question ne représentèrent qu'un aspect de l'action très large qui, menée aussi par des membres de la Résistance venus de France et représentant la variété des partis, obligea de Gaulle à se réclamer de l'idéal démocratique.

Quarante ans se sont écoulés, le temps de l'apaisement est venu – sérénité qui ne va pas sans mélancolie. Où est la justice de l'Histoire ? Le Mémorial de Colombey qui se dresse au-dessus de la forêt gauloise, cette Croix de Lorraine glorieuse, c'est Muselier qui l'avait choisie comme signe de reconnaissance pour ses navires. De Gaulle d'abord n'en avait pas voulu ; dans ses *Mémoires* il en attribue la paternité à d'Argenlieu, qui refusa de s'en prévaloir.

Créateur des F.N.F.L. et leur animateur des temps héroïques, Muselier, à qui la Résistance doit son emblème, commit des erreurs, des fautes même. Mais *contre un patriote de cette trempe*, établir un réquisitoire de conseil de guerre, user des termes destinés par la justice militaire aux lâches et aux traîtres, il y a là un excès qui passe le bon sens. ■

(1) *Ces télégrammes et ceux que je reçus de l'un et de l'autre figurent dans mon livre les Iles de la Liberté* (Albin Michel, 1972). Je n'indique pas comme référence les Mémoires de l'amiral (*De Gaulle contre le gaullisme*, éd. du Chêne, 1946) car ce livre, disparu des vitrines dès sa parution, est pour ainsi dire introuvable.

(2) Un exposé clair et détaillé de cette affaire a été donné par Robert Mengin dans son *De Gaulle à Londres vu par un Français libre*. (Table Ronde, 1965.)

(3) L'affaire « *provoqua des ressentiments d'une telle violence que durant toute la guerre les effets s'en firent sentir sur des questions beaucoup plus importantes* » (*Mémorial de Roosevelt*). « *Des années d'hostilité s'accumulèrent contre de Gaulle, en partie à cause de l'affaire Saint-Pierre-et-Miquelon.* » (Douglas G. Anglin) Contre de Gaulle mais aussi entre France et États-Unis.

(4) Sur Labarthe et ses côtés obscurs, voir le livre de Henri Frenay : *l'Énigme de Jean Moulin*. (R. Laffont.)

[Officier de marine, Louis de Villefosse a rejoint la France libre en *mai 1941* et a été sous-chef d'état-major des Forces navales françaises libres en 1941-1942. Il suivit l'amiral Muselier, d'abord lorsque celui-ci rompit avec le *général de Gaulle* en mars 1942, puis lorsqu'il se mit au service *du général Giraud à Alger*, en *mai* 1943. Il participa ensuite au débarquement en Normandie.]

Jean-Claude Pecker

(Suite de la page XI)

– Il faut donc aborder la question de la motivation du scientifique.

– Si Einstein a découvert cette équation E = Mc2 (l'une des équations les plus connues de la *physique moderne*), *ce n'est* évidemment pas parce qu'il avait l'intention de donner à la technique humaine les moyens de fabriquer des armes de destruction. Il se posait, en fait, un problème dejà ancien. Depuis le milieu du dix-neuvième siècle, on s'était *demandé d'où vient* l'énergie prodigieuse rayonnée depuis des milliards d'années (âge fourni par la géologie) par le Soleil, notre étoile. Jean Perrin avait eu de justes intuitions à ce sujet ; plus tard, la solution détaillée vint de Bethe et de von Weiczacker, qui *établirent* les cycles *de réactions* thermonucléaires transformant en hélium l'hydrogène initial... Mais c'est à l'équation d'Einstein, à cette équation écrite parce qu'on se posait des questions physiques sur l'univers, que ces solutions se ramènent... L'utilisation de l'*énergie* nucléaire ou thermonucléaire était dans cette équation, mais elle n'en fut jamais la motivation.

» Ce que je veux dire, c'est que, lorsqu'on accuse les savants *atomistes*, *ou* Einstein lui-même, de l'explosion d'Hiroshima et de son caractère criminel, il faudrait plutôt *voir que la responsabilité* de l'horreur est très diluée ; c'est une longue suite de progrès scientifiques (des siècles), dont l'un des moments importants a été la question : d'où vient le débit d'énergie du Soleil ? C'est une décision politique s'appuyant sur certains de ces progrès ; c'est un *acte militaire... On ne peut pas* dire qu'Einstein (ou tel autre) ait eu une responsabilité particulièrement *grande*. Moins que celle du dernier acte politique, le presse-bouton... La curiosité du *chercheur* est sa *motivation* capitale.

» On peut bien dire : « *Arrêtons la science, le développement industriel !* » Mais je ne crois pas que l'on puisse empêcher les hommes de se poser des questions ! Et l'*arrêt de la quête* de connaissance ne serait-ce pas, plus vite qu'on ne le voudrait, un retour aux cavernes ?

La pratique

– Si vous dissociez la recherche scientifique de ses applications, cela signifie-t-il que vous la dissociez aussi d'une recherche de l'utilité ?

– La recherche des scientifiques n'est pas, en général, motivée par l'application ni par une quelconque recherche d'utilité. Je crois que, dans *tous* les cas, une recherche démarre pour donner la réponse à la question que s'est posée *le chercheur*, *et cela* se fait très progressivement, souvent très lentement. Mais il est bien évident qu'il peut y avoir des problèmes « pratiques » qui se posent. Je pense, par exemple, aux problèmes créés par le développement de l'énergie nucléaire et la recherche des méthodes que l'on peut mettre au point pour pallier ses dangers. Il peut y avoir, dans les problèmes d'application, des *stimuli* qui accrochent la curiosité.

– Cette insistance sur la curiosité du *scientifique vous pousse* à mettre l'accent sur la recherche fondamentale.

– On vient de parler des *recherches* fondamentales, qui peuvent avoir des applications. Mais, à côté de cela, il y a des *quantités* de travaux *de recherche* fondamentale dont l'application n'est pas immédiate. S'il n'y avait pas eu le principe d'inertie, on ne lancerait pas de fusées – mais je ne crois pas que Galilée ait pensé aux fusées !...

» Or, actuellement, il est hors de doute que les responsables de la politique de la science regrettent *que les scientifiques* ne s'intéressent pas davantage aux applications. Je crois que ce *serait une* très *grande catastrophe*, à très longue échéance, de ne tourner l'ensemble de la *recherche que vers* les applications, de l'orienter en fonction des besoins – ou des désirs – de la société. Il faut laisser la recherche libre se développer en fonction d'abord de la curiosité du chercheur. Dans les conditions actuelles de la recherche, je crois que *les grands* articles d'Einstein auraient été arrêtés. Beaucoup de très belles recherches *auraient été jugées délirantes* parce que « gratuites ». Il y a aujourd'hui, dans le jugement à l'égard des *travaux* de recherche, un certain abus du « bon sens commun » ; les gens qui ont des idées dont des applications surgiront peut-être plus tard, qui sont pour le moment invisibles, apparaissent aujourd'hui souvent comme des « farfelus ».

– Votre débat avec M. Yves Jaigu, *directeur de France-Culture*, indique que, selon vous, la montée de l'irrationalisme, l'irruption des fausses sciences, sont aujourd'hui un phénomène dont le caractère massif peut sembler inquiétant. Que faudrait-il faire ?

– Il s'agit, en effet, d'un problème fondamental, issu de plusieurs *causes*. *L'une d'elles est ce* fossé d'incompréhension dû à l'utilisation d'un vocabulaire *technique* souvent difficile à expliquer. Le public, qui entend un scientifique lui exposer sa *science et n'y comprend pas* grand-chose, ne peut pas faire la différence entre la valeur de sa *démonstration* et la valeur de la démonstration logiquement fausse qu'utilise, par exemple, un *astrologue*.

» Pour le public, la différence entre le magicien et le scientifique est difficile à faire ; il n'a pas les éléments pour le faire. Et quand le public voit surgir devant lui les fausses sciences, avec un vocabulaire qui ressemble à celui de la science, il peut se dire, par exemple : avec le seul pouvoir du cerveau, on fait ceci, *on fait cela ; pourquoi pas* construire des maisons ?

» Une autre raison de cette montée de l'irrationalisme est *une certaine inquiétude* (*voire un* certain ennui), qui fait que l'on voit fleurir les sectes religieuses, *notamment* aux Etats-Unis, et que l'on assiste à un incontestable retour d'un sentiment religieux, qui affecte toutes les principales religions.

» Mais ce qui est grave, quand on parle de la montée de l'irrationalisme, c'est que non seulement tous les journaux ont, par exemple, leur rubrique d'astrologie, mais aussi que les radios et la télévision participent à ce mouvement. Car ce sont des organes de très grande diffusion... Ce qui est grave, c'est qu'une chaîne, dont la *vocation est de diffuser* de la « culture », diffuse aussi une non-culture, ou plutôt une anti-culture (je pense, par exemple, à une émission bien programmée qui s'appelle « Zodiaquement vôtre »). Je considère cela comme tout à fait scandaleux !

» Ce qui est grave, c'est que *France-Culture ait organisé le* « Colloque de Cordoue », et fasse une large publicité sur ses antennes *pour l'ouvrage commercial* qui en est issu. Ce colloque est un amalgame entre les méthodes de la science et les problèmes non scientifiques posés par le comportement humain, de préférence « para-normal ». A ce colloque, ont participé des prix Nobel, des physiciens de renom. Mais ils n'utilisent pas la *physique* qu'ils connaissent pour défendre leurs idées métaphysiques. Par *exemple*, le prix Nobel Brian Josephson ne fait pas allusion une seule fois, pas même *d'un seul mot*, *à la discipline de* la physique dans laquelle il s'est illustré ; il ne parle que de *méditation transcendantale*. Il y a, dans l'ensemble de ce colloque, un camouflage conscient d'une réflexion de nature mystique par un vocabulaire scientifique et, dans certains cas même, par un simple titre scientifique.

– Le directeur de France-Culture vous reprochait de vouloir, au nom de la science, mettre en place une « nouvelle inquisition ».

– Nous avons proposé, Alfred Kastler et moi-même, que les chaînes de radio et de télévision s'entourent de conseils scientifiques. M. Yves Jaigu a répondu, en effet, que nous voulions instaurer une nouvelle inquisition... A tout prendre, je préfère la dictature d'une commission scientifique à celle d'un directeur de chaîne !

» Tout *cela* n'est peut-être qu'anecdotique, mais c'est un symptôme, car le retour à l'irrationnel est *un phénomène tout* à fait réel. Et c'est, à mon avis, une perte consciente de lucidité.

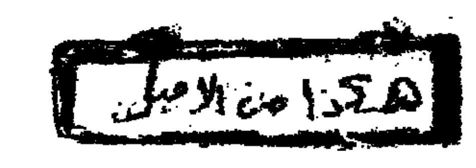
» *Certains s'étonnent, en ce* genre d'affaires, de ma véhémence. Pourquoi, d'un côté, s'inquiéter des astrologues de foire, qui ne font de mal à personne et dont le caractère scientifique n'est invoqué par personne ? Et, d'un autre côté, refuser à d'autres une réflexion sur ces zones obscures de l'esprit, sur le rôle de la conscience, sur ce phénomène qu'est la pensée humaine ?

» *Certes, tout le monde* a le droit de réfléchir et de méditer. Ce qui justifie ma véhémence, *c'est la tromperie sur la marchandise*. En assimilant des recherches de nature métaphysique à des *opérations* scientifiques, on identifie, plus ou moins, les pouvoirs qu'elles peuvent *conférer. Le public* (*les électeurs*, donc – et donc, dans une certaine mesure, les élus) peut en déduire bien des choses : *que la* science, celle des scientistes et des rationalistes, déraille – et qu'il est inutile de lui attribuer des crédits, – oubliant ce que ces crédits apportent à la lutte contre la maladie, la faim, ou simplement l'ignorance ; que les recherches « paranormales » peuvent avoir autant de valeur, et donc résoudre des problèmes pratiques, mais on aimerait savoir lesquels...

» Le droit à la réflexion est incontesté, incontestable. Le droit à la tromperie l'est moins. D'autre part, on nous oppose souvent le nombre (grand) d'émissions *scientifiques de qualité*, qui opposeraient un contrepoids aux émissions sur le paranormal... *Mais où est la symétrie ? Il n'y a* pas symétrie entre l'affirmation 2 et 2 font 4 et l'affirmation 2 et 2 font 6 !... On peut, certes, donner un sens à cette dernière ; il suffit de définir d'autres règles et d'inventer une arithmétique particulière, mais l'addition des entiers est une opération simple, qui n'a pas plusieurs sens. On peut considérer que la relativité contredit (*théorème d'addition des* vitesses) le sens commun. C'est parfaitement inexact, car le sens *commun ne se réfère qu'aux* petites vitesses, où la relation relativiste est identique à la relation classique.

» Qu'on veuille bien pardonner ma véhémence. Elle est de celle des gens qui s'indignent en face des manipulations de l'opinion publique. On ne peut oublier que de telles manipulations ont pu conduire à des folies dangereuses – celle *de Hitler* est *encore présente*, physiquement, pour beaucoup d'hommes et de femmes de *ma génération*. Ceux qui s'étonnent de ma véhémence ne voient-ils donc pas l'ombre des massacres dans la fumée des encens magiques ? » ■

préparations d'été ou annuelles et par correspondance
SCIENCES-PO
2 centres : bd saint-germain (près Sc. Po) ou neuilly
CEPES 57, r. Ch.-Laffitte, 92 Neuilly, 722-94-94 - 745-09-19
enseignement supérieur privé





JEAN-PIERRE GAUZÈRE

TÉMOINS

Le rêve stalinien d'une juive polonaise

Militante communiste à seize ans par révolte contre son milieu juif pratiquant, Yamina – la mère de Pierre Goldman – a connu tous les drames de l'antisémitisme, du stalinisme et de la Pologne.

CATHERINE CHAINE

YAMINA, soixante-six ans, la mère de Pierre Goldman, assassiné le 20 septembre 1979, a vécu tous les drames, tous les héroïsmes de la Pologne depuis plus d'un demi-siècle (1). Enfant juive de Lodz, elle connaît l'humiliation des pogromes. Adolescente, elle milite avec la fougue de ses seize ans dans les jeunesses communistes. Jeune mère, elle participe activement à la résistance juive communiste à Lyon. De retour en Pologne, après la guerre, elle connaît le drame de voir les espoirs de sa jeunesse prendre la forme du stalinisme. Revenue en France depuis l'assassinat de son fils, Yamina est un inoubliable mélange de chaleur maternelle, d'enthousiasme, de force, de passion politique, d'intelligence. Aucune trace d'amertume, de désespoir ou de regret chez cette femme. Son petit-fils, Manuel, le fils de Pierre, est devenu le centre de sa vie.

∴

*– Dans ses **Souvenirs obscurs d'un Juif polonais né en France**, votre fils passe très vite sur votre enfance, votre adolescence. Comment êtes-vous devenue militante communiste à quinze ans ?*

– Je suis née à Lodz, en 1914, dans une famille juive très pieuse. Mon père étudiait la Thora du matin au soir. Il était fanatique et je crois que je lui ressemblais beaucoup. Je me suis tout simplement révoltée contre la rigueur terrible de la *religion* juive, contre la dictature paternelle. Et je suis passée d'une synagogue à une autre. Ce n'était pas une révolte consciente, réfléchie, je ne trouvais même pas d'arguments contre Dieu. Je me suis révoltée comme on se révolte à quatorze ans. Tout le monde était bon, sauf ma famille, mon milieu. J'étais du côté de tous ceux qui aspirent à la liberté et j'ai adhéré en secret à une société laïque de Lodz où beaucoup de communistes donnaient des cours d'économie, de politique, qui correspondaient à toutes mes idées.

» Et puis, à quinze ans, j'ai manifesté pour les trois L. Il s'agissait de commémorer la mort de Rosa Luxembourg, de Lénine et de Karl Liebknecht. J'ai été arrêtée et condamnée à un an de prison.

» En prison, les communistes s'organisaient en cellules de huit personnes et l'endoctrinement *continuait* : les filles devaient gagner leur vie, se libérer de leur famille, etc. Un jour en avril, mon père a envoyé ma mère me demander de manger du pain azyme pendant les fêtes de Pâques. Or nous, dans la commune, nous avions décidé que, dès que les parents commence*raient* à parler religion, il fallait se lever, leur tourner le dos et arrêter la visite. Ma mère est arrivée, en larmes, brisée de me voir en prison et très timidement elle m'a dit : « *Pâques approche, nous voudrions que tu acceptes un paquet de pain azyme.* » Je me suis levée, j'ai laissé cette femme dans le parloir et très tranquillement je suis montée. J'étais une bonne communiste...

» Je me souviens aussi du jour où je suis sortie de prison. Quand une communiste en sortait, la coutume voulait que des camarades viennent la chercher à la porte. Ma mère était là aussi. Je l'ai vue, *j'ai sauté* au cou de mes camarades et nous sommes partis au galop.

» Aujourd'hui, quand je pense à ma famille, je ne vois plus que ma mère. Mon père n'a pas daigné interrompre sa prière quand les fascistes sont venus l'assassiner. Mes sœurs, beaux-frères et neveux sont morts au ghetto, ma mère a été abattue par un S.S., parce qu'elle voulait empêcher qu'on emmène ses petits-enfants au camp. C'est toujours elle que je vois aujourd'hui quand je pense aux misères des juifs pendant la guerre.

– Revenons en arrière. Qu'êtes-vous devenue à votre sortie de prison ?

– A peine libérée, je suis allée m'inscrire aux Jeunesses communistes et j'ai commencé à militer clandestinement pour le parti. Mon père l'a très vite découvert et, pour lui, c'était affreux. Il aurait *préféré* que je sois voleuse, plutôt que communiste, parce que les communistes étaient des non-croyants. En plus, une fille juive ne doit pas travailler. Mais à seize ans, c'est moi qui avais raison. Le monde m'appartenait à moi, pas à lui. Quelques semaines après ma sortie de prison, il est venu me voir pour me dire de quitter la Pologne, parce que je portais malheur à toute la famille. J'ai franchi la frontière illégalement et je suis allée à Berlin, où j'ai milité un an dans les Rote Front.

Fraternité

– « Je ne peux m'empêcher d'avoir une certaine tendresse pour les grands staliniens juifs », avait dit votre fils Pierre (2). Sans doute pensait-il à vous ?

– Oui. Quand Régis Debray lui avait demandé pourquoi cette tendresse, il avait répondu en riant : « *Qu'est-ce que tu veux, j'aime ma mère...* » Mais il n'y avait pas seulement ça. Vous ne pouvez savoir ce qu'étaient les communistes polonais d'avant la guerre. Je les compare aux premiers chrétiens. Ils y croyaient tellement. Ils étaient tellement dévoués. Si j'ai adhéré au parti, ce n'était pas seulement par révolte contre ma famille. Les juifs étaient opprimés et j'étais juive. J'ai tellement cru et rêvé à une société communiste où nous serions tous frères, juifs et non juifs. Au parti, en 1930, il y avait une fraternité, une solidarité formidable.

– Dans votre enfance comment se manifestait l'antisémitisme ?

– Par des pogromes, par la violence physique. Mon premier souvenir remonte à 1919, j'avais six ans, la Pologne venait d'obtenir son indépendance et la lutte pour le pouvoir dressait la bourgeoisie contre la gauche, le P.C. naissant contre le parti socialiste. Il y avait des provocations, des pogromes, et je me souviens de cette scène :

» Une nuit, le frère de mon père est arrivé. Il vivait avec sa sœur dans une petite ville et il avait autorisé ma tante à travailler. Mon père l'avait appris et en était furieux. Mon oncle a donc frappé à la porte vers minuit et ma mère a tout de suite dit d'ouvrir parce qu'elle savait qu'il y avait des pogromes. Mon oncle frappait si fort que tous les enfants se sont réveillés. « *Ouvre moi*, disait-il. *On m'a coupé la barbe, je suis blessé.* » « *Est-ce que ma sœur travaille encore ?* », a demandé mon père. Mon oncle a bêtement dit : « *Oui, elle travaille encore* ». « *Tu ne rentreras pas, ce qu'on t'a fait, c'est Dieu qui l'a voulu.* » Evidemment ma mère s'est levée, elle a fait un scandale. Elle a ouvert la porte et j'ai vu mon oncle. Son visage n'était plus qu'un morceau de viande...

» Voilà mes premières rencontres avec l'antisémitisme.

– Vous avez quitté clandestinement famille et pays à seize ans... Les folies ont en effet commencé très tôt. Après Berlin, où êtes-vous allée ?

– Je suis arrivée en France en 1930 et j'ai été permanente à la « main-d'œuvre ouvrière immigrée », section polonaise du P.C. J'ai beaucoup travaillé dans le Nord, dans le Pas-de-Calais, dans la Loire. En 1938, la IIIe internationale, avec l'aide de Thorez, de Togliatti et des autres, a décidé de dissoudre le parti communiste polonais. Tous les Polonais du comité central qui étaient à Moscou ont été liquidés. On a arrêté en masse, et beaucoup de mes amis en Pologne ont été envoyés dix ou quinze ans au Goulag. Le prétexte était l'infiltration du parti polonais par les agents du 2e bureau et les Pildsuskistes.

» Je ne veux même pas dire que c'est faux, ce serait indigne de moi. La vérité est autre. Le parti polonais avait souvent dit non à Staline et Moscou en avait peur. Quant je pense à ceux qui sont tombés à ce moment-là, c'étaient des hommes formidables, des économistes, des historiens, des philosophes, des sociologues... Le parti ouvrier polonais n'a été recréé qu'en 1942, quand l'U.R.S.S. est entrée en guerre avec l'Allemagne : les Russes ont estimé avoir besoin d'un parti communiste polonais.

» En 1938, comme les autres communistes polonais, j'ai été démise de mes fonctions. Le mineur du Nord qui devait me remplacer m'a dit : « *Ne t'en fais pas, ma douce, c'est toi qui restes responsable, je ne connais pas bien le milieu d'ici* ». Déjà, à cette époque, beaucoup de communistes commençaient à avoir deux visages.

– Nous arrivons à la guerre. Comment avez-vous vécu cette période ?

– Au début j'ai été internée comme communiste dans un camp de la Lozère, puis à Gaillac, près de Toulouse. Ensuite j'ai été autorisée à émigrer au Mexique, comme compagne d'un an*cien de la guerre* d'Espagne. Mais j'ai rejoint la résistance juive communiste à Lyon.

» J'ai deux époques de ma vie que je considère comme très heureuses : celle où j'étais innocente ou imbécile heureuse et où je croyais au communisme ; et le temps de l'occupation. Ce que je dis est affreux, mais j'étais heureuse parce que, même si j'avais certains doutes sur le pacte germano-soviétique, je ne savais qu'une chose : les Allemands veulent exterminer les hommes et tuer tout ce que l'humanité a de précieux. Alors, je ne me posais *pas de question, et j'étais heu*reuse d'être parmi ceux à qui il était donné de lutter. C'était une continuation de la lutte, dans une tout autre situation, pour une autre cause. Ce n'était plus pour le communisme, c'était vraiment pour que vive la France, pour que vive la Pologne.

L'occupation

» Quand j'ai été enceinte de Pierre – il est né en 1944, – c'était un défi à la mort, c'était le couronnement de ma lutte de donner vie à un être juif. A peine était-il né – avec un grand cri parce qu'il était déjà contestataire – que les réunions clandestines ont repris dans ma chambre. Je n'avais pas peur. Il me semblait qu'il me protégeait, qu'il était une force inouïe. Il était là comme un défi, il pour*suivrait la lutte, il chanterait*... Et j'ai repris mon travail. Je mettais des tracts, des armes, sous le matelas de son landau.

(Lire la suite page XIV.)

(1) Né le 22 juin 1944, Pierre Goldman a milité à l'Union des étudiants communistes. Après avoir abandonné ses études, il gagne l'Amérique du Sud avec l'intention de participer à la guérilla. De retour à Paris, il commet plusieurs agressions qui lui valent une condamnation à la réclusion criminelle à vie. Cette condamnation sera ensuite annulée, Pierre Goldman ayant été reconnu innocent d'une attaque qui avait coûté la vie à une pharmacienne et sa préparatrice, boulevard Richard-Lenoir, à Paris. Condamné à douze ans de réclusion criminelle pour les agressions qu'il a reconnues, il fait l'objet d'une mesure de libération conditionnelle le 5 octobre 1976. Au cours de sa détention, il avait passé une licence de philosophie et une maîtrise d'espagnol, et rédigé un livre qui aura un grand retentissement *Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France* (Le Seuil). Son assassinat, dont les auteurs n'ont jamais été retrouvés, a été revendiqué par le groupe Honneur de la police.

(2) *Le Monde Dimanche* du 30 septembre 1979, après la mort de Pierre Goldman.



JEUX

Rencontres en tout genre

ALEXANDRE WICKHAM ET BERNARD SPITZ

LE temps n'est pas très loin où les jeux étaient encore une affaire trop sérieuse pour être confiée aux intéressés eux-mêmes. Les fabricants, un œil sur leur chiffre de ventes et l'autre sur leurs concurrents, n'arrêtaient pas de réinventer les mêmes jeux d'une année à l'autre, à quelques exceptions près ; quant aux distributeurs, tenaillés par l'angoisse de ne pas réussir à écouler leurs stocks, ils étaient prêts à toutes les concessions intellectuelles pour convaincre les acheteurs des qualités exceptionnelles de leur marchandise. Le Salon du jouet, qui se tient tous les ans en février, n'est rien de plus qu'une manifestation professionnelle spécialisée où l'esprit ludique brille surtout par son absence. Restent les petits éditeurs, souvent imaginatifs et audacieux (1), mais dont l'influence est encore limitée, faute de pouvoir accéder aux réseaux modernes de distribution.

Ce tableau modérément optimiste n'est pourtant plus de mise aujourd'hui. D'abord parce que les joueurs commencent à disposer de sources d'information variées pour satisfaire leur curiosité. Ainsi la revue *Jeux et Stratégie* offre-t-elle, tous les deux mois, des tests de nouveaux jeux – dont le sérieux est malheureusement inégal, – des exercices de logique et des échos sur les principales manifestations qui se déroulent en France ou à l'étranger. On trouve, d'autre part, dans le bulletin *Jeux, tu, ils*, édité par l'association Jeudi (2), d'intéressantes chroniques sur les jeux traditionnels et d'excellents commentaires de parties (Dames chinoises, Diplomacy...) ; cette association dispose aussi d'un local de réunion, et a déjà édité un important recueil sur les nombreux « jeux de damier ». Il existe également un mensuel, *Q.I., jeux et tests*, mais qui publie surtout des tests et des jeux de logique (chiffres, lettres, bridge, tarot...).

Mais le changement essentiel est ailleurs : c'est l'apparition de lieux de rencontre et de réseaux d'échange qui va enfin permettre aux joueurs de se côtoyer et de découvrir – pour le meilleur ou pour le pire ! – de nouveaux jeux. Grâce aux ludothèques (3), qui se sont développées chez nous avec quelque quarante ans de retard par rapport à des pays comme l'Inde ou les Etats-Unis, les jeunes comme les adultes peuvent avoir un contact physique direct avec les boîtes, les cartes ou les figurines, et emmener les jeux chez eux s'ils le souhaitent ; parfois, il est possible de jouer sur place. Sans que cette liste ait rien de complet, on peut noter le dynamisme des ludothèques de Caen, Dijon, Fontenay-sous-Bois, Grenoble, Tourcoing, Versailles, Villeneuve-d'Ascq et Châteauroux. Le Centre culturel de Boulogne-Billancourt organise, quant à lui, des soirées d'initiation à certains jeux, et la ville de Poissy, sous l'égide de la Société des amis du jouet (4), a installé dans une ancienne abbaye un musée du jouet, un centre de documentation international et une ludothèque.

A Lyon fonctionne, d'autre part, depuis 1973, sous la direction de Françoise Auzouy, le *Centre pédagogique du jouet*, qui a une triple activité : l'animation d'une « joujouthèque », l'organisation d'expositions « à la demande » et de journées de formation et la réalisation de fiches d'information. Les « groupes jeux-rencontres » de Simone Moreau, qui ont démarré d'abord dans deux ludothèques, une à Poitiers et une autre à Paris (5), sont plus orientés vers la découverte de certains jeux et, à travers eux, le rapprochement entre parents et enfants : tout un programme !

Rencontres ludiques

Grâce à l'énergie de Mme Calvino et au soutien de l'Association des parents d'enfants inadaptés du quinzième arrondissement (6), ce mouvement concerne aujourd'hui les enfants et les adolescents handicapés mentaux. Leur aide a, en effet, permis l'ouverture, en 1978, d'une ludothèque spécialisée – l'Armoire à jouets, – dont une des fondatrices, Marta Sunberg, explique les raisons d'être : « *Nous disposons ici de quelque trois cents jeux et jouets auxquels les enfants ont librement accès et nous essayons autant que possible d'éviter tout interdit, toute hiérarchie dans le choix et le maniement. Notre expérience nous montre que le jeu a de nombreuses vertus pour ces enfants en favorisant leur curiosité intellectuelle et leur apprentissage du langage ; mais ce n'est possible que parce qu'il y a un plaisir à jouer.* »

L'éclosion de ces « rencontres ludiques » va sans doute s'accélérer encore avec la création d'une Centrale nationale des joueurs de jeux de réflexion – huit mots et quarante-cinq lettres qui recouvrent l'enregistrement par un mini-ordinateur de plusieurs centaines d'adresses, ce qui multiplie les contacts que peuvent prendre entre eux les adhérents – et d'un Bénédictine Game Club qui se propose de rassembler régulièrement, dans un lieu au nom prometteur, tous les passionnés de jeux de réflexion (7) : le jeudi semble décidément marqué par le signe du jeu, puisque c'est aussi le jour qu'a choisi ce nouveau club pour organiser ses manifestations !

Une seule inquiétude : l'accueil de plus en plus hospitalier que réservent nombre de bistrots et de cafés à tous ces joueurs. On peut, en effet, craindre que, sous l'influence de la boisson, les paisibles combats d'autrefois ne dégénèrent en affrontements sanglants... Toujours est-il que les amateurs de tarot se rencontreront à L'Excuse (Lille), au Roi de cœur ou au P.L.M. Saint-Jacques (qui patronne aussi des tournois d'échecs, de bridge et de scrabble) à Paris, tandis que les joueurs de go s'observeront pendant des heures à la Maison d'activité culturelle du campus de Bordeaux, au bar Le Gambetta à Grenoble, chez M. Alexander à Marseille, à la M.J.C. de l'Etoile de Nancy, ou au Tourtel et au Trait d'union à Paris, sans oublier Le Papier mâché à Nice. Ceux qui ne supportent pas de se limiter à un seul jeu fréquenteront le seul bistrot parisien où, sans exclusive de spécialité ou de niveau, le patron, Max Gerchembaud – inventeur de jeux lui-même – accueille tout le monde (8).

Quant aux malheureux qui n'auront trouvé asile nulle part, ils auront toujours la possibilité de participer, les 9 et 10 mai prochain, à un double tournoi de go et d'échecs à Nancy, à moins qu'ils ne préfèrent s'inscrire au championnat de France de tarot, qui se tiendra à Toulouse du 30 avril au 3 mai. Ceux qui ont un penchant coupable pour les pyramides égyptiennes se feront connaître avant le 1er mai auprès de la Fédération française des jeux de société (9) s'ils souhaitent tenter leur chance aux éliminatoires du prochain championnat du monde de Mastermind.

Cette chronique serait incomplète, enfin, si elle ne lançait pas un appel solennel à tous les inventeurs et fanatiques de « wargames » pour qu'ils aident M. Georges Ostermann (10), qui prépare actuellement une thèse sur « Les jeux de stratégie et de tactique historiques – Historique, typologie, perspectives » à établir une description précise de ces jeux dans notre pays. Voilà qui est fait... ■

(1) On a notamment parlé dans ces colonnes de l'Impensé radical et de La Folie douce (*le Monde Dimanche* des 29 juin 1980 et 8 février 1981). On traitera prochainement du Jeu retrouvé.

(2) 2, square Jean-Falck, 75010 Paris. Les joueurs qui voudraient, d'autre part, jouer par correspondance à Diplomacy peuvent s'abonner pour 30 F à *Vortigern* (M. Prévot, 10, parc d'Ardenay, 91120 Palaiseau) ou, pour 300 F (belges...), à *Chantecler* (M. Bido, 12, square S.-Allende, 4200 Ougrée, Belgique), ce dernier journal reliant aussi les amateurs d' « Heroic fantasy ».

(3) On peut écrire pour toute demande d'information à l'Association française des ludothèques, hôtel de ville de Fontenay-sous-Bois, 28, rue Guérin-Leroux, 94120.

(4) 93, rue de Turenne, 75003 Paris.

(5) A Poitiers : Mme Bouhant, 25, rue du Grand-Rondeau, 86000. A Paris : ludothèque C 3 B, 30, rue Robert-de-Flers, 75015.

(6) L'Association des parents d'enfants inadaptés est à l'origine de cette Armoire à jouets (89, rue Mademoiselle, 75015 Paris) et d'une ludothèque spécialisée qui vient d'être ouverte, La Ronde des jouets (94, rue Curial, 75019 Paris, tour G). Toutes les deux fonctionnent le lundi après-midi, de 14 h. 30 à 18 h. 30, et un samedi après-midi par mois.

(7) L'inscription à la C.N.J.J.R. se fait en écrivant à Sainte-Agathe, Saint-Crépin-aux-Bois, 60170 Ribécourt. Le Bénédictine Game Club (76, boulevard Haussmann, 75008 Paris) devrait se réunir au Jardin de la Paresse, restaurant du parc Montsouris (20, rue Gazan, 75014 Paris).

(8) Chez Max, 7, avenue de La Motte-Picquet, 75007 Paris.

(9) 46, rue Ampère, 75017 Paris.

(10) M. Ostermann, près des Verdeaux, 84370 Bédarrides.

GÉNÉALOGIE

Cent

PIERRE CALLERY

QUE cette rubrique généalogique vous offre aujourd'hui sa centième chronique présente-t-il une quelconque signification ? Pour l'auteur, cela alimente évidemment une certaine vanité superficielle. Mais au-delà ? Depuis nos déjà lointains débuts, en mars 1974, l'intérêt des Français pour la généalogie n'a cessé de croître, ce qui s'est manifesté par la multiplication des articles et des ouvrages, par la création de dizaines de centres de généalogistes amateurs, par la présentation d'émissions à la radio et à la télévision, et même par la réalisation de cours dans les lycées. En outre, la conception même de la généalogie a sensiblement évolué, passant d'une recherche strictement filiative et en quelque sorte desséchée à une étude exhaustive de tous les éléments de la vie des familles, de la quête exclusive d'un ascendant illustre à celle de tous les ancêtres, si modestes soient-ils.

Voyons, tout d'abord, ce qui s'est développé, transformé, ce qui a été créé depuis ces dernières années.

Des articles sur la généalogie ont été publiés de tout temps. Généralement, ils se limitaient, avec humour, à l'activité d'études de généalogistes successoraux ou au fait divers d'un groupe de cousins éloignés venus, par exemple, du Canada, afin de retrouver ancêtres et cousins français. Simultanément à la création de notre rubrique généalogique et peu après, des articles de vulgarisation pour les amateurs parurent dans un grand nombre de journaux. Une rubrique de petites annonces de recherches généalogiques fut même créée. Toutefois, le fait le plus caractéristique fut que la généalogie fut présentée comme « *une science à part entière* » ou encore comme « *l'histoire dans sa conception la plus contemporaine* ».

Simultanément, les guides de recherches à l'usage des amateurs se sont multipliés. A la suite de divers classiques, tous épuisés maintenant à l'exception du petit livre de Pierre Durye (1), qui a atteint son quarantième mille depuis sa publication en 1961, de nouveaux classiques ont pris place chez divers éditeurs, en particulier chez Stock (2) en 1974, au Seuil (3) et chez Hachette (4), l'un et l'autre en 1979. Par ailleurs, un grand nombre de cercles régionaux ou d'archives départementales ont publié leur petit guide généalogique, parfois fort complet, sur les documents particuliers à leur région.

En outre, les résultats de recherches d'amateurs sont plus nombreux que jamais à être publiés, et des ouvrages sans portée pratique mais d'un intérêt distractif évident sont apparus (5).

Et, depuis un peu plus d'un an, une rubrique fait revivre chaque semaine les ancêtres beaucerons, solognots, percherons des lecteurs de *la République du Centre*.

Une revue généalogique bimestrielle de portée nationale a vu son audience grandir rapidement. Elle est maintenant très appréciée, même à l'étranger (6).

Le plus vaste public est touché. La généalogie est désormais connue des auditeurs de la radio (7), où elle est présente chaque semaine. Elle est attendue des téléspectateurs, qui la retrouvent toutes les quinzaines (8) au cours d'une émission ouverte à toutes les perspectives. C'est ainsi que, le lundi 27 avril, demain, elle traitera de la mobilité géographique et de l'immigration étrangère...

Et, fait jusqu'ici sans précédent, une conférence organisée par des sociétés d'amateurs aura lieu dans les locaux mêmes des Archives nationales, le mardi 28 avril (9). Elle aura pour thème les méthodes de référence, d'identification et de consultation aux fins de recherches généalogiques des censiers, terriers, listes d'hommages et d'impositions seigneuriales et cherches de feux. Le conférencier en sera Pierre Durye, conservateur en chef aux Archives nationales.

La situation de l'amateur modeste a donc été complètement modifiée ces dernières années. Plus encore que la considération qui lui est maintenant accordée, spécialement dans la presse, c'est la conception même de ce que comporte la généalogie qui a évolué.

La rubrique généalogique du *Monde* n'a pas provoqué ce revirement. Du moins peut-on estimer qu'elle l'a accompagné et encouragé, ce qui déjà n'est pas si mal. ■

(1) *La Généalogie*, collection « Que sais-je ? », Presses universitaires de France.

(2) Yann Grandeau, *A la recherche de vos ancêtres*.

(3) Pierre Callery, *la Généalogie, une science, un jeu*.

(4) Norbert Hézelles et Nadine Vigier, *la Généalogie*.

(5) Maurice Coutot, *Ces ancêtres que je cherche*, Laffont ; Jean-Louis Beaucarnot, *Chasseur d'ancêtres*, Mengès.

(6) *La Revue française de généalogie*, Louppy-sur-Chée, 55000 Bar-le-Duc.

(7) France-Inter, au cours de l'émission « La clé verte », tous les samedis vers 9 h. 45.

(8) TF 1, au cours de l'émission « D'hier et d'aujourd'hui » et sous le titre « De branche en branche », un lundi sur deux vers 17 heures.

(9) Salle des conférences du stage international, 87, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris, de 16 heures à 18 h. 30. Entrée libre et gratuite. Téléphoner pour tout renseignement à (1) 664-31-57 ou à (1) 583-74-81.

Le rêve stalinien

(Suite de la page XIII.)

– Quel était votre rôle dans ce groupe de résistants ?

– Quand je suis arrivée dans la résistance juive à Lyon, on ne pouvait pas éditer un tract parce qu'il n'y avait pas de machine. J'ai dit : « *Comment ? Vous n'avez pas de machine ? Mais je vais vous en donner.* » Et, seule ou avec des amis, j'ai volé des machines à écrire et des ronéos dans des dépôts.

» Je fournissais du papier aux résistants polonais et italiens de Lyon, parce que nous avions parfois de l'argent de quelques juifs riches, tandis que les Polonais et les Italiens n'avaient jamais un sou. Alors, nous partagions. J'étais jeune, j'étais forte, j'avais une force morale comme je n'en ai jamais eue. Ce n'était pas seulement l'étincelle juive qui se réveillait en moi – je suis juive malgré moi, parce qu'on ne peut pas se débarrasser d'une éducation, d'une culture, bien que toute ma vie j'aie été parmi les Polonais. Je luttais parce que j'étais communiste, et qu'il fallait être avec les hommes parce que je suis juive et parce que mon pays, la Pologne, était occupé, et que la France était occupée.

La terreur

– Quand êtes-vous rentrée en Pologne ?

– J'ai dû rentrer en 1948, et j'ai vécu le plénum de l'automne 1949 où les arrestations ont commencé en masse – les anciens d'Espagne, beaucoup de ceux qui avaient vécu en France... J'ai vu comment étaient traités les gens, la terreur instaurée par le parti. Je ne reconnaissais plus le communisme d'avant-guerre, et j'ai cessé d'être permanente comme en France, je suis devenue professeur dans un lycée à Varsovie.

– A partir de quand vous êtes-vous éloignée du parti ?

– C'est très long, très difficile de rompre avec quelque chose qui était toute votre jeunesse, toute votre vie. Le doute s'était infiltré assez tôt. Je me souviens d'un jour de 1940, au camp, où on avait proposé à plusieurs communistes de partir à Moscou. Je ne voulais pas y aller. C'était après le pacte, je n'avais pas confiance, et je me suis débrouillée pour inventer une excuse et refuser.

» Moralement, j'ai divorcé du parti en 1953 – même avant. Mais, formellement, je suis restée jusqu'en 1979, parce que, dans le milieu scolaire, je pouvais faire beaucoup plus de choses pour l'enseignement en étant membre.

» Les procès de Moscou avaient déjà semé des doutes, mais je me disais : c'est la presse bourgeoise... Et puis j'ai vu les injustices contre les communistes polonais en 1938, et les intolérances, et j'étais triste et accablée. Mais tout cela agit très lentement. Et je me rappelais mon père, pour qui le communisme amènerait le malheur. J'espérais toujours que l'histoire ne lui donnerait pas raison. Parce que ça diminuait ma faute, ma mauvaise conscience.

– Comment expliquez-vous la vague d'antisémitisme qui a chassé vingt mille juifs de Pologne en 1968 ?

– Pour comprendre la chasse aux juifs en Pologne, en 1968, il faut remonter à la guerre : en janvier 1942, le parti ouvrier polonais est créé sous la pression de l'Union soviétique. En face de ce parti sans aucune racine dans la population, vous avez l'armée du pays, qui, du début à la fin de la guerre, a lutté pour une Pologne libre contre les Allemands. Il n'y a pas une famille en Pologne, pas un enfant qui n'était pas de cette armée. Certains ont dit qu'elle était antisémite. Je ne sais qu'une chose : ce sont eux les premiers qui ont porté des armes au ghetto. Alors que se passe-t-il après la guerre ? Il y a ces Polonais, dont la dignité, la fierté nationale, sont incomparables. Or Staline a très peur du nationalisme polonais. Donc voici son plan diabolique. Je vais prendre les juifs – ils ne sont pas aussi nationalistes que les Polonais (évidemment, ce n'est pas possible, je le dis carrément, ce n'est pas possible). Ils seront un rempart contre le nationalisme polonais. Les Polonais sont antisémites : viendra un temps où le communisme se renforcera, et les Polonais eux-mêmes chasseront les juifs.

» Alors que voit-on en Pologne ? Au comité central, la majorité des membres sont juifs. Les deux vice-ministres de l'intérieur sont juifs, les officiers d'instruction sont juifs, presque tous les chefs du personnel sont juifs. Et surtout, on ne donne pas un poste de responsable aux anciens de l'armée du pays.

» L'épilogue de ce plan de Staline, c'est 1968. La Pologne traverse une crise, les étudiants se révoltent le 10 mars, et il n'y a que des juifs qui sont arrêtés.

» Je me rappelle mon sentiment. Tous les matins, j'allais au lycée la tête très haute. J'étais très fière – presque contente d'être persécutée – de prouver que je n'étais pas abattue. Que ces antisémites-là, je les regardais avec mépris. D'autre part, en 1968, je n'étais pas ouvertement contre le régime, et cette campagne antisémite me séparait du pouvoir et des autorités. Au début du siècle, c'était mieux qu'en 1968, malgré les pogromes.

La mémoire du peuple

– Comment peut-on dire cela ?

Physiquement, les pogromes étaient plus atroces, et j'ai donc tort de dire cela. Mais je savais qui faisait les pogromes. On ne parlait pas de lutte contre les sionistes, mais contre les juifs. Quand les membres du parti démocrate national organisaient un pogrome, le ministre de l'intérieur de Pilsudski envoyait la police pour les arrêter. En 1968, il n'y avait pas de pogrome. On déclarait l'amour aux juifs. Mais ils étaient chassés de leur travail, du parti, de l'Université, et ils devaient signer une déclaration disant que, de leur plein gré, ils se démettaient de la nationalité polonaise et émigraient en Israël.

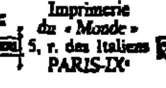
– Aujourd'hui, en 1981, vous qui avez vécu trente années de régime communiste en Pologne, regrettez-vous d'avoir consacré une grande partie de votre vie au parti ?

– Non, je ne regrette rien. Je suis toujours pour les idées de justice sociale du marxisme. Quand j'ai appris, l'autre jour à la télévision, qu'en 1979 douze millions d'enfants sont morts de faim, j'ai été bouleversée. Bien sûr, le parti est une institution du dix-neuvième siècle. Mais moi, en tant que vieille militante communiste, quand je compare la situation des ouvriers en France en 1930 et aujourd'hui, je me dis « Bravo ! » J'ai fait quelque chose avec les milliers d'autres communistes, et pas seulement avec eux mais avec toutes les personnes de bonne volonté. Je suis pour la lutte de chaque instant contre chaque injustice.

– Comment voyez-vous l'avenir proche en Pologne ?

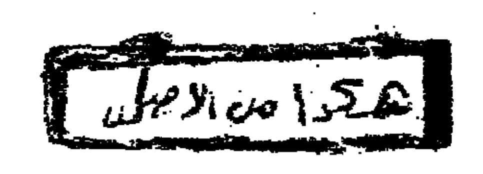
– Les événements actuels sont heureux, de quelque manière qu'ils se terminent, parce que la société polonaise a montré une force considérable, une maturité politique. Quoi qu'il arrive, ces événements resteront dans la mémoire du peuple polonais, et tout simplement dans l'histoire. Et moi je suis fière, et je voudrais que mon fils soit là pour lui montrer que ce peuple est admirable. Mais je sais que les Soviétiques ne toléreront pas les syndicats libres. Je suis très pessimiste, et pourtant certaines conquêtes sont irréversibles. ■

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication,
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe


Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437



DOSSIER

L'histoire de l'énergie solaire

En 212 avant Jésus-Christ, Archimède utilisa des miroirs « ardents » pour incendier la flotte romaine devant Syracuse. Le Français Augustin Mouchot avait, au siècle dernier, jeté les bases de l'héliotechnique moderne. Mais la découverte de gisements de pétrole et du moteur à explosion a bloqué pendant près d'un siècle le développement de l'énergie solaire.

WILLY DIAMANT (*)

La lumière constitue l'élément fondamental au sens de la Création. A travers *le Livre de la Genèse*, la lumière est créée avant le Soleil et, à ce titre, possède une existence propre, indépendamment de ce qui l'émet et de l'être qui la voit. C'est ainsi que les philosophes et savants grecs, six siècles avant J.-C., portaient leurs efforts sur la formulation d'une théorie de la lumière et leurs travaux, au seizième siècle encore, méritaient une extrême attention. Lumière et vision sont alors intimement liées, et l'optique, dans le monde gréco-romain, n'a cessé de tenter d'expliquer ce qu'était cette dernière. Ce fut, en réalité, dans l'Optique et la Catoptrique d'Euclide que les premiers éléments utilisés en énergie solaire trouvèrent leur source, trois siècles avant J.-C. *L'Optique* d'Euclide constitue une œuvre importante. Les postulats de sa catoptrique contiennent déjà les lois de la réflexion et de la réfraction. La 31e proposition de sa catoptrique dit : *« Avec les miroirs concaves, face au Soleil, on peut réussir à allumer du feu. »*

Archimède (287-212 avant J.-C.), disciple d'Euclide, devait faire usage, en 212 avant J.-C., de miroirs « ardents » qu'il utilisa lors du siège de Syracuse bloquée par la flotte romaine et qu'il incendia. Cent ans avant notre ère, Héron d'Alexandrie devait, à son tour, livrer quelques principes inhérents à la réflexion, grâce à son *Traité sur les miroirs*. Il est, avec Damianus, disciple d'Héliodore de Larisse, celui qui a contribué le plus à l'édification de l'Optique géométrique, créée par Euclide, et dont notre culture est encore riche, deux mille ans après, tant les bases étaient solides. On sait que Buffon reprit avec succès les expériences d'Archimède, de 1747 à 1751, à l'aide d'un miroir de faible courbure, composé d'un grand nombre de glaces étamées. Il put ainsi enflammer ou fondre un certain nombre de métaux.

Enumérer les travaux de tous les physiciens ou chimistes qui ont fait appel à des miroirs ou des lentilles afin d'utiliser le rayonnement solaire serait fastidieux. Cet attachement à l'emploi de la chaleur solaire caractérise bien l'orientation manifestée à une période de l'histoire des sciences. A des titres divers, Bacon en 1263, Witelo en 1270, Léonard de Vinci en 1500, utilisèrent des lentilles ou des miroirs. Les machines élévatoires à énergie solaire reçoivent diverses solutions grâce à des hommes tels que Porta en 1600 ou Simon de Caus en 1615. En 1631, un jésuite allemand, Kircher, étudie une horloge solaire. Au début du dix-septième siècle, de nombreux inventeurs tels Tschirnhaus, Homberg, Geoffroy, Harris, Desaguliers, du Fay, fondent divers métaux (or, argent) à l'aide de miroirs et de lentilles. En 1722, Newton imagina un système formé de sept miroirs. En 1741, le Russe Lomonossov devait également réaliser un ensemble formé de lentilles et miroirs destiné à la concentration solaire. L'abbé Nollet en 1757, de Saussure en 1767, contribuèrent à accroître le potentiel de nos connaissances dans ce domaine de l'utilisation de la chaleur solaire, ce dernier concevant déjà l'ancêtre du capteur solaire, grâce à l'héliothermomètre.

Enfin, en 1772, Lavoisier construisait les premières lentilles creuses à liquide, à l'aide desquelles il réussissait à fondre et à brûler certains métaux, allant jusqu'à atteindre le seuil de fusion du platine (1775 °C).

Avec la poudre à canon, le charbon, la vapeur d'eau, l'énergie solaire constituait déjà un moyen d'augurer notre avenir industriel. Mais l'avènement du gaz d'éclairage, inventé en 1799 par Philippe Lebon, et son projet de moteur allaient mettre un terme à l'activité de cette période « préhistorique ». Il faudra alors attendre près de soixante ans pour voir « revivre » l'utilisation de l'énergie solaire.

Les pionniers de l'héliodynamique

C'est le Français Augustin Mouchot (1825-1912) qui allait jouer le rôle fondamental dans cette période de pionniers. Son œuvre a été pour l'héliotechnique un enrichissement dont nous ne mesurons pas toujours toute la portée... De 1800 à 1860, l'astronome John Herschel avait repris et confirmé à son tour les expériences de Saussure, au cap de Bonne-Espérance, de 1834 à 1838. En 1867, le Français Pouillet, avec son pyrhéliomètre, mesurait l'intensité du rayonnement solaire à Paris. Fortement stimulé par ce dernier et par les travaux du physicien italien Melloni, Mouchot allait définitivement consacrer sa vie à l'utilisation industrielle de la chaleur solaire.

Mouchot fit appel aux propriétés optiques des miroirs coniques. Dupuis en avait déjà étudié les propriétés réflectrices au dix-huitième siècle, connues depuis le temps de Numa Pompilius. Plutarque raconte, en effet, que lorsque le feu sacré du temple de Vesta vient à s'éteindre, comme cela eut lieu à Delphes, les pontifes ont recours, pour le rallumer, non pas au feu matériel et vulgaire, mais aux rayons épurés provenant directement du Soleil. Ils font alors usage d'un vase creux et réfléchissant dont la forme est conique, et dont le sommet est un angle droit. Ils le dirigent vers le Soleil et un morceau de bois placé dans l'axe ne tarde pas à s'allumer.

Mouchot avait donc jeté les bases de notre héliotechnique actuelle. Son livre, intitulé *la Chaleur solaire et ses applications industrielles*, édité en 1869, contenait déjà tout en substance. Dès 1860, à Alençon, où il professait, il conçut une chaudière solaire destinée d'abord à la cuisson des aliments. Il la perfectionna pour la transformer en un véritable prototype de machine à vapeur, en 1865.

L'Académie des sciences n'avait certes pas attendu la crise du pétrole pour s'intéresser aux énergies nouvelles puisque, au cours de sa séance du 4 mai 1875, Mouchot pouvait y présenter un Mémoire concernant son générateur solaire. Celui-ci était constitué par un réflecteur tronconique de 5,40 m de diamètre d'ouverture, à génératrice rectiligne inclinée à 45° sur l'axe. Ce dernier recevait la chaudière absorbant le rayonnement réfléchi. Mouchot provoqua l'admiration du public à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris, en 1878, où il faisait fonctionner une pompe débitant quelque 2 m³ d'eau par minute.

Mais Mouchot apprenait à ses dépens que toute innovation sérieuse est lente à mûrir et à se propager. Il était arrivé trop tôt.

(*) Ingénieur, professeur à l'Ecole centrale des arts et manufactures, président de l'Association française Augustin-Mouchot (M. Hubert, résidence de l'Hôtel-de-Ville, 72600 Mamers).

Le premier gisement de pétrole avait été découvert à Titusville, en Pennsylvanie, en 1859. En outre, le premier moteur à explosion, fonctionnant au gaz suivant le cycle à quatre temps, était présenté par Otto à cette même Exposition de 1878, et y connut un succès universel. Néanmoins, lors de la séance du 24 mai 1880 de l'Académie des sciences, sous la présidence d'Edmond Becquerel, Mouchot fait connaître son Mémoire intitulé : *Utilisation industrielle de la chaleur solaire*. Ses travaux avaient commencé près d'Alger, à la villa Bauer, le 6 mai 1879, et devaient durer jusqu'au 18 mai 1880. Il y construisit son réflecteur de 3,80 m de diamètre qui, grâce à la chaudière située au foyer, *« lui valut l'honneur de résoudre entièrement la question de la force motrice »*.

Abel Pifre, un ingénieur plein de talent, avait accepté de Mouchot la tâche de poursuivre l'étude pratique de ses récepteurs solaires, s'efforçant d'en augmenter le rendement et d'en simplifier la construction. Inspiré par Robertson sur les miroirs à zones polyédriques, technique mise en œuvre par ce dernier en 1794, Pifre substitua des zones tronconiques au miroir conique de Mouchot. Il présenta sa chaudière à l'exposition de Bône, en Algérie, en 1879. Mais, malgré le succès des générateurs solaires — dont l'expérience de Pifre exécutée dans le jardin des Tuileries, le 6 août 1882, avec un miroir de 5,50 m d'ouverture fut, en quelque sorte, une consécration, — l'œuvre de Mouchot s'éteignit. Les efforts déployés furent peu encouragés. Le pétrole, avec le moteur à combustion interne, allait conquérir le monde... en abandonnant, dans l'oubli, le génial inventeur, qui mourut dans la misère.

Malgré tout, l'héliodynamique était née. Aussi, dès 1880, on assiste à l'éclosion de nombreuses découvertes et réalisations souvent inspirées des travaux de Mouchot. La machine solaire d'Ericsson, avec son réflecteur de 5,28 m d'ouverture, est expérimentée dès 1883, à New-York. En 1872, l'installation grandiose de distillation solaire, implantée sur le plateau d'Atacama, à Las Salinas, au Chili, grâce à l'Anglais Harding, comprenait 4 700 m² de distillateurs. Ces derniers, destinés à la production d'eau potable à partir d'eau saumâtre, assuraient 23 tonnes d'eau par jour. Cette gigantesque réalisation — dont le record reste toujours imbattu de nos jours — a fonctionné près de vingt-cinq ans.

En 1885, Charles Tellier construisait un appareil à Auteuil, destiné à l'élévation de l'eau par la chaleur solaire (2 500 l par heure, d'une profondeur de 6 m). Il utilisait déjà des absorbeurs plans sans concentration. Il venait de réaliser la pompe solaire thermodynamique.

En 1903, l'ingénieur anglais Enéas met en œuvre des chaudières solaires. L'une d'elles réalisée en Arizona et comportant un miroir tronconique de 9 m d'ouverture, développe une puissance de 7,5 kW. Dès 1912, Franck Shuman s'attaque aux génératrices solaires de puissance élevée, de l'ordre de 50 CV. En collaboration avec l'Anglais Boys, il réalise à Méadi, en Egypte, une gigantesque installation solaire constituée de miroirs cylindro-paraboliques de 60 m de longueur chacun et de 4,20 m d'ouverture. Les pompes actionnées par la vapeur produite étaient destinées au pompage de l'eau, afin d'irriguer une plantation de coton de 200 ha.

En 1921, à l'aide d'un miroir parabolique de 2 m de diamètre et 0,85 m de longueur focale, Straubel à Iéna, poursuit ses recherches sur la concentration solaire. Reprenant ces expériences, Conn, en 1935, réussissait à fondre l'oxyde de zirconium, grâce à l'obtention de niveaux de température élevés (2 700 °C). Il construisit, plus tard, un miroir parabolique en aluminium de 3,20 m de diamètre, grâce auquel il put obtenir au foyer une température de 3 300 °C.

En 1932, le Californien Institut of Technology, à Pasadena, avait déjà réalisé un four à concentration à partir de lentilles et miroirs. Enfin, quelques années avant la seconde guerre mondiale, en 1933, un ingénieur de Bordeaux, W. Stolpner, met au point un chauffe-eau solaire, qu'il baptise « Insol » et qu'il commercialise dès 1936.

Les trois écoles

Il fallut attendre 1946 pour assister à la création en France, sous l'impulsion de Félix Trombe et de ses collaborateurs Marc Foex et Charlotte Henry La Blanchetais, d'un laboratoire de l'énergie solaire, à Bellevue et Meudon (Hauts-de-Seine). A la suite d'essais encourageants obtenus avec d'anciens miroirs paraboliques de projecteurs de D.C.A. de 2 m de diamètre, le four solaire de Mont-Louis, dans les Pyrénées-Orientales (1 600 m d'altitude) fut implanté dès 1950. Grâce à ce four, composé d'un héliostat (système optique destiné à suivre le mouvement apparent du Soleil) de 13 m de largeur et 11 m de hauteur et d'un réflecteur parabolique de 11,20 m de diamètre et de 6 m de distance focale, Trombe réussissait en 1955 — l'an I de l'industrie solaire — à fondre 3 t d'oxyde de zirconium. Ce four, d'une puissance de 75 kW, permettait d'atteindre au foyer des températures comprises entre 3 000 °C et 3 500 °C.

A la même époque, à Alger (à la Bouzaréah), le professeur Marcel Perrot et son équipe de chercheurs réalisaient, dès 1955, le plus grand héliodyne du monde. D'un diamètre de 8,40 m, le paraboloïde, composé d'une surface mosaïque en aluminium, avait une longueur focale de 3,14 m. Grâce à la densité de flux importante dissipée dans la tache focale, des températures de 3 800 °C furent atteintes. Le professeur Perrot consacra également ses efforts à l'étude des capteurs plans sans concentration, des distillateurs solaires, des serres sahariennes, de la thermochimie, etc. Ainsi, la France, avec ces deux pionniers des temps modernes, allait-elle faire école. L'un et l'autre ouvraient la voie de la concentration solaire avec les fours et centrales solaires, et celle de l'héliotechnique dans les applications que nous connaissons aujourd'hui.

En Italie, le professeur Giovanni Francia marqua de son génie inventif l'héliotechnique au cours de ces vingt dernières années. Grand ingénieur, il s'attacha à la transformation de l'énergie solaire par voie thermique. Il proposa au congrès des Nations unies à Rome, en 1961, ses structures antirayonnantes. Constituées, tels des nids d'abeille, à l'aide de film de polyéthylène de 50 microns d'épaisseur, ces cellules hexagonales sont transparentes au rayonnement visible et très légères. Disposées sous forme de galettes, sur une surface absorbante, elles contribuent à accroître considérablement la température de cette dernière, et cela d'autant plus que la hauteur relative des cellules est élevée. Elles sont antirayonnantes. Par ailleurs, la convection naturelle (naissance de mouvements de l'air au contact d'une surface chaude) qui se manifeste au sein de chacune d'elles tend à s'annuler à cause de la dimension réduite des structures hexagonales elles-mêmes. La convection naturelle est en quelque sorte figée. Les structures de Francia sont dites antipertes, car elles diminuent fortement les pertes thermiques de l'absorbeur, pertes par rayonnement et pertes par convection.

En Israël, avec le professeur Harry Tabor, c'est une voie totalement différente qui a été suivie. Certes, depuis fort longtemps, les capteurs solaires fonctionnant en thermosiphon peuplent les toitures de ce pays. L'eau chaude sanitaire est ainsi distribuée grâce à quelques centaines de milliers de chauffe-eau. Mais il s'agit de maîtriser des énergies beaucoup plus importantes. Aussi, imaginons un bassin de 100 m de côté, rempli d'eau, dont la profondeur atteint 80 cm à 1 m. Le fond noir absorbe le rayonnement solaire qui traverse la nappe liquide. Sous l'échauffement, les pertes thermiques inhérentes à la convection naturelle sont inévitables.

Dès 1958, Tabor maîtrisait ces pertes grâce à l'introduction de sel marin dans le bassin (à Beer-Sheva, sur la mer Morte). Si l'on crée un accroissement de salinité, tel que la concentration saline soit maximum au fond et nulle en surface, les courants de convection naturelle sont annihilés au sein de l'eau, et les pertes thermiques théoriquement annulées. Cette démarche s'est traduite aujourd'hui par une technique fertile de stockage d'énergie (l'épée de Damoclès de l'héliotechnique). On peut ainsi obtenir des masses importantes d'eau portées, au bout de quelques mois de mise en régime, à une température voisine de 80 °C.

En fait, il existe une autre voie qui, elle, peut conduire à d'autres sortes de bilans énergétiques très élevés : c'est l'utilisation de l'énergie solaire consacrée à la modification du temps. Nous savons que le moteur des nuages, c'est le soleil. Dès 1908, un ingénieur français, Hyppolite Dessoliers, préconisait l'utilisation de l'énergie solaire en vue de l'obtention de nuages et de pluie. Il voulait créer au Sahara, à cette époque, une aire d'ascendance avec effets tornadiques et de précipitations pluvieuses. Il pensait édifier une aire de surchauffe solaire qui pouvait être constituée par une île artificielle aménagée, par exemple, au milieu d'un lac ou d'un chott.

Par sa capacité élevée à emmaganiser de la chaleur et son évaporation, la nappe d'eau subit, sous l'effet de l'ensoleillement intense des régions tropicales et équatoriales, une élévation de température plus faible que le sol de l'île. De plus, en diminuant la conductibilité thermique du sol, on accentue encore plus cet écart des températures, ce « contraste thermique », entre le sol et la masse d'eau environnante. Le visionnaire qu'a été Dessoliers prévoyait une organisation des cultures ou des plantations en fonction des propriétés réflectrices de leur surface, afin de mettre de l'ordre dans l'anarchie des courants ascendants générateurs de pluie. Henri Dessens, physicien français, reprenant les idées de Dessoliers cinquante plus tard, allait, avec un autre Français, Jean Vaillant, préciser les conditions de formation de nuages et de pluie par convection contrôlée. Ainsi le mécanisme de la convection thermique provoquée était né grâce au Météotron solaire. L'homme peut faire appel aux propriétés « optiques » du sol et engendrer des ascendances, favoriser des convections nuageuses et provoquer la pluie.

L'époque moderne

Il aura fallu la crise de l'énergie, en 1974, pour que le monde prenne enfin conscience du potentiel que représente l'énergie solaire. A nouveau, on fait appel, aujourd'hui, à ces énergies que l'on a baptisées nouvelles, mais que l'on devrait désigner sous le vocable d'énergies « retrouvées », car, en fait, elles ont toujours existé !

De gros efforts ont été accomplis dans le domaine de l'habitat individuel et collectif. Il est fait appel, pour toutes ces applications, à la connaissance du gisement solaire, et le recensement des sites constitue à cet égard un volet important dans l'étude d'une structure solaire. Physiquement, la couverture atmosphérique constitue une serre gigantesque. L'échauffement de la surface terrestre est la conséquence de l'effet de piège — ou « effet serre » — qu'engendre la présence de cette pellicule transparente, chargée de vapeur d'eau. Rappelons brièvement que dans la répartition du rayonnement émis par le Soleil, 42,4 % se rapportent à la partie visible du spectre, la partie infrarouge en représente 48,4 %, le reste, 9,2 %, concernant le rayonnement ultraviolet.

La couverture transparente (verre ou plastique) équipant les capteurs solaires plans donne lieu à un « effet serre », à l'image de celui engendré par l'atmosphère. On introduira ce paramètre physique important dans toutes les structures solaires où se manifestera une absorption du rayonnement au niveau du fluide transportant la chaleur. Chargé de véhiculer la chaleur reçue, ce dernier, sous forme liquide ou gazeuse, sera présent dans les systèmes à conversion thermique.

C'est ainsi que, dans les applications actuelles, nous trouvons : les capteurs plans sans concentration et les capteurs à concentration, qui sont utilisés notamment dans leurs applications domestiques ; les structures à conversion thermodynamique, qui permettent en particulier la production d'électricité (la plus importante réalisation française est la centrale Thémis, qui devrait fonctionner à la fin de 1981) ; les structures à conversion directe ou conversion photovoltaïque, qui produisent aussi de l'électricité.

La production d'eau chaude par voie héliothermique (chauffe-eau solaire) est destinée aux besoins sanitaires. Au cours de l'année 1980, l'industrie française a fabriqué quelque 60 000 chauffe-eau solaires. Le chauffage de l'habitat à l'aide de capteurs solaires constitue une autre voie d'application. Deux systèmes sont développés :

— Celui utilisant l'eau comme fluide de transfert, destiné à véhiculer la chaleur reçue au niveau de l'absorbeur ;

— Celui utilisant l'air comme fluide de transfert thermique.

Dans le premier cas, les surfaces des maisons bien exposées au sud permettent d'aménager la façade ou la toiture en surface absorbante (surface de couleur noire), recouverte d'un vitrage la plupart du temps. Cette surface est tapissée de capteurs plans sans concentration. Dans le second cas, la thermocirculation naturelle est utilisée comme mécanisme de transfert. On assiste, depuis une décennie, à la naissance de l'habitat dit passif, dont le « mur Trombe » a constitué, il y a une vingtaine d'années, l'élément essentiel.

L'étude des surfaces sélectives des capteurs a fait l'objet de vastes recherches depuis de nombreuses années. Un développement industriel devrait pouvoir se manifester, car l'incitation actuelle paraît forte. Le stockage de l'énergie, enfin, a trouvé de multiples réponses techniques, mais dont le choix décisif reste suspendu à des soucis de rentabilité. Les solutions acceptables et efficaces ne sont pas loin. ■

Le Monde
DIMANCHE

COURRIER

AUJOURD'HUI

DEMAIN

CLEFS

DOSSIER

UNE NOUVELLE INÉDITE DE YAK RIVAIS

La cathédrale de Chartres

C'ÉTAIT un grand jour pour Lionel, la consécration de son génie. Voilà des mois que la STAMLA était à pied d'œuvre, depuis que l'émir, pris de lubie, avait formulé des exigences nouvelles en matière de paiement pour son précieux pétrole, réclamant des pays d'Europe un monument du patrimoine en échange de l'énergie noire. L'émotion avait été grande. Un soir, à la télévision, un plénipotentiaire avait officiellement exprimé les prétentions de l'émir sur... la cathédrale de Chartres. Au même moment, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, la Hollande, recevaient notification de céder respectivement le féerique château de Neuchwanstein, L'hôtel de ville d'Oudenarde, la Ca d'Oro de Venise, le campanile d'Utrecht. La Grande-Bretagne, *moins dépendante, perdrait malgré tout un château du Northumberland.*

La France était désemparée, retardait l'échéance fatale, faisait admettre pour clause rédhibitoire toute éventuelle altération du monument, qui serait l'effet du démontage, du transport, ou du remontage. C'est alors qu'est apparue la STAMLA. Créée et animée par l'Américain Lionel S., le Société de Transport Aérien par Moins Lourd que l'Air venait de réaliser le plus spectaculaire transport de tous les temps en acheminant un iceberg du Groenland au golfe Persique. L'émir et le génial inventeur s'étaient-ils concertés ? Profitant en tout cas du succès de la récente prouesse, Lionel offrit de transporter les monuments achetés, sans aucun démontage.

Comme tous mes camarades, l'échec prématuré d'Atlante (1) m'avait donc réduit au chômage. Je n'avais suivi les opérations liminaires de la STAMLA que de loin et par voie de presse, jusqu'à ce qu'Angélo, qui occupait un poste responsable au ministère de la culture, eût obtenu pour moi une place de technicien dans cette entreprise passionnante. Lionel S. était un grand homme. Capable de tous les raccourcis, découvreur d'évidences, volontaire, il ressemblait assez au capitaine Nemo de mon enfance, dont il possédait la prestance, la fougue, l'imagination enfiévrée.

J'avais trouvé Chartres consternée. Le chantier autour de la cathédrale célèbre était vaste, comparable en somme à celui des douzième et treizième siècles, d'où elle était sortie ; *on avait creusé un profond fossé tout autour, pour dénuder les fondations,* tandis qu'on renforçait l'ensemble de la construction en y injectant un armement plastique parfaitement invisible. On avait perforé les pierres avec de très longues mèches dans tous les sens ; il n'en était pas une qui ne fût plusieurs fois traversée par le réseau plastique interne insufflé à chaud sous pression. L'ensemble était ainsi soudé, y compris les plus fines sculptures. La troupe en gardait les accès, assistée de vigiles privés. Des frises de barbelés couraient de poste en poste, truffées de détecteurs sensibles reliés à des sirènes d'alarme, et, dans un P.C. proche, des surveillants se relayaient devant les écrans de contrôle d'une télévision d'observation en circuit fermé. La nuit, les projecteurs illuminaient le chantier comme en plein jour, et le travail ne s'arrêtait pas. Des jeeps rôdaient aux alentours.

Le gouvernement, impuissant et inquiet, ne se lassait pas de répéter que la cathédrale serait enlevée sans détérioration, et qu'on n'en ferait pas une mosquée. L'intention de l'émir, Angélo m'en avait parlé, c'était d'exposer le monument à l'admiration des visiteurs venus du monde entier dans son pays, simplement érigé auprès d'autres monuments achetés, ou qu'il envisageait de s'approprier dans l'avenir, comme un colossal musée-cimetière des plus beaux monuments du monde. Nous savions tous, à la STAMLA, qu'il projetait d'aménager la cathédrale en salle des fêtes, avec néons, sièges et planchers escamotables, appareils à sous pour touristes. Ce n'était pas le problème de Lionel. Et ce n'était pas non plus la première vente de biens du patrimoine. Mais c'était le premier monument. Et beaucoup de gens se demandaient si le pétrole valait tel échange, dût notre approvisionnement en être assuré pour dix ans. Mais que faire ?

Lionel, suite à l'acheminement des icebergs qui lui rapportaient une fortune, avait envisagé de cryogéniser la cathédrale. Imaginez, exposait-il au monde entier frappé de stupeur, imaginez le monument figé dans un grand bloc de glace ! Il s'était efforcé d'expliquer que la cryogénisation contrôlée n'affecterait pas la température de la ville, mais il avait compris qu'il ne convaincrait pas, et que les peurs primitives, en dépit des éclaircissements scientifiques, étaient de nature à constituer un dangereux rassemblement de forces contre nous. Il avait modifié le projet.

ET c'était aujourd'hui le grand jour. L'édifice aux tours inégales, l'ancienne, médiévale et pointue, et la plus récente, ouvragée, de la Renaissance, paré des gracieux arceaux de *ses contreforts, coiffé de son toit de cuivre vert, était étrangement visible dans un haut bloc de plexiglas à* structures réticulées (particulièrement expansif), avec des réfractions imprévisibles. Le plexiglas s'enfonçait profondément dans le sol, jusque sous les fondations anciennes, car l'existence probable de galeries inexplorées sous la crypte fameuse avait amené les concepteurs du projet à suggérer qu'on enlevât plusieurs étages de terre avec l'ensemble, afin que les explorations fussent poursuivies une fois la haute bâtisse déposée sur son nouveau site étranger. La grande et noble cathédrale était comme un gros insecte incrusté.

Des milliers de gendarmes et d'hommes de troupe avaient été mobilisés, qui arrêtaient plusieurs millions de badauds à 5 km de la ville ; on ne redoutait *point tant les manifestations, qui se succédaient depuis des mois, que l'acte désespéré de tireurs ou de lanceurs de bombes.* La veille, un archiviste *s'était immolé par le feu. La ville était en deuil.* Les *fenêtres des maisons,* les portes, *étaient drapées de noir.* La population, canalisée par l'armée, était vêtue de *noir* (les marchands de tissu avaient fait fortune), et beaucoup portaient des cagoules pointues, comme en Espagne pour la Passion. Ils brandissaient des milliers de flambeaux allumés par les rues, malgré le grand soleil. Les banderoles, lettres blanches sur fond noir, étaient innombrables, comme des voiles de régates funèbres : *« STAMLA go home ! », « Laissez-nous notre cathédrale ! »*, etc.

Mais tout autour du trou immense comme les douves d'une forteresse féodale, les grues dominaient le chantier monstrueux ; elles maintenaient horizontal, au-dessus du bloc cristallin, l'étonnant croisillon rigide destiné à relier entre eux les cinq énormes dirigeables qui devaient enlever le monument. Ceux-ci étaient là depuis huit jours. Des hélicoptères avaient apporté les filins. Des ouvriers hardis, sanglés là-haut, avaient fixé les quatre extrémités du croisillon aux quatre nacelles profilées. Les quatre dirigeables demeureraient ainsi à distance constante l'un de l'autre, et du cinquième, dirigeable amiral plus petit, au centre de la croix des quatre autres. Les merveilleux cigares dominaient Chartres, plus légers que les anciens zeppelins, plus puissants, plus sûrs, plus maniables et plus rapides, capables de descendre ou de monter grâce à des moteurs auxiliaires, d'atterrir ou de décoller par tous les temps et avec une autonomie absolue, sans les antiques et laborieuses manœuvres d'un personnel nombreux. Ils flottaient, spectacle insolite et splendide, taches de couleurs fluorescentes, rouges, vertes, jaunes, *et lettres blanches sur les flancs et sur les nacelles, immobiles en dépit des vents qui balaient le plateau de Beauce, grâce à des jeux de moteurs antagonistes. (J'avais personnellement collaboré à l'amélioration de cette réalisation d'anémomètres à laser couplés, assez comparables aux thermostats des appareils de chauffage, qui se déclenchent au-dessous d'un seuil et cessent de fonctionner au-dessus d'un autre. L'ensemble était parfaitement stable.)*

UNE tribune bleu, blanc, rouge avait été aménagée. Le ministre, crispé, très ému, avait prononcé un discours bref pour la télévision, tandis que les lourdes grues reculaient. Les filins, libérés, avaient été rapidement enroulés autour des treuils des quatre nacelles extrêmes ; les cinq dirigeables fantastiques étaient maintenant sans entraves. La foule s'était tue, subjuguée. Lentement, les cinq énormes engins STAMLA multicolores s'étaient élevés dans l'air, jusqu'à tendre les filins reliés aux grappins fixés dans le bloc transparent. Ils s'étaient immobilisés en rencontrant une résistance, avaient égalisé les charges ; on voyait des filins trop longs raccourcir au moyen de poulies multiples, d'autres s'étirer, de sorte que les cinq dirigeables trouvent une horizontale irréprochable, tous câbles tendus. Trois hélicoptères vert et rouge avaient hissé des ouvriers sur le croisillon évidé ; ils resserraient audacieusement les dernières vannes, et faisaient trembler l'assistance. C'était un spectacle grandiose.

Un petit hélicoptère blanc s'était posé enfin devant le portail royal de l'édifice, et Lionel, prenant congé de nous qui l'acclamions, et faisant le V de la victoire, avait pris place à bord. La foule, au-delà des barrages, agitée par un formidable courant de colère venu des rues, s'était mise à manifester violemment. Des pavés pleuvaient sur les forces de l'ordre, qui ripostaient à coups de grenades lacrymogènes et de lances à incendie, à l'abri des bulldozers et des chars. Elle hurlait, *courait en tous sens. Mais l'hélicoptère blanc* avait rallié le dirigeable amiral, et nous avions assisté au transfert de Lionel dans l'élégante nacelle par un sas. Puis l'hélicoptère s'était éloigné. Il était 15 h 56. Les opérations s'étaient coordonnées jusqu'à présent conformément aux prévisions.

« *C'est hallucinant !* me criait Georges, un ami, technicien comme moi. *Fantastique !* »

« *Ils vont partir !* », criai-je.

ET subitement, les manifestations avaient cessé ; la foule, médusée, s'était tue. Même les soldats des forces de l'ordre avaient tourné la tête avec ahurissement, car le grondement des moteurs venait de s'assourdir, incroyablement plus puissant. Les dirigeables, tous câbles bandés, s'élevaient lentement, presque sans qu'on s'en aperçoive, et le bloc transparent trembla ! Il y eut un grand cri de l'assistance, suivi d'un silence angoissé ! La cathédrale bougeait ! En faisant choix d'un point de repère fixe, par exemple les flèches des hautes grues à l'arrière-plan, on pouvait constater qu'elle s'élevait verticalement avec lenteur, centimètre par centimètre, irrésistiblement, et sans à-coups.

« *Elle... Elle bouge ?* » m'avait crié Angélo, incrédule.

« *Regarde la base !* » lui avais-je crié en réponse.

On voyait se dessiner un trait horizontal plus sombre au fond du trou, sous la base de la cathédrale, signe que les fondations s'arrachaient au sol et que l'ensemble s'enlevait. C'était émouvant et superbe !

« *Tout va aller très vite maintenant !* me criait Georges. *Il n'y a plus de risques de choc !* »

Nous étions éperdus d'admiration. La cathédrale montait, debout, *décollée de la glaise qui l'avait vue naître, et nourrie ; et, bientôt,* la base émergeait du grand trou, dépassait le niveau du sol. Elle *était à présent un mètre au-dessus de nos têtes, et l'ascension semblait interrompue.*

« *Que se passe-t-il ?* » me criait Angélo.

« *Ils changent le régime des moteurs !* criai-je. *Ils lancent les moteurs de croisière !* « *Ils accélèrent ! Ils accélèrent !* » criait Georges.

La cathédrale s'était enlevée dans l'air plus rapidement, un mètre par seconde à peu près ; la foule avait poussé un douloureux sanglot. L'on voyait les gens jeter les flambeaux, les banderoles de deuil, arracher les cagoules noires qu'ils portaient ; ils pleuraient sans honte. Un silence terrible s'était abattu sur la ville, à part le vrombissement bruyant des dirigeables. En une minute, la cathédrale était parvenue à la hauteur où se trouvait naguère l'élégante et mystique toiture verte ; elle s'élevait toujours dans le ciel bleu. Des mottes de terre retombaient de sa base arrachée. A retardement, l'orchestre de la garde républicaine entonnait *la Marseillaise*, mais le ministre le fit taire. La foule pleurait. La cathédrale s'amenuisait dans le ciel clair. Des hélicoptères moustiques l'environnaient. Le monument glorieux avait pivoté sur lui-même, et s'en allait cap au sud-est. J'imaginais que là-haut, conquérant moderne, Lionel devait nous voir petits comme des insectes. Il regardait cette ville avec ce trou béant en son plein centre, comme une profonde blessure dans une gencive après l'arrachement de la plus belle molaire. Et la foule demeurait sur place, assommée, impuissante, pendant que ses racines s'envolaient pour toujours. ■

(1) *Les Herses*, nouvelle parue dans *le Monde Dimanche* du 13 juillet 1980.



RICHARD MARTENS

FABRICANT - VENTE DIRECTE :
liste de mariage
COUVERTS ARGENTÉS ET INOX
ORFÈVRERIE
Garantie 25 ans s/couverts argentés
FRANOR 70, RUE AMELOT 75011 PARIS
catalogue gratuit M sur demande